

● LA DIPLOMATIE DE JEAN-PAUL II - Pages 9 à 12

N° 410 - 35e année — MAI 1988

LE MONDE diplomatique

36 pages - 15 F

Algérie : 6 DA	Gr.-Bret. : 1,10 £
Antilles fr. / Réunion : 19,00 F	Irlande : 1,70 £
Belgique : 95 FB	Italie : 3 500 lires
Canada : 2,25 $ C	Maroc : 14,50 dir.
C.-d'Iv. : 990 F CFA	P.-Bas : 5,00 Fl.
Espagne : 270 P	Sénég. : 900 F CFA
E.-U. : 2,50 $ US	Suisse : 3,80 FS
	Tunisie : 1 700 m

Abonnements : voir tarif page 6

Publication mensuelle — 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Les Zaïrois en état de survie

(Pages 24 et 25.)

SOCIÉTÉS ÉCARTELÉES, PLANÈTE DISLOQUÉE

La fabrique des exclus

La pauvreté prolifère au sein d'une prospérité qui, en dépit de la stagnation économique, s'étale en un luxe tranquille. En quelques années, le traitement de la « crise » a dangereusement aggravé les injustices : disparités de revenus, mais aussi inégalités devant la culture, le logement, la santé, la justice, les loisirs. A l'abri de leurs privilèges, combien de citoyens contemplent avec apitoiement les familles et individus condamnés à vivre dans la précarité ? Combien préfèrent les ignorer ou se désintéressent de leur sort ? La France ne possède certes pas le monopole d'un tel écartèlement social. Le fossé est peut-être encore plus profondément creusé aux pays de Mme Thatcher et de M. Reagan.

Tourment de sociétés industrialisées ? Deux fois non. D'abord parce que l'écart grandit entre le Nord porté par la modernité et le Sud sous-développé. Ensuite parce qu'il grandit encore, dans le tiers-monde, entre les castes affairistes qui accaparent le pouvoir et l'immense majorité des populations, notamment rurales, abandonnées à leur triste destin.

Mondialisation de la production et des échanges ? Mondialisation aussi des multiples brisures qui disloquent la planète comme elles désarticulent, au Nord et au Sud, des sociétés en quête d'un équilibre interne plus ou moins harmonieux, jamais parfait mais toujours espéré.

Les évolutions technologiques introduisent inévitablement des tensions. Iront-elles jusqu'au point de rupture ? Force est de constater que l'idéologie aujourd'hui en honneur (1) les aggrave dramatiquement. Au Nord comme au Sud, le système en place fabrique des exclus, qui s'offrent toujours comme le terreau des extrémismes.

(Lire le dossier pages 15 à 22.)

(1) Cf. *Le Libéralisme contre les libertés*, « Manière de voir 2 ».

Le terreau de l'extrême droite

Par CHRISTIAN DE BRIE

« *JE suis la bête immonde qui monte, qui monte* (1). » M. Le Pen poursuit son ascension. Désormais, le candidat du Front national à l'élection présidentielle n'aura plus besoin de tourner en dérision la peur du fascisme tant les thèmes qu'il a développés se sont banalisés (2). Les électeurs ont, pour 14,39 %, voté pour lui lors du premier tour, le 24 avril, et ceux qui le suivent, fortifiés de se compter si nombreux, vont oser dire un peu plus haut et fort ce qu'ils pensaient, jadis, tout bas et que leur chef répète inlassablement depuis des années. Dès le soir du premier tour, certains ténors s'y sont exercés, haussant le ton comme on chausserait des bottes. « *Rien ne se fera plus en France sans, et* a fortiori *contre, la volonté des électeurs du Front national* (3). »

Le choc créé par cette poussée extrémiste prolongera ses effets longtemps après l'élection présidentielle, non seulement au sein de la droite déstabilisée et de la société française, mais encore en Europe, qui découvre avec stupeur la dimension de l'effet Le Pen. A juste titre ; on imagine les réactions françaises et internationales si un phénomène semblable s'était produit en Allemagne. Dans l'immédiat, il comporte des risques de dramatisation que certains pourraient être tentés d'utiliser, aussi bien par des manipulations sur les marchés monétaires et financiers que par des provocations à des affrontements violents. Fin avril, l'*International Herald Tribune* allait même jusqu'à présager que « *le sang pourrait couler* [en France] *avant la fin de la campagne* (4) ».

Parti du niveau zéro il y a tout juste sept ans, M. Le Pen atteint les sommets où évoluent les grandes formations qui se partagent la représentation populaire et le pouvoir politique. En 1981, il n'avait pu se présenter à l'élection présidentielle faute de réunir les cinq cents signatures nécessaires à la candidature, et les listes d'extrême droite totalisaient moins de cent mille voix aux législatives. Deux ans plus tard, le Front national émergeait aux élections municipales de mars 1983, entrait dans les mairies, avant de rassembler deux millions deux cent mille voix aux européennes de juin 1984, deux millions sept cent mille voix aux législatives et régionales en mars 1986 et quatre millions trois cent soixante-quinze mille voix le 24 avril 1988 sur le nom de son candidat à la présidence. Bien que battu, M. Le Pen est présenté comme le gagnant du premier tour.

L'immense majorité des électeurs (85 %) n'ont pas voté pour lui. C'est sans doute qu'ils ne voient pas les quatre cavaliers de l'Apocalypse, tous venus d'ailleurs, qui s'avancent, terrifiants, en ce crépuscule du deuxième millénaire chrétien. Si le premier — le mouvement communiste international, hégémonique, à tête d'empire soviétique totalitaire, — déjà dans la place, semble momentanément marquer le pas, les trois autres sont sur nous. L'invasion étrangère d'abord. « *Compte tenu de l'explosion démographique dans le tiers-monde, il va se produire de véritables glissements de terrain, lesquels risquent d'emporter notre civilisation elle-même* (5). » « *Il y a des races différentes qui ont des territoires différents. L'invasion du territoire d'un peuple par un autre peuple était jusqu'ici analysée comme un élément constitutif de la guerre. Quand les Huns, les Wisigoths, les Ostrogoths avancent, chassés de leur territoire par la misère et envahissent celui de leur voisin, il n'y a pas guerre si on leur ouvre les portes et si on leur entrouvre les femmes* (6). » « *On me dit :* « Laisser entrer les étrangers en France. » *Je réponds : mais laissez donc vos voisins entrer chez vous. Laissez-les coucher dans votre lit [...]. Moi, je suis le chef des indigènes et si mes idées ne triomphent pas, c'en sera fait de la France. Les immigrés seront les rois et on cotera à Paris, à la Bourse, en arabe. Avant vingt-cinq ans, la France sera une République islamique* (7). » « *Je vous dis, moi, que si nous laissons cette situation s'instaurer, ou bien tout cela finira mal, ou bien la France et les Français, leur civilisation, leurs coutumes et leurs mœurs seront balayés* (8). »

Le terrorisme ensuite, horrible complice du premier : « *Il leur suffit de prendre en otage pour faire du bruit dans les médias. Il leur suffira de prendre des petites filles et d'envoyer une tête par semaine. Cela n'a pas de fin* (9). »

Le SIDA enfin : « *Dans les cinq prochaines années, il va transformer l'histoire du monde. De vous à moi, je ne suis pas absolument sûr qu'il y ait encore une civilisation humaine à la fin du siècle. En l'état actuel des choses, il n'y a pas un seul espoir. L'avenir est entièrement noir* (10). » Noir comme les pestes terrifiantes qui ravagèrent le monde.

(Lire la suite page 13.)

(1) M. Le Pen, Compiègne, 3 mars 1984.
(2) Selon un sondage de l'IFOP, 57 % des Français n'ont pas peur de M. Le Pen.
(3) M. Le Pen, Paris, 24 avril 1988.
(4) William Pfaff, 28 avril 1988.
(5) M. Le Pen, « Club de la presse », 10 septembre 1983.
(6) M. Le Pen, *le Monde*, 12 décembre 1980.
(7) M. Le Pen, *le Figaro Magazine*, 16 avril 1988.
(8) M. Le Pen, « Club de la presse », 10 septembre 1983.
(9) M. Le Pen, *le Monde*, 10 mars 1986.
(10) M. Le Pen, *le Figaro Magazine*, 16 avril 1988.

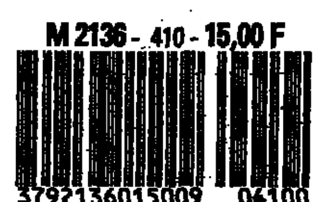
DANS CE NUMÉRO : En quête d'unité

Noirs et Blancs réunis, beaucoup de pauvres aux Etats-Unis s'unissent pour soutenir la candidature de M. Jesse Jackson ; en France, l'extrême droite fait campagne contre l'immigration et remporte 14,39 % des suffrages : le citoyen exprime comme il peut ses frustrations devant les défaillances du système social. La crise persistante incite les Deux Grands à s'entendre pour réduire l'effort d'armement, résoudre les conflits régionaux. Il faudrait aussi libérer la planète de ce gigantisme économique qui écrase des centaines de millions d'hommes, du Nord au Sud (*voir le dossier pages 15 à 22*).

RECETTES ÉPUISÉES

Une simple fresque de ces années de crise montre que les recettes du néolibéralisme sont épuisées, et que l'EUROPE pourrait bien être le socle d'une *« relance mondiale » (pages 6 et 7)*, à condition d'interrompre cette fuite en avant qui sacrifie les travailleurs sur l'autel de la compétitivité — tels ces *« paysans andalous » (page 8)* déçus par l'adhésion de l'Espagne au Marché commun — au risque de fertiliser à nouveau le *« terreau de l'extrême droite » (pages 1 et 13)*.

Le retour à un nationalisme primaire est aussi le fruit des campagnes anti-tiers-mondistes qui ont accompagné la rupture du dialogue Nord-Sud. Dans cette Afrique endettée, soumise au despotisme de dirigeants souvent corrompus, la lutte quotidienne des *« Zaïrois en état de survie » (pages 24 et 25)* fait pourtant ressortir la responsabilité du système économique mondial dans le gaspillage des énergies humaines. Tout comme les difficultés économiques de l'*« Amérique latine en détresse » (page 14)* montrent qu'il ne suffit pas de rétablir la démocratie pour s'affranchir des liens de dépendance à l'égard du même système.



M 2136 - 410 - 15,00 F

3792136015009 04100

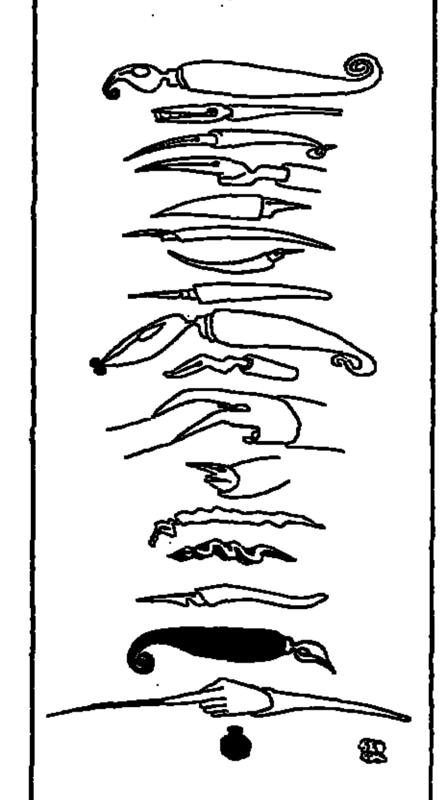
LES ARMES DE LA DIPLOMATIE

En URSS, ce sont également les difficultés économiques qui auront déterminé *« le grand tournant diplomatique » (page 5)*. Le marchandage stratégique avec les Etats-Unis impose la vigilance aux Européens, s'ils ne veulent pas faire les frais d'une nouvelle course aux *« armes conventionnelles » (page 28)*. Le Pentagone, lui, n'entend pas se laisser prendre au dépourvu par ce réaménagement stratégique et dresse ses plans pour l'an 2000 (*« dissuasion sélective et vieilles recettes », page 4)*, alors que MM. Reagan et Gorbatchev s'emploient à résoudre les dangereux conflits régionaux. Victimes de l'un de ces plus vieux conflits, les Palestiniens de *« la génération de l'Intifada » (page 3)* contribuent à relancer la dynamique des négociations, malgré les contraintes d'une occupation militaire dont, de son côté, l'écrivain afghane Spôjmaï Zariâb témoigne au nom de tout son peuple, dans la nouvelle *« Les bottes du délire » (pages 26 et 27)*.

Sur cette planète disloquée, toujours en quête d'unité, la *« diplomatie de Jean-Paul II » (pages 9 à 12)*, tournée vers la défense des valeurs spirituelles, devrait apporter son ciment. Mais le pape n'est-il point trop marqué par son expérience polonaise pour saisir tous les enjeux de l'évolution en cours entre l'Est et l'Ouest ?

Lire le sommaire détaillé page 36.

COURRIER DES LECTEURS



« Des nazis parlent »

A propos de l'enquête d'Alexandre Szombati « Des nazis parlent » (le Monde diplomatique, *mars 1988), nous avons reçu une lettre — que nous ne publions pas — contestant l'existence des chambres à gaz. D'autre part, M. Manfred C.E. Stricker, secrétaire du groupe démocrate-chrétien de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, exprime ainsi sa perplexité quant au décompte des victimes juives du génocide :*

A la lecture de votre article, je ne suis pas plus avancé. Voilà donc qu'un Wilhelm Höttl, *« historien de profession »*, autrichien comme Eichmann, et son *« camarade de lutte depuis toujours »*, qui lui *« témoignait la confiance la plus totale »*. Et ce Höttl historien va tout dire à A. Szombati, précisant que *« c'est pour être utile à la seule cause qui lui tienne à cœur : la vérité historique »*.

Et voilà le chiffre : quatre millions dans les camps, deux par les commandos de la mort. Cela fait six pour Eichmann. Insuffisant pour Himmler, qui veut un autre rapport. Et l'article s'arrête là. Le lecteur pourra se dire que six doit finalement être le bon chiffre.

Mais, quand on réfléchit un peu, il est permis de se dire qu'Eichmann et Himmler avaient peut-être un peu tendance à gonfler les chiffres. Qui ne le fait pas dans les systèmes bureaucratiques, et cela d'autant plus qu'ils sont plus totalitaires ? [...].

Mais puisqu'on constate l'existence de faussaires, réfléchissons à leur nature diverse. En simplifiant, on pourrait voir d'un côté les gens qui aimeraient bien disculper les démocraties européennes d'avoir abouti à des solutions aussi extrêmes. Et de l'autre, ma foi, des gens qui tentent d'exploiter les morts en grossissant le chiffre, pour des raisons que des gens doivent bien connaître.

[M. Stricker se permet un peu facilement d'élargir à l'ensemble des démocraties européennes la responsabilité du peuple allemand.]

Mme Irène Herbulot, « mère de famille de trente et un ans », demeurant à Caluire, s'indigne, elle, que l'on puisse faire parler des criminels nazis :

Et tout cela pour quoi ? Pour que l'existence des chambres à gaz ne soit pas niée (parce qu'on chercherait encore à le faire, après le procès Barbie pour ne citer que le plus récent) ?

Allons donc ! Faut-il vraiment aller chouchouter un nazi, un moins que rien, se pencher sur son passé ignoble, pour pouvoir en tirer un témoignage qui nous serve de leçon à nous, pauvres démocrates sans cesse menacés dans notre fragilité ? Comme si nous pouvions apprendre quelque chose d'eux ! Vous leur faites la partie trop belle ! On va les voir, on parle d'eux... On montre leurs photos.

[...] Je ne suis pas d'accord. Ils n'ont pas à témoigner, eux qui se moquent bien de vous et de vos interviews démocratiques, et par-dessus tout des crimes qu'ils ont commis (aucun nazi notoire n'a jamais exprimé de regrets pour cela).

Alors pourquoi cette sollicitude ? Laissez donc les nazis à leurs bourbiers, c'est bien assez qu'ils soient encore vivants...

« Le sucre sous l'empire des Grands »

M. B.O. Boullé, délégué général outre-mer de la Chambre d'agriculture mauricienne, nous communique ses remarques à propos de l'article de Charles Condamines paru dans notre dossier sur « Le sucre sous l'empire des Grands » (le Monde diplomatique, *mars 1988) :*

M. Condamines écrit qu'*« en réalité ce sont les exportateurs privés organisés en syndicat qui ont encaissé cet argent (provenant du protocole sucre) »*. Il convient de préciser que le Syndicat des sucres, organisme de marketing, groupe tous les producteurs de sucre, y compris 35 000 planteurs, et que les recettes qui proviennent de notre quota ACP sont distribuées de façon qu'elles profitent jusqu'aux plus petits planteurs et jusqu'aux travailleurs. Enfin, on doit noter que l'industrie sucrière finance son *propre institut de recherche* et que le sucre, par le truchement d'un prélèvement à l'exportation, finance une part importante du budget national.

Sur le plan plus général, on peut en effet confronter les points de vue les plus divergents quant à la nature du protocole sucre. Toutefois, si on le replace dans son contexte historique, où il apparaît comme le successeur direct du Commonwealth Sugar Agreement, on voit bien qu'il ne peut s'agir que d'un contrat commercial pur et simple et non d'une forme d'aide qui ferait que les signataires ACP deviennent des « assistés ». D'ailleurs, c'est bien sur la base d'un accord commercial que les commissaires à l'agriculture qui se sont succédé à Bruxelles depuis treize ans ont tous mis en pratique les dispositions du protocole.

Tchicaya U Tam'si

NOTRE ami Tchicaya U Tam'si, poète, dramaturge et romancier congolais, est mort d'une crise cardiaque dans la nuit du 21 avril dernier à l'âge de cinquante-sept ans.

Dans ses poèmes, ses pièces de théâtre et ses romans, Tchicaya U Tam'si a constamment défendu, en une langue française rageuse et forte, un sens du génie africain et une certaine conception de l'Afrique : celle de la noble tradition de la tolérance, du dialogue et du progrès. Il a férocement fustigé — en particulier dans sa pièce *le Destin glorieux du maréchal Nikkon Nikku* et dans son dernier roman, *Ces fruits si doux de l'arbre à pain* — la bêtise politique, le sanglant carnaval des dictatures et l'absurde délire de certains tyrans.

Ecrivain baroque, au style torrentiel et à l'humour acéré, Tchicaya U Tam'si exprime dans toutes ses œuvres une intense générosité sociale et un profond humanisme. Il avait accepté, en octobre dernier, de faire partie du comité de gestion des fonds de « Lecteurs solidaires », se joignant ainsi activement à la campagne lancée par notre journal en faveur des lecteurs du tiers-monde.

Collaborateur du *Monde diplomatique* (1), Tchicaya U Tam'si estimait que la lecture de ce journal, dans cette Afrique qu'il aimait tant, pouvait aider, dans une certaine mesure, à faire avancer les idées auxquelles lui-même a consacré sa vie : le progrès de l'esprit humain, la justice sociale, les droits de l'homme et la pleine démocratie.

(1) Lire sa nouvelle, *Lazare*, (avril 1980) ; un extrait du roman *Ces fruits si doux de l'arbre à pain* (mars 1987) et l'article « Les origines sacrées de notre théâtre » (décembre 1987).

« La puissance américaine au milieu de la bourrasque »

Chef de l'information au secrétariat du GATT, M. David Woods nous écrit à propos de l'article de Frédéric C. Clairmonte et John Cavanagh intitulé « La puissance américaine au milieu de la bourrasque » (le Monde diplomatique, *janvier 1988) :*

J'ai été surpris de prendre connaissance de l'opinion attribuée au secrétariat du GATT [au sujet des nouvelles négociations de libéralisation du commerce] : *« Un rêve, comme la plupart des membres du secrétariat du GATT l'admettent en privé. » (...)* Je ne prétends pas représenter les membres du secrétariat ni connaître leurs opinions privées. Je ne peux toutefois m'empêcher d'envier les auteurs de l'article d'avoir pu s'entretenir en privé avec *« la plupart des membres du secrétariat »* qui compte quelque cent cinquante experts, dont de nombreux sont responsables d'un secteur de politique commerciale. Comment conclure sérieusement qu'ils considèrent comme un rêve l'activité dans laquelle ils se sont engagés depuis plus d'un an ?

« Les armes de l'Europe »

A propos des articles sur « Les armes de l'Europe » (le Monde diplomatique, *janvier 1988), M. Pierre Baratoux, président de la Communauté européenne de défense par les citoyens (CEDEC, BP 183, 75160 Paris Cedex 04), s'intéresse plus particulièrement au commandement des troupes européennes :*

J'ai été particulièrement surpris que, pour un fidèle lecteur de la *Zeit*, puisque vous la citez abondamment, vous puissiez affirmer que, jusqu'à présent, aucune voix ne s'est élevée en Europe pour demander que ce soit un général européen qui soit placé à la tête de l'OTAN.

Je me permets donc de vous renvoyer à la *Zeit* du 20 novembre 1986 (nº 48, p. 3) dans laquelle M. Schmidt propose qu'un général français soit placé à la tête des troupes européennes. Plus précisément, je vous renvoie à l'article de la *Zeit* du 29 mai 1987 (nº 23, p. 35, col. 2, par. 2) du même auteur que je vous traduis brièvement : *« A la place de l'actuelle structure de l'OTAN et de son commandant en chef américain* [serait mis en place] *un système ouest-européen de défense avec un commandant en chef français à sa tête. Il serait responsable devant le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement. Il réunirait toutes les compétences à l'exception du droit d'utiliser les armes nucléaires, lequel relèverait exclusivement du chef de l'Etat français »*. Et plus loin M. Schmidt ajoute : *« Ce concept d'un système ouest-européen de défense s'effectuerait complètement dans le cadre du Pacte atlantique et de l'UEO. »*

[L'ex-chancelier Schmidt ne parle que des troupes européennes, et non pas des troupes de l'OTAN stationnées en Europe et qui incluent les forces américaines. Il a avancé cette suggestion uniquement après avoir quitté le pouvoir. Aucun gouvernement ne l'a reprise à son compte. M. Kissinger est allé plus loin (un Américain comme secrétaire général de l'OTAN, un Européen comme commandant en chef de toutes les forces de l'OTAN stationnées en Europe) mais, là encore, il a attendu d'avoir quitté le département d'Etat.]

De son côté, M. Georges Lamizet, agrégé de l'Université et membre de la commission Défense et désarmement des Verts nous fait part de ses réflexions sur la stratégie anticités :

Rappelons ce qu'est la stratégie anticités : un « coup de semonce » des armes nucléaires, dites à présent préstratégiques, avertirait le gouvernement de Moscou que la violation du « sanctuaire national » exposerait la population des villes russes au « coup de massue » de la force stratégique, dont la modernisation doit faire passer le pouvoir exterminateur de 20 millions d'habitants de ces villes à 60 millions [...]

Selon le général Copel, le nucléaire ne met à l'abri que du nucléaire, et c'est à cette seule fin que la bombe atomique était destinée quand le général de Gaulle en dota la France. Un des deux présidents du groupe de conseillers qui vient de présenter à Washington un rapport sur la politique militaire des Etats-Unis (*le Monde*, 19 janvier 1988), Albert Wohlstetter, a dit naguère de la stratégie anticités qu'elle était un « bluff suicidaire ». C'est l'opinion exprimée par M. Pierre Juquin dans *le Monde* du 16 décembre : *« On ne protège pas son indépendance en ne se donnant le choix qu'entre vitrification et capitulation. »* Pour leur part, les Verts on mis en évidence depuis longtemps que la stratégie anticités risquait d'acculer un jour le président de la République à ce choix entre la capitulation et l'anéantissement. Aussi ont-ils proposé aux Français une autre politique de défense [...] 52 % d'entre eux, selon un sondage réalisé par la SOFRES du 28 au 30 octobre 1987, estimaient qu'il faudrait à l'avenir rechercher d'autres solutions que la force de dissuasion pour assurer la sécurité du pays.

« Le Monde diplomatique » condamné pour injure publique et diffamation

Sur plainte déposée par l'Institut d'études de la désinformation, dont le rôle était critiqué dans un article intitulé « L'art de la désinformation » (*le Monde diplomatique*, mai 1987), la dix-septième chambre du tribunal de Paris a condamné, pour injure publique et diffamation, André Fontaine, directeur de la publication, et Claude Julien, auteur de l'article.

La décision du tribunal qualifie Claude Julien de *« journaliste consciencieux »*, de surcroît *« apparemment inspiré par d'honorables mobiles »*. Le journal est condamné à *payer 20 000 F d'amende*, à verser à la partie civile 10 000 F de dommages-intérêts et 8 000 F de frais, et à payer trois insertions dans la presse à raison de 15 000 F chacune. *Soit au total 83 000 F.*

Le Monde diplomatique a décidé de faire appel de cette décision. Dans l'un de ces prochains numéros, il fournira bien entendu à ses lecteurs un compte rendu détaillé de l'audience.

C. J.

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé, dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.*

En réponse à cet appel nous avions reçu, à la fin du mois d'avril 1988, la somme de 37 308 F. Le comité de gestion de ce fonds, constitué par Mme Claire Brisset, M. Jacques Chonchol, M. Pierre de Charentenay et M. Edmond Jouve (et, jusqu'à sa récente disparition, Tchicaya U Tam'si), a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. Ont déjà été établis : 34 abonnements en Afrique, 26 en Amérique et 3 en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous.

M. ou Mme ....

nº....., rue ....

à........................... Code postal..............................

lecteur du « *Monde diplomatique* » depuis ..... ans, verse par
☐ chèque bancaire ☐ chèque postal

la somme de :
☐ 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.
☐ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.
☐ 343 F pour un abonnement en Asie.

ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

LE MONDE DIPLOMATIQUE
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef : Micheline PAUNET, Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND
RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27
Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Antoine Gauvin
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

AU CINQUIÈME MOIS DE L'INSURRECTION PALESTINIENNE

La génération de l'« intifada »

ATTENTAT de Larnaca (Chypre), détournement de l'autobus de Dimona (Israël), assassinat à Tunis d'Abou Jihad, numéro deux de l'OLP : à nouveau, dans le conflit israélo-palestinien, l'enchaînement du terrorisme éclipse les espoirs de négociation. L'initiative de M. Shultz est dans l'impasse, la répression maintient dans son étau les terriroires occupés de Cisjordanie et de Gaza où le soulèvement entre dans son cinquième mois. Mais quelle est donc cette jeunesse dont l'ardeur est en train de donner un nouveau ciment à la résistance palestinienne ?

Par notre envoyé spécial ALAIN GRESH

Appelons-le Bassam. Nous l'avons rencontré à Hébron. Il se nomme Ahmed à Naplouse, Arabi à Ramallah. Il a vingt ans, n'a connu que l'occupation, et trouve pourtant que c'est le plus bel âge de la vie. Il a les yeux rouges de fatigue et ne sait pas encore où il dormira cette nuit ; il craint une nouvelle interpellation. En quelques mois, la Cisjordanie et Gaza sont devenus un immense pénitentier : plus de neuf mille emprisonnés (1). Il faudrait incarcérer trois cent mille personnes en France pour atteindre une proportion équivalente de prisonniers politiques.

Bassam connaît tous les recoins de sa ville, tous les habitants de son quartier. Il s'y promène en toute liberté, frappe à toutes les portes, demande à chacun de raconter la dernière incursion des colons, la manière dont la population les a repoussés, comment l'armée les a secourus. Bassam évite les grands axes et les patrouilles israéliennes qui les sillonnent ; mais il sait que le pays réel échappe à leur contrôle, malgré les milliers d'hommes utilisés à la tâche – avant, cinq cents soldats suffisaient à maintenir l'ordre dans toute la Cisjordanie.

Bassam est communiste ; Ahmed adhère à la Shabiba, l'organisation de jeunesse proche du Fath ; Arabi ne se reconnaît dans aucun groupe particulier, mais l'OLP résume pour lui son identité palestinienne. Ils ont tous ce même sourire, cette même assurance, cette confiance retrouvée qui surprend le visiteur habitué à la désespérance d'avant l'*intifada*. L'*intifada* (soulèvement), « le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs (2) », un mot magique, qui délimite l'avant et l'après. Pour ces jeunes, âmes du mouvement actuel, la ligne de démarcation n'est plus, comme pour leurs aînés, juin 1967, mais cette insurrection dont tout le monde rêvait et que personne n'osait plus espérer. *« Avant, la notoriété d'un jeune dépendait de sa famille, de son statut social, de son niveau d'éducation... Aujourd'hui, un seul critère compte : son rôle dans l'insurrection... »* De nombreuses filles venues au monde depuis décembre se prénomment Intifada...

Nés après la défaite de 1967, Bassam, Ahmed et Arabi n'ont pas connu la défaite. Mais ils ont vu, une à une, leurs illusions s'effondrer. Ils connaissent l'histoire de la génération de 1948, accablée par la *nekba* – la « catastrophe » de la défaite et de l'expulsion – et qui s'est lancée à corps perdu dans les mouvements nationalistes arabes, cherchant ainsi, vainement, le chemin de la Terre promise... La génération de 1967 a cru à la libération par les armes et a rallié avec enthousiasme les mouvements de fedayins : vingt ans après, leur rêve reste à réaliser. Aujourd'hui, la troisième génération a adopté, sans le savoir, le credo maoïste : *« Compter sur ses propres forces »* ; elle a renoué le fil de la grande révolte arabe de 1936-1939 en Palestine mais espère, cette fois enfin, aboutir à la victoire.

Si l'on demande à ces jeunes de fixer un point de départ au mouvement actuel, tous rejoignent Arabi : *« Le sommet arabe d'Amman au mois de novembre 1987. Nous l'avons suivi grâce à la télévision jordanienne massivement captée ici. Nous avons vu les chefs d'Etat palabrer, se disputer, se réconcilier face à la « menace iranienne », et... nous oublier. Nous avons alors compris que notre avenir reposait sur nos seules épaules... » « L'avenir, tu n'as pas à le prévoir, mais à le permettre »*, écrivait Saint-Exupéry, qu'il n'ont sans doute pas lu.

Et ils ont le sentiment d'avoir en quelques semaines modifié l'Histoire, d'avoir changé la face du Proche-Orient. Ils ont fait renaître la « ligne verte » qui délimitait les territoires occupés et que les gouvernants israéliens affirmaient avoir effacée à tout jamais : ils ont contraint le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, à multiplier les navettes dans la région ; ils ont remis la Palestine à l'ordre du jour, à Washington, à Moscou et dans les capitales arabes. D'où cette assurance sans limite, cet aplomb qui frise l'arrogance.

Peu de monde échappe aujourd'hui à leurs sarcasmes, pas même la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dont ils proclament haut et fort qu'elle est leur *« seul représentant »* mais dont ils dénoncent, en privé, l'incurie, la corruption de certains de ses cadres – *« l'OLP cinq étoiles »*, disent-ils dans un grand éclat de rire, – le peu de succès, voire une certaine irresponsabilité comme dans l'attaque contre le bus de Dimona, le 7 mars dernier. Pour Bassam, en quelques mois, les Palestiniens de l'intérieur ont obtenu plus que l'OLP en vingt ans de lutte armée et d'appels à la libération de toute la Palestine...

Mais ce sont surtout les dirigeants arabes qu'ils méprisent et condamnent sans rémission. Ils savent que leur mouvement peut être contagieux pour les peuples voisins. *« Nous sommes en train de faire la preuve qu'une insurrection peut tenir tête à une armée, la meilleure du Proche-Orient. Et demain, les autres peuples arabes, en Jordanie ou en Egypte, pourraient suivre notre exemple et revendiquer cette démocratie dont ils sont depuis si longtemps privés. »*

La contagieuse exaltation de cette génération flirte parfois avec l'illusion. Les rumeurs les plus folles circulent. Dans le taxi collectif qui relie Hébron à Jérusalem, un paysan rapporte que, *« avant le 5 avril, les Israéliens évacueront les territoires occupés »*. Cette fable est accueillie avec flegme par les autres passagers, qui engagent une discussion pour savoir d'où exactement Israël va se retirer.



Micha Bar'am-Magnum

LA FORCE DE L'ARMÉE, DÉSORMAIS OMNIPRÉSENTE
Mais la peur a changé de camp

« Ils venaient pour tuer »

MAIS s'ils ont la tête dans les étoiles, ces jeunes ont les pieds sur terre. L'*intifada* s'appuie sur une organisation étonnante d'efficacité et que chacun, homme ou femme, quel que soit son âge, a pris en charge.

A Idna, un village de quinze mille habitants proche d'Hébron, nous sommes en « territoire libéré ». Au bas de la route qui grimpe vers les premières maisons, un poste de l'armée signale le point le plus avancé de la présence israélienne. Tsahal se contente d'opérations coup de poing ; la veille de notre arrivée, fin mars, juste après la prière du vendredi, trente soldats ont pénétré à Idna, appuyés par un hélicoptère. *« Ils venaient pour tuer... Pour leur dernière incursion, ils avaient utilisé plus de mille hommes mais avaient dû battre en retraite face à toute la population, qui était descendue dans la rue ; en envoyant, cette fois-ci, un nombre ridicule de fantassins, ils les mettaient presque dans l'obligation de tirer. »* Bilan : deux jeunes tués, une quinzaine de blessés par balle.

Cette opération meurtrière n'a fait que renforcer la détermination de la population. La mort, toujours présente, ne la hante pas, et chaque ami tombé crée une motivation supplémentaire pour continuer le combat : *« Il ne faut pas qu'il ait versé son sang pour rien... »* A l'hôpital d'Hébron, aux côtés des familles, se retrouvent les camarades des blessés : on s'encourage, on raconte ses aventures, et un sourire confiant flotte sur toutes les lèvres... Dans les ruelles de la ville, les enfants de cinq ou six ans jouent aux Israéliens et aux Palestiniens, version moderne des cow-boys et des Indiens.

A Idna, le comité populaire clandestin détient tout le pouvoir. Une commission d'autodéfense organise les gardes : sur une hauteur, un groupe de jeunes guette l'arrivée éventuelle de l'armée, prêt à sonner le tocsin. Un comité d'alimentation amasse les vivres et les stocke pour prévenir un blocus prolongé. Un « retour à la terre » est aussi engagé : de nouvelles parcelles sont cultivées collectivement, chaque centimètre carré utile sert à faire pousser des légumes, des fruits... Un mouvement perceptible même dans les villes... L'Union des comités de secours médical a distribué des trousses sommaires de première urgence : coton, gaze, alcool, crème contre les brûlures... et animé des causeries d'une heure sur le secourisme. La même organisation prépare, dans chaque village, des cours de formation plus approfondis. L'insurrection s'installe dans la durée : le temps, un élément fondamental de l'affrontement en cours et dont chacun des protagonistes a saisi l'importance.

« Celui qui aura le souffle le plus long l'emportera. » Dans les dédales de la casbah de Naplouse, Ahmed nous guide, évitant les contrôles. L'armée assiège la ville depuis trois semaines et les militaires fouillent systématiquement ceux qui pénètrent, détruisant tout aussi systématiquement tous les aliments. Pains, oranges, œufs s'amoncellent sur les bas-côtés de la route. Comme les commerçants, répondant aux consignes de l'insurrection, baissent dès midi le rideau, les autorités d'occupation leur interdisent d'ouvrir l'après-midi, espérant ainsi anémier la volonté palestinienne. Dans certaines villes, comme à Hébron, les pharmacies ont été autoritairement fermées. En ce milieu d'après-midi, Naplouse ressemble à une ville fantôme ; les écoles et les universités sont closes, comme dans toute la Cisjordanie et Gaza, par ordre militaire ; personne ne s'attarde dans la rue.

Dans l'appartement où Ahmed nous a conduit, des dizaines de personnes se sont agglutinées en quelques minutes. Chacun veut raconter : comment les soldats ont pénétré chez eux, en passant par les toits ; comment ils ont volé de l'or ou des bijoux ; comment ils ont saccagé les habitations ; comment ils ont détruit les haut-parleurs de la mosquée... Ahmed met bon ordre à cette exubérance. Il n'a pas la trentaine mais possède déjà une longue expérience : adolescent, il a été condamné à quinze années de prison pour appartenance à une organisation de la résistance et jet de cocktail Molotov ; il a été torturé, puis libéré au bout de dix ans. Il parle avec l'autorité que lui confère son itinéraire et son rôle actuel. Il écarte tous les récits sur les exactions car il sait que, dans ce domaine, les Palestiniens ont déjà remporté la bataille de l'opinion publique internationale. Mais il souhaite exposer le pourquoi de leur combat : *« Notre mouvement n'est pas l'œuvre d'enfants ou de terroristes... Ce n'est pas une protestation contre nos conditions économiques. Nos revendications ne sont pas celles de réfugiés mais celles d'un peuple. Que voulons-nous ? Un Etat en Cisjordanie et à Gaza avec Jérusalem-Est comme capitale. »*

Le discours réaliste de cette troisième génération évite toute emphase, tout vertige du succès. Certes, tous les extrémistes n'ont pas disparu : des slogans signés de la « résistance islamique » dénoncent, à Naplouse ou à Gaza, l'idée de conférence internationale. Un étudiant demande, lors d'un colloque public, que les participants entament un débat sur le *« passage à la lutte armée »*... Mais ces élucubrations restent minoritaires, et les cadres rencontrés au hasard des visites partagent une vision pragmatique, qui prend en compte l'existence d'Israël et l'état de l'opinion publique internationale. Par sa modération aussi, qui témoigne de la confiance retrouvée, la nouvelle génération apporte sa contribution à la lutte palestinienne.

Bassam, Ahmed ou Arabi dirigent le soulèvement, dont la force réside dans la décentralisation. Ces nouveaux chefs ne sont pas connus des Israéliens, qui arrêtent aujourd'hui indistinctement car ils ne savent plus qui est qui dans cette communauté palestinienne où les « collaborateurs » se sont repentis ou se retrouvent totalement isolés. La *quiyadah mouwwahadah* (commandement unifié), qui publie toutes les semaines un communiqué fixant les axes de la lutte, ne reflète qu'imparfaitement le mouvement ; elle est avant tout une sorte de pont entre la direction extérieure – l'OLP – et l'*intifada*.

Ces jeunes sont jaloux de leurs prérogatives et ne suivent pas toujours les directives centrales, jugées parfois irréalistes ou, au contraire, trop conciliantes. Mais leurs propos sur l'OLP échappent à toute ambiguïté : *« C'est l'OLP qui décide ; c'est elle qui doit négocier ; nous refusons de constituer une direction de rechange. »*

« Ma fi khouf ! » La peur s'est évanouie. Ou plutôt elle a changé de camp. Muki Ron est israélien, responsable du groupe « Vingt et unième année » (d'occupation) ; c'est un professeur de littérature anglaise à l'Université hébraïque de Jérusalem, avec un long passé militant : il a créé La Paix maintenant à Tel-Aviv en 1982. Aujourd'hui, il développe une activité très radicale contre l'occupation, contre son principe et sa traduction dans la vie quotidienne...

Pourtant, il avoue que, lui aussi, a peur : *« Quand je vois à la télévision ces Palestiniens des territoires, le visage masqué par le keffieh, armés de pierres et de bâtons, j'ai peur... La peur est une dimension très forte de notre société. »* Peurs ancestrales et peurs actuelles, souvenirs des pogroms et de l'Holocauste, cette crainte profonde est la pire et la meilleure des choses. Elle a entraîné, côté israélien, une réévaluation fondamentale : le *statu quo* est une illusion. Mais ce constat peut déboucher aussi bien sur une volonté de paix que sur la conviction qu'il faut expulser les Palestiniens. L'Histoire et les Israéliens hésitent encore...

Aujourd'hui, le gouvernement de Jérusalem, divisé sur le plan Shultz, est uni sur le préalable à toute solution : casser les Palestiniens. Un ministre travailliste a résumé ce consensus : *« Avant de décider quoi que ce soit, nous devons effacer cet insolent sourire de leurs lèvres. »*

(1) 4500 avant le 8 décembre, date du début de l'insurrection ; 4500 autres arrêtés depuis.

(2) *« Quand le gouvernement viole les droits des peuples, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs. »* Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 24 juin 1793.

« Le sombre horizon du refus »

COMMENTANT, dans l'*International Herald Tribune* (1), l'opposition de plusieurs dirigeants juifs américains à l'initiative Shultz, M. Abba Eban, président de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, rappelle que, à plusieurs reprises depuis 1948, le gouvernement israélien avait accepté le principe d'une réunion internationale sur la paix au Proche-Orient. L'ancien ministre des affaires étrangères ajoute qu'aujourd'hui *« le secrétaire d'Etat George Shultz a offert aux Israéliens des garanties originales et détaillées qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait envisagées. Israël participerait à la conférence sans être assuré de son succès mais avec des risques presque nuls. »* Et il conclut : *« Les amis d'Israël en Amérique, qui sont loin de cette tragique arène, devraient procéder à un examen de conscience acéré avant d'encourager Israël à explorer le sombre horizon du refus. »*

(1) 4 avril 1988.

LA STRATÉGIE AMÉRICAINE FACE AUX DÉFIS DE LA FIN DU SIÈCLE

« Dissuasion sélective » et vieilles recettes

ESTIMANT que les principes défendus en 1980 par l'administration Reagan avaient perdu de leur crédibilité dans un monde en rapide changement, le département de la défense et le Conseil national de sécurité ont nommé, l'an dernier, une commission de haut niveau chargée de réexaminer la stratégie américaine. La « commission sur la stratégie intégrée à long terme » a remis, le 10 janvier 1988, un rapport public de 69 pages, intitulé « La dissuasion sélective » *(« Discriminate Deterrence »)*. Le rapport décrit quelques-uns des changements intervenus dans le paysage stratégique international et fait une série de recommandations sur la façon de modifier la stratégie américaine afin de mieux faire face aux défis militaires des années 90, et au-delà.

Par MICHAEL KLARE *

Pour préparer ce rapport, le Pentagone et le Conseil national de sécurité avaient choisi un groupe de personnalités éminentes – stratèges, officiers en retraite, politiciens – en majorité conservatrices. Les deux coprésidents de la commission étaient MM. Fred C. Iklé, récemment encore sous-secrétaire à la défense (et numéro deux du Pentagone), et Albert Wohlsetter, ancien chercheur à la Rand Corporation et conseiller du département de la défense pour les questions stratégiques. Autres membres éminents du groupe de travail : l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger, deux anciens conseillers pour les questions de sécurité nationale, MM. Zbigniew Brzezinski et William P. Clark, les généraux Andrew J. Goodpaster et John W. Vessey, et M. Samuel P. Huntington, professeur à Harvard. De nombreux autres officiers et experts ont œuvré dans les divers groupes de travail.

Dans son introduction, la commission estime que *« les décennies à venir seront sans doute le théâtre de profonds changements »*. La Chine et le Japon vont probablement devenir des super-puissances régionales, de nouvelles technologies vont transformer les capacités de combat des principaux pays, et tout indique que le tiers-monde sera victime d'une épidémie de *« conflits de faible intensité »*. Ces changements, indique le rapport, provoqueront une intense pression sur les Etats-Unis et l'OTAN, et vont requérir de nouvelles initiatives stratégiques et militaires. La stratégie globale, qui a été celle de Washington depuis quarante ans, *« doit être adaptée aux réalités de notre temps »*.

Le rapport souligne franchement cette nécessité de revoir la stratégie américaine à la lumière des changements intervenus sur le plan international. Mais, alors qu'une nouvelle approche aurait pu déboucher sur la prise en considération d'idées neuves concernant la sécurité nationale – au sujet des mesures de contrôle des armements et d'une « défense alternative » telle qu'elle fait l'objet de discussions en Europe occidentale, – la commission opte une fois encore en faveur de réponses prévisibles de nature conventionnelle. Elle fait de nombreuses allusions au potentiel révolutionnaire des technologies modernes, mais n'essaie en rien de répondre aux « réalités changeantes » avec de nouvelles méthodes visant à prévenir ou à résoudre les conflits internationaux.

Cette résistance à un renouvellement de la pensée est particulièrement flagrante dans la façon dont la commission aborde cette réalité nouvelle qu'est le danger croissant de conflits de faible intensité et de guerres régionales dans le tiers-monde. Alors que la crainte d'un conflit global en Europe semble s'être estompée, le rapport estime que l'incidence et l'intensité des conflits extra-européens ont crû. *« Ces conflits dans le tiers-monde sont à l'évidence moins dangereux que ne le serait toute guerre soviéto-américaine,* note le rapport, *et pourtant ils ont eu et auront un effet cumulatif négatif sur l'accès des Etats-Unis à des régions critiques* [...] *et sur la confiance de l'Amérique en elle-même. »* Pour ces raisons, *« les Etats-Unis doivent être mieux préparés à traiter les conflits dans le tiers-monde »*.

A cette fin, suggère la commission, les Etats-Unis doivent se défaire de leur préoccupation concernant *« les deux dangers extrêmes »* qui ont dominé la pensée stratégique ces dernières années : une offensive généralisée des forces du pacte de Varsovie contre l'Europe occidentale, et une attaque nucléaire massive de l'URSS contre les Etats-Unis. Ces menaces ne sont pas écartées, mais leur éventualité est moins grande que celle de conflits plus localisés. Cependant, la stratégie américaine continue de concevoir ses plans en termes de dangers extrêmes, amoindrissant ainsi la capacité des Etats-Unis à répondre aux défis ayant plus de chances de surgir ailleurs. *« Mettre l'accent sur les attaques soviétiques massives conduit les planificateurs de la défense à s'affubler d'œillères »*, note le rapport, qui ajoute : *« En mettant trop l'accent sur ces hypothèses, les planificateurs de la défense s'interdisent de tenter de s'occuper de situations nombreuses et bien plus plausibles dans lesquelles les menaces d'annihilation nucléaire ne seraient pas crédibles. »*

A première vue, cette insistance mise sur ces scénarios non nucléaires, non apocalyptiques, est pleine d'intérêt. Il est certain que tout le monde bénéficierait d'une détente dans la course aux armements nucléaires entre les Etats-Unis et l'URSS. Mais les recommandations de la commission font naître une nouvelle série de dangers. L'accent mis sur les conflits de faible intensité (1) et la création de forces d'intervention musclées permet d'imaginer un engagement militaire accru des Américains dans les conflits régionaux du tiers-monde.

Ce risque apparaît à plusieurs reprises dans le rapport. Il y a tout d'abord la suggestion d'améliorer la capacité à intervenir dans des régions éloignées sans avoir à s'appuyer sur des bases à l'étranger. Le rapport demande aussi une augmentation de l'aide militaire américaine à des régimes amis du tiers-monde, et la mise sur pied de *« forces en coopération » (cooperative forces)*, composées de détachements américains et alliés aux fins d'intervention dans des conflits régionaux. Elément plus inquiétant peut-être : le soutien vigoureux à la « doctrine Reagan », qui prévoit la création, suivie d'une aide, de mouvements rebelles anticommunistes, tels les contras du Nicaragua. On lit ainsi : *« Les Etats-Unis devraient soutenir des insurrections anticommunistes »* partout où *« d'importants intérêts américains devraient être défendus et où un soutien américain devrait avoir des effets positifs »*.

Si ces recommandations étaient bien observées, devrait s'ensuivre un engagement accru des Etats-Unis dans les conflits régionaux et internes en Amérique centrale, dans l'Afrique subsaharienne, dans la région du Golfe et en Asie du Sud-Est. Cette issue doit apparaître inévitable à qui connaît bien l'évolution de la stratégie américaine au cours des dernières décennies, et spécialement à la fin des années 50, quand certains stratèges percevaient une semblable menace dans le tiers-monde. En réponse à cette menace, ils demandaient alors la constitution de forces d'intervention de ce type. En 1958, par exemple, M. Henry Kissinger rédigea un rapport pour le Rockefeller Brothers Fund. Il écrivait qu'il est *« impératif que, en plus de notre force* [nucléaire] *de représailles, nous constituions des unités qui puissent intervenir rapidement et soient à même de faire sentir leur puissance avec discernement et souplesse »* – un langage repris quasiment mot pour mot dans le document de 1988.

A l'époque, les conseils de M. Kissinger furent accueillis avec un très grand enthousiasme par les jeunes responsables qui rejoignirent l'administration Kennedy au début des années 60. Cet enthousiasme, John Kennedy le partageait, qui ordonna au département de la défense de préparer une augmentation massive des capacités d'intervention américaines. Le Pentagone mit l'accent sur le développement des forces et de la doctrine de *« contre-insurrection »* – la réponse militaire américaine aux guerres de libération. C'est ainsi que, lorsque le régime pro-américain de Ngo Dinh Diem commença à rencontrer des difficultés, Kennedy ordonna un vaste développement de l'action anti-insurrectionnelle au Vietnam du Sud.

Nul ne sait si l'histoire se répétera. Mais il est certain que le rapport de janvier dernier a pour but de légitimer l'usage de la puissance militaire américaine dans les conflits régionaux du tiers-monde, et donc de gommer le « syndrome vietnamien » – l'aversion de l'opinion à l'égard d'interventions américaines directes dans des conflits de type vietnamien. Cette aversion demeure vive, mais il est clair que de nombreux hommes politiques d'expérience – parmi lesquels des dirigeants démocrates – sympathisent avec les idées exprimées dans le rapport (2). Et, dans la mesure où ce message prévaudra, les Etats-Unis se rapprocheront d'un engagement – ou d'engagements – de type vietnamien.

De gros risques d'escalade

LE spectre d'un regain d'interventionnisme est peut-être l'aspect le plus inquiétant, mais il n'est pas le seul élément troublant. Dans presque tous les scénarios envisagés, la commission prend position en faveur d'actions militaires américaines qui impliquent des risques non négligeables d'escalade. Cela est particulièrement clair dans la section consacrée aux conflits en Europe et dans la périphérie de l'Union soviétique. Parce que les forces américaines pourraient être numériquement inférieures, il est impératif, écrit la commission, qu'elles détiennent la suprématie sur le plan des armes conventionnelles et nucléaires et qu'elles soient préparées à user de cet avantage en frappant le territoire soviétique.

L'une de ses principales recommandations est alors le développement rapide d'armes non nucléaires *« intelligentes »*, dont le potentiel de destruction approcherait celui des armes nucléaires à faible performance. *« Les armes conventionnelles intelligentes, précises, à longue portée peuvent contribuer de façon décisive à l'arrêt d'attaques soviétiques où que ce soit dans la périphérie de l'URSS »*, indique le rapport. De telles armes *« nous conféreraient une forte chance de détruire une grande variété de cibles ponctuelles ou étendues, grâce à un ou plusieurs tirs, sans usage de têtes nucléaires »*. Parmi les cibles éventuelles : les concentrations de troupes, les postes de commandement, les aéroports militaires dans les zones profondes de l'Europe de l'Est et en URSS.

La substitution d'armes conventionnelles aux armes nucléaires est certes hautement souhaitable. Mais l'utilisation d'armes « quasi nucléaires » de ce type contre le territoire de l'URSS pourrait provoquer une réplique nucléaire aussi bien qu'une réplique conventionnelle, ce qui pousserait les Etats-Unis à répondre avec l'arme nucléaire et aboutirait ainsi à une guerre totale (3)

Il est une autre option envisagée par la commission qui provoquerait un risque d'escalade nucléaire : le lancement de contre-offensives en Europe de l'Est ou en URSS en cas d'attaque soviétique contre l'Occident. La thèse des contre-offensives en Europe de l'Est semble avoir pour auteur M. Samuel Huntington, qui lança l'idée dans un article publié dans *International Security*. Une idée critiquée pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle signifierait que l'OTAN, alliance purement défensive, se transformerait en organisation capable de lancer des offensives contre l'Est – une modification qui provoquerait sans doute des dissensions en Europe occidentale tout en donnant à Moscou une justification pour accroître sa présence militaire en Europe de l'Est. D'autre part, mise en pratique en temps de guerre, cette stratégie paralyserait les défenses de l'OTAN sur le front central (au détriment des forces en action dans d'autres zones) et provoquerait des représailles nucléaires de la part de l'URSS.

Le rapport ne nie pas le risque d'escalade nucléaire lors de tels conflits. Toute guerre américano-soviétique, note la commission, *« serait inévitablement planifiée et menée à l'ombre de la menace nucléaire »*. Ainsi, *« même si l'OTAN améliore très sensiblement ses défenses conventionnelles, l'alliance voudra posséder des armes nucléaires (dont des armes basées en Europe) »*. Ces armes seront nécessaires pour briser une offensive ennemie grâce à des attaques *« sélectives »* de postes de commandement et de concentrations de troupes soviétiques.

On peut, bien sûr, se demander si une telle réplique accélérerait ou préviendrait une escalade de la guerre nucléaire. En revanche, il est parfaitement clair que de telles recommandations ne permettent pas à l'Europe d'échapper au risque nucléaire qui menace depuis longtemps le continent. Comme dans ses autres recommandations, la commission semble s'en tenir à une pensée militaire ancienne plutôt que d'envisager d'un œil neuf les problèmes de sécurité.

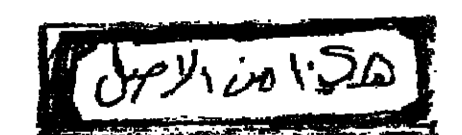
En un sens, le rapport constitue un effort désespéré, l'ultime tentative d'une vieille génération de stratèges conservateurs pour moderniser, et de la sorte perpétuer, la doctrine de la guerre froide dont ils sont les hérauts depuis longtemps. Ainsi que le note l'introduction, *« la commission ne propose pas de remplacer »* la stratégie qui a été celle de Washington pendant de nombreuses années. Cette approche interdit assurément tout changement radical ou visionnaire de la politique américaine. Finalement, la seule innovation réelle de ce rapport réside peut-être dans la reconnaissance de l'inadéquation de la stratégie américaine aux réalités de notre temps.

* Professeur à Hampshire College, Amherst (Massachusetts).

(1) Pour une analyse de la doctrine américaine des conflits de faible intensité, voir Michael Klare, « La nouvelle doctrine d'intervention américaine », *le Monde diplomatique*, mars 1986.

(2) Au sujet des vues démocrates sur la défense, lire Michael Klare, « Les démocrates plus reaganiens que M. Ronald Reagan », *le Monde diplomatique*, avril 1987.

(3) Sur ce type d'armes, lire Michael Klare, « Des armes « quasi nucléaires », *le Monde diplomatique*, avril 1983.



RECONNAISSANCE DE L'INTERDÉPENDANCE GÉNÉRALE

Le grand tournant de la diplomatie soviétique

LES changements considérables et rapides apportés par M. Gorbatchev à la diplomatie soviétique, et que commande la nécessité d'imposer un nouveau cours sur le plan intérieur, ébranlent sérieusement les vieilles affirmations de certains « spécialistes » occidentaux sur le caractère immuable des sociétés communistes. Ils pèsent aussi sur l'évolution des conflits régionaux, sans pour autant gommer leurs causes profondes.

Par LILLY MARCOU *

« Devant mon peuple, devant vous et devant le monde entier, je déclare en toute responsabilité que notre politique internationale est plus que jamais déterminée par notre politique intérieure, par l'intérêt que nous avons à nous concentrer sur notre travail d'édification afin de développer notre pays. C'est précisément pour cette raison que nous avons besoin d'une paix stable et d'une orientation prévisible et constructive des relations internationales. » Ces propos, tenus par M. Mikhaïl Gorbatchev le 16 février 1987 devant les participants au forum international « Pour un monde sans armes nucléaires, pour la survie de l'humanité », synthétisent l'essentiel de la nouvelle diplomatie du Kremlin. Se fondant avant tout sur une vision du monde et sur une conception de la guerre et de la paix inédites, M. Gorbatchev substitue à la conception léniniste d'un monde coupé celle d'un tout entier.

L'analyse du secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), plus proche de la réalité, rompt avec la conception bipolaire léniniste.

Les rapports interétatiques sont appelés à changer. Aux problèmes communs, il faut trouver des solutions mutuellement acceptables. Et ces problèmes sont perçus comme des dangers communs : catastrophes écologiques, contradictions entre les pays riches et les pays pauvres, SIDA, terrorisme, drogue, crime. C'est la raison pour laquelle il faut, selon M. Gorbatchev, surmonter les différences idéologiques. La reconnaissance de l'interdépendance générale, et du postulat que la civilisation doit survivre, relègue au second plan la lutte des classes à l'échelle mondiale. *« Quant à savoir quel système est le meilleur,* dit-il, *l'histoire, la marche de la compétition pacifique nous départageront. Telle est la dialectique sur laquelle se fonde la conception de la politique extérieure du vingt-septième congrès du PCUS* (1). » La certitude de naguère sur la victoire inéluctable du socialisme dans le monde est remplacée par l'affirmation : *« Nous ne prétendons pas détenir la vérité suprême. »*

Désormais, l'hypothèse même d'une nouvelle guerre mondiale est balayée ; la prise en compte de la réalité nucléaire exige que tout le monde gagne, sinon tout le monde perd. Reprenant la formule de Clausewitz : *« La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens »*, M. Gorbatchev dit : *« La guerre mondiale* [nucléaire] *cesse d'être la poursuite de la politique par d'autres moyens* (2). »

D'où l'appel pressant à retrouver la confiance dans les relations internationales ; cette confiance perdue il y a une quarantaine d'années déjà. Et, depuis, le monde vit toujours dans la crainte de l'autre, qui débouche sur la spirale de tensions et le surarmement. Le seul remède à cette « pénurie de confiance » : une meilleure connaissance réciproque, une plus grande coopération et surtout le droit de l'autre au contrôle. Voici donc venu le temps, après la diplomatie du *niet*, de la diplomatie du *da*. Et c'est l'introduction du contrôle, semble-t-il, qui constitue le fait le plus saillant de cette nouvelle politique étrangère.

Dès le lendemain de son avènement au pouvoir, le 11 mars 1985, M. Gorbatchev a engagé la lutte contre l'idéologie et la politique de la dissuasion nucléaire. Et toute son action est depuis lors centrée sur cet objectif. Elle est argumentée autour de trois points forts : 1) la dissuasion nucléaire comporte en elle le risque de déclenchement d'un conflit nucléaire non voulu : *« C'est une mèche qui peut mettre le feu à une charge capable de détruire la civilisation »* ; 2) elle constitue une politique de chantage et de menaces et, donc, une source permanente de course aux armements et de tension ; 3) elle implique que le politique est l'otage du militaire (3).

A peine nommé au poste de secrétaire général, M. Gorbatchev a lancé sa politique de désarmement. Elle connaîtra son point d'orgue le 15 janvier 1986, lorsqu'il annonce son programme de destruction totale des armements nucléaires vers l'an 2000. *« Nous proposons de franchir le seuil du troisième millénaire débarrassés des armes nucléaires, forts d'accords mutuellement acceptables et strictement contrôlés. »* Parallèlement, l'URSS propose la liquidation complète de l'arme chimique, ainsi que des réductions concertées portant sur les armements et les forces armées classiques.

Après « l'échec » — ou la « percée » — de Reykjavik (octobre 1986), le 28 février 1987, M. Gorbatchev propose aux dirigeants américains d'ouvrir une négociation séparée sur les euromissiles qui pourrait aboutir à leur démantèlement complet en cinq ans. C'est la fameuse option zéro.

Le 22 juillet 1987 (4), allant dans le sens d'une ancienne demande américaine, M. Gorbatchev élargit l'option zéro à l'Asie et inclut aussi le démantèlement des missiles à courte portée ; c'est la double option zéro. Cette politique sera récompensée. La signature du traité sur le démantèlement des missiles intermédiaires (FNI) — premier accord de désarmement de l'ère nucléaire — le 8 décembre 1987 à Washington, est le couronnement de cette politique menée tambour battant. Et, à la fin de ce mois, le sommet de Moscou envisagera la réduction de 50 % des arsenaux à longue portée. Soulignons que les traités précédents signés par Khrouchtchev et Brejnev concernaient uniquement la limitation des armes nucléaires. Cette fois-ci, il s'agit de leur réduction et de leur élimination.

Les voies de la réconciliation avec la Chine

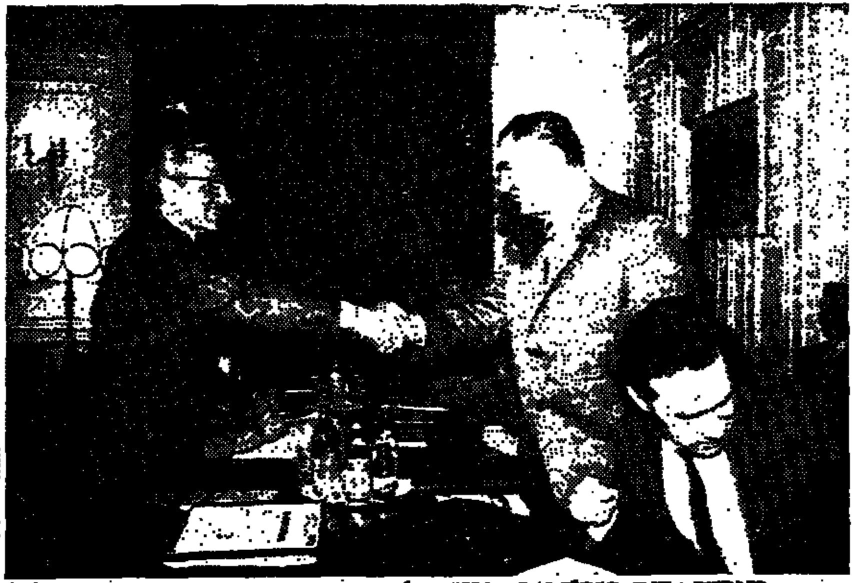
« LA paix en Europe et la paix en Asie ont la même importance dans notre politique », devait dire M. Gorbatchev lors de son voyage en Inde, en novembre 1986. Voici ainsi campé l'un des aspects les plus importants d'une politique qui, bien qu'elle se veuille globale, compte néanmoins des priorités et des points forts. La politique en Asie et dans le Pacifique comporte plusieurs volets et elle apparaît comme un des domaines privilégiés de la « nouvelle mentalité ». Certes, l'intérêt porté par les Soviétiques à l'Asie et leur vocation à se considérer comme une puissance asiatique ne datent pas d'hier. Des données historiques, géographiques, démographiques expliquent cette position. M. Gorbatchev les a rappelées à Vladivostok en juillet 1986 : *« De nombreuses raisons justifient cette approche car, avant tout, la majeure partie du territoire de notre pays se trouve à l'est de l'Oural, en Asie : en Sibérie, en Extrême-Orient.* [...] *Par conséquent, la situation en Extrême-Orient dans son ensemble, en Asie et dans les océans qui la baignent, où nous sommes autochtones et navigateurs de longue date, représente pour nous l'intérêt national, de l'Etat* (5). »

Dans cette politique asiatique, la place principale revient aux rapports avec la Chine. S'efforçant de sortir des impasses et soulever les « obstacles » que ses prédécesseurs n'ont pu surmonter, M. Gorbatchev passe à l'action et donne à la Chine des gages tels que M. Deng Xiaoping les avait exigés depuis le tournant des années 80.

M. Gorbatchev comprend qu'il faut faire des « actes concrets » et il s'attache à abattre, au moins partiellement, les obstacles soulevés par les Chinois : retrait partiel des troupes soviétiques d'Afghanistan (six régiments), retrait partiel des troupes soviétiques de la frontière sino-mongole (une division) et pressions exercées sur les Vietnamiens afin de sortir du bourbier cambodgien. Mais l'URSS ne peut tout faire : les « obstacles » sont complexes et dépendent aussi des pays tiers. *« Beaucoup de choses dépendent ici, tout comme dans les autres problèmes de l'Asie du Sud-Est, de la normalisation des rapports sino-vietnamiens. C'est l'affaire souveraine des gouvernements, des dirigeants des deux pays. Nous ne pouvons que nous déclarer intéressés par le fait que la frontière entre ces Etats socialistes redevienne une frontière de paix et de bon voisinage, que le dialogue amical reprenne, que les soupçons et la méfiance inutile disparaissent* (6). » Lors du sixième congrès du PC vietnamien en décembre 1986, M. Ligatchev devait affirmer que les rapports sino-soviétiques seraient encore meilleurs lorsque les relations entre la Chine et le Vietnam auraient progressé.

Le retrait prochain de l'armée soviétique de l'Afghanistan lèvera au moins un de ces « obstacles ».

La réforme que l'URSS et la Chine s'appliquent à réaliser devrait estomper un conflit multiforme. M. Gorbatchev souligne au fil du temps les points de convergence qui pourront réellement rapprocher les deux pays : lutte pour la paix afin de faciliter l'accomplissement des réformes, hostilité à l'encontre de la « guerre des étoiles », détermination proclamée à ne jamais recourir le premier à l'arme nucléaire. Plus que cela, pour la première fois, un dirigeant soviétique admet que la frontière des fleuves Amour et Oussouri est négociable.



Morvan-Gamma

UNE RENCONTRE ENTRE SOVIÉTIQUES ET AMÉRICAINS A BERNE
L'« empire du mal » n'est plus ce qu'il était.

L'entretien accordé par M. Gorbatchev à l'hebdomadaire pékinois *Liaowang*, le 11 janvier 1988 — première intervention directe du dirigeant soviétique dans la presse chinoise, — confirme cette convergence qui pourra déboucher prochainement sur un sommet sino-soviétique.

La signature de l'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan, le 14 avril 1988, fait fondre les « obstacles ». Comme les autorités soviétiques sont prêtes à engager des discussions sur une diminution des forces armées à la frontière sino-soviétique, il ne reste que l'écueil cambodgien — plus précisément, le soutien que prêtent les Soviétiques à l'intervention vietnamienne au Cambodge. Saluant l'accord d'avril, l'agence Chine nouvelle mise sur les « nouvelles idées » de la politique étrangère soviétique. L'« hégémonie » soviétique, dernier mot-clé du conflit, est abandonné.

S'améliorant de plus en plus, se rapprochant politiquement ainsi qu'idéologiquement au rythme de leurs réformes et mutations internes, les rapports sino-soviétiques ne sont pas pour autant de la même nature que ceux qui prévalurent de 1949 à 1956. Une page est définitivement tournée. La Chine ne sera plus jamais une alliée inconditionnelle mais seulement une partenaire — fût-elle privilégiée — de l'URSS.

En Asie, le Japon est un autre partenaire dont on convoite la collaboration. Mais si le capital japonais est présent dans les quelques sociétés mixtes qui fleurissent à l'ombre de la « perestroïka », le contentieux lié aux îles Kouriles est toujours actuel et bloque une réelle reprise des relations. Cependant, les contacts diplomatiques (visite de M. Chevardnadze au Japon en janvier 1986 et de son homologue M. Shintaro Abe en URSS, en mai de la même année) ont débouché sur des accords commerciaux, des échanges culturels et une réactivation du Comité soviéto-japonais de coopération scientifique et technologique. Des facilités sont accordées aux familles japonaises désireuses de rendre visite aux leurs sur les territoires du Nord qui sont rattachés à l'URSS depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Plus proche de longue date — malgré les *a priori* pro-occidentaux de son nouveau dirigeant (7), l'Inde reste, malgré tout, une amie sûre. Le voyage de M. Gorbatchev en novembre 1986 a scellé les nouveaux points communs et rappelé les vieilles complicités : proposition soviéto-indienne de faire de l'océan Indien une zone de paix, hostilité commune à l'égard de la « guerre des étoiles » ; enfin, l'Inde étudie avec intérêt la proposition soviétique d'un pacte de sécurité collective en Asie-Pacifique. De même, sur les problèmes liés aux conflits régionaux, l'Inde est solidaire, à des degrés divers, de l'Union soviétique (8).

Les relations avec les autres pays du Pacifique ont aussi été ranimées. Les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sont davantage sollicités en vue d'une réelle reprise de contact. Enfin, une réactualisation des bons rapports avec la Corée du Nord s'inscrit dans cette politique asiatique faite de priorités et d'intérêts anciens et nouveaux.

L'Europe, « notre maison commune » — pour reprendre cette belle formule de M. Gorbatchev — devrait constituer un partenaire appelé à équilibrer les relations, jusque-là prioritaires, avec les Etats-Unis. Cette formule en elle-même comporte un certain degré d'intégration et d'interdépendance, malgré les systèmes politiques différents. Cependant, en dépit du « flirt » entretenu avec la Grande-Bretagne et des bons rapports diplomatiques maintenus avec la France, l'Italie et l'Allemagne fédérale notamment, les nouvelles ouvertures soviétiques n'ont pas encore trouvé de répondant. L'Europe est à l'heure de la recherche de sa propre identité et de sa propre sécurité ; et malgré les appels et les discours, les voyages et les rencontres, tout reste à faire.

C'est avec l'Europe de l'Est que les relations sont à la fois les plus dynamiques et les plus heurtées. Malgré son souhait d'intégration et de renouveau, M. Gorbatchev doit affronter les petits potentats locaux qui sont loin d'applaudir tous à la « glasnost » du « grand frère ». Si les pays du pacte de Varsovie approuvent le projet de désarmement (9), les problèmes économiques du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) sont toujours aigus et la logique de la « perestroïka » ne fera que les accentuer. Or, comme le remarque Marie Lavigne, la réforme est nécessaire ; *« il y va de la survie du COMECON dans son ensemble* (10) ».

Dans le tiers-monde, l'URSS œuvre à la modération face aux conflits régionaux. La disparition dans le discours officiel de la notion de « pays à orientation socialiste », forgée à l'époque de Brejnev afin de désigner les pays d'Asie et d'Afrique engagés dans un processus de socialisation de type soviétique, confirme les inconnues d'une politique qui en est encore à se définir. A l'activisme brejnévien qui tendait à adapter le « modèle » soviétique dans le tiers-monde, se substitue une prudence qui vise, avant tout messianisme, à l'efficacité économique et à une collaboration fructueuse. Les travaux du vingt-septième congrès et le programme du Parti communiste de l'Union soviétique-nouvelle rédaction indiquent la ligne maîtresse de cette politique : les pays d'Asie et d'Afrique doivent créer eux-mêmes les bases matérielles et techniques nécessaires à leur nouvelle société. Tandis que l'aide militaire est toujours assurée, l'engagement économique est plus réduit.

Consolider les acquis du passé sans prendre de nouveaux risques, comme le pensent certains, ou se désengager, comme le suggèrent d'autres (11) : dans le tiers-monde, l'URSS en est à l'heure de la réflexion, voire du tournant radical.

Ainsi apparaissent les paramètres d'une ligne générale que l'URSS tente de faire prévaloir dans les conflits régionaux du tiers-monde, en Afrique (Angola), en Amérique latine (Nicaragua), en Asie (Afghanistan, Cambodge) : contre la lutte armée, et pacification à travers la réconciliation nationale et la formation de gouvernements de coalition. Cette ligne générale éclaire l'un des changements les plus importants de l'idéologie — concernant la thèse de l'irréversabilité du socialisme, selon laquelle un pays qui a fait la révolution ne revient jamais en arrière. Le postulat qui voulait que la roue de l'histoire ne recule pas est bien et bel abandonné.

Ce qui se dessine pour l'Afghanistan est à cet égard exemplaire. Sans conditions et garanties préalables quant à la nature du régime à venir, M. Gorbatchev donne, dans sa déclaration du 8 février 1988, le calendrier du retrait des troupes soviétiques : l'essentiel se fera du 15 mai au 15 août prochains, et il devra se terminer dans un délai de dix mois, ou même moins. Après la rencontre de Tachkent (7 avril) entre MM. Gorbatchev et Najibullah et l'accord de Genève (8 avril), ce délai est réduit à neuf mois.

« Quand le nœud afghan sera défait »

L'URSS cautionne et prêche la réconciliation nationale avec toutes les forces en présence, opposition armée comprise et émigration, monarchie incluse. L'Afghanistan pacifié sera neutre, indépendant et non aligné. Quant au régime qui se mettra en place, il sera pluraliste tant politiquement qu'économiquement. Et c'est aux Afghans eux-mêmes, toutes tendances confondues, que revient la tâche d'accomplir cette réconciliation et d'asseoir le nouveau régime. Quant à ceux qui, après avoir condamné l'URSS pour son intervention, demandent maintenant qu'elle assiste et soutienne l'installation du nouveau pouvoir, M. Gorbatchev répond sans ambages : *« Dispensez-nous en. Ce n'est pas notre problème. Ni le vôtre, d'ailleurs* (12). »

Quant aux raisons de l'intervention en décembre 1979, dont M. Gorbatchev a hérité, ainsi que la durée d'un conflit qui n'amenait nulle part, on en trouve une promesse d'explication dans le rapport sur l'idéologie tenu au plénum de février 1988 : *« Notre participation au conflit afghan est certainement un problème très complexe ayant trait à de nombreux aspects des phénomènes que nous surmontons au cours de la réorganisation et de la transformation conséquente de la nouvelle mentalité en politique pratique. Mais le plus important c'est que le bureau politique agit aujourd'hui en ce sens en stricte conformité avec la ligne fondamentale élaborée par le vingt-septième congrès du PCUS* (13). »

C'est une façon comme une autre de critiquer cette intervention et de signifier que, par ce retrait, on rectifie maintenant une politique erronée.

Pour le leader soviétique, la solution de ce conflit a une portée universalisante : il donne la clé de la manière dont les conflits régionaux doivent s'aplanir. *« Quand le nœud afghan sera défait, cela aura l'impact le plus profond sur les autres conflits régionaux* (14). »

A peine la signature de l'accord sur l'Afghanistan était-elle annoncée, que le dirigeant soviétique s'attaquait à l'un des conflits régionaux les plus difficiles — le conflit israélo-arabe. Recevant M. Yasser Arafat au Kremlin le 9 avril dernier, il l'a exhorté à reconnaître l'existence d'Israël et à tenir compte de son légitime souci de sécurité. Le dossier du problème juif et d'une reprise des relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël (rompues depuis la guerre de six jours) est l'une des priorités de la diplomatie soviétique ; les signes de rapprochement n'auront pas manqué ces dernières années.

(1) *Pravda*, 1er novembre 1986.
(2) *Ibid*, 17 février 1987.
(3) *Pravda*, 31 mars 1987.
(4) Déclaration au journal indonésien *Merdeka*.
(5) *Pravda*, 29 juillet 1986.
(6) *Ibid*.
(7) Cf. Jyotirmoy Banerjee, « Moscow's Indian Alliance », *Problems of Communism*, janvier-février 1987.
(8) Cf. la déclaration de Delhi sur les principes d'un monde sans armes nucléaires et sans violence, signée en novembre 1986.
(9) Cf. le communiqué de la conférence du comité politique consultatif de l'Organisation du traité de Varsovie du 28-29 mai 1987, qui cautionne la politique soviétique et avance six propositions des autres pays de l'Est.
(10) *Le Monde diplomatique*, janvier 1988.
(11) Hiroshi Kimura, « Soviet Focus on the Pacific », *Problems of Communism*, mai-juin 1987.
(12) *Pravda*, 9 février 1988.
(13) *Pravda*, 19 février 1988.
(14) *Pravda*, 9 février 1988.

* Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'études et de recherches internationales.

UN ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

L'Europe, dernier recours

LE krach d'octobre 1987 a symboliquement illustré la dislocation d'un ordre économique mondial dont les fissures s'élargissaient depuis une quinzaine d'années. Une nouvelle donne planétaire se dessine, imposée par l'insurmontable endettement du tiers-monde et les gigantesques déficits – sonnant le glas de l'hégémonie du dollar – que l'administration Reagan lègue à ses successeurs. Mais alors, comment échapper à la récession si l'on ne se décide pas à prendre des mesures radicales, telle par exemple une dévalorisation générale et contrôlée des créances, y compris – et fi de la morale ! – celles des Etats-Unis. L'économie européenne peut prendre la relève, si elle s'appuie délibérément sur une politique de croissance. Ce qui suppose une sérieuse remise en cause des illusions mystificatrices du marché unique de 1992.

Par ALAIN LIPIETZ *

Depuis le « lundi noir » d'octobre 1987, la communauté des experts et des journalistes économiques s'est installée dans une alternance de catastrophisme et d'euphorie, ponctuée par la publication mensuelle des indices. *Il* a suffi que le déficit commercial américain baisse durant trois mois d'une poignée de milliards de dollars – tout en restant, en chiffre annuel, équivalent à huit fois les pires déficits du gouvernement Mauroy – pour laisser croire que *« la crise est finie »* ! En fait, elle dure... depuis plus de quinze ans, l'ordre qui avait prévalu après guerre s'étant lézardé sans qu'un nouveau ait encore pu émerger. Le krach a seulement marqué l'échec d'une troisième tentative pour la maîtriser, et en inaugure une quatrième aux contours encore incertains.

Les succès de jadis reposaient sur deux piliers (1). D'abord un modèle de développement qui s'est, en gros, réalisé pays par pays dans le monde capitaliste développé. Fondé sur une forme particulière d'organisation du travail, le taylorisme, et sur la mécanisation, il engendrait de très rapides gains de productivité, largement redistribués à la population salariée grâce à un réseau serré de conventions collectives et d'institutions de l'Etat-providence. Ce modèle, parfois appelé « fordisme », était ainsi entraîné par la croissance de la consommation intérieure. Le second pilier était un ordre mondial tempérant la concurrence internationale. Grâce à leur suprématie productive incontestée, les Etats-Unis pouvaient imposer le dollar comme monnaie universelle.

Vers la fin des années 60, cet « âge d'or » s'est désagrégé. Les principes tayloriens, qui écartaient la majorité des producteurs *de toute implication* dans la conduite et le perfectionnement des procès de production, se sont révélés de plus en plus irrationnels. Avec la montée de la contestation à la base, les ingénieurs et techniciens ne parvenaient à soutenir une croissance – d'ailleurs ralentie – de la productivité qu'au prix d'investissements de plus en plus coûteux. D'où une baisse de la rentabilité, entraînant à son tour un ralentissement de l'investissement, une croissance du chômage, la crise de l'Etat-providence. « Crise de l'offre », donc.

Mais crise aussi du côté de la gestion étatique de la demande sociale. Pour rétablir leur rentabilité, les firmes multinationales déployèrent leur système productif sur des continents entiers et nouèrent des liens de sous-traitance avec quelques pays du tiers-monde qui, dix ans plus tard, allaient devenir les « nouveaux pays industrialisés » (NPI). Le commerce mondial se mit à croître beaucoup plus vite que les débouchés internes à chaque pays, et la possibilité de réguler la croissance échappa de plus en plus aux gouvernements. Trois pôles (Etats-Unis, Europe, Japon) s'affirmèrent comme des puissances équivalentes et concurrentes. Le choc pétrolier de 1973, en obligeant chacun à exporter pour payer son pétrole, aggrava le problème.

Les difficultés d'une dévalorisation des créances

DANS un premier temps, de 1973 à 1979, les vieilles recettes de soutien à la demande interne prévalurent. L'émission libérale de dollars surmultipliés sur le marché de l'eurodollar permit de différer les ajustements internes et de payer les excédents de l'Organisation de pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui furent recyclés vers les NPI. Cette gestion plutôt coopérative de la demande mondiale ne produisit pourtant pas de miracle : on avait négligé la crise du côté de l'offre. La chute de la rentabilité se poursuivait, les conflits sociaux sur la répartition se diluaient dans l'inflation, la valeur du dollar s'effondrait.

L'année 1979 constitua le premier grand tournant, experts et gouvernements se convertissant alors à la solution inverse : serrer le crédit pour éliminer les « canards boiteux » et sélectionner les entreprises d'avenir, démanteler la législation sociale pour rétablir les profits, et donc l'investissement. En retournant à la jungle, on laisserait opérer la main invisible du marché qui saurait bien trouver l'issue à la crise !

Cette deuxième étape, « monétariste », conduite par la Réserve fédérale américaine s'arrêta net, au bord de la catastrophe, à l'été 1982, après trois ans de récessions et de faillites. La troisième, elle, vit se dessiner une sorte de voie moyenne. La Réserve fédérale desserra partiellement les vannes du crédit, le déficit budgétaire relançant la demande interne. Les Etats-Unis entrèrent dans une longue période d'expansion, « tirant » l'activité du reste du monde. Elle fut bien différente, toutefois, des « années Carter » de la première phase.

Dans les années 70, deux voies, très différentes, avaient été suivies pour affronter la « crise de l'offre ». L'une (principalement aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France) tablait à fond sur l'abaissement du coût du travail : précarisation, sous-traitance, délocalisation vers le tiers-monde. L'autre (au Japon, dans les pays scandinaves, en Allemagne et dans certaines régions d'Italie) jouait au contraire la carte d'un nouveau compromis social : les salariés étaient invités à se lancer dans la bataille de la qualité et de la productivité ; les liens de partenariat étaient renforcés entre les entreprises, les universités, les administrations locales (2).

Le succès de la seconde voie devint éclatant au milieu des années 80, alors que les deux politiques successives menées par l'administration Reagan ne pouvaient *enrayer le déclin américain (voir tableau I)*, en matière de productivité notamment. La conjonction de ce déclin, d'un budget d'expansion et d'un dollar surévalué creusa vertigineusement le déficit américain qui ne fut pas comblé par le recours à la planche à billets verts mais – deuxième différence avec les années Carter – par des emprunts du Trésor américain auprès des pays disposant d'un excédent (RFA, Japon). D'où la hausse du dollar et des taux d'intérêt.

Troisième différence : la relance par les commandes d'armement et les réductions d'impôts créa des millions d'emplois (ramenant le taux de chômage à 5,6 % en 1987), mais des emplois sous-payés, vivant des retombées *(trickle-down)* des dépenses des classes moyennes. Une énorme « domesticité sociale » de gardiens de parking, d'employés de fast-food, etc., donne des Etats-Unis l'image d'un Brésil des années 80 : un « miracle à crédit », où le tiers du salariat ne jouit d'aucune protection sociale.

Quant aux nouveaux pays industrialisés, ils connaissent une évolution fortement différenciée. Ceux d'entre eux qui avaient gagé leur dette sur l'édification d'un secteur exportateur, sans pour autant négliger la consolidation de leur indépendance alimentaire et industrielle (la Corée, Taiwan), profitent à fond de la croissance du marché américain et assurent le service de leur dette. Ceux, au contraire, qui avaient emprunté pour des projets internes à rentabilité ou à utilité sociale douteuses restent étranglés, même s'ils dégagent un solde exportateur (pour le Brésil, de 12 à 13 milliards de dollars par an), qui se traduit par un transfert net de surplus vers les pays industrialisés.

En caricaturant, on peut décrire la configuration mondiale à la fin de la troisième phase de la façon suivante. Washington passe commande d'armes sophistiquées aux firmes américaines de la côte ouest. Ces firmes importent des machines-outils allemandes, leurs ingénieurs achètent des autos japonaises et des micro-ordinateurs fabriqués en Corée, et ils versent des pourboires à leurs *« domestiques collectifs »* qui portent des chaussures brésiliennes. Le gouvernement fédéral, qui n'a pas couvert ses dépenses par des impôts, réemprunte les dollars qui lui manquent en vendant des bons du Trésor aux exportateurs japonais et allemands.

En 1987, le déficit commercial américain s'élève à 160 milliards de dollars, l'excédent japonais à 96 milliards (dont 56 milliards aux dépens des Etats-Unis), celui de la RFA à 65 milliards, celui des pays membres de l'OPEP à 26 milliards, celui des pays en voie de développement (hors OPEP) à 36 milliards. La balance courante (comprenant le service de la dette) de ces derniers est néanmoins négative de 12 milliards de dollars, sauf pour les quatre « petits dragons » d'Asie qui dégagent un excédent courant de 38 milliards de dollars à l'égard des Etats-Unis.

Les banques américaines – pour compenser le non-remboursement de la majeure partie de la dette du tiers-monde – et la Réserve fédérale – pour attirer l'épargne des pôles excédentaires – doivent progressivement relever les taux d'intérêt réels. Cette hausse bloque à son tour l'expansion dans tous les pays du monde (3). Il suffit, à l'automne 1987, d'une querelle germano-américaine sur cette hausse pour que les investisseurs, prenant conscience de ces déséquilibres, revendent précipitamment leurs actions. Et c'est le krach boursier.

La solution à courte vue consisterait à réclamer le retour rapide à l'équilibre des comptes : *« Que le tiers-monde, que les Etats-Unis cessent de vivre au-dessus de leurs moyens, qu'ils remboursent : les taux se détendront, et la reprise générale est au coin de la rue. »* Ce serait se méprendre totalement sur l'état actuel de la crise. Les entreprises ont retrouvé une rentabilité potentielle satisfaisante. Le blocage se situe maintenant entièrement du côté de la demande : les énormes droits accumulés par les créditeurs sur la production future vont obliger la plus grande partie de la planète (le tiers-monde et les Etats-Unis) à des politiques d'austérité qui, en ralentissant l'économie mondiale, vont *précisément* rendre impossible le remboursement des dettes.

En 1984, Claudio Jedlicki (4) calculait que le tiers-monde, s'il devait éponger sa dette, alors évaluée à 600 milliards de dollars, en dix ans, avait besoin de dégager un solde exportateur net de 124 milliards par an. Soit la totalité du déficit commercial annuel américain, qu'il aurait fallu consacrer entièrement aux exportations du tiers-monde. Ce ne fut évidemment pas le cas (heureusement pour l'Europe et le Japon !). Aujourd'hui, l'endettement du tiers-monde dépasse largement les 1 000 milliards de dollars, et celui des Etats-Unis vis-à-vis de l'extérieur sera supérieur à ce chiffre vers la fin de la décennie. Cette double dette est devenue insupportable pour le système financier mondial, mais, si l'on exige son remboursement, il faut que l'Europe et le Japon acceptent un déficit de l'ordre de plusieurs centaines de milliards de dollars par an à l'égard du reste du monde (le bloc du COMECON étant hors jeu) ! Ce serait un désastre pour l'emploi, et il en résulterait probablement un chaos inextricable...

La logique de la macro-économie, dès l'instant où l'on examine le problème globalement, dans l'intérêt du niveau de vie et de l'emploi de tous, et probablement de la paix, implique, comme dans les années 30, la dévalorisation maximale des créances. Une telle démarche, d'ailleurs largement entamée, entraîne cependant une série de difficultés.

En premier lieu, annuler « officiellement » des dettes pose un problème de crédibilité pour les futurs prêts. Il peut, d'autre part, être choquant de réserver le même sort à des dettes inégalement bien utilisées ! La solidarité humaine suggère de donner la priorité aux pays les plus pauvres. Mais faut-il annuler la *dette* des dictatures ou *bien* donner une prime aux jeunes démocratie (Brésil, Argentine...) ? Faut-il – allons au plus épineux – tirer un trait sur la dette des Etats-Unis ?

Certes, en dévaluant leur monnaie de moitié en deux ans face au mark et au yen, les Etats-Unis ont préservé leur expansion et partiellement recouvré


Roger Viollet

ATELIER DES AUTOMOBILES HOTCHKISS, EN 1927
Au commencement était le taylorisme, et le patron était Dieu

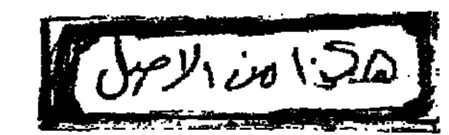
* Economiste, Centre d'études prospectives d'économie *mathématique appliquée* à la planification, Paris.

(1) Pour une analyse détaillée de l'ordre économique d'après guerre et des premières phases de la crise, voir Alain Lipietz, *Mirages et miracles*, La Découverte, Paris, 1985.

(2) Sur cette divergence des modèles de sortie de crise, voir Philippe Messine, *les Saturniens*, La Découverte, Paris, 1987, et Danielle Leborgne et Alain Lipietz, « L'après-fordisme et son espace », *les Temps modernes*, avril 1988.

(3) Voir Gérard de Bernis et Jacques Léonard, « La tentation déflationniste », *le Monde diplomatique*, octobre 1987.

(4) « De l'impossible remboursement de la dette à l'indispensable remboursement des banques », *Revue Tiers-Monde*, n° 99, juillet 1984.





A BOUT DE SOUFFLE

pour une relance mondiale ?

leur compétitivité (5), mais surtout... diminué de moitié la valeur de leurs créances libellées en dollars ! Quant aux pays du tiers-monde, ils ont déjà pratiqué de telles restrictions à leurs importations (avec des conséquences sociales souvent dramatiques) que leur balance commerciale ne dépend plus guère que de la demande que leur adresse le monde développé. Pour eux, la seule solution est la dévalorisation des créances. Elle a déjà commencé sur le « marché gris » entre banques (6). Mais peut-elle être généralisée et officialisée ? Le problème est, bien sûr, la survie des créanciers. Qu'adviendra-t-il si la dévalorisation se généralise (nouvelle chute du dollar, écroulement des cours des bons du Trésor, annulation des créances sur le tiers-monde) ? Pour autant que ces avoirs, devenus fictifs, servaient à gager tout le système bancaire mondial, on risque la faillite des grandes banques et la panne générale du système monétaire. Si une dévalorisation contrôlée des créances douteuses rassure la clientèle des banques, elle devient périlleuse au cas où elle se transforme en phénomène massif et généralisé. C'est pourquoi le Mexique n'a pu obtenir l'échange officiel de ses dettes, dévalorisées de 50 %, contre des obligations gagées sur la Réserve fédérale.

La dévalorisation rapide des créances sur le tiers-monde n'est donc possible que si une instance monétaire supranationale, fonctionnant en « prêteur en dernier recours », dédommage les banques pour les créances qu'elles abandonnent à leurs débiteurs. Ce qui redonne de l'actualité aux droits de tirage spéciaux (DTS), véritable monnaie émise par un Fonds monétaire international repensé selon les principes proposés par Keynes à Bretton-Woods. Ces DTS se substitueraient d'abord aux dettes non payées ou provisionnées, puis seraient distribués annuellement en fonction des besoins de développement des populations mondiales. Coup définitif à l'hégémonie du dollar, qui perdrait ainsi son statut de monnaie mondiale de fait... Mais les Etats-Unis pourront-ils longtemps l'éviter ? C'est le problème que pose l'ajustement de leur déficit.

Eviter la récession américaine

QUEL que soit l'agacement que peut susciter la perspective de voir les Etats-Unis échapper à l'austérité que le FMI a si cruellement imposée au tiers-monde, il apparaît en effet que cet ajustement doit éviter au maximum une récession américaine. Parce que le coût en serait supporté prioritairement par les femmes, les minorités noires et hispaniques, les jeunes à statut précaire et tout cet immense tiers-monde à l'intérieur même des Etats-Unis. Et aussi parce que la chute des importations serait très grave pour l'Europe et le Japon, et dramatique pour les nouveaux pays industrialisés dont les Etats-Unis sont le principal client.

Mais comment obtenir ce rétablissement non récessif de l'équilibre commercial avec le reste du monde (7) ? Les Etats-Unis l'ont d'abord cherché en négociant avec leurs partenaires la dévaluation de leur devise depuis la fin de 1985. Mais cette solution n'améliore pas leur déficit à l'égard des pays de la zone dollar, d'où leurs réactions protectionnistes à l'encontre de leurs fournisseurs du tiers-monde. Surtout, les créanciers allemands et japonais, inquiets de la dévalorisation de leurs créances en dollars, font preuve d'une exigence croissante quant aux taux d'intérêt que leur rapportent ces titres. Les Japonais, en particulier, sont de plus en plus réticents à acheter des bons du Trésor qui *« brûlent les doigts »* (8) : le dollar a perdu sa fonction de monnaie de réserve.

En somme, la perte de leur hégémonie économique par les Etats-Unis et l'impasse dans laquelle ils ont été conduits par les deux phases reaganiennes impliquent un abandon de leur hégémonie monétaire. Dans leur querelle avec Bonn, qui déclencha le krach d'octobre 1987, on retrouve l'écho des imprécations des ministres britanniques contre les *« gnomes de Zurich »* dans les années 60, lors des derniers soubresauts de la livre sterling : une monnaie fondante ne peut rester une monnaie universelle ! Mais les Etats-Unis ne peuvent pas non plus restaurer leurs comptes sans une rigoureuse austérité... impraticable en période électorale. Incapables d'imposer la relance chez leurs partenaires, ils vont encore tergiverser pendant près d'un an, au risque de provoquer la reprise de l'inflation, la remontée des taux d'intérêt, voire un nouveau krach beaucoup plus grave, avec effondrement du marché obligataire devenu à son tour peu crédible, chute de la Bourse de Tokyo, etc.

La solution socialement et économiquement préférable serait évidemment la hausse des importations par les deux autres pôles. Le Japon vient de faire d'importants efforts dans le sens d'une relance interne, mais il est à craindre que ce ne soit très insuffisant : pays de taille moyenne et vieillissant, déjà suréquipé, il ne sera probablement jamais un grand importateur. Tous les regards se tournent alors vers l'Europe.

Principal marché mondial, en population et en richesse, l'Europe de l'Ouest est aussi le grand pôle de stagnation depuis le début de la crise, celui où le chômage s'accroît malgré la stabilité démographique. Ce paradoxe n'est nullement lié à une inaptitude à l'innovation technique et sociale (comme en témoignent l'Italie et l'Allemagne). Un coup d'œil sur les chiffres *(voir tableau II)* indique clairement où se situe le problème fondamental : seuls échappent à la stagnation et au chômage la Suisse, l'Autriche, la Suède et la Norvège, précisément les pays n'appartenant pas à la Communauté économique européenne...

Zone de libre-échange sans politique sociale commune, la CEE n'a guère gêné la croissance à l'« âge d'or » du fordisme, car tous les pays poursuivaient simultanément une politique de développement du marché interne. Dans les années 70, les mécanismes permettant les ajustements réciproques ont peu à peu été abandonnés, alors même que l'internationalisation de l'économie attisait la guerre commerciale entre les Etats membres. Privé, par les règles du système monétaire européen (SME), de la possibilité de modifier son taux de change, chaque pays n'a plus eu d'autre ressource que l'« austérité compétitive » pour équilibrer sa balance commerciale. « Croître chacun moins vite que le voisin » : jeu où tout le monde perd. Parce que chacun des partenaires doit veiller à son déficit par rapport à celui des autres, l'ensemble de l'Europe est condamné à la stagnation interne et ne peut jouer un rôle d'entraînement pour le reste du monde (9).

En réalité, la croissance européenne est strictement limitée par celle de la RFA, qui dispose de l'économie la plus compétitive, donc de la plus excédentaire. Or, dès la deuxième phase de la crise, sans doute sous la pression du Parti libéral, les gouvernements allemands, de gauche ou de droite, ont privilégié l'orthodoxie monétaire, budgétaire et sociale, malgré un taux de chômage proche de 10 %. On pourra objecter que ce choix d'une croissance « lente mais sûre » ne concerne que la nation allemande et se justifie par l'implosion démographique où elle est entrée. Certes. Mais, grâce aux mécanismes du SME et du marché commun, l'Allemagne se comporte en ministre de l'économie de l'ensemble de l'Europe (10). Refusant et la relance chez elle et la dévaluation chez ses partenaires, elle condamne ceux-ci à osciller entre la stagnation... et un déficit à son égard. Autrement dit, elle se réserve le marché de ses partenaires, vaste débouché pour ses propres produits, mais en même temps elle les condamne à ne pas élargir ces mêmes marchés, s'enfermant ainsi dans un piège à moyen terme. Imposant en outre une politique de libre-échange, qui prendra tout son effet quand, en 1992, aucun des Douze ne pourra même plus avoir individuellement recours à la réglementation pour contrôler ses importations, la RFA enferme l'ensemble de l'Europe dans un rôle de plus en plus passif.

Briser ce piège, refaire de l'Europe une zone de prospérité, légèrement déficitaire pour favoriser les rééquilibrages mondiaux, exige une profonde refonte de ses mécanismes institutionnels. Il ne suffit pas d'en appeler à l'unification du marché en 1992 ou à la constitution d'une monnaie commune, l'ECU : cette fuite en avant, qui effacerait les dernières protections du reste de l'Europe contre la politique allemande de stagnation, ne fera qu'aggraver le mal qu'il faut guérir. Il s'agit, au contraire, de remettre les bœufs devant la charrue : une politique commune de progrès social avant l'unification des règles, des monnaies et des marchés. Cet objectif peut être poursuivi de deux façons complémentaires.

Tout d'abord en restituant aux pays déficitaires une marge de manœuvre pour accélérer leur croissance et lutter contre le chômage, par la réduction de la durée du travail. Cela passe par une plus grande autonomie de la gestion monétaire nationale et par la possibilité de faire jouer des clauses de sauvegarde quand une politique sociale trop « généreuse » compromet excessivement la balance commerciale. Dans cette optique, tout progrès vers la création d'une monnaie externe commune, l'ECU, doit s'accompagner d'une plus grande flexibilité du cours de chacune des monnaies nationales par rapport à lui (11).

Ensuite, en dotant véritablement l'Europe d'une législation et d'une politique sociale communes, prévoyant notamment une réduction coordonnée de la durée du travail et comprenant des transferts structurels vers les zones à déficit. Le marché commun agricole fut le prototype de ce genre de politique. Les mécanismes choisis (soutien aux prix des produits et non aux revenus paysans) se sont, à la longue, révélés pervers, et leur réforme est urgente (12). Mais le principe même de revenus garantis, socialisés au niveau européen, ne saurait indigner que les forces conservatrices. Les négociations agricoles sont épineuses, non parce que les paysans seraient bornés, mais parce qu'elles constituent le champ d'expérimentation des politiques structurelles et sociales transnationales.

Or la reconstruction d'une capacité d'initiative pour l'Europe, lui permettant d'assurer la prospérité et le plein emploi de ses travailleurs, de devenir un partenaire pour le codéveloppement des pays du tiers-monde, de participer à la mise en place d'un nouveau système monétaire international et de contribuer à l'ajustement non dramatique de la balance commerciale américaine, exige un pas en avant supplémentaire : la mise en place d'un compromis transnational institutionnalisé portant sur l'ensemble des normes d'activité et de revenus. Faute de quoi, mieux vaudra, pour chaque pays européen comme pour l'économie mondiale, retourner à l'autonomie dans l'interdépendance, où s'illustre un pays qui finira bien par trouver l'issue à sa crise avant d'y être vraiment rentré : la Suède (13).

Mais les forces sociales européennes sauront-elles, avant 1992, repousser ce « Marché commun contre l'Europe » (14) dont les libéraux-conservateurs et les chroniqueurs irréfléchis présentent le parachèvement comme une panacée ?

ALAIN LIPIETZ.

Tableau I. – LA « PERSISTANCE » DE LA CRISE AUX ETATS-UNIS

Cycles *	1948-1966	1966-1973	1973-1979	1979-1986
Profitabilité	8,9	7	5,5	5,9
Taux d'investissement	3,6	4,4	3,5	2,9
Chômage	5,2	4,6	6,8	8
Productivité	2,6	1,8	0,5	0,9
Produit national brut	4,4	3,2	2,6	2
Salaire réel	2,6	2,1	0,4	0

Source : Samuel Bowles, David Gordon, Thomas Weiskopf, communication au congrès annuel de l'American Economic Association, Chicago, décembre 1987.

(*) Les trois premières lignes sont des taux moyens sur les cycles (%) ; les trois suivantes sont des taux de croissance annuels moyens (%).

Tableau II. – CROISSANCE ET CHOMAGE : L'« EFFET CEE »

Pays	Taux de chômage (été 1987)	Croissance industrielle (été 1987, 1980 = 100)
Japon	2,8 %	125,8
Etats-Unis	5,8 %	120,6**
Suède	1,6 %	120
Norvège	1,9 %	120
France	10,8 %	104
Allemagne	7 %	111
Grande-Bretagne	9,7 %	115,3**
Italie	10,5 %*	98,3

Source : OCDE.

(*) Source Observatoire français de conjoncture économique (OFCE).

(**) La référence à 1980 fausse l'estimation de la performance de ces deux pays qui ont subi le « choc monétariste » dès la fin 1979 (– 10 % entre 1979 et 1980).

(5) Pendant le premier semestre 1987, les Etats-Unis ont connu une croissance de 1,6 % de leur PNB, dont 0,6 % grâce aux exportations. Le reste est dû à une légère hausse du revenu des ménages et une nouvelle chute du taux d'épargne.

(6) Voir Frederic F. Clairmonte, « L'art et la manière de convertir une dette en pactole », *le Monde diplomatique*, décembre 1987.

(7) Voir Stephen Marris, *les Déficits et le Dollar, l'économie mondiale en péril*, Economica, Paris, 1987.

(8) Selon la Mitsubishi Bank, la vitesse de rotation de ces titres entre les mains des investisseurs japonais est passée de 1,3 fois en 1984 à 9,8 fois pour les huit premiers mois de 1987.

(9) Pour des raisons diverses, Londres et Madrid se sont autorisés des déficits considérables en 1987 (9,8 milliards de livres pour le Royaume-Uni, pays exportateur de pétrole et dirigé par une « dame de fer » !).

(10) Voir Jean-Paul Planchou, « Une politique monétaire européenne au service du mark », *le Monde diplomatique*, janvier 1988.

(11) Le renforcement de l'ECU reste éminemment souhaitable pour protéger les monnaies européennes des mouvements spéculatifs de capitaux flottants (voir Michel Aglietta et Nadine Mendelek, « Politiques économiques nationales et évolution du système monétaire européen », *Economie prospective internationale* n° 32, 4e trimestre 1987).

(12) Voir Henri Nallet, « L'urgence d'une solution globale », *le Monde diplomatique*, février 1988.

(13) Voir Guy de Faramond, « Un droit étendu et renforcé », *le Monde diplomatique*, avril 1988.

(14) Titre d'un livre (bien oublié !) de Michel Rocard, Le Seuil, Paris, 1973.

UN TIERS-MONDE EN FORMATION

L'espoir déçu des paysans andalous

LOIN de Bruxelles et du grand axe industriel, financier, commercial et technologique qui court de Londres à Milan, autour duquel se construit l'Europe, de vastes régions de la Communauté sont condamnées à subir tout le poids du marché unique. Les populations qui y vivent voient leur identité et leur existence même menacées par l'implacable logique du profit et de la compétitivité. Tel est, au sud de l'Espagne, le cas aujourd'hui de l'Andalousie.

Par FRANÇOIS DE RAVIGNAN *

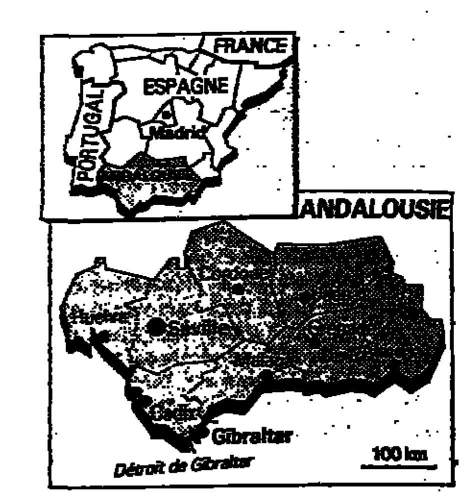
Terres noires, villages blancs. Immensités que, sous le soleil, sillonnent les tracteurs. Au bout de la route, le village – presque une ville – offre ses maisons coquettes, blanchies à la chaux, dont les étroites façades barrées de grilles s'alignent le long des rues aux larges trottoirs plantés d'orangers. Lavé, fleuri, le village exprime un bien-être trompeur. Tout comme la prospérité des terres : pays riche, peuple pauvre : 36 % de chômeurs, 30 % de familles au-dessous du seuil limite de pauvreté, presque un tiers d'illettrés... L'Andalousie cache bien ses misères !

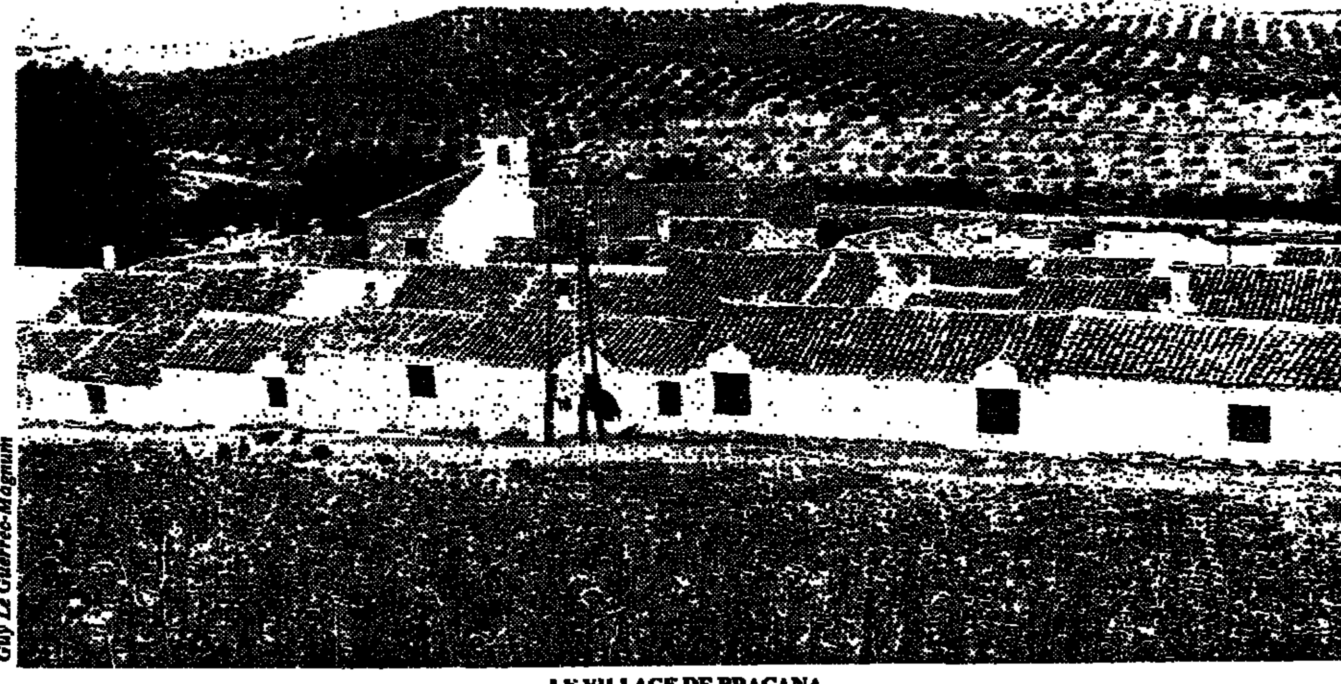
87 000 km², 6,5 millions d'habitants, le pays s'étend entre deux massifs montagneux, l'un au nord, la Sierra Morena, l'autre au sud, suite de chaînes côtières qui culminent dans la Sierra Nevada à plus de 3 000 mètres ; une vaste pénéplaine aux sols noirs, épais et riches, bien drainés, la Campine, est bordée de coteaux calcaires moins fertiles, anciennement domaine de l'olivier. Au pied des montagnes, du nord-est au sud-ouest, coulent deux fleuves parallèles, le Guadalete, le plus méridional, et le Guadalquivir (l'*Oued-el-Kébir* des Arabes, le « grand fleuve »), l'un et l'autre permettant l'irrigation. En aval de Séville, sur une soixantaine de kilomètres et jusqu'à son embouchure, le Guadalquivir traverse une plaine absolument plate, ancien golfe marin comblé par les alluvions du fleuve et aménagé pour la culture. La côte atlantique qui borde cette plaine est une zone de concentration urbaine avec les grandes villes de Cadix et de Jerez (150 000 habitants). Grenade, Cordoue, Malaga forment trois autres pôles importants (entre 200 000 et 400 000 habitants), tandis que Séville, où siègent depuis 1983 le parlement et le gouvernement de la « Communauté autonome » d'Andalousie, fait figure de capitale avec ses 700 000 habitants.

Dans l'Andalousie orientale, plus montagneuse, et principalement dans les provinces d'Almeria et de Grenade, s'enchevêtrent la petite et la grande exploitation, fonctionnant à base de main-d'œuvre salariée. Dans l'Andalousie occidentale, en revanche, c'est celle-ci qui domine et marque le paysage : de rares fermes isolées au milieu des terres sans arbres où résident les *capataces*, régisseurs des grands propriétaires qui, pour la plupart, demeurent en ville. Ces domaines emploient relativement peu de main-d'œuvre permanente (un homme pour 500 hectares), mais surtout des journaliers, employés pour les récoltes et demeurant dans de gros villages, ou même des « agrovilles », de quelques milliers à plus de 10 000 habitants. Dans ces bourgs andalous demeurent 300, 800 ou plus de 1 000 journaliers agricoles. Les déplacements occasionnés par le travail peuvent être très longs. Ainsi, dans un village, des femmes vont travailler à la récolte du coton à 60 kilomètres de là, pour l'équivalent de 120 F par jour, sur lesquels elles doivent payer leur nourriture et leur déplacement.

La concentration de la propriété foncière s'est accentuée dans la première moitié du dix-neuvième siècle au cours duquel, au système féodal, succède un capitalisme agraire (1). Sous le régime franquiste, l'inégalité de la répartition du sol se maintient, tandis que les changements techniques qui s'opèrent à partir des années 60 entraînent un exode *rural intense qu'absorbent en partie la* croissance des villes et une industrialisation timide. La proportion de paysans demeure cependant très forte dans la population active : 23 % (contre 7 % dans l'ensemble de la Communauté européenne). En outre, les départs de l'agriculture ont affecté davantage les petits exploitants indépendants : les trois quarts des paysans sont aujourd'hui des journaliers, contre 21 % de petits propriétaires exploitants (moins de 20 hectares), 2,5 % de moyens (20 à 200 hectares), 0,5 % de grands, détenant à eux seuls 54 % de la terre.

Il n'est pas rare d'entendre parler de propriétaires faisant travailler (car le faire-valoir direct est ici la règle) 3 000, 11 000 ou même plus de 30 000 hectares. Cette prédominance du latifundium rappelle évidemment la structure agraire de nombreux pays d'Amérique latine. Le *señorito* (2) andalou a probablement servi de modèle à la colonisation espagnole. Mais il se pourrait aussi qu'il ait inspiré les colons de l'Algérie « française » au temps de la forte immigration venue du sud de l'Espagne dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. C'est assez dire l'importance historique de l'organisation sociale qui a prévalu en Andalousie.




Guy Le Guerrec-Magnum

LE VILLAGE DE BRACANA
Un calme trompeur au pied des côteaux

« La retraite à vingt ans »

LES conflits pour la terre et le travail sont anciens en Andalousie. Dans les années 40, la misère souvent profonde des journaliers s'amplifie en raison de la baisse des salaires et s'accompagne alors de famine. Mais, depuis les années 60, c'est le travail lui-même qui est atteint ; les grands domaines mécanisent afin de rester compétitifs en diminuant les coûts de production. L'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ne peut qu'accentuer cette tendance.

Les tâches des journaliers agricoles se concentraient principalement sur quatre récoltes : celles du coton, de l'olive, de la fraise et des fruits et légumes. La récolte manuelle du coton offrait à 40 000 personnes (il y a environ 320 000 journaliers), soixante journées de travail par an (3). La moitié au moins de ce coton est désormais ramassée avec des machines (dont l'Etat a du reste fréquemment subventionné l'achat). Quant aux oliviers, la concurrence de l'huile de graine importée, moins chère que l'huile d'olive, a incité, dans les années 60, à en entreprendre l'arrachage : 200 000 hectares (soit le sixième des oliveraies), ont été ainsi reconvertis en culture de céréales et de tournesol, souvent dans des sols peu aptes à ces productions. Et si l'on tend, pour cette raison, à replanter aujourd'hui (il y a 30 000 hectares de plantations nouvelles), dans bien des cas, le mal reste fait. Ainsi, dans une commune parmi d'autres, El Ceronil, ce sont au moins 5 000 hectares d'oliviers qui ont été arrachés ; au lieu de trois mois de travail pour chacun des mille journaliers de la commune, ce ne sont plus que dix journées pour quelques-uns d'entre eux.

Les travailleurs de la terre andalouse, soumis à cette restriction du travail, et intéressés par des salaires souvent doubles de ceux qu'ils percevraient sur place, s'expatrient temporairement, en particulier pour les vendanges dans le Midi de la France. Mais, là aussi, on mécanise, et on a de moins en moins besoin d'eux : au lieu de 50 000 il y a quelques années, ils ne sont plus que 25 000 à passer la frontière. Sur place, la « modernisation » de l'agriculture détruit 4 000 emplois chaque année. Naturellement, ce sont d'abord les jeunes qui sont exclus du travail par les *capataces*, qui arguent de leur inexpérience. Cercle vicieux, car où acquerraient-ils l'expérience si on les prive de travail ? Pour eux c'est, comme ils disent, *« la retraite à vingt ans »*. C'est aussi l'alcool, la délinquance et la drogue, jusque dans les villages... Ainsi se prépare une génération perdue.

L'espoir soulevé par l'accession des socialistes au pouvoir central en 1982 (n'avaient-ils pas promis de créer huit cent mille postes de travail ?), comme celui qu'avait suscité un moment le gouvernement de gauche andalou, est retombé. Fait plus grave, la situation tendue des journaliers agricoles ne semble pas émouvoir beaucoup l'opinion. Le retour de la « démocratie », l'amélioration des conditions de vie de la classe moyenne (et le renforcement numérique de cette classe) incitent à penser que tout va véritablement beaucoup mieux. On se berce des espoirs que fait naître l'entrée, en 1986, de l'Espagne dans le Marché commun et rares, parmi les responsables, sont ceux qui en mesurent les conséquences pour l'emploi.

Le gouvernement andalou a bien annoncé, dès mai 1983, la mise en œuvre d'une réforme agraire, et créé un institut *ad hoc* pour la gérer. Mais il se heurte à de profondes contradictions. Il prétend donner du travail à ceux qui en manquent et dans le même temps postule qu'une agriculture moderne est faite *« de grandes exploitations, avec ses économies d'échelle et ses hauts rendements »* selon l'expression même d'un membre du gouvernement de Séville. Erreur classique car, ici comme ailleurs, la grande exploitation produit généralement moins à l'hectare cultivé que la petite (4), s'orientant selon la *« logique du capitalisme sans risque »* (1). Par ailleurs, les pratiques agricoles utilisées sont fréquemment cause de dégradation de l'environnement, en particulier d'érosion sur les terres en pente, labourées au tracteur lourd sans aucune précaution : 5 000 hectares de bonnes terres disparaissent ainsi chaque année en Andalousie. Quoi qu'il en soit, la réforme agraire a voulu laisser leur chance aux *terratenientes* (5) et à la forme d'exploitation qu'ils ont mise en œuvre ; elle a seulement prévu de mettre en location forcée pour une durée de douze ans seulement les domaines dont la production à l'hectare aurait été reconnue comme trop faible. Les quelques opérations de ce genre qui ont été engagées ont soulevé des tollés de la part des propriétaires et de leur syndicat (ASAGA), qui ont usé de tous les moyens possibles pour bloquer les suites d'une action pourtant bien timide. *« La réforme agraire ? – C'est seulement pour la presse ! »*, entend-on dire maintenant dans les campagnes.

Les secours aux chômeurs ne sont distribués qu'à ceux qui ont travaillé un minimum ; ceux qui justifient de soixante jours de travail dans l'année perçoivent une indemnité de 25 000 pesetas par mois (environ 1 250 F) pendant neuf mois. Pour vingt jours, on n'est secouru que pendant cinq mois. Un « Plan d'emploi rural » permet d'offrir aux chômeurs quelques journées pour des travaux d'utilité collective et qui comptent pour l'obtention de l'indemnité de chômage. Outre que l'opportunité des réalisations ainsi entreprises est souvent contestable, l'octroi des journées disponibles à tel travailleur plutôt qu'à tel autre donne lieu à des pratiques discrimatoires. De plus, un commerce occulte des jours de travail s'est instauré, rendu possible par le fait que ce sont les propriétaires qui les comptabilisent officiellement ; certains d'entre eux inscrivent donc des jours de travail fictifs pour lesquels ils paient 130 pesetas de part patronale à l'organisme d'assurance-chômage ; ils les revendent 200 pesetas aux journaliers... Le gouvernement préfère *« acheter la paix sociale »*, plutôt que de risquer un affrontement avec les propriétaires.

Enfin, la colonisation des terres vierges dans la plaine du Bas-Guadalquivir a éveillé de faux espoirs. Voici une quinzaine d'années, on a installé sur 45 000 hectares de terres irriguées, 3 000 petits agriculteurs, avec des lots de 10 à 12 hectares, pour lesquels on a construit des villages neufs. Une extension en cours de 10 000 hectares irrigués doit permettre d'installer 1 100 colons. Les cultures dominantes sont ici le riz, le sorgho, le coton. L'élevage, très sporadique, ne permet pas de reconstituer comme il le faudrait le stock de matière organique du sol, d'autant qu'on brûle fréquemment les pailles. En outre, on observe une baisse inquiétante du niveau des nappes phréatiques dans lesquelles on pompe pour l'irrigation ; selon certains écologistes, ce périmètre, qui a coûté très cher, pourrait bien n'avoir qu'une durée de vie limitée à une cinquantaine d'années. Quoi qu'il en soit, ce genre d'installation ne peut concerner, en raison du coût des investissements et du peu de place disponible, qu'une très faible partie de ceux qui, dans la population active agricole andalouse, sont privés de l'accès aux moyens de production.

Si les syndicats agricoles, inspirés par le Parti socialiste (PSOE), semblent, croire à ce genre de solutions, comme du reste à la réforme agraire et aux avantages de l'entrée dans le Marché commun, il est des points de vue plus lucides : *« Nous ne sommes pas des oiseaux pour vivre de vent ; nous ne sommes pas des poissons pour vivre d'eau, nous sommes des hommes pour vivre de la terre »*, proclame le Sindicato de Obreros del Campo (SOC) qui réclame l'attribution de la terre à ceux qui la travaillent et en ont besoin pour vivre. C'est une revendication déjà ancienne en Andalousie : elle inspirait en particulier les Commissions ouvrières, nées dans la clandestinité au temps du franquisme. A la suite d'une grève des ouvriers vignerons dans la région de Jerez en 1967 (6), des commissions de journaliers agricoles prirent leurs distances à l'égard du Parti communiste qui prétendait contrôler leur mouvement. C'est ainsi qu'est né le SOC, devenu rapidement le syndicat de journaliers agricoles le plus populaire, en même temps que le plus radical.

Le SOC, c'est d'abord une pratique de la solidarité : on partage entre ouvriers les journées de travail disponibles en même temps qu'on lutte contre une mécanisation qui détruit le travail. C'est ensuite le combat pour la terre, par des méthodes non violentes mais souvent spectaculaires comme l'occupation d'un domaine par un grand nombre de journaliers venus avec tentes et couvertures. Ces actions, comme les marches sur les villes ou encore les grèves de la faim, déclenchent d'innombrables procès ; rares sont les responsables du SOC qui n'ont pas connu la prison.

Des terres sont parfois obtenues à la suite de ces luttes. Dans deux communes, on nous parle de superficies de l'ordre de 4 000 hectares, peu de chose par rapport aux besoins du pays, qui vont être attribuées aux journaliers. Le seront-elles vraiment ? Les adhérents du SOC n'envisagent pas de se répartir ces terres en lopins individuels, mais de les travailler en s'organisant sous forme de coopératives de production. Celles-ci devraient englober *« toutes les activités possibles en milieu rural et mettre en pratique un modèle de vie dans lequel l'égalité, la non-compétitivité et la solidarité seront les valeurs fondamentales »*.

Quelques projets sont déjà à l'œuvre, un jardin collectif mis en chantier, une ferme coopérative d'élevage dont la réalisation semble proche, etc. Dans certaines communes, les journaliers ont obtenu la majorité aux élections municipales. Une étonnante et foisonnante vitalité s'exprime alors. Dans la commune de Marinaleda est menée une expérience de démocratie directe : toutes les décisions importantes sont prises par l'assemblée générale de cette agglomération de 2 500 habitants. Ici se perpétue la tradition révolutionnaire du « dimanche rouge » : chaque dimanche matin, les habitants disponibles, hommes et femmes, deux cents à trois cents personnes, munies de leurs outils, se rassemblent à la Maison du peuple (décorée d'une grande fresque inspirée du film de Bertolucci, *1900*, figurant une foule d'ouvriers qui s'avancent, d'affiches du SOC et de portraits du « Che » Guevara) ; le maire distribue les tâches communes : construction de logements, entretien des espaces verts, nettoyage de fossés. Au fur et à mesure que les mains se lèvent, la salle se vide et les chantiers se remplissent jusqu'au milieu de la journée.

Nouer de nouvelles solidarités

DES soutiens extérieurs au milieu agricole sont acquis au SOC, celui en particulier d'un certain nombre d'intellectuels. Des écologistes trouvent, dans les liens qu'ils nouent avec le syndicat, l'occasion d'un dialogue fécond. Celui-ci a signé le *Pacte andalou pour la nature*, un projet de cinquante ans préparé par des groupes écologistes et qui va être présenté au gouvernement. Dix-neuf organisations ont signé une revendication immédiate inspirée de ce projet global, et consistant à exiger le reboisement de 40 000 hectares par an dans la région. Beaucoup de mouvement donc, mais, pour le moment, encore peu de résultats. D'autres solidarités sont à nouer, non seulement à l'intérieur du pays, mais à l'extérieur. En France, en particulier, qui connaît aussi le développement du non-travail et a quelque chose à apprendre de l'Andalousie et de ses journaliers. Et d'abord, cette réalité très simple que le tiers-monde n'est pas seulement en Afrique ou en Amérique latine, mais aux marches de l'Europe et demain en son cœur même. Fruit de la concurrence et de la compétitivité, le tiers-monde, toujours et partout, c'est le meurtre du travail.

Devant cette situation, la seule chance qui demeure se rattache à une exigence fondamentale, passablement oubliée en France : *être un peuple*. En Andalousie, les médias, la consommation et les machines à sous n'en sont pas encore venus à bout. Pour combien de temps ?

(1) Cf. Bernard Roux, « Immobilisme des structures et différenciation de la production dans l'agriculture en Andalousie », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, tome 56, fasc. 2, Toulouse, 1985.

(2) Littéralement « petit monsieur », surnom donné aux propriétaires.

(3) Information fournie par M. Paco Casero, membre fondateur du SOC.

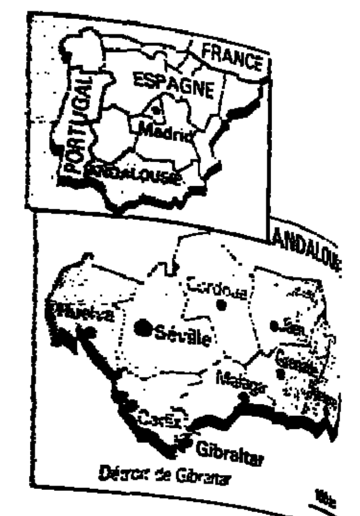
(4) En France, un phénomène analogue est à l'œuvre ; cf. F. de Ravignan : *L'Intendance ne suivra pas*, La Découverte, Paris, 1988.

(5) Grands propriétaires fonciers.

(6) Cf. Isabel Alvarez de Toledo, *la Grève*, Le livre de poche, Paris.

* Agronome à l'INRA.





La diplomatie de Jean-Paul II

De quoi s'agit-il ? De l'Etat du Vatican ? Du Saint-Siège ? De Rome ? Rome qui inclut le Vatican, Etat dirigé par l'évêque de toute la ville, elle-même siège de l'Etat italien. Et quel est cet Etat sans nation, sans véritables citoyens, dont le rôle diplomatique se distingue *de jure*, mais certainement pas *de facto*, de son action spirituelle ? Où commence le politique ? Où le spirituel s'arrête-t-il (s'il s'arrête), qui commande en principe tout acte diplomatique ? Le chef de cet Etat est élu par des représentants de l'Eglise universelle et, s'il se rend à l'étranger, c'est d'abord à l'invitation d'une communauté spirituelle, avec le nécessaire accord, mais toujours second, des autorités étatiques locales. Ce faisant, il franchit une frontière, au sens où l'entend le droit international, mais il est en même temps chez lui parce qu'il visite un peuple sans frontières dont il est le Saint-Père.

L'analyse de cette ambiguïté permanente est donc par essence ambiguë. Cette situation a l'âge de la catholicité, mais les temps modernes lui ont conféré une dimension nouvelle : la disparition des Etats pontificaux a mis fin au pouvoir temporel du pape, et celui-ci s'est mis à voyager. Jean-Paul II, notamment, qui, en un peu plus de neuf ans de règne, a passé plus de deux ans hors du Vatican.

Immergée dans le monde, l'Eglise ne saurait s'abstraire de ses changements. Pour ne mentionner que ces quatre « temps-là », les pontificats de Pie XII, Jean XXIII, Paul VI, Jean-Paul II ne peuvent être décrits sans une constante référence à l'époque. Ainsi, le Saint-Siège se trouve plongé dans les relations internationales, et le Vatican mène une stratégie diplomatique. Sur ce jeu double pèsent d'un poids écrasant la personnalité du pape, son origine, sa culture, sa vision du monde. Jean-Paul II rêve de rendre à l'Eglise sa « robe sans couture », mais c'est aussi en Polonais qu'il agit. C'est à travers ce prisme – qui peut certes se modifier au fil des voyages et au gré des rapports de forces – qu'il voit la planète et lui parle *(voir ci-dessous et pages 10 et 11 les articles de Peter Ebblethwaite et Beatrice Leung).*

Jean-Paul II rêve aussi d'une « unité des catholiques » en politique, ainsi que l'explique Domenico del Rio à propos de l'Italie *(voir page 12).* D'où l'appui qu'il donne à l'évidence au mouvement Communion et Libération, qui sait user des rencontres de masse et du grand spectacle médiatique, à des années-lumières de Jean XXIII, pour ne pas parler de l'esprit franciscain. Et il y a certes quelques contradictions entre cet apostolat télévisuel où l'éphémère le dispute au superficiel et à l'hypnotisme, et tel passage sur le tiers-monde, le développement et le néocolonialisme de la récente lettre encyclique *Sollicitudo Rei Socialis*.

Manque de cohérence ? Sans doute, que l'on retrouve dans une vision obsolète de la réalité mondiale (*« l'Occident »* contre *« l'Orient »*). Obsolète et biaisée tant il est vrai que – et la crise du système libéral, notamment dans ses relations avec le Sud, le montre bien – la division en *« deux blocs »* n'est pas *« la cause »* du sous-développement. Ici encore, la personnalité du pape pèse d'un poids très lourd. Plus que celle de l'Église universelle, l'encyclique est d'abord celle de son hiérarque suprême, comme la diplomatie du Vatican est d'abord celle de Jean-Paul II.

JACQUES DECORNOY.


Gamma

LE PAPE MORIGÉNANT LE PÈRE CARDENAL A MANAGUA
Les dirigeants conservateurs ont droit à plus de mansuétude

Le rêve polonais d'une chrétienté restaurée

Par
PETER HEBBLETHWAITE *

JEAN-PAUL II s'est rendu en Pologne, pour la troisième fois en tant que pape, en juin 1987. Deux jours après son élection, le 16 octobre 1978, il avait déclaré : *« Dorénavant, la nature particulière de notre pays d'origine sera de peu d'importance : en tant que chrétien et, qui plus est, en tant que pape, nous sommes et nous restons témoins de l'amour universel. »* Paroles sans doute sincères. Et pourtant, le pape pense et appréhende le monde en Polonais.

Il aime citer ce mot d'Adam Mickiewicz, poète patriotique et romantique du dix-neuvième siècle : *« Pour être réellement digne de l'homme, une civilisation doit être chrétienne. »* Il considère la Pologne comme la clé et le peuple polonais comme le rempart de l'Europe. Dans le dernier article qu'il a écrit avant de devenir pape, il se demandait où passait la frontière extrême-orientale du Continent. Elle ne pouvait se trouver sur aucune carte ; elle se situait là où la civilisation venue de l'Ouest (et porteuse de liberté, de vérité et de culture) rencontrait la civilisation asiatique (et synonyme d'esclavage, de mensonge et de barbarie) (1).

Ainsi, lorsqu'en 1987 Jean-Paul II retourna dans sa patrie, ce fut en tant qu'incarnation de la conscience nationale polonaise, et c'est avec quelque hauteur qu'il se permit de traiter le général Jaruzelski. Le dirigeant avait espéré que le pape l'« aiderait » dans sa lutte contre l'inefficacité dans l'industrie, contre la paresse et l'alcoolisme. Jean-Paul II ne lui offrit aucune aide et, au contraire, fit resurgir de la Pologne l'image de la tradition romantique. Après une dernière rencontre dépourvue d'aménité à l'aéroport de Varsovie, le général, le visage sombre, en fut réduit à murmurer : *« Saint-Père, vous partez avec une image de la Pologne dans votre cœur, mais vous nous laissez face à tous nos problèmes. »*

Jean-Paul II avait appris en Pologne qu'il était avantageux pour l'Eglise de ne pas détenir un pouvoir politique : elle pouvait de la sorte avoir de l'influence sans être responsable, critiquer sans se salir les mains, soutenir des thèses de philosophie sociale et politique sans devoir les soumettre à un électorat ou au jugement de la raison.

Les voyages, phénomène essentiel du pontificat

LE message des papes concerne *« tous les hommes et tout ce qui est en l'homme »*, comme Paul VI le disait dans l'encyclique *Populorum Progressio*. Mais quand Paul VI, non sans timidité, considérait l'Eglise comme *« experte en humanité »*, et cherchait à rejoindre le monde moderne, Jean-Paul II passa à l'offensive dans son premier sermon en tant que pape : *« N'ayez pas peur ! Ouvrez toutes grandes les portes au Christ. A son pouvoir salvateur, ouvrez les frontières des Etats, des systèmes politiques et économiques, les vastes champs de la culture, de la civilisation et du développement. N'ayez pas peur ! Le Christ « sait ce qui est en l'homme ». Il est le seul à le savoir. »*

C'est aux Etats et aux systèmes de changer – pas à l'Eglise. Paul Blanquart a admirablement résumé la nouveauté du projet : *« La source de la morale est tout entière dans l'Evangile ; c'est donc l'Eglise, dépositaire du message évangélique, qui détient les critères d'une bonne politique. Toute l'histoire de l'Occident moderne est ainsi prise à rebours. La géopolitique de Jean-Paul II consiste en une reconquête par l'Eglise de son autorité sur la société* (2). » Or comment cette tentative de restaurer la chrétienté est-elle traduite en termes de politique internationale ? Le Vatican peut peser sur les situations locales par le biais de nominations, du contrôle disciplinaire sur les théologiens, de l'envoi de messages (grâce, de plus en plus, aux moyens de transmission les plus modernes), et des interventions de ses cent vingt et un diplomates à plein temps. Les mesures ayant trait à la « vie interne » de l'Eglise visent aussi à mieux définir l'identité de la catholicité et donc à rendre plus efficace l'action de l'Eglise – même si tel n'est pas toujours le résultat et si, en Occident, pareilles décisions produisent un effet contraire à celui recherché.

Le rôle du pape dans la définition de la politique vaticane est considérable. Il intervient grâce à ses discours, le choix de ses audiences (l'affaire Waldheim), la publication de documents (ainsi ses deux *« instructions »* concernant la théologie de la libération). Elément essentiel de son action : la perspective d'une visite papale.

Ces visites sont devenues l'élément clé du pontificat et tendent à tenir lieu de politique globale. Certes, Paul VI s'est déplacé sur les quatre continents, mais ses voyages furent brefs, soigneusement planifiés (il commença par la Terre sainte en signe de retour aux sources de la foi chrétienne et d'attachement à l'œcuménisme), et prirent fin en 1970.

Les visites de Paul VI apparaissent rétrospectivement dénuées de relief comparées aux voyages de Jean-Paul II – autant de marathons, en raison de leur durée et du nombre de discours prononcés, qui laissent épuisée la suite du pape et mordent tellement sur le temps consacré à la gestion quotidienne de l'Eglise. Mais pourquoi cette boulimie de déplacements, et quel est leur impact ?

Ces questions sont essentielles, alors que Karol Wojtyla entamera la dixième année de son pontificat le 16 octobre 1988. Jean-Paul II a déjà régné presque deux fois autant que le « bon pape Jean » qui transforma l'Eglise en convoquant le concile Vatican II (1962-1965) (3). C'est un pape jeune encore : il est né le 18 mai 1920. Il a déjà exercé ses fonctions plus longtemps que n'importe quel dirigeant occidental, soviétique ou chinois actuellement au pouvoir. Un pape n'ayant pas à se soumettre à une réélection, voilà qui peut paraître banal. Mais cela signifie que Jean-Paul II figure parmi les responsables qui ont la plus grande expérience internationale. Son élection surprit. Sa jeunesse fit dire à certains cette vieille blague : *« Vous êtes censés élire le Saint-Père, pas le Père éternel »*. Et non seulement il n'était pas italien, mais il était polonais. Or, pour bien des commentateurs de l'époque, le choix d'un Européen de l'Est serait considéré comme une *« provocation »* par l'URSS, et devrait donc être évité.

La prudente Ostpolitik de Paul VI avait pour but d'assurer l'*esse* de l'Eglise (sa survie) ; venait ensuite, parmi les préoccupations, son *bene esse* (la liberté de nommer les évêques, la liberté d'enseigner le catéchisme, etc.). A l'horizon lointain, se situait le *plene esse* (la liberté totale pour l'Église d'exercer son ministère). Après la mort de Jean Villot, en mars 1979, Paul VI nomma secrétaire d'État le cardinal Agostino Casaroli, le principal exécutant de l'Ostpolitik papale depuis le règne de Jean XXIII. Et voilà qu'avec Jean-Paul II, Mgr Casaroli fut chargé d'agir de façon totalement différente.

Dès le départ, l'Ostpolitik de Jean-Paul II fut plus agressive que celle de son prédécesseur. Il pensait que Mgr Casaroli et Paul VI avaient été trop accommodants. Dès janvier 1979, Radio-Vatican commença à diffuser la messe en polonais ; bientôt fut imprimée une édition polonaise de l'*Osservatore Romano*, largement diffusée en Pologne. Le premier retour au pays (juin 1979) se préparait.

Cette visite a illustré ce qui est conçu comme un « pouvoir spirituel ». Le gouvernement de M. Edward Gierek avait en 1979 tous les moyens matériels d'interdire l'entrée du *« plus fameux enfant de la Pologne »*. Mais ce geste lui était interdit pour des raisons psychologiques : il se serait aliéné à jamais l'ensemble des Polonais déjà peu disposés à le suivre. Jean-Paul II se rendit donc chez lui et, sur la place de la Victoire de Varsovie, déclara que l'élection d'un pape polonais venait compenser de façon providentielle toutes les injustices dont la nation avait souffert au cours de son histoire. Que Solidarité soit apparu dans les quelque douze mois suivant cette visite ne constitue guère une surprise. Jean-Paul II avait donné l'occasion aux Polonais d'avoir à nouveau foi en eux-mêmes.

Un diplomate occidental porte ce jugement sur cette stratégie : *« Si l'Ostpolitik de Paul VI ressemblait à une partie d'échecs, au cours de laquelle le Vatican répondait aux actions du Kremlin, celle de Jean-Paul II ressemble plus à une partie de poker dans laquelle le pape distribue les cartes en jouant gros jeu. »* Cette stratégie a bien fonctionné aussi longtemps que l'URSS a été dirigée par un Brejnev épuisé, ou une étoile filante comme Andropov. De plus, la tentative avortée d'assassinat a conforté Jean-Paul II dans l'idée que sa mission est providentielle.

Mais Jean-Paul II a désormais affaire à M. Gorbatchev, aussi habile que lui sur le plan politique, et, depuis sa visite à Washington, aussi expert que lui en relations publiques. Dans ce dernier domaine, M. Gorbatchev l'a surpassé : il a, mieux que le pape, réussi son voyage aux États-Unis.

Il serait en effet pour le moins exagéré de qualifier de triomphale la visite du pape en Amérique en septembre 1987. L'Eglise des Etats-Unis, une Eglise inquiète, cherchait à établir un dialogue avec lui, au sujet notamment de la place des femmes et du rôle du laïcat, mais le pape n'était pas disposé à écouter. Qui plus est, il infligea un affront aux évêques en ignorant leurs lettres pastorales, *le Défi de la paix* et *Justice économique pour tous*, qu'ils considèrent comme les documents les plus importants qu'ils aient rédigés (4).

(Lire la suite page 10.)

* Journaliste britannique spécialiste des questions religieuses. Auteur notamment d'un livre sur Jean XXIII, il prépare un ouvrage sur Paul VI.

(1) Karol Wojtyla, « The Frontiers of Europe », *The Tablet*, Londres, 9 juin 1979. Sur la vision du pape de l'« Europe chrétienne », lire la lettre apostolique *Euntes in mundum*, publiée le 22 mars 1988 (*le Monde* du 23 mars 1988).

(2) Paul Blanquart, *le Retour des certitudes*, le Centurion, Paris, 1987.

(3) Peter Hebblethwaite, *Jean XXIII*, le Centurion, Paris, 1987.

(4) Au sujet des documents des évêques américains, lire *le Monde diplomatique*, février 1988.

Le rêve polonais d'une chrétienté

(Suite de la page 9.)

Bien sûr, la visite de M. Gorbatchev avait d'autres motifs et le dirigeant soviétique n'a pas un « troupeau de fidèles » aux Etats-Unis, mais il a été reçu avec chaleur et a apporté un rayon d'espoir alors que le pape, qui a pour mission de faire espérer, n'est pas parvenu à remplir cette tâche.

La situation a donc changé et M. Gorbatchev a pris l'initiative sur le « terrain » qui est celui du pape. Certes, la réunion des chefs religieux qui s'est tenue à Assise le 27 octobre 1986 eut ceci de remarquable qu'elle se tint. Elle laissa penser que le pape était le seul porte-parole de toutes les religions et que ces religions avaient une influence pacifique : une brève « trêve de Dieu » fut observée en quelques endroits. Et pourtant, la visite de M. Gorbatchev à Washington et la signature du traité sur les euromissiles ont contribué de façon beaucoup plus tangible à la recherche de la paix. M. Reagan ne parle plus de l'URSS comme de l'« *empire du Mal* ». Ce qu'un homme politique peut faire sans trop souffrir – dire aujourd'hui le contraire de ce qu'il disait hier – est interdit à Jean-Paul II tant est profond son anticommunisme, enraciné dans sa conscience de chrétien et de Polonais (5).

Un « langage brutal et offensif »

UNE illustration de cet état d'esprit se trouve dans la première « instruction » sur la théologie de la libération, en date du 3 septembre 1984 :

« *(...) Des millions de nos contemporains aspirent légitimement à jouir à nouveau des libertés fondamentales dont ils ont été privés par les régimes totalitaires et athées venus au pouvoir de manière violente et révolutionnaire, précisément au nom de la libération de leurs peuples.*

» *Ce scandale de notre temps ne peut être ignoré : alors qu'ils assurent leur apporter la liberté, ces régimes maintiennent des nations entières dans la servitude, une situation indigne de l'humanité. Ceux qui, peut-être par inadvertance, se font les complices de pareils asservissements, trahissent ces mêmes pauvres qu'ils entendent aider.* »

La dernière phrase fait allusion aux théologiens de la libération en général, et, plus particulièrement, aux prêtres qui soutiennent les sandinistes au Nicaragua. Jean-Paul II déteste le marxisme de façon viscérale. L'image du pape agitant le doigt sur la tête du Père Ernesto Cardenal – l'aimable poète en fut tout ahuri – demeurera un des symboles du pontificat.

Le document concernant « *le scandale de notre temps* » a provoqué une vive controverse au Vatican. Le secrétaire d'Etat, le cardinal Casaroli, l'a regretté parce qu'il mettait en péril le patient travail diplomatique mené en Europe de l'Est par Mgr Achille Silvestrini, son successeur à la tête du Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, et prolongé sur le terrain par Mgr Luigi Pozzi.

Non que ceux qui le regrettaient aient été en désaccord sur le fond, mais ils ne pensaient pas qu'un jugement politique aussi abrupt eût sa place dans un document à prétention théologique. « *Nous ne sommes pas habitués à un langage aussi brutal et offensif* », estima l'un des adjoints de Mgr Casaroli. Il s'est en effet agi d'une rupture avec la traditionnelle politique des bras ouverts du Vatican. Et le propos fut tenu parce que des considérations théologiques (ou idéologiques) l'ont emporté sur les facteurs diplomatiques. Une évolution due au cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, un Bavarois qui se veut gardien jaloux de l'orthodoxie.

Or, il n'existe au Vatican aucune instance où de tels problèmes peuvent être débattus. Dans cette affaire, Mgr Ratzinger a frappé le premier, à l'unisson des sentiments les plus profonds du pape. Mais, maintenant que M. Gorbatchev est au pouvoir et a besoin de soutiens, il n'est pas exclu qu'une diplomatie dans le style de celle de Mgr Casaroli soit pratiquée afin d'aboutir au but par-dessus tout recherché : un voyage papal en Union soviétique.

Il s'agit d'un très bon exemple permettant de comprendre en quoi la politique du Vatican n'est jamais formellement définie. Ce qu'elle est doit être compris à travers telle ou telle remarque, telle ou telle visite à Rome, tel article de *l'Osservatore Romano*, tel commentaire à la radio.

Que pense la secrétairerie d'Etat de la « glasnost » et de la « perestroïka ? » Il est bien difficile de le savoir. Pour Mgr Casaroli, c'est une justification de ce que formulait Jean XXIII dans l'encyclique *Pacem in terris*, et qui fut souvent décrit comme « *naïf* » et « *optimiste jusqu'à l'absurde* » en 1963. Or, deux de ses principes furent clairement appliqués lors de la visite à Washington de M. Gorbatchev.

Le premier principe consiste à distinguer entre l'erreur (à réprouver toujours), et la personne qui erre (à respecter toujours). Selon le second principe, l'usage des armes nucléaires est *alienum a ratione*, c'est-à-dire dément.

Jean-Paul II a tendance à ne pas distinguer entre le pécheur et le péché ; et bien qu'il plaide en faveur du désarmement, il a toujours estimé légitime la politique occidentale de la dissuasion. Il n'est d'autre part guère en position de critiquer les limites que les Soviétiques mettent à la « glasnost » : le synode de 1987 n'a-t-il pas souligné de façon criante combien l'Eglise avait elle-même besoin d'une telle évolution ? A l'issue de sessions à huis clos consacrées – ce qui ne manque pas d'ironie – aux laïcs absents, le pape convia fermement les participants à « *communiquer l'incommunicable* » en disant au monde combien ils avaient apprécié cette magnifique expérience de collégialité. Ce qui était leur demander un peu trop...

Radio-Vatican ne cache pas son scepticisme à l'égard de la « glasnost » de M. Gorbatchev. Alors que l'Amérique ne jurait que par le dirigeant soviétique, cette radio diffusait des programmes sans fin sur les violations des droits de l'homme en Union soviétique, et en particulier sur l'absence de liberté religieuse. Cette liberté est, pour le Vatican, le test de la « glasnost ». Argument de poids : l'interdiction de l'Eglise catholique (uniate) en Ukraine, par un décret de 1946, un exemple de grande injustice qui ne saurait être oublié (l'Eglise uniate, de rite byzantin, mais unie à Rome, fut incluse de force au patriarcat orthodoxe) ; et la littérature *samizdat* qui parvient de Lituanie montre que les catholiques de ce pays sont aussi persécutés que dans le passé.

Mais concentrer les commentaires sur l'absence de liberté revient à faire l'impasse sur les aspects positifs de la « glasnost », et à faire le jeu des conservateurs soviétiques qui refusent le changement.

Cependant, quoi qu'il pense de l'expérience, le pape a tout intérêt à exploiter la « glasnost ». Une telle attitude est apparue à l'automne 1987 à travers une série de gestes témoignant d'un grand désir d'être prochainement invité en URSS. Le métropolite de Kiev, Philarète, qui se trouvait à Assise en 1986 et rencontra le pape le lendemain au sommet des religions, avait déjà déclaré que Jean-Paul II ne serait pas invité en juin 1988 à l'occasion des fêtes du millénaire du baptême de la Russie parce que « *les conditions n'étaient pas appropriées* ». Mais cela ne signifiait pas qu'il ne pourrait pas l'être à une autre époque.

Trois faits indiquent qu'il pourrait bien faire le voyage. Le dimanche 22 novembre 1987, Jean-Paul II a béatifié quatre-vingt-cinq martyrs anglais et gallois. Mais, en ce même matin, à l'angélus, au lieu de parler de ces victimes d'une intolérance politique camouflée sous des prétextes religieux, il parla du sanctuaire de Notre-Dame de Kiev en Ukraine. Cette évocation pouvait à la rigueur se justifier : elle pouvait être incluse dans sa série de discours sur « *les sanctuaires les plus célèbres du monde* », qui a marqué l'année mariale. Mais il est un fait curieux : Kiev ne possède pas de sanctuaire marial fameux, au sens où il s'agirait d'un lieu de pèlerinage. Il y a une mosaïque représentant une *Maria orans* (Marie en prière) dans la cathédrale désaffectée. Un chef-d'œuvre du vieil art byzantin, mais rien de plus. Peu importe, le pape entend voir le sanctuaire.

Le problème de l'Eglise ukrainienne

MAIS il ne peut se rendre à Kiev sans que le problème de l'Eglise ukrainienne ait été mis en sourdine. Voici les étapes d'un tel règlement. En septembre 1987, Jean-Paul II déclara aux évêques ukrainiens réunis en synode : « *L'Eglise veut que vos frères et sœurs soient à même de réaliser en toute liberté dans leur patrie leur propre vocation chrétienne, à même d'honorer Dieu publiquement, selon leur rite à eux, en union avec leurs propres pasteurs et l'évêque de Rome.* » Ils ne sont donc pas abandonnés, mais leur retour n'est pas pour demain.

Cependant, les Ukrainiens ont été fermement encouragés à ne pas mettre en péril les espoirs d'une visite papale. Pendant le synode sur les laïcs ont eu lieu des rencontres secrètes entre les Ukrainiens et les évêques polonais, au cours desquelles les deux Eglises se sont « réconciliées » en présence du secrétaire particulier du pape, Stanislaw Dzinwcz. Cette réconciliation était nécessaire, car, comme l'a dit le cardinal Glemp : « *Sur nous pèsent le poids de récriminations, de dommages causés, le souvenir de larmes et de sang versés.* » Il ne s'agissait pas d'une simple formalité. Mgr Glemp offrit aux Ukrainiens la possibilité d'utiliser le sanctuaire de Czestochowa, en Pologne, pour les célébrations du millénaire. Puisqu'ils ne peuvent le fêter en Ukraine, ils peuvent le faire à Czestochowa, aussi près que possible de chez eux.

Premier résultat de cette rencontre : le chef de l'Eglise ukrainienne, le cardinal Liubachivski, qui marchait d'un air renfrogné à côté de Philarète lors de la rencontre d'Assise, a – fait sans précédent – proposé à l'Eglise orthodoxe russe de conclure la paix : « *Au nom du Christ, nous offrons pardon, amour et réconciliation au peuple russe et au patriarche orthodoxe russe de Moscou. [...] Pardonnez-nous comme nous vous pardonnons.* (6) » Il s'agissait d'un ton étonnamment nouveau. Et, de la sorte, l'obstacle de l'Eglise ukrainienne était, sinon levé, du moins mis à l'écart.

Une réponse à ces signaux devait venir, et elle vint, de manière inédite. Le patriarche Pimène, chef de l'Eglise orthodoxe russe, accorda un entretien à Alceste Santini, journaliste à *l'Unita*, organe du PC italien, texte qui fut publié sous forme de livre par une maison d'édition catholique (7).

Tout indiquait que Pimène envoyait de la sorte un message au pape ; ou plutôt, sa liberté n'étant pas totale, M. Gorbatchev lui-même envoyait le message. Il signifiait que Jean-Paul II serait le bienvenu en URSS, mais pas en juin 1988. Certes, Pimène ne l'a pas dit en ces termes, mais, à l'évidence, les Soviétiques ne veulent pas que le pape soit la vedette des fêtes.

Pimène a même présenté des éléments du programme du voyage pontifical. A Moscou (ou à Zagorsk), il pourra embrasser son frère patriarche – parmi ses divers titres, le pape porte celui de patriarche de l'Occident. Ensuite, il pourrait se rendre à Kiev, et, finalement, passer une journée en Lituanie.

Visitant, le 17 janvier 1988, le club de la presse étrangère de Rome, le pape fit savoir qu'il ne pouvait envisager un séjour en URSS sans penser aux catholiques de « *Lituanie, de Lettonie, de Biélorussie, du Kazakhstan et d'Ukraine* ». La mention du Kazakhstan (où des troubles ont eu lieu l'an passé) est nouvelle. Mais c'est la Lituanie qui est au cœur de ses préoccupations. Un profond atavisme explique son désir de la visiter : pendant quatre cents ans, ce pays a été uni à la Pologne. Au cours de la procession du Saint Sacrement dans les rues de Varsovie à la fin de la visite du pape le 10 juin 1987, les Lituaniens portant l'habit de paysan eurent droit aux plus grandes acclamations (8).

Tout cela ne signifie pas que Jean-Paul II visitera prochainement l'URSS. L'important, c'est que le « simple projet d'une visite modifie la scène. Certaines conditions doivent être remplies avant qu'un tel voyage soit possible ; sa seule hypothèse introduit de la sorte des éléments de changement dans une situation auparavant gelée.

Les visites pontificales en Europe occidentale et aux Etats-Unis n'ont pas cette fonction car, de façon paradoxale, *là où la liberté religieuse est respectée*, un voyage du pape ne peut en rien modifier les relations entre le Vatican et les Etats concernés. Jean-Paul II met donc à profit ce type de visite pour vitupérer la sécularisation et prôner « *une seconde évangélisation* » auprès d'Eglises quelque peu déroutées.

Ailleurs, les voyages ont des résultats autres. Ils peuvent inciter des dictateurs « catholiques » de droite à agir. En 1981, le président Marcos mit fin (en théorie du moins) à la loi martiale aux Philippines, afin de rendre possible

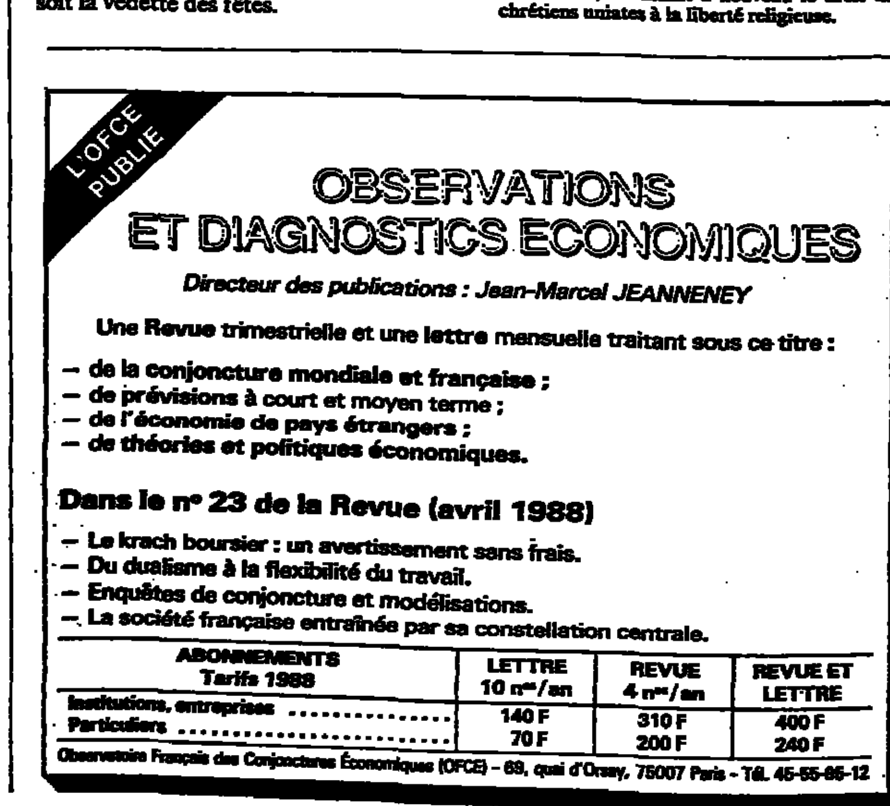
---

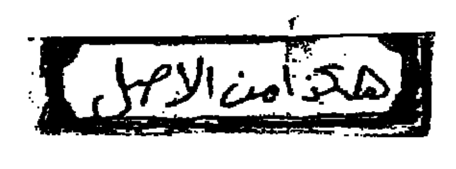
(5) Le pape a commenté le 9 janvier 1988 devant le corps diplomatique l'accord Reagan-Gorbatchev, soulignant « *la situation nouvelle* » ainsi créée, mais aussi les limites de l'accord. Le pape ajoutait : « *Le désarmement n'est [...]) pas toute la paix.* » *L'Osservatore Romano* (édition hebdomadaire en français du 12 janvier 1988) a publié l'intégralité du discours.

(6) Cité dans *The Tablet*, Londres, 21 novembre 1987.

(7) *Mille anni di fede in Russia* (entretien du patriarche Pimen avec Alceste Santini). Editioni Paoline, Rome, 1987.

(8) Le Vatican a confirmé le 19 avril 1988 que le projet de voyage bute sur la volonté du pape de visiter Kiev et la Lituanie. Le même jour, Jean-Paul II, dans un message aux Ukrainiens, réclamait à nouveau le droit des chrétiens uniates à la liberté religieuse.





restaurée

la visite du pape. Et, alors que Jean-Paul II était sans cesse montré par les télévisions sautant d'une île à l'autre aux côtés de Mme Imelda Marcos, Mgr Casaroli, plus libre de ses mouvements, put rendre visite aux détenus politiques. Le président Pinochet lui-même dut « mériter » la visite en évoquant, pour un avenir indéterminé, *« le retour à la démocratie »*. L'ayant « mérité », il l'exploita, même s'il dut supporter un houspillage bénin en raison de son bilan consternant dans le domaine des droits de l'homme.

Dans l'avion l'emmenant au Chili, le pape fit la distinction entre les *« dictatures personnelles »*, comme celle de Pinochet, qui disparaîtra avec le dirigeant en fonction, et *« les dictatures institutionnelles »*, comme celle du général Jaruzelski, auquel succédera une de ses copies conformes. Pareille distinction est faite par la droite américaine. Elle accorde bénéfice du doute aux dictateurs qui sont « de notre bord ».

N'étant pas un dictateur, le président Alfonsin n'eut pas droit au bénéfice du doute. Jean-Paul II omit de le féliciter pour le difficile rétablissement de la démocratie en Argentine. Il n'y eut aucun signe de remords pour les atrocités commises sous les régimes des généraux que l'Eglise ne condamna en rien. Au contraire, Jean-Paul II insista sur la notion de *« réconciliation »*, allant dans le sens souhaité par l'armée selon laquelle il faut mettre un terme aux procès. De plus, les projets de législation sur le divorce de M. Alfonsin furent durement attaqués par Jean-Paul II à Cordoba en tant qu'exemple de *« sécularisation »*.

Maintenir les prêtres hors de la politique

L'AMÉRIQUE latine est une exception à la règle selon laquelle il n'existe pas de forum où la politique du Vatican puisse être discutée. Cette instance est la commission pontificale pour l'Amérique latine, mais ses délibérations sont secrètes. Elle a pour tâche d'établir la liaison avec le Conseil épiscopal d'Amérique latine (CELAM). Elle est présidée par le préfet de la congrégation pour les évêques, le cardinal Bernardin Gantin. Son influence sur la nomination des évêques lui confère un très grand poids. Son nouvel adjoint, Mgr Gianbattista Ré, est très lié à l'Opus Dei et au mouvement Communion et Libération. Par voie de conséquence, il est quasiment hors de question en Amérique latine de devenir évêque pour qui est en faveur de la théologie de la libération et s'oppose à ces mouvements ultraconservateurs.

Citons un cas de « fuite » des travaux de la commission pour l'Amérique latine. Il s'agit de la réunion qui se tint du 8 au 12 juillet 1981, la dernière à laquelle assista le Père Pedro Arrupe, général des jésuites. Thème des débats : l'Amérique centrale. Le cardinal Sebastiano Baggio, prédécesseur de Mgr Gantin, voulait que fût définie une *« politique globale »* pour la zone. Or le Père Arrupe et d'autres religieux, parmi lesquels le Père Vincent de Couénoglé, maître général des dominicains, dont les ordres fournissent 70 % des prêtres d'Amérique centrale, avaient de bonnes informations sur la situation. Ils prirent position contre une *« politique globale »* ; l'Eglise devait prendre en considération des situations variées : guerre civile au Salvador, dictature militaire hostile aux catholiques au Guatemala, régime de gauche succédant à un totalitarisme détesté au Nicaragua. Les arguments des religieux l'emportèrent. Mais quand, six mois plus tard, furent publiées les résolutions de cette réunion à huis-clos, il était clair qu'avait été retenue l'idée d'une nécessaire *« politique globale »* – politique de ce fait inapplicable. Entre-temps, le Père Arrupe avait été neutralisé, et les jésuites s'étaient vu « coiffés » par un délégué personnel du souverain pontife. Plus personne ne pouvait remettre en cause cette version arrangée des travaux de la commission.

Il convient aussi de souligner que, lors de la réunion de 1981, Mgr Casaroli prit la défense des trois prêtres membres du gouvernement sandiniste, insistant sur le fait que le Nicaragua se trouvait *« en état d'urgence »*. Il sortait d'une terrible guerre civile, manquait d'hommes de talent ; or les prêtres en question figuraient parmi les plus compétents. La règle selon laquelle *« les prêtres ne doivent pas se lancer dans la politique »* n'était pas absolue (Don Luigi Sturzo n'avait-il pas, en 1919, fondé le Partito popolare italiano ?), et, de toute façon, être ministre de l'éducation permettait au Père Fernando Cardenal de se mettre au service de tout son peuple, une tâche qui n'était pas plus « laïque » que sa précédente fonction de professeur de philosophie à l'université.

Mais, dans ce cas encore, le pape, de par son expérience polonaise, se montra intraitable. Il a, dit-on, en mémoire le cas de Mgr Tiso, le fantoche de Hitler, qui dirigea la Tchécoslovaquie pendant la guerre. Les prêtres engagés dans la politique compromettent l'Eglise, dit le pape. Un point, c'est tout...

Tout ce qui a des relents de marxisme l'exaspère. Lorsqu'il se rendit à Managua en mars 1983, il vitupéra les prêtres qui soutenaient les sandinistes : ils étaient des diviseurs de l'Eglise. Aux yeux de Jean-Paul II, le marxisme est un bloc sans fissure.

La première « instruction » sur la théologie de la libération le dit clairement : *« Les principes idéologiques viennent avant l'étude de la réalité sociale qui les présuppose. Il n'est donc pas possible de séparer les pièces de cet ensemble épistémologique unique. Selon cette analyse, qui s'approprie une des pièces finit par accepter l'idéologie dans son ensemble. »*

Il existe cependant une exception, une seule, et elle est étonnante, dans cette critique globale de la théologie de la libération en tant qu'idéologie prétenduement fondée sur le marxisme. Le 12 avril 1986, Mgr Gantin lut une lettre du pape aux trois cent vingt évêques brésiliens. Il y eut des larmes de joie lorsqu'on apprit de la sorte que Jean-Paul II faisait désormais la louange de la théologie de la libération, *« non seulement opportune, mais utile et nécessaire »*. Et le pape d'écrire aux évêques médusés : *« Vous avez rendu un service incomparable à l'Église du Brésil, et, au-delà, aux autres Églises et à l'Église tout entière. »*

Que s'était-il passé ? En bref, Jean-Paul II avait eu l'occasion de mieux connaître les évêques brésiliens lors d'une rencontre au Vatican en mars 1986. Alors que le Brésil tentait un retour à la démocratie et ployait sous la dette, les évêques ne pourraient jouer aucun rôle social et politique si les opposants de droite pouvaient dire que *« le pape les a condamnés en tant que marxistes »*. Le pape avait ainsi changé d'état d'esprit sans réaliser une véritable conversion, car il avait bien conscience qu'une approche différente du problème était nécessaire si l'on voulait préserver l'influence de l'Eglise. Il est donc capable d'un certain pragmatisme lorsqu'il s'agit de défendre la chrétienté.

Le pape adore les anniversaires. L'Amérique latine où, selon Jean-Paul II, *« humainement parlant, l'avenir de l'Eglise se jouera »*, en célèbre deux en cette fin de siècle. En 1992, sera fêté le cinq centième anniversaire



Roger Viollet

SAINT FRANÇOIS BÉNISSANT LES OISEAUX (GIOTTO, FRESQUE D'ASSISE)
Une simplicité que télévision et meetings de masse ont fait oublier

du débarquement de Christophe Colomb en Amérique. En 1984, Jean-Paul II se rendit à Saint-Domingue et inaugura une *« neuvaine d'évangélisation »*. Elle ne semble guère avoir été suivie d'effets. Il existe maintenant un projet de faire des années 1990-2000 *« la décennie de l'évangélisation »* pour l'Eglise tout entière. Les mouvements charismatiques et Communion et Libération adhèrent au projet avec ardeur. Le reste de l'Eglise est perplexe et se demande si pareil plan répond bien aux défis de notre temps.

L'Eglise ne doit-elle pas chercher à servir, au lieu de dominer ? Qu'est-il advenu des exhortations de Jean XXIII à collaborer avec *« tous les hommes de bonne volonté »* ? Les « hommes et les femmes de bonne volonté » sont bien absents de l'actuelle rhétorique papale, alors que Jean-Paul II poursuit son rêve de restaurer l'influence de l'Eglise dans le monde. Il semble pourtant bien improbable que la chrétienté soit restaurée en l'an 2000, et même qu'elle ait fait alors de réels progrès en ce sens. Ce n'est pas ainsi que l'histoire progresse. Il est vrai que les Polonais ont l'habitude de défier l'histoire et de répondre à l'extrême désespoir par un espoir extrême. Déjà en 1849, le poète polonais Juliusz Slowacki avait prédit qu'au XXe siècle un pape, polonais lui aussi, étendrait au monde entier le pouvoir de l'Église par ses seules armes spirituelles. Si une telle vision devait perdurer, un échec de Jean-Paul II serait à la fois grandiose et héroïque. Il est permis de penser que le risque d'échec serait moindre si le pape avait, dès le départ, tenté d'avoir les Eglises locales à ses côtés.

PETER HEBBLETHWAITE.

Rome-Pékin, ou la quadrature du cercle

Par BEATRICE LEUNG *

A L'ÉVIDENCE, quelque chose bouge dans les relations entre la Chine et le Vatican. Le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, s'est rendu en novembre 1987 à Pékin. A la différence de son premier voyage, en 1984, il a été reçu par M. Zao Ziyang, premier secrétaire du Parti communiste. C'est la première fois qu'un prélat catholique rencontre une aussi haute personnalité du régime. Et s'il est prématuré de parler d'une visite du pape, le frère Luis Ha, chef du service de presse du diocèse de Hongkong, n'exclut pas cette possibilité à compter de 1989.

Qu'y a-t-il de changé qui permette d'imaginer pareil événement ? Du côté chinois, la politique de *« modernisation »* exige un certain pragmatisme. La Chine traite mieux qu'auparavant ses communautés bouddhiste et musulmane, un moyen de faciliter son accès à la technologie japonaise et au pétrole du Proche-Orient. La tolérance à l'égard de l'islam faisait, il est vrai, aussi partie de la tradition impériale : il fallait prouver aux musulmans du Turkestan que la vie était plus agréable en Chine que dans l'empire russe.

Si un meilleur traitement des chrétiens est une des conditions de la *« modernisation »*, le cas de l'Eglise catholique est un cas plus difficile à résoudre que celui des autres chrétiens qui appartiennent à des organisations aux structures moins centralisées.

Les catholiques représentent une minorité relativement peu importante. En 1949, à l'époque de la révolution, il y avait 3,2 millions de catholiques, soit 0,4 % de la population. Le gouvernement, et il donne ce chiffre comme signe de sa tolérance, affirme qu'ils sont maintenant 3,8 millions.

Eglise « schismatique » ?

LA guerre de Corée (1950-1953) renforça les sentiments anti-impérialistes de la Chine. Les missionnaires, français en particulier, avaient tenté d'imposer leurs manières de penser aux Chinois. La vengeance se donnait libre cours après une longue période de ressentiment remontant jusqu'aux dix-septième et dix-huitième siècles et à la « querelle des rites » (1).

Les missionnaires étrangers et le nonce furent expulsés. Le gouvernement fonda l'Association patriotique des catholiques chinois afin de contrôler l'Eglise. Il exerça une énorme pression sur les chefs religieux afin qu'ils rompent tout lien avec Rome. Ceux qui refusèrent entrèrent dans la clandestinité ou furent emprisonnés.

Pie XII, dans trois encycliques, dénonça les brutalités dont l'Eglise était victime. Mais l'Eglise de Chine était-elle schismatique ? Jean XXIII pensait qu'elle ne l'était pas formellement, car elle ne pouvait agir librement, et sa rupture avec Rome pouvait s'expliquer par les extraordinaires pressions qu'elle subissait. Il est à cet égard essentiel de comprendre que l'Association patriotique ne pouvait ni créer ni constituer une nouvelle Eglise catholique. L'expression *« Eglise patriotique »*, souvent utilisée, est de la sorte trompeuse.

Les pressions sur l'Eglise se sont intensifiées à partir de 1966 et de la révolution culturelle. Elles visèrent d'ailleurs autant les *« catholiques patriotes »* que ceux qui demeuraient loyaux envers Rome. Seule la prison pouvait protéger de ce hooliganisme, devait déclarer Mgr Dominique Tang lorsqu'il fut libéré en 1980.

Jean-Paul II, à l'occasion de sa visite à Manille en février 1981, s'adressa à Pékin par l'intermédiaire d'un discours aux Chinois des Philippines. De plus, le cardinal Agostino Casaroli, son secrétaire d'Etat et principal acteur de l'Ostpolitik, se rendit alors à Hongkong pour rencontrer Mgr Tang et exprimer le désir du Vatican de dialoguer avec la Chine.



Roger Viollet

J. ADAM SCHALL VON BELL, JÉSUITE ALLEMAND, ASTRONOME ET MISSIONNAIRE EN CHINE AU XVIIe SIÈCLE.
Rome continue de payer la condamnation d'une fructueuse rencontre

Les exemples de Hongkong et de Macao

MAIS le Vatican ne sut pas décoder correctement le message reçu de Chine via une remarque de l'évêque de Pékin. Celui-ci répondit au discours papal de Manille en estimant que le Vatican était à l'origine de bien des activités *« illégales »* de type religieux en Chine et que, aussi longtemps que le Vatican aurait des relations diplomatiques avec Taiwan, il ne serait pas question pour le pape de visiter le pays.

Bien que l'article 36 de la Constitution chinoise garantisse la liberté religieuse, des règles précises en limitent l'exercice. Aucun écrit religieux ne peut entrer en Chine par la poste. Aucun prêtre venu de l'extérieur (et donc relevant de Rome) ne peut dire la messe en public. L'évêque de Hongkong, en visite dans son village natal de Meixian, dans le Guandong, et qui était hôte de l'Etat, ne put célébrer la messe dans une église ouverte au public.

Dans ce contexte, le Vatican a commis une gaffe en nommant Mgr Dominique Tang archevêque de Guangzhou sans consulter au préalable le gouvernement chinois. Ce geste fut considéré comme un exemple provocateur d'« ingérence ». Les Chinois étaient furieux. Le Vatican dut tout reprendre de zéro et apprendre les règles de base d'une approche de la Chine.

La clé de cette approche se trouvait chez les catholiques de Taiwan et, plus encore, de Hongkong et de Macao. La représentation diplomatique du Vatican à Taipeh vit son niveau baisser et, pendant une visite *ad limina* des évêques taiwanais, Jean-Paul II déclara, le 8 novembre 1985, que l'Eglise de Taiwan avait pour mission d'être *« un témoin de foi vivant pour les frères de la Chine continentale »*.

Hongkong et Macao, qui doivent être prochainement intégrés à la Chine, se voient offrir une autre version de la théorie de l'Eglise-pont. Car, lorsque la formule *« une nation, deux systèmes »* sera appliquée, les catholiques de Hongkong et de Macao n'auront pas à rompre leurs relations avec Rome. Leur exemple pourrait ainsi préfigurer l'avenir. S'ils peuvent conserver leurs relations avec le Vatican sans perdre pour autant leur personnalité chinoise, cela pourrait être vrai pour les autres catholiques.

Jean-Paul II a déclaré aux évêques de Taiwan qu'ils devraient bâtir une Eglise qui, *« tout en étant authentiquement chinoise, serait placée au service de l'homme, de chaque personne, à la lumière de la parole de Dieu, et en communion avec l'Eglise universelle,* cum Petro et sub Petro ».

Quand tout cela est dit, deux questions demeurent sans réponse. La première concerne l'état réel de l'Eglise en Chine. Quelques rares extrémistes mis à part, ses chefs semblent avoir un réel souci pastoral, être très soucieux de l'intégrité de leur foi, et ils signifient clairement qu'ils vivent en communion avec le pape. Mais, pour des raison évidentes, ils ne peuvent le dire ouvertement.

Voyageurs et journalistes se rendent surtout dans des églises urbaines et décrivent une liturgie très préconciliaire, ce qui n'a rien d'étonnant puisque le concile Vatican II n'a pas été vécu par ces prêtres. Les visiteurs ne rencontrent que rarement l'Eglise non officielle des campagnes, où, semble-t-il, la vie religieuse est d'une grande richesse. Mais elle est par définition invisible. Il existe ainsi des paroisses « invisibles », comme il existe même des noviciats masculins et féminins « invisibles » dans les camps de travail.

L'autre question sans réponse concerne le pape : s'il va en Chine, quelle « partie » de l'Eglise rencontrera-t-il ? Son expérience polonaise laisse penser qu'il préférerait aux chrétiens de compromis les vrais héros de la foi qui ont été persécutés pour leur fidélité à Rome. Et pourtant il faut, d'une façon ou d'une autre, tendre la main à ceux qui, par accident plus que par choix, n'ont pu se dire normalement en communion avec le pape.

La tâche de la diplomatie vaticane relève de la quadrature du cercle. Rome doit aussi assurer au gouvernement chinois qu'une Eglise catholique en communion avec l'évêque de Rome ne sera pas une source de contestation politique. Une assurance délicate à donner si l'on songe aux exemples de M. Walesa et de Mme Aquino...

(1) La « querelle des rites » opposa Rome – qui imposa sa loi – aux jésuites missionnaires en Chine, qui voulaient introduire certains rites religieux traditionnels chinois dans la liturgie chrétienne. Lire notamment *les Jésuites en Chine. La querelle des rites* (1552-1773), *présentée par Etiemble*, Julliard, Paris, 1966.

* Sœur Beatrice Leung, Chinoise de Hongkong, rédige une thèse sur les relations entre le Vatican et la Chine à la London School of Economics.

LA RELANCE D'UNE VIEILLE FORMULE

L'« unité des catholiques italiens »

Par DOMENICO DEL RIO *

L'ITALIE est un pays un peu particulier en raison d'une situation qu'ignorent d'autres nations : certes Rome est sa capitale, mais c'est une capitale qui a été ravie au pape. Le successeur de Pierre habite sur une bande de territoire indépendant et souverain à l'intérieur même de la capitale italienne, mais il est aussi l'évêque de Rome, et l'un des titres qu'il porte est justement celui de Pontife romain. Pour le monde catholique, Rome est moins la capitale de l'Etat italien que la capitale de la catholicité.

Surgisse une controverse doctrinale, liturgique ou disciplinaire entre une Eglise locale et l'Eglise « centrale », et l'on dit aussitôt : Rome n'accepte pas, Rome condamne... Cette Rome-là, ce n'est pas la Rome italienne, c'est la Rome papale. Les Congrégations et les organismes qui constituent le gouvernement du pape s'appellent la curie romaine.

Dans cette situation, il est facile d'imaginer combien peuvent être délicats les rapports entre le Saint-Siège et l'Italie et quel terrain propice se trouve ainsi offert au jeu des influences. Et ce d'autant plus qu'en Italie le Saint-Siège se confond avec l'Eglise italienne : il n'est pas rare que pape et évêques italiens se relayent lorsqu'il s'agit de faire pression sur le pays ou sur la classe politique.

Les politiciens italiens, par ailleurs, surtout quand ils sont au gouvernement, quelle que soit leur couleur, se laissent volontiers envahir par des sentiments de déférence à l'égard du pape, du Saint-Siège et de l'Eglise en général.

La ratification du nouveau concordat

ON en a eu la preuve avec la révision du concordat (qui remontait à 1929, c'est-à-dire au temps de Mussolini) signé le 18 février 1984 par M. Craxi, socialiste, chef du gouvernement, et par le cardinal Casaroli, secrétaire d'État du Saint-Siège. Cette « révision », fruit d'un travail diplomatique qui avait duré de longues années, constituait un objectif politique convoité, un honneur que tous les présidents du conseil auraient voulu pour eux-mêmes : passer à l'histoire, à l'histoire de l'Italie du moins, comme le signataire du nouveau concordat. C'était l'ambition des démocrates-chrétiens, de M. Andreotti en particulier, mais c'était aussi le désir de M. Spadolini, du Parti républicain, un laïque d'une laïcité venue en droite ligne du Risorgimento, auteur de livres d'histoire sur les rapports entre l'Italie et le Vatican.

Cette signature, le socialiste Bettino Craxi fut le plus prompt à l'apposer. Le Parlement approuva volontiers. Seuls les libéraux, attachés à une tradition de stricte séparation entre l'Eglise et l'Etat, s'y opposèrent. Les autres forces politiques, y compris les communistes, estimèrent que la ratification du nouveau concordat était un acte de déférence à l'égard du Saint-Siège. Par la suite, nombreux furent ceux qui s'aperçurent qu'ils avaient quelque peu manqué d'attention à l'égard du contenu du texte approuvé, alors que l'autre contractant, le Vatican, avait pris soin de faire figurer un certain nombre de dispositions avantageuses pour lui.

C'est ainsi que, ces derniers mois, a surgi la controverse sur l'heure de religion dans les écoles publiques, une pomme de discorde offerte par certaines forces politiques laïques et par les communistes. Il a été facile pour le Saint-Siège de l'emporter sur le gouvernement, en affirmant que si l'on touchait à l'heure de religion, on touchait au concordat. La secrétairerie d'Etat envoya, en effet, une note en ce sens au gouvernement. Au début d'octobre 1987, une rencontre entre le cardinal Casaroli et M. Goria, démocrate-chrétien, président du conseil, qui s'était déroulée dans une localité non précisée de la plaine du Pô, aplanissait les choses, et la question de l'heure de religion fut mise sous le boisseau.

Les rapports entre l'Italie et le Saint-Siège sont également définis par ce que l'on nomme le Traité, qui, en même temps que le concordat, fait partie des pactes du Latran, ainsi appelés parce qu'ils furent signés au palais du Latran, le 11 février 1929, par Mussolini et le cardinal Gasparri, alors secrétaire d'Etat.

Ce Traité, aujourd'hui encore en vigueur, concernait principalement la reconnaissance de l'État de la cité du Vatican et des propriétés extra-territoriales du Saint-Siège en Italie (par exemple, un certain nombre de palais romains), ainsi que des indemnisations pour les dommages subis par le pape du fait de l'occupation de Rome en 1870. L'Etat italien versait au Saint-Siège une somme s'élevant alors à 1,750 milliard de lires.

Le Traité contient d'autres articles qui peuvent susciter des ambiguïtés et des difficultés dans les rapports entre l'Italie et le Vatican. Par exemple, la révision du concordat a aboli le principe, figurant dans les pactes du Latran, de la religion catholique comme religion d'Etat. La connotation confessionnelle de l'Etat italien a disparu, et pourtant le Traité, qui n'a subi aucune révision, conserve un article affirmant : *« La religion catholique apostolique et romaine est la seule religion de l'Etat. »*

Dans l'affaire de la faillite du Banco Ambrosiano, dans laquelle était impliqué l'Institut pour les œuvres de religion (IOR) – la Banque du Vatican, – les juges du tribunal de Milan ont émis un mandat d'arrêt, pour banqueroute frauduleuse, à l'adresse de Mgr Paul Marcinkus, évêque et président de l'IOR. Le mandat d'arrêt a été annulé par la Cour de cassation en application de l'article II du Traité, qui interdit toute ingérence de la part de l'Etat italien dans les activités des organismes centraux de l'Eglise.

A la suite de l'affaire Marcinkus, des voix se sont élevées pour demander une révision du Traité, comme cela a été fait pour le concordat. Mais, sur ce point, le Saint-Siège apparaît inébranlable. Et, en outre, aucun gouvernement italien, qu'il soit démocrate-chrétien ou socialiste, n'oserait proposer de mettre en discussion un texte qui assure souveraineté et privilèges souverains au pontife et à son Etat.

En tous les cas, avec la révision du concordat, un élément nouveau a pris place officiellement dans les rapports entre l'Etat et le Saint-Siège : il s'agit de l'Eglise italienne. Dans le contexte du concordat, l'Etat accepte la contribution de l'Eglise *« pour la promotion de l'homme et pour le bien du pays »*. Ici, naturellement, quand on dit Eglise, il faut lire les évêques, la Conférence épiscopale italienne (CEI). Grâce au nouveau concordat, la CEI acquiert une importance « politique ».

On l'a vu tout de suite avec l'« entente » sur l'heure de religion, signée en décembre 1985 par Mme Falcucci, ministre de l'instruction publique, et le cardinal Ugo Poletti, président de la CEI. Après la signature de l'accord, le ministre et le cardinal ont porté des toasts et bu du mousseux. Les parlementaires, qui, dans ces affaires, se montrent particulièrement distraits, ont approuvé l'entente puis, comme cela s'était produit avec le nouveau concordat, ils se sont aperçus, non sans un certain désappointement, de petites « astuces » favorables aux évêques.

Le fait que le Saint-Siège, en Italie, agisse par l'intermédiaire de la CEI fait partie de la philosophie pastorale de Jean-Paul II, qui exhorte les évêques italiens – et cela ne va pas, parfois, sans quelques reproches – à rendre l'Eglise davantage présente dans la vie sociale et politique.

Le désastreux référendum de 1981

AU temps de Paul VI, les préoccupations du pape pour le cours de la politique italienne empruntaient les canaux souterrains ou privés plutôt que la voie de déclarations publiques. Les rapports avec les hommes de la Démocratie chrétienne étaient le fait de Giovanni Benelli, substitut de la secrétairerie d'Etat. Mgr Benelli était l'homme de Paul VI : avec son intransigeance, sa volonté de décider, il servait de contrepoids aux hésitations et aux angoisses du pape, écartelé, surtout dans ses dernières années, entre le souhait de réaliser l'aggiornamento et la peur des bouleversements qu'il entraînait dans l'Eglise et dans les rapports entre l'Eglise et la société.

Les moments les plus dramatiques pour Paul VI, à l'égard de la politique italienne, correspondent au vote de la loi sur le divorce et à la mise en route de celle sur l'avortement. La position de Mgr Benelli était claire : non seulement il demandait aux démocrates-chrétiens de voter contre, mais il prétendait que ces lois ne soient pas signées par les catholiques qui se trouvaient être à la tête du gouvernement et de l'Etat : Aldo Moro, le président du conseil, et Giovanni Leone, le président de la République, auraient dû donner leur démission. La position des évêques italiens poussés par Mgr Benelli était pathétique. La CEI envoyait des lettres de blâme à la présidence de la République, au président du conseil, au président du Sénat, à celui de la Chambre des députés.

Vint un autre pontificat. Sous l'impulsion du nouveau pape polonais, fort, résolu, l'Eglise italienne voulut se mesurer directement avec la société italienne. Un référendum fut organisé, visant à l'abrogation de la loi sur l'avortement. Jean-Paul II intervint ouvertement contre la loi. La consultation eut lieu le 17 mai 1981. Le résultat fut désastreux pour l'Eglise : 67 % des Italiens confirmèrent la loi, 32 % votèrent contre. Moment dramatique pour une autre raison : le 13 mai, quatre jours avant le vote, Ali Agca avait tiré contre le pape, place Saint-Pierre.

Le référendum a souligné le faible impact du catholicisme sur la société italienne, mais il fut aussi le début d'un réveil. *« Partir de 32 »*, tel a été le slogan du monde catholique italien. C'est aussi peut-être à cause du souvenir de ces journées que Jean-Paul II continue d'avoir une sombre vision d'un pays comme l'Italie dont il est, étant pape, le primat. Et, en mai 1987, il a lancé un appel aux évêques *« pour que l'Italie retrouve un visage chrétien »*.

Cela se passait quelques jours avant les élections. Le pape et les évêques s'activaient afin d'amener les Italiens à voter pour la Démocratie chrétienne. En Italie se produit encore ce qui n'arrive plus dans les autres nations européennes, pas même en Espagne : au moment des élections, les évêques demandent à la population de voter pour le parti d'inspiration chrétienne, et aux catholiques de faire preuve d'unité dans leur choix politique.

La formule de l'*« unité des catholiques »* avait subi une certaine éclipse, mais elle a été relancée avec force par Jean-Paul II au cours du synode des évêques à Loreto, en avril 1985. Cette époque était également une période préélectorale. Le congrès se perdait en finesses socio-politiques, prenait plaisir à des considérations d'exégèse et de spiritualité. Le pape arriva et, en parfait homme du Nord qui n'a ni complexes ni hésitations, et ne recourt pas aux ruses intellectuelles du latin, relança le thème de l'unité des catholiques en politique. Les évêques italiens continuent de se nourrir de ce discours auquel ils n'ont pas manqué de se référer à la veille des élections de 1987. C'est inspirés par ce texte, et conformément à la philosophie de Jean-Paul II, qu'agissent les mouvements catholiques tel Communion et Libération. Celui-ci s'agite pour rendre plus catholique le Parti démocrate-chrétien lui-même, pour le débarrasser, disent ses partisans, des tendances inspirées par la philosophie des Lumières et les idéaux maçonniques qu'y aurait introduites M. De Mita, son secrétaire...

Sous l'actuel pontificat, le rapport entre l'Eglise et la Démocratie chrétienne tend à s'inverser. Avant, on parlait de *« collatéralisme »* et, par ce mot, on entendait l'appui ouvert que le monde catholique et ecclésiastique donnait à la Démocratie chrétienne. Sous la poussée du concile, le *« collatéralisme »* direct tendait à disparaître. Maintenant, de la part du monde catholique, sous la pression des conceptions de Jean-Paul II, a surgi une demande de *« collatéralisme »* inversé ; on demande à la Démocratie chrétienne, parti de gouvernement, d'appuyer davantage les initiatives de l'Eglise et les manifestations de présence active des catholiques dans le pays.

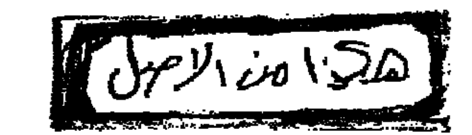
* Journaliste à *La Repubblica* (Rome).

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 mai

9	TCHÉCOSLOVAQUIE	Anniv. de la libération.
14	PARAGUAY	Fête de l'indépendance.
17	NORVÈGE	Fête de la Constitution.
20	CAMEROUN	Fête nationale.
25	ARGENTINE	Fête nationale.
25	JORDANIE	Fête de l'indépendance.
31	AFRIQUE DU SUD	Fête nationale.





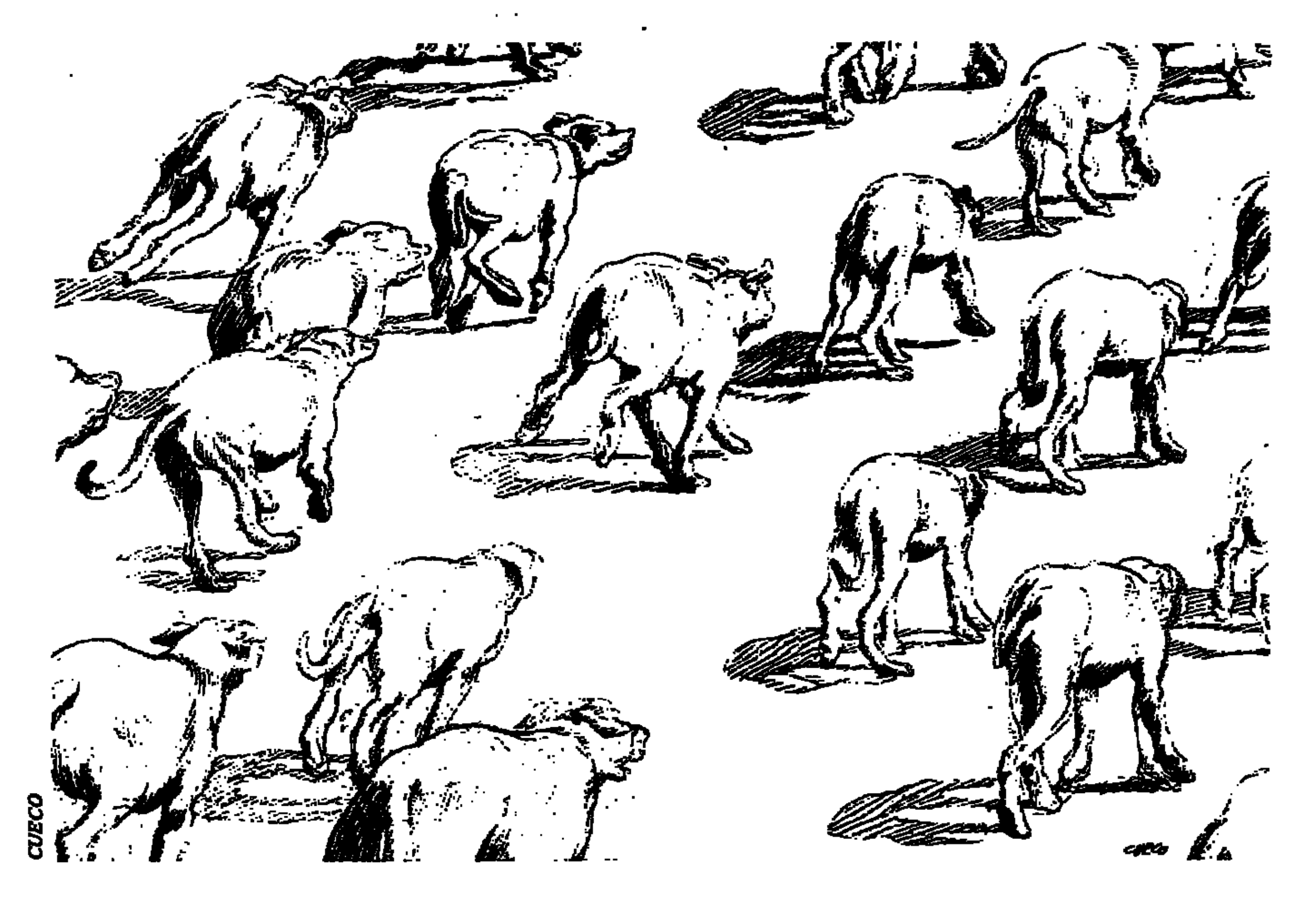
DÉMOCRATIE ET AUSTÉRITÉ ÉCONOMIQUE EN EUROPE

Le terreau de l'extrême droite

(Suite de la première page.)

Le Front national a développé avec soin son réseau de relations dans divers pays étrangers. Son leader s'est rendu en Belgique, en Espagne, en Grèce, en Suisse, mais aussi en Côte-d'Ivoire, aux Etats-Unis, à Hongkong, aux Philippines, au Japon, en Corée du Sud. *« Ces voyages sont à la fois l'occasion d'apporter des soutiens à des amis en difficultés – les colonels grecs emprisonnés, les putschistes espagnols, – et de susciter, parfois, la création de nouveaux Fronts nationaux* (11). »

Les forces d'extrême droite ont connu en Europe des fortunes diverses, et aucune ne peut rivaliser avec le succès électoral du Front national. Elles entretiennent des liens étroits, dont rendent compte leurs publications (12). Et, bien entendu, l'action du Front national et de ses amis ne se limite pas à l'Hexagone. Ils ont établi à travers le monde, avec les plus extrémistes – de la secte Moon au régime de Pretoria, – d'effectives solidarités politiques, idéologiques et sans doute financières. *« C'est bien une délégation commune du Front national, du RPR et de l'UDF, des Amitiés France-Afrique du Sud, qui a été invitée par le gouvernement sud-africain, à effectuer* [dans ce pays] *une visite de quinze jours et a affirmé que l'apartheid n'existait plus et que la paix et la sécurité régnaient. Les parlementaires français ont découvert un pays où se côtoient toutes les races sans discrimination apparente* (13). »



Eveiller, entretenir et attiser les peurs, dégager l'énorme potentiel de violence et de haine qu'elles recèlent, les canaliser dans la direction choisie, s'en servir à l'occasion pour asseoir et conforter son pouvoir, telle est la vieille recette utilisée depuis toujours par ceux qui ont fondé leur domination sur l'exploitation de l'irrationnel. Le ragoût lepéniste, où mijotent morceaux d'histoire falsifiée (14) et fantasmes sexuels (15), appartient à cette tradition qui culmina dans le nazisme.

Sur ce terreau, *« il suffirait que quelqu'un se dresse pour que, comme à Bouvines et à Verdun, le peuple suive* (16) ». Et les adeptes ont vu leur sauveur descendre à leur rencontre. Mais il est bien tard déjà : *« Le peuple joue son destin... Demain, le choix sera être ou ne pas être* (17). » *« Et si par malheur, le Front national paraissait n'avoir aucune chance, vous verriez le désespoir prendre le pas sur l'espoir* (18). » M. Le Pen, ultime recours contre les conflits et la violence qui ne manqueraient pas d'exploser si le pompier pyromane n'arrivait au pouvoir pour appliquer ses solutions. Elles sont simples. D'abord, exclure : rétablir la peine de mort, forme la plus radicale d'exclusion que toutes les démocraties européennes ont abolie, de droit ou de fait. « Pour la peine de mort » est la première proposition du candidat, figurant en tête sur toutes ses affiches électorales. *« Vive la mort ! »*, proclamaient les fascistes espagnols, tandis que la tête de mort ornait les uniformes des SS. Exclure les immigrés, en commençant par ces *« étrangers non européens »* qui dénaturent *« la substance nationale d'une nation française abâtardie ». « Le racisme, c'est le refus de s'abâtardir davantage »*, disait Abel Bonnard, l'un des chefs de la Milice, devenu ministre de l'éducation nationale sous Vichy (19). *« Interdire la gamelle nationale aux bouches venues de loin* (20) » : ceux qui n'ont pas de travail seront renvoyés chez eux, avec femmes et enfants. Et comme le travail sera réservé en priorité aux nationaux, le problème sera vite réglé. Exclure les communistes et leurs agents d'influence dans tous les secteurs où ils sont infiltrés : école, justice, syndicats, médias, et même Eglises. Exclure les « sidaïques »...

Ensuite, différencier : *« Mettre en œuvre les principes qui défendent les structures vitales* (21) », celles qui garantissent et pérennisent les vraies valeurs de l'identité nationale : travail, famille, patrie.

Enfin, hiérarchiser les différences, en fonction du nouvel ordre de valeurs, que ces différences soient individuelles ou collectives, raciales ou culturelles, nationales ou supranationales. Jusqu'à *« construire l'empire européen des patries fédérées et non homogénéisées* [...]. *Car l'Europe sera impériale ou ne sera pas* (22) ». *« Le racisme reconnaît la différence et veut la différence »*, écrivait Julius Evola, en 1941, dans *Eléments pour une culture raciale* (23).

Les quatre millions d'électeurs qui ont voté Le Pen, le 24 avril, n'auraient rien à voir avec cette dramaturgie outrancière. Ils ne sont pas fascistes, ces Français comme les autres, se sont empressés de rassurer la plupart des commentateurs. A peine xénophobes, surtout exaspérés par la situation politique et sociale, ils ont voulu émettre un vote de protestation, censurer les partis et responsables politiques établis, de droite comme de gauche. Sans doute, mais des sentiments semblables animaient des millions d'électeurs allemands entre les deux guerres, qui se demandèrent, après coup, quand tout fut fini, comment tout cela, qu'ils n'avaient pas voulu, avait bien pu arriver et à quel moment cette chose avait commencé.

Cet électorat est passé au peigne fin par les analystes de la sociologie politique, répertorié par classe d'âge, sexe, origine socioprofessionnelle et localisation géographique, comme l'ont été ceux des scrutins précédents. On vérifie que le vote Le Pen concerne plus les hommes que les femmes, s'accroît davantage chez les jeunes que chez les personnes âgées, culmine dans les zones frontalières du littoral méditerranéen, des Alpes, d'Alsace, du Nord, dans les concentrations urbaines du couloir rhodanien et de la région parisienne ; et, surtout, qu'il s'étend partout et touche toutes les catégories sociales.

Le vivier et les déçus

ON retrouve les couches successives agglutinées autour du vieux fonds de roulement des différentes familles de l'extrême droite que l'« homme du recours » a réussi à fédérer. Nationalistes, héritiers du pétainisme, du poujadisme et de l'Algérie française, auxquels se rattachent le Front national et son leader ; catholiques traditionalistes et intégristes venus de l'Occident chrétien et de la Contre-Réforme ; monarchistes rescapés de l'Action française ; fascistes historiques originaires de la collaboration, néo-nazis et européistes. Un vivier dont sont issus un grand nombre des cadres du mouvement, des animateurs de la nébuleuse de relais qui gravitent autour du Front national et des publications qui diffusent ses thèmes. Pour tous ceux-là, il n'y a pas d'ambiguïté sur les motivations de leur engagement.

Puis la masse des compagnons de route, ralliée souvent malgré elle, durant des années, aux partis gaulliste et conservateurs, par la logique des institutions et du mode de scrutin, et qui cède, lorsque les circonstances se présentent, à ses penchants naturels pour l'ordre national. Eléments les plus réactionnaires de la petite et moyenne bourgeoisie des professions indépendantes, commerciales, artisanales, libérales, agricoles ; mais aussi des salariés : agents de maîtrise, employés et cadres, y compris de la fonction publique, de la justice et de l'enseignement supérieur. Couches sociales qui estiment menacés leurs intérêts, leur position hiérarchique et le système de valeurs qui les légitime.

Enfin, les nouveaux venus, toujours plus nombreux, victimes de la crise et des politiques successives qui l'ont accompagnée : prolétaires d'une classe ouvrière en désagrégation dans les zones industrielles démantelées et restructurées ; jeunes sans emploi ou précarisés, chômeurs exclus de l'activité professionnelle, personnes isolées ou marginalisées, sans attaches ni traditions. Et au-delà, tous ceux qui se sentent déphasés, non concernés par l'évolution en cours, dépourvus de références culturelles, sinon de moyens matériels. Victimes d'une société éclatée et de politiques malades de leur culture, qui ne leur ont guère donné de chances de formation, de promotion et d'intégration (24). A ceux-ci, là où il est bien implanté, dans les quartiers déshérités que la gauche et le PC ont désertés, le FN offre la convivialité associative, la chaleur humaine et fraternelle nécessaire à la vie (25).

Reste que les mêmes couches sociales se retrouvent dans les autres pays européens où la crise produit des effets similaires. Or aucun ne connaît un phénomène comparable. On peut certes considérer que l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, voire la Grèce et le Portugal, sont à des titres divers, par leurs expériences passées, « vaccinés » contre les tentations extrémistes. Encore que le Mouvement social italien, parti néofasciste, obtienne régulièrement 6 % à 7 % des suffrages et soit représenté au Parlement comme à l'Assemblée européenne (où ses trois députés siègent avec les dix du Front national) ; et que l'on assiste en Allemagne à une nouvelle poussée de l'extrême droite, qui réussit à rassembler 3 % des voix en Bavière et 5 % au Bade-Wurtemberg. Quant à la Grande-Bretagne, où la désagrégation du tissu social est plus avancée qu'ailleurs, les groupuscules nazis et le National Front n'ont jamais pu s'implanter électoralement, et Mme Thatcher a réussi à intégrer dans son discours, sa politique et son parti des éléments puisés dans le vivier de la droite dure. Et si les Pays-Bas et la Belgique ont des formations d'extrême droite, en particulier en Flandre, très proches du Front national, leur impact électoral est infime. Ce dernier pays serait plutôt menacé par les tentatives de déstabilisation interne, comme en a connu l'Italie au début des années 80, mettant en cause certains services d'Etat et des éléments d'extrême droite.

Ainsi, des noyaux extrémistes se retrouvent dans nombre de pays d'Europe, mais aucun n'a réussi jusqu'à présent à agglomérer autour de lui, comme l'a fait le Front national, à la fois une fraction de la bougeoisie « ultra » et des couches populaires. Faute peut-être d'un fédérateur qu'a su être, en France, M. Le Pen, pour des citoyens venus d'horizons si différents.

A des titres divers, tous sont attirés par le chef populiste, sauveur providentiel, restaurateur de l'ordre traditionnel, qui parle un langage compréhensible, exorcise les angoisses en désignant les coupables et propose des solutions simples aux problèmes les plus complexes. Les derniers venus sont le produit de l'idéologie et des pratiques du libéralisme dont ils subissent de plein fouet les effets. La fonction du discours de M. Le Pen est de capitaliser leur révolte et leurs angoisses et de les détourner sur des victimes innocentes, tandis que, plus discrètement, au Parlement, le groupe du Front national vote toutes les mesures antisociales de la politique libérale.

Si M. Le Pen est malvenu de se plaindre de la tentative de « diabolisation » dont il se dit victime, il serait un peu court de lui faire porter, à lui et aux siens, toutes les responsabilités. Il s'est bien activé à réveiller les vieux démons, ceux de l'irrationnel et des peurs ancestrales si profondément ancrées dans une histoire humaine pleine de massacres et de fureur, mais d'autres ont failli à leur mission : entretenir la flamme encore fragile de la connaissance et de la raison ranimée en Europe au Siècle des lumières par une bourgeoisie conquérante dont ils sont les héritiers. C'est cette flamme qui inspire la vertu républicaine et les aspirations démocratiques à la liberté, l'égalité, la tolérance, la justice et au droit au bonheur qui fondent le pacte social, aujourd'hui galvaudé par ceux qui ont la charge de le réaliser.

Il y a trop longtemps que les grandes forces politiques – Parti socialiste, RPR et UDF – tentent d'utiliser le Front national en valorisant son influence. La gauche, comme repoussoir et pour diviser la droite. La droite, comme force d'appoint et pour justifier le durcissement de sa politique libérale. Les multiples compromissions électorales, locales, régionales et bientôt nationales du RPR et de l'UDF avec le Front national ; les petites phrases de M. Chirac, qui *« comprend »* les réactions racistes ou xénophobes, ou de M. Barre, qui y voit *« une tendance liée à l'individualisme français* (26) » ; les innombrables passerelles, relais et lieux de rencontre où se brassent droite et extrême droite ; la surenchère démagogique des politiques et discours sécuritaires de MM. Pasqua, Pandraud et Chalandon, ont jusqu'à présent davantage pour effet de tracer des lignes de fracture au sein des partis conservateurs que de faire éclater le Front national, et d'attirer l'essentiel de son électorat. Et la stupéfiante affirmation du président du conseil général de Franche-Comté, membre du Parti républicain de l'UDF, élu avec les voix du Front national, selon laquelle *« on peut avoir un consensus sur un programme avec le Front national sans renoncer aux valeurs que l'on défend »*, illustre le comportement d'un grand nombre d'élus de la nation.

Mais les responsables politiques placés en première ligne ne doivent pas masquer la cohorte des élites industrielles, financières, technocratiques. Avec brutalité et arrogance, elles ont mis en œuvre des politiques successives de rigueur et de restructuration, qui toutes ont échoué, pour tenter de sortir d'une crise qu'elles n'ont pas su prévenir. Ne subissant aucune des contraintes qu'elles ont impitoyablement imposées aux plus faibles, elles perdurent d'une alternance à l'autre, échappant à toute responsabilité personnelle et à toute sanction démocratique, abandonnant à la solidarité des autres les victimes qu'elles laissent en route. Elles s'accommodent plus volontiers de les voir récupérées par M. Le Pen, avec lequel elles trouveront toujours un terrain d'entente, que par un parti révolutionnaire devenu défaillant.

Mais les idéaux et les institutions démocratiques sont solidement établis en Europe et en France, qui ont chèrement payé le prix de leur instauration. L'immense majorité des citoyens, solidaires sur l'essentiel, peut imposer les choix politiques et sociaux conformes à ses principes et priver l'extrême droite du terreau sur lequel elle prospère.

CHRISTIAN DE BRIE.

(11) Marie-José Chombart de Lauwe, *Vigilance, vieilles traditions extrémistes et droites nouvelles*, préface de Madeleine Rebérioux, Ligue des droits de l'homme et Etudes et documentation internationales, Paris, 1987, page 121.

(12) *Idem*, pages 76 à 90.

(13) *Idem*, page 153.

(14) Voir *l'Express* du 15 au 21 avril 1988, « L'histoire de France contre M. Le Pen ».

(15) Voir Pierre Lutz, « L'(im)monde selon Jean-Marie », *Raison présente*, n° 2444, deuxième trimestre 1988.

(16) M. Le Pen, Toulouse, 11 avril 1988.

(17) *Idem.*

(18) M. Le Pen, *le Figaro Magazine*, 16 avril 1988.

(19) Cité par Pierre-André Taguieff, *la Force du préjugé, essai sur le racisme et ses doubles*, La Découverte, Paris, 1988.

(20) M. Le Pen, Toulouse, 11 avril 1988.

(21) M. Le Pen, *le Figaro Magazine*, 16 avril 1988.

(22) M. Le Pen, Strasbourg, 6 avril 1988.

(23) Cité par Pierre-André Taguieff, op. cit.

(24) Voir *le Monde diplomatique*, *Des politiques malades de leur culture*, « Manière de voir 1 ».

(25) Anne Tristan, *Au front*, Gallimard, Paris, 1987.

(26) *Questions de confiance*, Flammarion, Paris, 1988.

« Le fascisme n'est pas improbable »

« Nous sommes arrivés à un point extrême où il faudra, n'en doutons pas, mettre fin aux spéculations et recréer un ordre social. Quelqu'un tranchera le nœud gordien. La question est de savoir si ce sera en imposant une discipline démocratique garante des libertés ou si quelque homme fort et casqué tirera l'épée comme Alexandre.

» Le fascisme n'est pas improbable, il est même, je crois, plus près de nous que le totalitarisme communiste. A nous de savoir si nous sommes prêts, pour l'éviter, à résister aux utopies et aux démons de la destruction. « Je n'étais bon ni pour tyran ni pour esclave », disait Chateaubriand. Je souhaite que demain les dirigeants et les citoyens de mon pays soient pénétrés de cette maxime. »

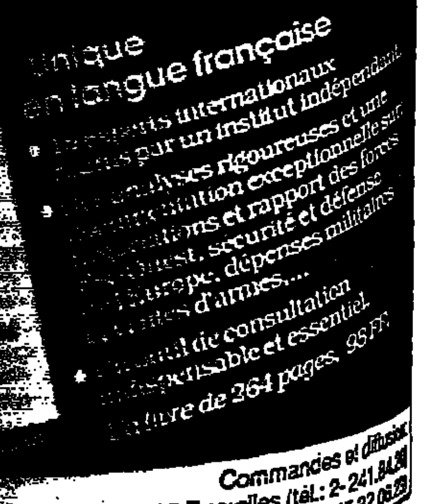
(Georges Pompidou, *le Nœud gordien*, Plon, Paris, 1974, p. 205.)

ÉCRITS SUR LE RACISME. – Daniel Sibony

★ Christian Bourgois, Paris, 1988, 240 pages, 45 F.

Qu'est-ce que les hommes ont vraiment, constamment, en commun ? – Eh bien ! le racisme. C'est sur ce constat que s'ouvre le livre. L'auteur ne se berce donc pas d'illusions. A partir de cette vue réaliste, que conclure ? D'abord, il ne s'agit pas, et pour personne, de « s'aimer ». Mais, en somme, de se mettre à la place l'un de l'autre... pour ne pas faire comme lui. Cette recette apparemment un peu simple ne prétend en rien exprimer une longue, dense, multiple réflexion. Fort éloignée d'être simpliste, elle ne se laisse pas résumer.

Y. F.



RÉCESSION ÉCONOMIQUE, DETTE EXTÉRIEURE, DÉGRADATION SOCIALE

Arracher l'Amérique latine à sa détresse

PRESQUE partout, en Amérique latine, la démocratie a été rétablie (le Chili et le Paraguay constituent des anachronismes politiques). Mais la joie des citoyens devant les libertés recouvrées *a été de courte durée. La réalité économique s'est* chargée de leur rappeler que les malheurs n'étaient pas terminés, et que les politiques à courte vue conduites dans les années 70 ont des conséquences de longue durée sur leur vie quotidienne.

L'endettement extérieur massif, en cette période de crise économique, a en effet provoqué un arrêt brutal de la croissance et plongé le continent dans la plus grave récession de son histoire. Le niveau de vie des citoyens a reculé de dix ans, les classes moyennes s'amenuisent, la grande pauvreté s'étend alors que la démographie continue de croître, que la violence et l'insécurité se répandent et que le chômage se généralise. Bref, l'Amérique latine menace de faire naufrage devant l'impuissance de ses gouvernants et dans l'indifférence du monde.

***En analysant le cas de trois pays – Brésil, Mexique et Chili,* – Jacques Chonchol propose des voies pour faire sortir ce continent de sa détresse.**

Par JACQUES CHONCHOL*

Dans les décennies 1960 et 1970, la plupart des pays latino-américains connurent une importante croissance économique globale ; le revenu moyen par habitant et l'espérance de vie augmentèrent régulièrement. Les gouvernements purent accroître leurs investissements et leurs dépenses sociales et éducatives, ce qui permit non seulement de meilleures conditions de vie, mais aussi une plus grande mobilité économique et socio-professionnelle.

L'urbanisation se poursuivit, la population des villes passa de 50 % en *1960 à 63 % en 1980* (population totale : 370 millions de personnes). Un bon nombre de pays cessèrent d'être, en 1980, fondamentalement agraires pour devenir de plus en plus industrialisés avec un essor considérable des services modernes liés à l'industrialisation.

Toutefois, cette croissance régulière des économies se fit surtout au profit des plus riches et des classes moyennes. Et comme l'inégalité dans la distribu*tion des revenus ne diminua pas,* près de 40 % de la population vivait, encore, en 1980, en condition de grande pauvreté.

En 1970, il y avait en Amérique latine, cent douze millions de personnes sous-alimentées, souvent analphabètes, vivant dans des huttes à la campagne ou dans des bidonvilles dans les cités, presque sans accès aux dispensaires médicaux et autres services sociaux. En 1980, malgré la croissance économique, le nombre des pauvres atteignait le chiffre de cent trente millions de personnes, c'est-à-dire le tiers de la population totale d'Amérique latine.

Avec la crise économique et financière internationale qui se fit sentir à partir de 1981-1982, les problèmes sociaux ont sérieusement empiré.

En 1987, l'Amérique latine n'avait pas encore retrouvé le niveau moyen de revenu par habitant qu'elle avait en 1980 ; il était inférieur de près de 6 %. D'autre part la région a vu, en sept ans, sa population augmenter d'une cinquantaine de millions d'habitants ; et les problèmes de chômage, de sous-*emploi et d'inflation se sont* aggravés considérablement. Le taux de chômage avait partout considérablement augmenté (1).

* Ancien ministre chilien du gouvernement d'Unité populaire *(1971-1973)* : directeur de l'Institut des hautes études d'Amérique latine, Paris.

La hausse moyenne des prix à la consommation était passée de 56 % en 1980 à 187 % en 1987. L'accélération de l'inflation depuis 1980 et les politiques de restriction appliquées pour faire face à la crise ont fait chuter les salaires réels. Les salaires minimaux urbains étaient en 1987 au Brésil, au Chili, en Equateur, au Mexique, au Pérou et en Uruguay inférieurs de 30 % à 40 % à ce qu'ils étaient en 1980. Les salaires agricoles diminuèrent, dans seize pays d'Amérique latine, de 10 % entre 1980 et 1983 et encore de 6 % entre 1983 et 1985.

La crise a eu trois conséquences négatives sur le marché du travail et, partant, sur les conditions de vie de la population : incapacité de l'économie à créer de nouveaux emplois, changement de la nature des emplois au détriment des plus productifs, et diminution des salaires des travailleurs.

Entre 1980 et 1985, le nombre de chômeurs a augmenté de 48 %. D'autre part, pendant la même période, presque le tiers des actifs n'avaient que des « petits boulots ». Dans les campagnes, les emplois saisonniers augmentaient beaucoup plus vite que les permanents. Tous les salaires diminuèrent en valeur réelle. Les différents groupes de travailleurs virent décroître leur pouvoir d'achat moyen : de 12 % pour les travailleurs industriels, de 15 % pour les salariés agricoles, de 18 % pour les travailleurs de la construction (2).

Contraints de rembourser leur dette extérieure, tous les Etats diminuèrent leurs dépenses sociales. Bien que le poids de sa dette continua d'augmenter (331 milliards de dollars en 1982, 410 milliards fin 1987), l'Amérique latine fut obligée de transférer vers les pays créanciers 140 milliards de dollars entre 1982 et 1987 pour payer les intérêts de cette dette. La Banque interaméricaine de développement signale, dans son rapport de 1987, que le poids de la rigueur budgétaire imposée par le service de la dette se faisait sentir d'une façon inquiétante, ce qui a provoqué une dégradation considérable des conditions de santé, notamment dans les zones urbaines en expansion rapide.

Tous ces chiffres, qui peuvent sembler trop abstraits, font mieux apparaître leur *signification sociale profonde* lorsqu'on examine l'évolution récente de certains pays.

Par exemple le Brésil. C'est le plus grand et le plus peuplé des pays latino-américains avec cent quarante et un millions d'habitants en 1987, la sixième population mondiale, avant le Japon et après l'Indonésie. Au taux actuel de croissance démographique (qui décline), il y aura cent cinquante millions d'habitants en 1990 et cent quatre-vingts millions en l'an 2000. La moitié de la population a moins de vingt ans. En 1985, le revenu national était de 250 milliards de dollars, mais la distribution de ce revenu est l'une des plus inégales du monde : 10 % de la population, les plus riches, se partagent 47,7 % du revenu. Selon les données de la Banque mondiale, le Brésil se trouve à la tête des pays où le revenu est le plus concentré dans les couches supérieures de la société.

La récession des années 80 a provoqué une considérable augmentation du chômage dans l'industrie et les services et du sous-emploi dans l'agriculture. En 1983, le chômage et le sous-emploi urbain touchaient treize millions de personnes, le quart de la population active.

Dans une ville comme Sao-Paulo, capitale économique du pays, dont l'agglomération avait plus de quinze millions d'habitants en 1987, la moitié de la population est logée dans des conditions déplorables : 28 % dans des « *corticos* » (*vieilles demeures d'habitation* surpeuplées et sérieusement dégradées), 22 % dans des maisons précaires et 6 % (l'aristocratie des pauvres) dans des « favellas ». L'une des affaires devenues très prospères en ce temps de crise est la location de « lits chauds » utilisés successivement par différents habitants qui n'ont pas de logement et ne veulent pas dormir dans la rue comme tant d'autres.

Au Brésil, *nous dit la Banque* mondiale (3), la mortalité infantile a recommencé à augmenter en 1983 et 1984 après un long déclin. Elle passe de 66 à 74 pour mille en 1984. Elle augmente même à Sao-Paulo.

Et que dire de la situation sociale dans la région déshéritée du Nordeste. L'hebdomadaire brésilien *Veja* (4) cite l'étude faite sur trente mille enfants nés dans deux hôpitaux de Recife, la capitale du Pernambouc : alors que les six mille enfants des riches et des classes moyennes nés dans un grand hôpital de la ville étaient tout à fait normaux, les vingt-quatre mille enfants nés dans l'hôpital de la Sécurité sociale diminuaient chaque année de taille et de poids à cause de la sous-alimentation de leurs parents, et se trouvaient dans une situation de « nanisme nutritionnel » avec un poids à la naissance voisin de celui des enfants des pygmées africains.


René Burri-Magnum

DANS UN QUARTIER DE MEXICO
La marée de la pauvreté atteint maintenant les classes moyennes

Des politiques pour un meilleur avenir

AUTRE exemple, le Mexique. C'est le deuxième pays le plus peuplé d'Amérique latine : quatre-vingt-un millions d'habitants en 1987 et probablement cent millions en l'an 2000. Sa capitale est la ville la plus peuplée du monde, le grand Mexico : dix-huit millions de personnes en 1985. La population est aussi très jeune dans son immense majorité (70 % ont moins de trente ans). *En 1985,* son revenu national était de près de 180 milliards de dollars. La distribution de ce revenu est aussi inégalitaire qu'au Brésil : 40 % des plus pauvres ne disposent que de 10 % du revenu global. Et parmi ces pauvres, l'immense majorité sont des ruraux.

Au Mexique aussi la crise économique a fait de grands ravages depuis le début des années 80. Le taux annuel *d'inflation est passé de 16 % en 1978 à* 99 % en 1982, puis à 144 % en 1987. Le salaire minimum urbain a chuté de 45 % entre 1980 et 1987, et l'ensemble des salariés avaient déjà perdu en 1986 près de 30 % de leur pouvoir d'achat. En novembre 1987, les autorités mexicaines ont dû dévaluer le peso de 55 %, ce qui fait une dévaluation totale de 170 % pour l'ensemble de l'année. On assiste à un nivellement par le bas des revenus des familles les plus pauvres et même d'une partie croissante de ceux des classes moyennes. Les ménages réduisent leur budget et sont obligés de modifier leurs habitudes nutritives en se tournant vers des produits de moindre qualité. Cela ne fait qu'aggraver une situation alimentaire déjà très préoccupante. En 1975, en effet, selon les enquêtes officielles, sur une population de soixante millions de Mexicains, trente-neuf millions ne disposaient pas d'une alimentation suffisante et équilibrée leur permettant de couvrir correctement leurs besoins nutritionnels.

Mais les conséquences de la crise touchent maintenant surtout la population urbaine (70 % du total) par l'inflation et la baisse des salaires. En même temps, la dette continue d'augmenter (87,6 milliards de dollars en 1982, 105,6 milliards en 1987), tandis que la valeur des exportations diminue. En 1982, le Mexique exportait pour 21,2 milliards de dollars dont 80 % provenaient du pétrole. En 1986, il exportait pour 16 milliards dont 40 % issus du pétrole.

Dans un tel contexte, les perspectives d'avenir ne peuvent être que très sombres. Un nouveau président gouvernera le pays de 1989 à 1994 : M. Carlos Salinas. Pendant son sexennat, la population mexicaine augmentera de huit millions et demi de personnes, malgré une baisse notable du taux de croissance démographique (2,2 % aujourd'hui). Le Mexique, pour résoudre ces problèmes de vie, aurait besoin de créer, entre 1980 et l'an 2000, seize millions six cent mille nouveaux emplois (dans la même période le Japon n'aura besoin d'en créer que cinq millions quatre cent mille). Comment réaliser les investissements indispensables si le Mexique destine, en 1987, 38 % de la valeur de ses exportations à payer les intérêts de sa dette ?

Un autre pays d'Amérique latine subit à la fois les conséquences de la crise et celles d'une dictature : le Chili. C'est un pays de douze millions et demi d'habitants, et son PNB était de 17,2 milliards de dollars en 1985. C'est un pays très urbanisé avec un faible taux de croissance démographique (1,6 % annuel), inférieur à la moyenne mondiale. La population des moins de trente ans représente tout de même *60 % du total. Le taux d'alphabétisa*tion est élevé (96 % de la population de plus de douze ans).

La politique d'ouverture au marché international menée par la dictature depuis 1973 a eu quatre conséquences : un endettement considérable, qui est passé de 4 milliards de dollars en 1973 à 20,5 milliards de dollars en 1987 ; une inflation relativement contrôlée (23 % en 1987) ; une augmentation *brutale du chômage et du sous-emploi* ; et une baisse considérable du pouvoir d'achat des salariés. Le taux de chômage urbain qui fluctuait entre 3 % et 4 % en 1972 a enregistré – conséquence des politiques économiques appliquées à partir de 1973 – des taux supérieurs à 15 % pendant douze ans et, en 1985, est passé à 21 % (y compris les programmes d'urgence). En 1986 et 1987, il a diminué quelque peu mais se maintient à des taux très élevés. Le salaire minimal a, en 1987, un pouvoir d'achat inférieur de 30 % à celui de 1980 et la baisse est de 43 % par rapport à 1974.

La distribution des revenus est deve*nue de plus en plus* inégalitaire. En 1968, 40 % des plus pauvres ne disposaient que de 19,4 % du revenu national ; en 1985, ils n'en avaient plus que 13,1 %, tandis que les 20 % plus riches se partagent aujourd'hui 54 % du revenu national.

Ce qui est devenu véritablement dramatique, c'est la situation des pauvres dans les villes, aussi bien par leurs conditions d'emploi et de logement que par la baisse de leurs salaires.

Le pourcentage des foyers sous-alimentés (17 % en 1970) atteint 61 % en 1984. Cela est surtout la conséquence de la baisse des rémunérations des plus pauvres et à la hausse des *prix des produits qu'ils consomment.* Il a été nécessaire d'établir au Chili un indice du coût de la vie des pauvres différent du taux d'inflation. On peut comparer, par exemple, entre 1970 et 1987, le coût du panier de la ménagère d'une famille pauvre de cinq personnes disposant d'un salaire minimal. En 1970, le salaire minimal était de 13 % supérieur au coût du panier ; et en 1987, le salaire minimal ne couvre que 38 % du coût du même panier. Et cela sans compter les autres *dépenses* qui ont beaucoup augmenté, comme les transports et les combustibles.

Le taux de chômage des « pobladores » (habitants des bidonvilles) de Santiago, deux millions quatre cent mille personnes (la moitié de la population totale de l'agglomération de la capitale), est actuellement de 26 % ; si l'on ajoute les personnes occupées à des « travaux d'urgence » gagnant beaucoup moins que le salaire minimal, ce pourcentage s'élève à 39 %. Selon des enquêtes récentes, les trois quarts des « pobladores » vivent dans une situation de pauvreté extrême, et plus de la moitié d'entre eux en état de quasi-indigence.

La situation dans le domaine du logement, qui était déjà grave avant le tremblement de terre de 1985, est devenue dramatique depuis. Les calculs les plus récents montrent que sur trois millions cent vingt-huit mille familles, sept cent cinquante mille ne possèdent pas de logement propre et devaient vivre chez des parents ou des amis : trois cent soixante-dix mille familles vivent dans des maisons en très mauvais état (5). En 1985, dans les « poblaciones » de Santiago, 41 % des personnes devaient dormir à trois ou plus par chambre et 24 % à deux ou plus par lit.

L'exemple de ces trois pays très différents souligne l'aggravation des conditions sociales des populations latino-américaines sous l'impact de la crise. Que faire pour éviter que celles-ci continuent de se dégrader ?

En premier lieu, évidemment, il faut renégocier les conditions de remboursement de la dette extérieure. Le paiement des intérêts de cette dette constitue un véritable drainage des revenus d'exportation et de l'épargne domestique, *alors que la valeur des* exportations diminue.

Depuis 1982, comme on l'a indiqué plus haut, l'Amérique latine exporte plus de ressources financières qu'elle ne reçoit de capitaux (140 milliards de dollars) et sa dette continue d'augmenter

Sans une renégociation globale et à grande échelle – à laquelle doivent participer les gouvernements latino-américains, ceux *des pays industria*lisés et les banques internationales, – le poids de cette dette continuera de bloquer toute politique économique cherchant à relancer la croissance afin d'améliorer les problèmes sociaux *essentiels.*

Cette action extérieure doit être accompagnée d'une politique interne de croissance industrielle et agricole centrée sur le marché intérieur (près de six cent millions de consommateurs à la fin du siècle). Cela ne signifie pas qu'il faille abandonner l'effort d'exportation, mais l'axe essentiel d'une nouvelle croissance devrait être – contrairement à ce qui arrive aujourd'hui à cause du poids de la dette – le marché intérieur de masse.

Une fois ces deux changements fondamentaux entamés, il faudra augmenter considérablement les investissements économiques et sociaux destinés à compenser les effets négatifs de la crise : détérioration des systèmes de santé et d'éducation, dégradation et insuffisance des logements et des transports publics, pollution urbaine, accroissement brutal du sous-emploi et du chômage, concentration et violence dans les grandes villes, abandon des campagnes et des petites villes.

Autour de ces politiques pourrait se construire enfin un meilleur avenir pour les populations latino-américaines.

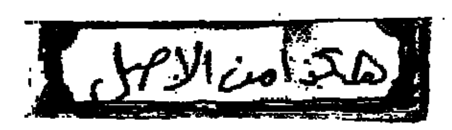
(1) Cf. le tableau 4 *in « Balance Preliminar de la Economia Latinoamericana en 1987 »*, CEPAL, Santiago, Chili, 22 décembre 1987.

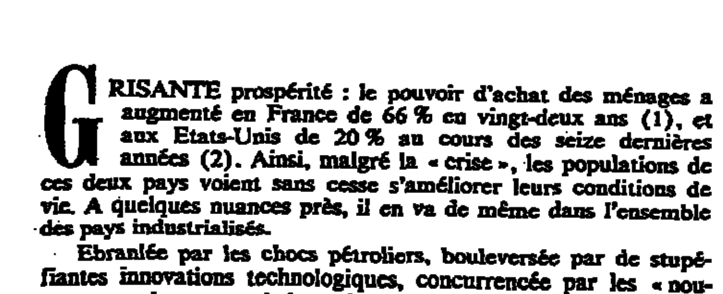
(2) *« La Crisis y el Desarrollo Social. Retos y Posibilidades » documento preparado para la Conferencia de Ministros de Educacion y de Planificacion,* CEPAL, Bogota, avril 1987.

(3) *« Poverty in Latin America : the impact of depression »*, Banque mondiale, Washington, 1986.

(4) *« Veja »* 21 octobre 1987.

(5) Joan Mac Donald, « El diagnostico habitacional », *Mensaje*, Santiago, septembre 1986.





RICHES ET PAUVRES A TRAVERS LE MONDE

Sociétés écartelées planète disloquée

Par CLAUDE JULIEN

GRISANTE prospérité : le pouvoir d'achat des ménages a augmenté en France de 66 % en vingt-deux ans (1), et aux Etats-Unis de 20 % au cours des seize dernières années (2). Ainsi, malgré la « crise », les populations de ces deux pays voient sans cesse s'améliorer leurs conditions de vie. A quelques nuances près, il en va de même dans l'ensemble des pays industrialisés.

Ebranlée par les chocs pétroliers, bouleversée par de stupéfiantes innovations technologiques, concurrencée par les « nouveaux producteurs » à bas niveau de salaires, freinée par une contraction de la demande en provenance de certains pays du tiers-monde surendettés, et, surtout, légitimement émue de la montée du chômage (3), l'économie occidentale n'en est pas moins en bonne santé. Elle a su faire face à l'adversité. Assez de jérémiades, trêve de morosité.

Mais veut-on y regarder de plus près ? Aux Etats-Unis, le cinquième le plus riche de la population accapare 43,7 % de tous les revenus, contre 4,6 % pour le cinquième le plus pauvre. En dollars constants, une famille appartenant à la première catégorie dispose cette année de 10 000 dollars de plus qu'en 1970, alors qu'une famille dans la seconde catégorie perçoit 1 750 dollars de moins (4).

Les extrêmes tendent ainsi à s'écarter. D'un côté, des professionnels de haut niveau, pleinement à leur aise dans la société technologique, qui ont eu accès à toutes les ressources de la culture, exercent une activité qui les investit de lourdes responsabilités dans le secteur privé ou dans la fonction publique, disposent de revenus de plus en plus confortables à la fois grâce au salaire qu'ils perçoivent et aux dividendes de leurs actions cotées en Bourse. De l'autre côté, une couche sociale cantonnée dans des tâches d'exécution lorsqu'elle a le privilège de trouver un emploi, dont les enfants resteront à leur tour dépourvus de qualification professionnelle, et qui s'appauvrit en chiffres absolus.

Ce n'est pas exactement la société « duale », ou « à deux vitesses », dont on parlait beaucoup dans les années 70, car entre ces deux extrêmes se déploient toutes les gradations des classes moyennes, dont les unes, au sommet, prospèrent dans le sillage des privilégiés tandis que les autres, vers le bas, stagnent ou progressivement se prolétarisent *(voir page 22 l'article de Pierre Dommergues)*.

Le phénomène est pour l'instant moins marqué en France, où il se met toutefois en place, avec quelque retard sur l'Amérique, par les mirages de la politique libérale. Un seul exemple : de 1983 à 1986, la rémunération globale du travail salarié a augmenté de 20 % en francs courants, et celle du capital de 85 % (5). Belle performance ! Le pouvoir d'achat du revenu moyen par ménage, qui jusqu'alors avait régulièrement progressé, a diminué en moyenne de 0,6 % par an entre 1979 et 1984 (6).

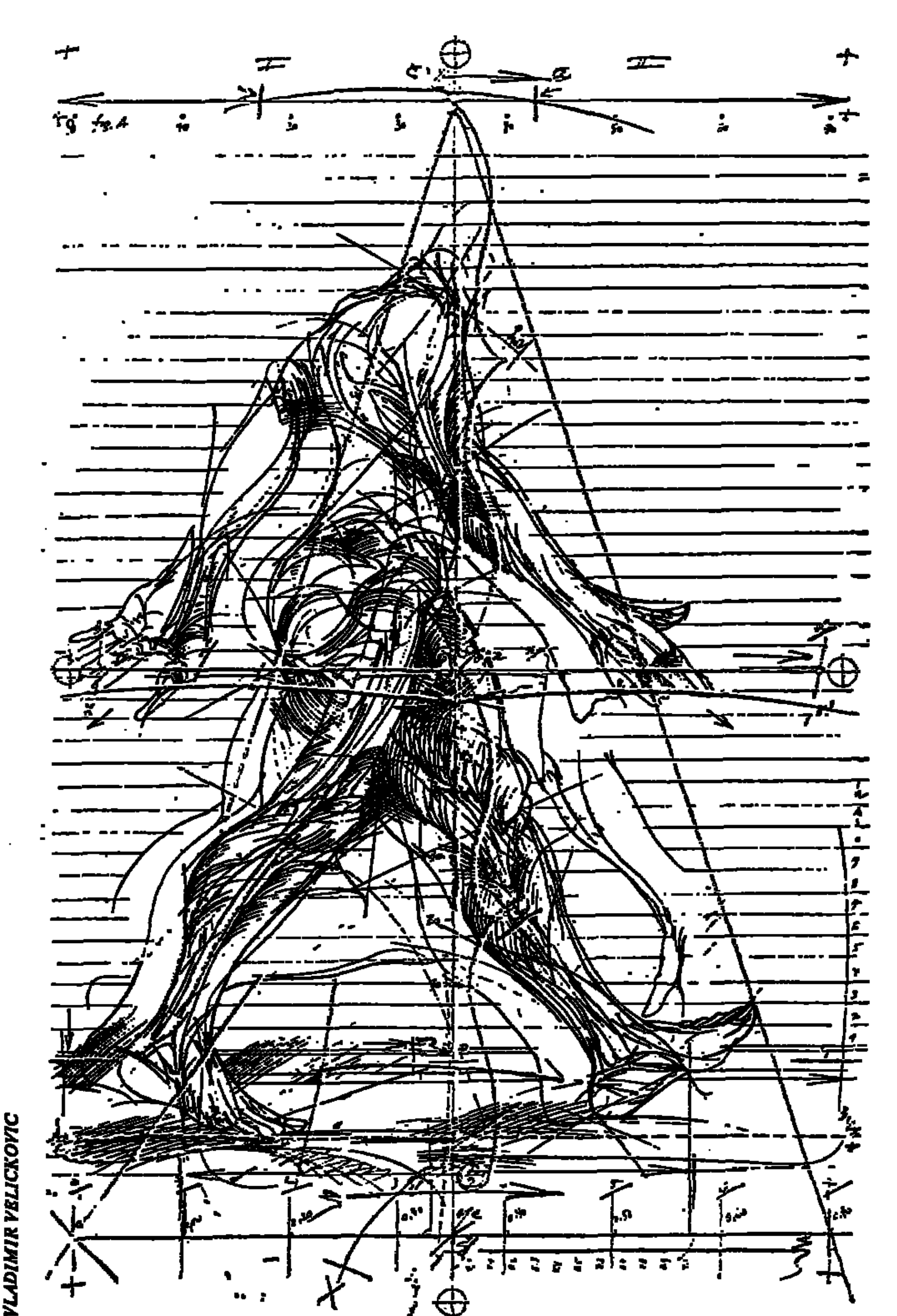
Exception faite pour les cadres supérieurs et les professions libérales, dont les rémunérations les plus élevées tendent encore à prendre de l'avance, on assiste dans l'Hexagone à une homogénéisation relative des revenus moyens des différentes catégories socioprofessionnelles (7). Tel est l'effet, encore bien imparfait, des politiques salariales et fiscales, complétées par les diverses formes de prestations sociales. Rien de semblable sur la scène américaine, où, devenue folle, la machine inégalitaire tourne à plein régime. C'est ce modèle aberrant, créateur de criantes injustices, qu'exaltent en France les néolibéraux, tout disposés à sacrifier à leur idéologie une pratique sociale qui jusqu'à présent avait pourtant su éviter le pire.

En dépit d'un aussi appréciable résultat, la grande pauvreté gagne chaque année du terrain dans les campagnes et les villes françaises. Présenté par le RP Joseph Wresinski, un rapport du Conseil économique et social estime que 2 500 000 personnes vivent dans une extrême précarité (8). Leur sort tragique est toujours déterminé par des causes cumulatives : handicaps physiques ou mentaux, inadaptation professionnelle, illettrisme, chômage prolongé, difficultés de logement, ruptures familiales, etc.

Certains analystes ont cru pouvoir contester les chiffres du Conseil économique et social. Si leur confort moral en est ainsi amélioré, grand bien leur fasse... Mais, obligé de parer aux défaillances des services officiels, le Secours catholique, qui était venu en aide à 250 000 individus ou familles de 1980, a dû intervenir dans 630 000 cas en 1986 – soit environ un million et demi de personnes *(voir pages 16 et 17 l'article de Gilbert Lagouannelle et Daniel Druesne)*. A quoi s'ajoutent les individus ou familles secourus par tant d'autres organismes caritatifs : Armée du Salut, CIMADE, ATD Quart-monde (9), Communauté d'Emmaüs, etc. Toujours bénévoles, hommes et femmes de terrain côtoient chaque jour l'indicible détresse que les statistiques officielles figent en des chiffres glacés.

La même société produit simultanément le meilleur et le pire : d'un côté, elle déchiffre l'ADN, construit de prodigieux robots, sonde les espaces interstellaires ; de l'autre, elle multiplie les exclus alors qu'elle tendait à les absorber. Cette dichotomie serait-elle le sceau inéluctable de la civilisation en train de naître sous nos yeux ? Le progrès technique doit-il nécessairement engendrer une société à plusieurs vitesses ? On en connaît les conséquences électorales...

L'écartèlement observé au cœur d'un pays industrialisé, policé, cultivé, fier de sa politique sociale si chèrement conquise, se retrouve amplifié à l'échelle d'une planète qui, pour l'essentiel, reste livrée au jeu aveugle de forces « naturelles » que rien, ou presque rien, ne vient réguler, rectifier, équilibrer.



VLADIMIR VELICKOVIC

Harmonie, perfection, équilibre du mouvement...

– « *Voyez-vous encore une lueur d'espoir pour les déshérités de la planète ?* », demande un hebdomadaire aussi peu suspect de tiers-mondisme que *l'Express*.

« *Hélas ! il est un tiers-monde qui continue de s'enfoncer dans la misère* », répond M. Jacques Chirac. Si libéral soit-il, le premier ministre n'envisage pas un seul instant, pour conjurer les périls, de s'en remettre aux seules lois du marché. « *Nous ne pouvons pas,* dit-il, *laisser aller les choses sans faillir à notre vocation et sans méconnaître l'intérêt bien compris de tous.* » Aussi préconise-t-il d'« *accroître les aides bilatérales et multilatérales* », mais « *surtout* » d'« *apporter des solutions nouvelles au grave problème de l'endettement* » du tiers-monde (10).

Des propos aussi interventionnistes ont de quoi indigner ceux qui, jusque dans le gouvernement de M. Chirac, vont répétant que seul le libre-échange résoudra les déséquilibres mondiaux. Ils avaient cru trouver dans la famine qui sévit en Ethiopie une occasion de proclamer leurs fragiles certitudes et de faire un éclat (11). Les voici bien discrets sur la situation non moins dramatique qui règne au Soudan, où 3 millions de personnes auront besoin d'aide alimentaire en 1988 (12).

Contrairement à l'Ethiopie, le Soudan n'est pas prosoviétique, mais, comme elle, il est ravagé par une guerre civile : les anti-tiers-mondistes en font grief au régime rouge d'Addis-Abeba, ils n'en blâment nullement celui de Khartoum. Et pourtant, les tactiques de la guérilla sont identiquement cyniques : dans les deux pays, elles s'efforcent d'intercepter les convois de ravitaillement. Tout récemment encore, au Soudan, « *106 rebelles ont été tués lors de l'attaque qu'ils avaient lancée contre des bateaux et des barges transportant des secours d'urgence à Malakal, chef-lieu de la région du Haut-Nil (13)* ». Fût-ce en présence de la plus meurtrière famine, une saine idéologie libérale sait distinguer entre les bons et les mauvais régimes, entre les bonnes et les mauvaises guérillas, entre les bonnes et les mauvaises victimes...

Cette casuistique saugrenue mériterait peut-être quelque considération si les régimes démocratiques, à la fois indépendants de Moscou et épargnés par la guerre civile, enregistraient des résultats satisfaisants. Hélas ! rien « *ne peut cacher les signes d'un déclin économique brutal dans la plupart des pays d'Amérique latine (14)* », où s'accentuent les phénomènes d'exclusion sociale. Les pluies torrentielles qui, en février, ont fait au Brésil plus de 200 morts et quelque 11 000 sans-abri ont fourni l'occasion de rappeler que, « *endettée jusqu'au cou (116 millliards de dollars), déstabilisée par l'inflation (366 %), la huitième puissance économique mondiale est une démocratie en péril* (15) ».

Au prix de rudes sacrifices imposés à la population, le Brésil a pu verser 350 millions de dollars, qui ne représentent qu'un maigre tiers des intérêts venus à échéance en janvier. Les banques créditrices ont aussitôt saisi ce geste de bonne volonté pour annoncer un plan de rééchelonnement de 50 milliards de dollars – soit 43 % de la dette du pays – sur vingt ans.

Riche en matières premières, possédant une important base industrielle et une élite formée dans les meilleures universités nationales et étrangères, le Brésil dispose d'atouts que peuvent lui envier la plupart des pays sous-développés. Et cependant, pour considérable qu'il soit, l'effort consenti en sa faveur par les banques ne lui permettra pas, à vue humaine, de sortir de l'ornière : quelque 40 millions de Brésiliens vivent à l'écart des circuits économiques, une trentaine de millions d'enfants sont à la rue *(voir page 14 l'article de Jacques Chonchol)*. Tel est le sort d'un « géant » du tiers-monde, d'un « nouveau pays industrialisé » qui ne manque pas d'enlever certains marchés aux Européens et aux Nord-Américains. Comment s'en étonner alors qu'aux Etats-Unis, d'après *Newsweek* (25 avril 1988), plus d'un million d'adolescents sont à la rue...

Victime de ses propres erreurs, d'une détestable gestion qui, pendant les deux décennies de dictature militaire, a englouti de fabuleux crédits dans la construction d'« éléphants blancs » (équipements militaires, route transamazonienne, etc.), le Brésil est aussi prisonnier d'un système mondial qui ne lui laisse que de bien fallacieux espoirs. La Banque mondiale a salué comme il convenait le remarquable essor de sa production, tout en remarquant que ses recettes d'exportation ne lui permettraient pas d'éponger sa dette. La « crise » contraint les pays industrialisés à freiner leurs importations en provenance du tiers-monde. Débouchés restreints pour les produits manufacturés, chute des cours des produits de base : les perspectives du tiers-monde restent sombres. L'inquiétante progression du nombre d'« exclus » dans les sociétés développées n'est qu'un pâle reflet, et à très petite échelle, des mécanismes d'exclusion à l'œuvre dans les pays du Sud.

(Lire la suite page 20.)

(1) Période 1962-1984. Source : Centre d'études des revenus et des coûts (CERC), *Les revenus des ménages, 1960-1984, Rapport de synthèse*, page 61.

(2) Période 1970-1986. D'après le Congressional Budget Office, cf. *International Herald Tribune*, 8 mars 1988.

(3) Voir les prévisions de l'OCDE sur l'accroissement du chômage (12 % en France à la fin de 1989, contre 10,5 % aujourd'hui) citées dans « La faute gestionnaire », *le Monde diplomatique*, février 1988.

(4) « A Rising Tide of Inequality », *International Herald Tribune*, 8 mars 1988.

(5) CERC, *Constat de l'évolution récente des revenus en France (1983-1986)*, page 10.

(6) CERC, *Les revenus des ménages*, op. cit., page 61.

(7) *Idem*, page 84.

(8) Voir l'article de Mme Alwine de Vos von Steenwijh, *le Monde diplomatique*, mars 1988, page 11.

(9) Conseil économique et social, *Grande pauvreté et précarité économique et sociale*, rapport présenté par le RP Joseph Wresinski les 10 et 11 février 1987, *Journal Officiel*, 28 février 1987, page 99.

(10) Entretien avec M. Jacques Chirac, *l'Express*, 4 mars 1988.

(11) Cf. *le Monde diplomatique*, juin 1987. Le 6 avril dernier, l'Ethiopie a expulsé des zones de combat toutes les Organisations non gouvernementales.

(12) Cf. le *Journal de Genève* du 4 février 1988 et le *Financial Times* du 16 février 1988.

(13) *International Herald Tribune*, 23 février 1988.

(14) *International Herald Tribune*, 2 février 1988.

(15) *La Croix*, 17 février 1988.

Dossier pour une reconquête

Restituer à l'homme la maîtrise de la production pour assurer dignité et équité.

La défaillance sociale

Par
GILBERT LAGOUANELLE
et DANIEL DRUESNE *

LA pauvreté se conjugue au pluriel. Elle recouvre de nombreuses facettes très complexes. Elle a ses origines dans de multiples causes. Elle est multiforme dans ses effets. Elle touche des couches de plus en plus nombreuses dans les sociétés occidentales. Le chômage, à lui seul, illustre bien cette fragilité. La pauvreté atteint de plein fouet une même personne à travers divers symptômes qui ne se réduisent ni à l'absence de travail ni au manque d'argent : le pauvre est un « multihandicapé ».

Aussi, tout essai statistique pour mesurer les pauvretés et en analyser les contours mérite d'être pris avec de grandes précautions. Vouloir traiter de manière synthétique et ramassée la vie et la réalité des exclus de notre société frôle tout autant la malhonnêteté ou l'inconscience. La modestie de l'analyse et de l'interprétation s'impose.

Le regard du Secours catholique sur les pauvretés est le fruit de ses rencontres avec les personnes en difficulté sur l'ensemble du territoire français ; dans des quartiers urbains où des équipes de bénévoles agissent, à la périphérie ou au cœur de la ville, dans de grands ensembles HLM ou dans des quartiers vétustes, en milieu rural, où un travail de maillage de relations permet une détection des détresses cachées. Ce regard est surtout affiné par les nombreuses sollicitations quotidiennes dont il est l'objet de la part des travailleurs sociaux des institutions sociales publiques.

En l'absence de tout outil statistique officiel, les chiffres proposés ne cessent de croître depuis 1978. En 1980, 250 000 dossiers avaient été ouverts. En 1984, 535 000 ; en 1986, 630 000 ! Chaque situation pouvant correspondre à une personne seule, un couple ou une famille, ce sont près d'un million et demi de personnes en difficulté qui ont été rencontrées par l'association caritative. Soit près de 5 000 par jour. 57 % des appels touchent quelque 360 000 familles (dont 145 000 dites « monoparentales »). Les isolés représentent 30 % des sollicitations, soit environ 200 000 personnes.

On peut dessiner le profil-type du chef de famille pauvre qui frappe à la porte du Secours catholique. D'après 112 107 situations analysées en 1987, il est français (77 % des cas), a moins de quarante ans (59 %), loge en HLM (40 %) ou en secteur privé (29 %), il habite une zone urbaine (72 %), en zone rurale (17 %). Il dispose de ressources inférieures à 30 francs par jour et par personne pour vivre (charges déduites) dans 73 % des cas (et parmi eux, la moitié n'ont aucune ressource). Il a des difficultés d'emploi et est au chômage (64 %), cumule impayés et dettes (62 %), a des problèmes de santé (28 %), vit une situation de tension familiale... divorce, séparation (17 %).

Le marché des illusions

DEUX tiers des personnes en détresse en contact avec le Secours catholique sont donc au chômage. Cela s'explique en partie par le manque de qualification des intéressés. 72 % n'ont aucune formation, pas même un CAP. Cela est révélateur des graves défaillances du système éducatif et des carences de la formation professionnelle pour la population la plus défavorisée. De même, malgré une protection sociale renforcée, très large et (trop ?) diversifiée, toute une population passe au travers des mailles des filets des systèmes développés en France depuis quarante ans. Des personnes se retrouvent ainsi progressivement démunies, contraintes de venir solliciter l'intervention d'un organisme privé.

Dans une société en mutation profonde et rapide, les acquis, les savoir-faire sont si faibles que les écarts ne font que s'accentuer avec la population dite « performante » qui, elle, dispose de capacités d'adaptation nécessaires à l'évolution technique et à la révolution économique. On constate fréquemment l'impossibilité de rédiger une lettre, un curriculum vitae ; de donner un coup de téléphone, de faire une démarche auprès d'une administration ou auprès d'un employeur. Derrière cela, un handicap majeur : ne pas savoir organiser sa pensée, fixer son attention, appréhender les contenus des documents administratifs ou des petites annonces. Alors que les pauvres devraient être les principaux bénéficiaires de certaines dispositions sociales, l'incompréhension des formulaires officiels les en éloigne, comme le droit au recours en cas de litige, qui non seulement est peu connu mais encore peu repérable sur les notifications de décisions de beaucoup d'administrations.

Le pauvre passe son temps à attendre, vivant d'échec en échec écrasé, abattu, et seul. Fuyant dans l'irréel et l'imaginaire

Un revenu minimal garanti ?

LE problème de la pauvreté est désormais pris en compte par la totalité de la classe politique. Le débat à l'occasion de l'élection présidentielle montre même une convergence sur certaines mesures. L'idée d'un revenu garanti est avancée par tous les partis, mais tous aussi restent très flous sur les caractéristiques concrètes de cette mesure.

Au-delà de la détermination du montant se pose une question de principe : cette nouvelle prestation sera-t-elle un simple palliatif ou un élément de réinsertion véritable ?

Le traitement social du chômage préfigure, par certains de ses aspects, le revenu minimal garanti. L'amélioration de son efficacité bute sur l'absence de relais dans les entreprises. Quelles conditions seront posées pour permettre aux personnes de sortir véritablement d'un système qui, sinon, prendra la forme d'un assistanat généralisé ?

De toutes les manières, le revenu minimum ne doit pas être l'occasion de faire l'économie d'une réflexion globale, alors que l'accès au logement, à la culture, est de plus en plus difficile, même pour des personnes moins défavorisées. Cette question globale ne se résoudra que si, en plus de la prestation financière, les bénéfices font l'objet d'un réel accompagnement social dont le coût risque, de fait, d'être au mieux équivalent.

Le malheur de notre système social, ce n'est pas tellement d'être insuffisant, mais de ne pas garantir l'ouverture effective des droits prévus. Cela est particulièrement vrai en matière d'accès aux soins, au logement, à la formation, et à l'éducation. De plus, il faut reconnaître l'existence d'une minorité de « cas lourds » dont la réinsertion suppose des moyens humains et financiers importants.

Le pauvre est aussi celui qui attend.... Il doit toujours attendre, prisonnier dans le dédale des mécanismes administratifs : attendre la décision de la commission... attendre le mandat qui sera envoyé dans quelques semaines par le trésorier payeur... attendre et survivre ! 18 % des situations rencontrées par le Secours catholique confirment cette attente des prestations. Le nombre des « grippages » que l'on peut déceler dans le fonctionnement de la couverture sociale par rapport à une population touchée par la précarité est important : délais imposés pour la perception des indemnités journalières de la Sécurité sociale, délais pour l'attribution des pensions d'invalidité, délais pour le passage de la longue maladie à l'invalidité, délais pour l'attribution ou le renouvellement des pensions d'adultes handicapés... Délais pour le passage d'un bloc de protection sociale à un autre, entre ASSEDIC et Sécurité sociale...

Pour lutter contre l'actuel chômage endémique, les Etats européens tentent de mettre en place des procédures de soutien aux chômeurs. Reconnues sous le terme de « traitement social du chômage », elles paraissent un pis-aller. En France, différents statuts sociaux précaires existent : travail d'utilité collective, travail d'intérêt local, programme d'insertion locale, complément local de ressources, stages de réinsertion en alternance, contrat de réinsertion en alternance, stage d'initiation à la vie professionnelle... Cette palette devrait répondre à un large éventail de situations de pauvreté. En fait, les conséquences pratiques sur les défavorisés sont loin d'être satisfaisantes. Elles relèveraient plutôt de la déception.

Trop souvent, les activités proposées se limitent à des tâches occupationnelles sans contrepartie et volonté de formation de la part des employeurs. Des jeunes, déçus, se retrouvent sans aucun subside, sans aucun espoir après un passage en statut précaire. Cette déception est d'autant plus grande qu'ils se sont accrochés à cette activité comme à une bouée... Les remotiver devient alors de plus en plus difficile. Ils ont l'impression d'avoir été les victimes du « marché des illusions ». Une illusion qu'ils ont entretenue dans leur esprit pendant leur stage, espérant, malgré l'impossible, être embauchés à l'issue de la période de travail. D'autres ont vécu dans l'angoisse de l'après-stage, de l'après-emploi, de l'après-statut précaire. L'angoisse du lendemain est un dénominateur commun qui les mine moralement et physiquement. On retrouve cette angoisse paralysante chez les bénéficiaires de prestations limitées à quelques mois et sujettes à renouvellement après examen du dossier par une commission *ad hoc* (c'est le cas, en particulier, des compléments locaux de ressources – CLR – ou de l'aide sociale à l'enfance – ASE).

Le monde des surplus

VIVANT d'échec en échec, échec familial, échec scolaire, échec professionnel, échec physique (difficultés de santé), échec affectif (rupture sentimentale ou conjugale), ils ont une image cassée d'eux-mêmes. La maladie mentale, la dépression, l'absorption de tranquillisants, le passage en hôpital psychiatrique sont fréquents. Chacun se réfugie dans la « quotidienneté », totalement fragilisé, sans aucune sécurité, sans point de repère. Le devenir se vit dans l'instant : l'instant d'un repas à trouver pour soi-même ou les siens, l'instant d'un logement pour une famille expulsée ou à la rue, ou la recherche d'un hébergement pour les sans-domicile fixe, l'instant d'un hypothétique emploi à débusquer d'intérim en intérim, l'instant des démarches de demandes de secours, de l'ASSEDIC à la Caisse d'allocations familiales, de l'assistante sociale au centre communal d'action sociale en passant par les associations humanitaires ou caritatives. Le rythme des journées s'identifie au rythme des instants successifs. La gestion de son temps, la gestion de son argent, la gestion de sa vie. Tout est émiettement. L'avenir est compromis.

* Secours catholique.

Quand la technologie fait exploser le travail

Par
PHILIPPE
MESSINE *

LE téléspectateur passivement figé devant des programmes médiocres ; l'automobiliste enfermé seul dans sa boîte roulante ; le piéton coupé de son environnement par le rock tonitruant de son *walkman* : technologie-abrutissement, technologie-isolement... Mais la ménagère libérée d'un asservissement quotidien par les multiples robots domestiques, l'automatisation de travaux dangereux ou répétitifs dans les usines : technologie-libération, technologie-conquête... Vieux débat, rebattu : la technologie est-elle bonne ou mauvaise ?

Doit-elle être bonne ou mauvaise ? Réponse aussi vieille, aussi banale que le débat lui-même : en première approximation, la technologie n'est porteuse d'aucune autre valeur intrinsèque que celle d'efficacité. Elle accroît les pouvoirs sur la nature et sur les hommes. Ce faisant, elle joue un rôle de multiplicateur, d'amplificateur : elle accélère les évolutions, elle creuse les écarts, elle accentue les reliefs, elle force les contrastes. Lorsqu'un progrès technologique rapide se combine avec un procès de destructuration de la société, comme on en observe certains symptômes dans la France d'aujourd'hui, il le radicalise et le précipite. Attention, danger : la technologie peut alors devenir un outil à déchirer le tissu social.

Une bonne illustration en est offerte par un thème légitimement à l'ordre du jour : la modernisation de l'entreprise — sous-entendu, généralement, la modernisation technologique. Mais de QUELLE entreprise s'agit-il ? Dans un pays comme la France, fort de ses traditions tayloriennes, de son individualisme, de ses corporatismes, de sa foi dans les hiérarchies stratifiées, la technologie risque, dans de nombreux cas, d'accentuer les graves défauts d'un modèle social rétrograde. Mal maîtrisée par la société, elle est confisquée par une couche réduite de la population pour renforcer des monopoles de décision ou des privilèges soigneusement reconduits.

Une telle évolution, dont on voit quotidiennement les signes avant-coureurs, peut prendre plusieurs visages, notamment ceux de la polarisation, de l'exclusion, du contrôle et de l'individualisation.

La polarisation : le peloton s'étire. En fait, il risque même de se vider progressivement, à mesure que grossissent un groupe réduit d'échappés et une troupe nombreuse d'attardés. L'automatisation industrielle fournit un exemple typique du phénomène. Avec la diffusion des nouvelles technologies de production, fondées sur l'informatique, les équipements manufacturiers seront de plus en plus systématiquement des outils programmables : les machines-outils sont dotées de commandes numériques, les tâches de chargement-déchargement sont confiées à des robots programmés, la manutention est effectuée par des chariots filoguidés programmés... L'intelligence des procès de production passe désormais par l'intelligence de la programmation.

De nouvelles questions se posent alors pour l'organisation de l'une : *qui programme ? qui peut modifier les programmes ? qui doit pouvoir les comprendre ?* En première approche, ce qui semble surtout être en jeu, c'est l'intérêt du travail, et donc la motivation des travailleurs. En fait, la portée du débat est plus grande. En effet, si les choix sont tayloriens — spécialisation d'un petit nombre de salariés dans la programmation de tous les moyens de production, interdiction d'accès à la programmation pour les autres, soit la quasi-totalité de la population ouvrière, — les travailleurs « normaux » verront leur rôle limité à celui de surveillants. N'ayant plus aucun moyen d'action, aucune autonomie, aucune responsabilité, aucun accès à la connaissance, ils n'auront plus besoin de qualification particulière. N'étant plus qualifiés, ils seront faiblement rémunérés. A l'inverse, la petite minorité de cadres hautement qualifiés et bien rémunérés verra ses rangs s'étoffer d'une équipe de programmation. L'automatisation flexible de l'industrie, couplée avec un modèle taylorien d'organisation, aura donc tendance à concentrer la population salariée sur les pôles extrêmes du savoir et du revenu : une minorité bien payée et très qualifiée, une majorité déqualifiée et médiocrement rétribuée, et des couches intermédiaires dont les rangs seront de plus en plus clairsemés. Au total, des inégalités croissantes et une régression dans la structure sociale (1).

Une forme extrême de la polarisation est l'exclusion pure et simple : une partie de la population salariée déqualifiée est carrément expulsée du monde du travail. Les nouvelles technologies contribuent — heureusement — à une amélioration sensible des performances productives. Cela conduit notamment à de fortes hausses annuelles de la productivité du travail, ce qui, en période de croissance faible, boucle inéluctablement sur un nombre d'heures de travail en diminution. Les seuls moyens d'éviter une progression continue du chômage sont donc la relance de la croissance et une diminution régulière de la durée individuelle du travail. Arithmétique tellement évidente qu'il paraît bien vain de nier l'importance du débat sur la durée du travail, comme pourtant, en France, de manière plus ou moins implicite, le patronat, plusieurs centrales syndicales et les partis politiques semblent le faire, obéissant sans doute à divers réflexes conservateurs ou à une éthique figée du travail. Le débat est en veilleuse dans ce pays, où l'on regarde avec commisération les accords de réduction du temps de travail signés outre-Rhin, mais il renaîtra inéluctablement...

Couplé avec un projet social régressif, le rêve des nouvelles modernisations pourrait rapidement se transformer en cauchemar

Les effets de polarisation et d'exclusion peuvent distendre le tissu social, jusqu'à le déchirer, mais le risque lié à une application régressive des nouvelles technologies ne s'arrête pas là. L'accroissement des inégalités et l'hétérogénéité croissante du corps social font rarement bon ménage avec les pratiques démocratiques. Cela est vrai au niveau de l'entreprise comme au niveau d'une société dans son ensemble. Les nouvelles technologies, on l'a vu, peuvent servir la concentration du savoir et du revenu. Elles peuvent aussi servir le renforcement des despotismes.

L'informatique offre des possibilités décuplées de contrôle social. La tentation de l'utiliser comme garde-chiourme et comme mouchard est grande. Tous n'y résistent pas. Témoins les systèmes perfectionnés mis en place dans certaines entreprises pour contrôler la productivité, la présence, l'intensité du travail des opérateurs. Le rêve orwellien du « télécran » omniprésent : contrôler en temps réel, c'est-à-dire sans délai, et de manière exhaustive, la performance de chaque individu, de chaque équipe, de chaque machine, peut se réaliser. Mesure des temps d'opération par la machine elle-même, traçabilité des produits pouvant permettre d'identifier le fauteur de non-qualité, séquences préétablies et minutées avec précision...

Une forme particulière de contrôle social est l'individualisation : atomiser, diviser pour régner. La généralisation des écrans informatiques dans le travail, qu'il soit manufacturier ou tertiaire, peut avoir le même effet sur le collectif de travail que le poste de télévision sur le collectif familial : casser toute dimension communautaire. Les flux — qu'ils véhiculent de l'information à travers les réseaux de communication ou de la matière à travers les systèmes de manutention automatisés — sont automatisés, planifiés, pilotés, et servent à chaque poste l'intégralité des ressources dont il a besoin pour fonctionner. L'idéal de la chaîne fordienne peut alors être poussé à son point extrême de réalisation. La chaîne ne se contente plus de véhiculer le produit, elle transporte aussi les outils et surtout l'information, l'intelligence : quoi faire, comment, combien...., et le contrôle : mesure, surveillance... La communication interpersonnelle, même conflictuelle, avec le contremaître devient superflue. Elle peut donc être rendue physiquement impossible, par l'isolement matériel des postes.

Rien de tout cela n'est fatal, ni indéfectiblement attaché aux nouvelles technologies. C'est toujours une question de choix. Aux utopies négatives peuvent répondre des utopies positives, à forger et, surtout, à mettre en œuvre. A cette fin, la société française doit évoluer pour apprendre à utiliser le progrès technique de manière adulte, et développer de nouveaux mécanismes démocratiques. Sinon, le risque est grand : il y a une force démultiplicatrice, explosive, dans le changement technique appliqué au travail, à la production, à la gestion, tout autant que lorsqu'il est appliqué au crime ou à la guerre. Inégalités, marginalisation, despotismes locaux, isolement, stress : couplé avec un projet social régressif, le rêve des nouvelles technologies dans l'entreprise et dans le travail peut tourner à l'éclatement social et au cauchemar.

* Auteur des *Saturniens*, La Découverte, Paris, 1987.

(1) Lire « L'offensive contre le droit du travail », *le Monde diplomatique* d'avril 1988.



des démocraties

Faire ses achats dans une grande surface s'apparente à un piège. Établir une liste de produits à acheter selon ses besoins, maîtriser un budget précaire face à tant de sollicitations, résister au vertige de dépenser jusqu'au dernier centime de son porte-monnaie ou aux pièges du crédit et des dettes dont on ne se relève jamais, supposent une force de caractère et une structuration personnelle telle que l'injustice, jusque dans les éléments les plus simples de la vie courante, devient insupportable. Et c'est bien souvent la fuite en avant vers la consommation (jusqu'à l'accession à la propriété) ou l'assistance.

D'ailleurs, la société s'organise en conséquence. La facilité prend souvent le dessus. Particulièrement quand il s'agit de répondre aux situations de pauvreté. Sans qu'on y prenne garde, une vie de surplus se met en place. Après avoir vécu avec des surplus de vêtements, on donne à manger avec des excédents alimentaires. Et nous ne sommes pas loin de soigner avec des surplus de médicaments. Devons-nous accepter d'être gestionnaire d'un troisième monde : celui des surplus ?

Loin de vouloir encourager des actions de distributions alimentaires, le Secours catholique s'engage dans la recherche d'initiatives plus éducatives qui font appel à une réelle participation des bénéficiaires (gestion du budget, pratique d'une économie sociale et familiale...)

Survivre

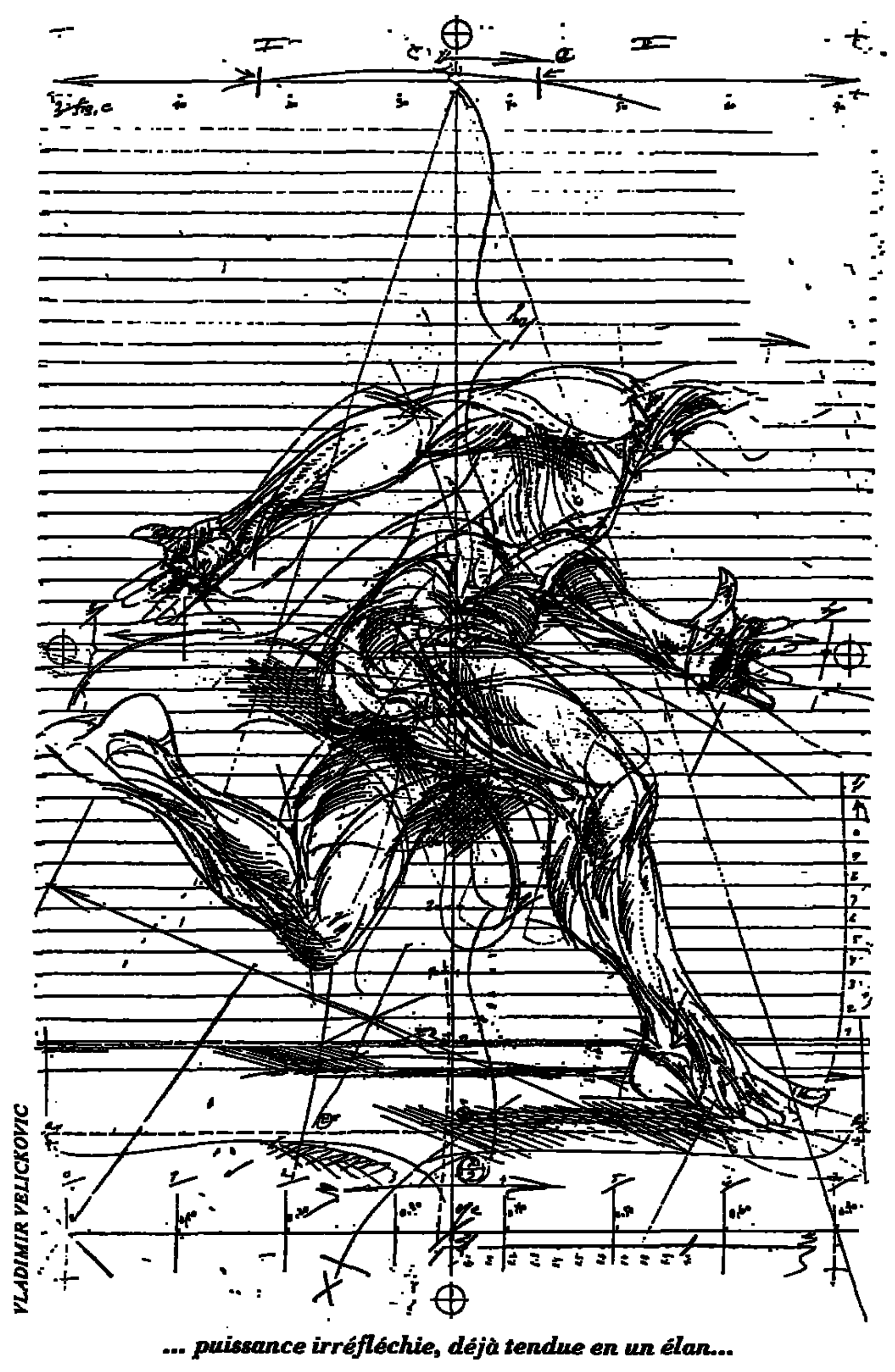
MAIS il faut aussi « échapper à sa condition de pauvre ». Répondre à ses envies irraisonnées est une manière d'y échapper. Il y a d'autres moyens de s'éloigner d'un réel trop difficile à assumer, lourd à porter. C'est alors la recherche d'un rêve inaccessible, comme dans la pratique du jeu (Loto, Tiercé...) ; la recherche de l'évasion dans la drogue ou l'alcoolisme ; la quête de l'irréel et de l'imaginaire illustrée par le phénomène de l'errance... la « galère », comme disent ces hommes partant vers un ailleurs qui n'existe pas. Ils vont de ville en ville tenter de trouver un emploi ou un destin meilleur auxquels ils ne croient plus. Ils vont rechercher un paradis illusoire (le département de la Martinique voit arriver depuis quatre ans cette population totalement désœuvrée... qui ne pourra pas s'insérer localement et pose des problèmes délicats aux autorités et à la population locale).

D'autres s'exprimeront par la violence, autre manière d'exister ou de se révolter. Le phénomène de la délinquance prend en partie ses racines dans cette soif d'être et de vivre « autrement » pour se sentir enfin reconnu à ses propres yeux et aux yeux des siens. Pour vivre et survivre, toutes les ressources de la personne se mobilisent. Des stratégies de contournement, de présentation, de demandes se mettent en place pour atteindre des objectifs au jour le jour.

L'environnement des pauvres, c'est le grand ensemble, la ZUP, la caravane, le squatt, le copain qui héberge quelques jours. Que dire des ghettos à la périphérie des villes (où les terminologies expriment bien l'exclusion : *« la barre des 4 000 », « la sablière », « la ZUP de... »*) où ni les activités, services, transports ne sont réellement adaptés quand ils existent ?...

Mais la pauvreté la plus fréquente est tout autre. Elle se caractérise par l'écrasement, l'abattement, la passivité, l'envie de ne plus vouloir se battre devant des événements qui dépassent les personnes. Les mots s'effritent, la communication se réduit. Le vocabulaire se restreint. Comme le précise le sociologue Nicolas Campini : *« Il y a là une sorte de déni du réel où les individus et les groupes qui subissent une « situation extrême » tentent de l'oublier. Et les drames peuvent se poursuivre comme s'ils n'existaient pas. Il faut les nier à tout prix. Seule subsiste cette exigence : survivre ».* Et comment objectivement trouver un logement lorsqu'on a des ressources trop faibles et trop aléatoires (les prestations familiales ne sont pas considérées comme ressources stables et il faut pouvoir justifier de quatre fois le montant du loyer et des charges pour accéder au logement) ? Comment faire face aux échéances d'agriculteur ou de petit artisan quand l'exploitation est trop petite, ou le commerce criblé de dettes (1), quand on a le sentiment de ne plus être écouté ou compris, de ne plus pouvoir partager « le poids des jours », d'être marginalisé, d'être inutile...

Lors de la douzième conférence régionale des Caritas d'Europe (avril 1987), une étude sur l'Etat des pauvretés dans les pays membres fait apparaître la solitude et l'isolement social comme les problèmes majeurs des personnes en situation de pauvreté. Le chômage, la crise du logement, l'éclatement de la cellule familiale ne viennent qu'en second lieu dans l'énumération. Les groupes les plus menacés en Europe sont, d'une part, les jeunes et les enfants et, d'autre part, les étrangers. Les uns comme les autres ont à subir la fragilité d'une grande précarité. Les enfants sont victimes des conditions pénibles de leurs parents, témoins de la violence et des désespoirs des adultes qui les entourent. Les jeunes sans travail, sans qualification se trouvent contraints de quitter leur famille dans de mauvaises conditions ; livrés à eux-mêmes, ils vont faire l'apprentissage du vide, de la précarité... Les étrangers sont confrontés au repliement du Vieux Continent sur ses nouvelles pauvretés nées d'une crise économique qu'il n'a pas su prévoir.



VLADIMIR VELICKOVIC

... puissance irréfléchie, déjà tendue en un élan...

Et pourtant, les familles pauvres, en difficulté passagère ou durable, vivent des proximités de destin, dans un quartier ou une ZUP. Des solidarités se tissent et font se lever des gestes de partage, de générosité même. Telles ces femmes sorties d'un centre d'hébergement et insérées qui en aident d'autres à s'installer. Tels ces jeunes d'une ville de province qui s'organisent pour produire et vendre certaines réalisations faites de leurs mains. La cellule familiale, quand elle est maintenue, devient un havre à préserver coûte que coûte, plus encore lorsqu'il y a des enfants.

Faut-il s'étonner de l'attachement viscéral des plus pauvres à leurs enfants ? Même en prison ou en établissement social, la solidarité des exclus s'exprime.

Une volonté politique

EN 1981, un rapport de la Commission des Communautés économiques européennes confirmait qu'il était *« moralement inacceptable d'attendre une lointaine et imprévisible reprise de l'économie mondiale pour relancer la lutte contre la pauvreté »*. Et d'ajouter : *« Il est nécessaire de faire preuve d'une volonté politique et de s'assurer le soutien du public. »*

Volonté politique : nous avons depuis connu le meilleur avec les rapports Oheix (1981), Charvet (1983), ceux du Conseil économique et social (1987) ou du Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (1985). Nous avons aussi connu le pire avec, par exemple, l'improvisation qui a accompagné la distribution des excédents alimentaires européens ou les effets pervers de la décentralisation en matière d'action sociale.

Soutien du public ? Là aussi, il semblerait en première analyse que les effets de mode et la recherche du spectaculaire aient eu plus d'échos que le lent et patient travail d'associations comme Aide à toute détresse ou le Secours catholique. En ont-ils eu plus d'impact et d'efficacité pour autant ?

Il est à craindre que (presque) tout reste à faire. Car il ne s'agit pas de lutter contre les pauvretés comme si elles demeuraient un phénomène particulier, à la marge de nos propres sociétés. Tous les décideurs politiques et sociaux comprendront peut-être que, en l'état, chacun de leurs choix crée aussi des exclusions dès lors que les pauvres — dans leur diversité — ne sont pas la référence première.

Il s'agit bien aussi pour chacun de nous de repérer nos jugements, nos œillères, de critiquer nos outils d'analyse, nos critères de référence et de décision. A l'heure des droits de l'homme, ce sont eux qui nous permettent de ne pas porter assistance à personne en danger. C'est en les mettant en cause que les personnes en difficulté retrouveront place dans la société.

GILBERT LAGOUANELLE
et DANIEL DRUESNE.

(1) Se reporter aux dossiers « Pauvretés en monde rural » et « Pauvretés en monde agricole », *Messages du Secours catholique*, avril et mai 1988, 106, rue du Bac, 75007 Paris.

Une culture de l'exclusion

Par
IGNACIO
RAMONET

L'INCULTURE moderne est plus difficile à cerner que celle d'autrefois. Chacun admet aujourd'hui, sur cette planète fascinée par les communications de masse, que le niveau culturel global s'est élevé et que le nombre de personnes scolarisées n'a jamais été aussi grand.

Dans les pays industrialisés, on assiste même à une importante mutation des usages culturels et à un puissant engouement pour des arts raffinés naguère réservés à une minorité. Concerts, ballets, opéras, théâtre attirent des foules nouvelles qui se bousculent également dans les musées, les grandes expositions, les cités des sciences ou les Salons du livre. Cette richesse intime qu'est la culture semble donc largement partagée.

Ceux qui, malgré tout, dénoncent l'effondrement global du système éducatif et, nostalgiques, regrettent l'excellence culturelle de jadis se voient opposer des statistiques irréfutables. Des experts leur rappellent qu'en 1930, par exemple, en France, *« la moitié des élèves quittaient l'école primaire à treize ans sans le certificat d'études et seulement 5 % d'une classe d'âge obtenaient le baccalauréat »*. Ils rappellent également qu'en 1914 *« 35 % des conscrits étaient pratiquement analphabètes* (1) *»* et qu'en revanche les tests actuels de l'armée montrent, depuis vingt ans, une augmentation du niveau intellectuel des jeunes Français (2).

Le savoir apparaît donc en expansion au sein des sociétés, et il semblerait s'être radicalement démocratisé. Cependant, en matière de culture les choses sont toujours complexes, et le grand paradoxe dans un monde fortement alphabétisé est que le nombre d'analphabètes n'a jamais été plus grand qu'aujourd'hui ; il atteint le chiffre scandaleux de 880 millions, et concerne principalement le tiers-monde. Mais pas seulement, car à la faveur de la crise les pays développés ont vu apparaître chez eux aussi de vastes poches d'inculture, en particulier de cette forme moderne d'analphabétisme qu'est l'illettrisme. Situation, on le sait, de ceux qui, ayant appris à lire et à écrire, en ont perdu la pratique au point de ne plus pouvoir comprendre un texte simple et bref en rapport avec leur vie quotidienne.

Vivre sans l'écrit paraît inconcevable, car il occupe, dans les pays industrialisés, une place prépondérante. Chaque citoyen, dans ses activités de tous les jours, recourt à l'écrit sous ses formes les plus diverses. Et pourtant, depuis quelques années, ils sont des millions à vivre dans l'illettrisme, et cette maladie culturelle tend à se répandre comme une épidémie. En Grande-Bretagne, par exemple, on compte plus de trois millions d'illettrés ; en France, ils sont quelque cinq millions (3) ; au Canada, 5 des 18 millions d'adultes ont un niveau de lecture inférieur à celui du CM2 français, auxquels il faut ajouter un million de personnes ne sachant ni lire ni écrire du tout.

Aux Etats-Unis, la situation est encore plus grave : entre 17 et 21 millions d'adultes sont « fonctionnellement analphabètes », et le National Assessment of Education Progress constate que la moitié des jeunes sortant du système scolaire — 39 millions en 1986 — ont du mal à lire et à écrire. Enfin, le secrétaire au travail, M. William Brock, a déclaré récemment qu'il était *« honteux de continuer à donner à des centaines de milliers de jeunes des diplômes qu'ils ne peuvent même pas lire* (4) *»*.

Ces modernes analphabètes appartiennent, pour l'essentiel, aux catégories sociales les plus démunies. Aux Etats-Unis, ils se recrutent massivement parmi les Noirs et les Hispaniques ; en France, la deuxième génération immigrée et les victimes de la grande pauvreté fournissent les gros bataillons d'illettrés. Est-ce un hasard si ceux-ci cumulent pauvreté matérielle et pauvreté culturelle ?

Dès les années 60, les plus éminents sociologues de l'éducation avaient mis en évidence l'étroite relation qui existe entre la réussite scolaire et le milieu socio-économique ; ils ont dénoncé l'injustice sociale subie par les groupes défavorisés du fait de l'échec scolaire (5). Aujourd'hui, le phénomène de l'illettrisme confirme que les enfants issus de familles modestes ont — en moyenne — moins de chances d'atteindre un niveau d'instruction élevé. Or on sait que ceux qui possèdent un faible niveau d'instruction ont moins de chances de parvenir à un statut social convenable.

A la faveur de la crise, l'extension de la grande pauvreté s'accompagne d'une aggravation de la misère culturelle. Et les statistiques sur le chômage des jeunes confirment que la non-insertion dans l'école entraîne souvent une non-insertion dans la société. Ainsi, en France, les services sociaux rencontrent l'illettrisme chez 50 % des familles qui les consultent (6). Et on constate que 87 % des jeunes en difficulté ne maîtrisent pas les éléments de base de l'éducation primaire, et qu'il y a environ quatre fois plus d'illettrés en milieu carcéral qu'à l'extérieur.

Ces laissés-pour-compte du savoir et de la culture vivent dans le mépris d'eux-mêmes dans les soutes de la société. Ecartés, dans les faits, de la démocratie, ils demeurent à la merci de toutes les manipulations politiques. Sont-ils victimes d'un système d'enseignement inadapté qui continue de produire, en toute bonne conscience, de l'échec scolaire ? Ce n'est sans doute pas si simple.

Certes, l'enseignement, dans la plupart des pays développés, n'est même pas parvenu à inculquer à l'ensemble des élèves la maîtrise d'une pratique culturelle fondamentale, la lecture. Et l'on constate que les collégiens, dans leur grande majorité, ne savent pas lire, ou lisent mal, ou si laborieusement qu'ils ne tirent pratiquement aucun profit de ce qu'ils lisent (7).

Mais comment l'école pourrait-elle promouvoir la lecture dans une société où le livre a perdu son attrait et où presque plus personne ne lit ? Une société où 75 % des enfants de sept à treize ans passent environ 1 000 heures devant la télévision chaque année et seulement 800 en classe ; et où plus d'un Français sur quatre ne lit pas un seul livre par an (8).

On dit partout que la société contemporaine est celle de la communication et de l'information. De fait, les techniques informatiques et les industries culturelles tendent à dominer les structures sociales et économiques. Mais communication et diffusion culturelle s'effectuent aujourd'hui au moyen d'instruments qui n'exigent plus la lecture : téléphone, disque, radio, télévision, magnétophone, magnétoscope, etc.

Sons et images triomphent, encourageant chez le citoyen l'enregistrement passif, l'atrophie des codes de la lecture, devenus inutiles. Ainsi se répand, chez ceux dont le milieu familial n'est pas vigilant, l'illettrisme, premier pas vers la marginalisation scolaire, culturelle et vers la détresse sociale.

Insensiblement, dans l'euphorie du tout-audiovisuel, apparaît ainsi une nouvelle race d'exclus. Ivres de distractions et dépossédés des outils intellectuels de base, ils contemplent de loin une société qui, après les avoir amusés, les abandonne à leur indignité.

(1) Cf. Jean-François Lae et Patrice Noriette : *Aspects de l'illettrisme tel qu'on en parle*, Orélie, Paris, 1985.

(2) *le Monde*, 27 février 1988.

(3) Jean-Pierre Vélis, *la France illettrée*, Le Seuil, Paris, 1988 et *Lire en Europe*, Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1988.

(4) *Le Matin*, 5 mai 1987.

(5) Cf. le dossier « L'illettrisme dans les pays industrialisés », *in Perspectives*, nº 62, UNESCO, Paris, 1987.

(6) Cf. la plaquette sur l'illettrisme publiée par la Fédération Léo-Lagrange, 21, rue de Provence, 75009 Paris.

(7) *Le Figaro*, 13 avril 1988.

(8) Cf. le texte de Jean-François Barbier-Bouvet *in l'Etat des lettres*, la Découverte, Paris, 1988.

L'impossible modèle urbain

Par CLAUDE LIAUZU *

RÉVOLUTION islamiste des villes iraniennes – le phénomène a été essentiellement urbain, – résurgence de la religion sur les trois continents, émeutes dites « du pain », soulèvement des ghettos sud-africains, luttes des banlieues de la précarité, poussée des revendications salariales dans les nouveaux pays industrialisés (NPI), affrontements intercommunautaires dont l'enjeu est l'accès à la ville – au Liban, en Afrique, dans le sous-continent indien –, gamins de Bogota, insécurité des métropoles...

Les organismes internationaux, les classes dirigeantes du tiers-monde, les médias occidentaux cultivent un syndrome urbain. Depuis le dix-neuvième siècle, les représentations de la ville mêlent les images positives et négatives – classes dangereuses et anomie, civilisation et modernité... Mais les procès à l'œuvre dans le tiers-monde se situent à une tout autre échelle ; ils paraissent échapper aux experts comme aux politiques, ne pouvoir être maîtrisés par aucun mode de régulation. Prolifération humaine, marginalisation massive, dissolution de la centralité qui définit un espace organisé et organisateur, frontières de plus en plus accusées entre société « civilisée » – au sens étymologique du terme – et quart-monde accumulé aux portes de la cité interdite... Ces mythes du nombre, ces visions d'apocalypse menacent de nourrir une mentalité obsidionale, qui explique le succès d'obscénité de Jean Raspail *(le Camp des saints)* : entre la ville mondiale et l'impossible ville du tiers-monde, il n'y aurait rien de commun, sauf expédition d'urgence, humanitaire ou sécuritaire.

Or, ce qui craque, ce n'est pas une autre planète barbare, mais la pièce maîtresse du système dominant, le modèle urbain mondial. Un modèle et un système qui produisent l'exclusion alors qu'ils promettaient le développement.

* Professeur, Groupe d'études et d'échanges du monde arabe et musulman, université *Paris-VII*.

Aujourd'hui, 70 % de la population latino-américaine, la moitié de celle du monde arabe vit ou survit en ville. A l'aube du vingt et unième siècle, en 2007, le nombre des candidats à la citadinité en Afrique aura doublé. Sur les 25 plus grandes villes mondiales de plus de 10 millions d'âmes, 20 se situeront dans les pays en voie de développement, dont 11 en Asie du Sud. Le taux de croissance urbaine atteint plus du double de la démographie « naturelle ». Le Maroc comptait quelque 360 000 citadins au début du siècle et 9 millions en 1982... Toute prospective donne le vertige...

De tels chiffres résument surtout les insuffisances de toute interprétation du sous-développement en termes de déséquilibre entre croissance de la population et croissance économique. D'une part, la sururbanisation ne se réduit pas à un simple jeu entre ces variables ; d'autre part, la transition démographique est déjà engagée, au moins en Asie et en Amérique latine. La crise de l'urbanisation

Des centaines de millions d'hommes déracinés, abandonnés à leur sort : les villes du tiers-monde annoncent-elles la décomposition de la société urbaine à l'occidentale ? Dans ce monde en friches, la cité est à réinventer

est un phénomène multidimensionnel, résultant de la décomposition des structures rurales, des pratiques des Etats, de la mondialisation des sociétés et de la dynamique proprement urbaine.

Les villes du tiers-monde s'inscrivent dans une armature mondiale. Si l'on manque de vues d'ensemble et d'analyses permettant de lier les problématiques de la « nouvelle division internationale du travail » et le fait urbain, on sait que, comme le rêvaient les saint-simoniens, les espaces utiles de la planète sont désormais « câblés ». OBU (Offshore banking units) de Panama et de Bahrein (dont le montant des actifs s'élevait à 60 milliards de dollars en 1982), ports francs, villes-usines comme Singapour, ou usines hypersophistiquées ceinturées de bidonvilles comme Bhopal ne contribuent pas à créer un tissu économique cohérent. Ces zones extraterritorialisées sont des relais dépendants dans le réseau de flux matériels et d'informations qui composent un système transnational. La transnationalisation marque-t-elle la fin du national, du tiers-monde, et du développement tels qu'on les définissait dans les années 60 (1) ? A tout le moins, elle impose une révision du rôle *attribué à la ville dans la pensée développementaliste.*

Moteur de la croissance ? Des études récentes soulignent les limites étroites de la capacité d'intégration des politiques urbaines et des politiques économiques, mettent en relief l'échec d'un modèle qui a été conçu pour les classes moyennes. La ville du tiers-monde est en effet le lieu de leur reproduction élargie. A ces classes très moyennes, les pouvoirs ont assuré un ensemble de privilèges – fonctions liées aux activités urbaines et à l'appareil de l'Etat, accès au crédit, aux biens fonciers, à la production immobilière... De tels choix ont reposé sur une sélection féroce de l'entrée dans la terre promise. Au Maroc, les deux tiers des subventions attribuées au logement bénéficient à 20 % de la population, et les exemples pourraient être multipliés à l'infini (2). Or la crise, en contractant les finances publiques et en appauvrissant les ressources des catégories sur lesquelles s'appuient les pouvoirs, fragilise l'assise des systèmes urbains.

La ville apparaît de plus en plus comme une zone névralgique du maillage de la société. Symbolique mégalo-maniaque, centralisation administrative, contrôle policier et militaire interdisent toute autonomie citadine. La destruction des centres urbains, par exemple à Hama et Alep en 1982, ou au Liban, est une sorte de preuve par l'absurde, administrée par l'Etat ou par les exclus, des impasses du modèle (3).

Ces situations limites sont appelées à se multiplier, en raison des blocages de la reproduction et de la régulation sociales. La ville, pour les masses du tiers-monde, c'est l'espoir d'accéder à un ensemble d'activités et de services, et la réponse à une demande nutritionnelle, sanitaire et scolaire. *Ces besoins, dans les régimes* populistes d'Amérique latine ou du monde arabe par exemple, ont pu être partiellement et temporairement satisfaits, non sans surcoûts économiques très lourds. Mais ils le sont et le seront de moins en moins.

Les émeutes du pain au Maghreb et en Egypte le montrent bien. Elles se sont déclenchées quand les augmentations de prix des produits de première nécessité, sous la pression du Fonds monétaire international (FMI), ont rompu les équilibres précaires des niveaux de vie populaires, et, plus gravement, un pacte social. Le cercle vicieux du « prix politique » des produits de première nécessité est un phénomène connu. Pour l'État, le but est d'éviter les explosions de la misère, de s'assurer une clientèle plébéienne et d'insérer le pays de manière concurrentielle dans le système capitaliste, en limitant le coût de la reproduction de la force de travail et les salaires. Au Caire, les subventions représentent plus de 40 % des revenus citadins ; en Tunisie, où, durant la décennie 70, les

(1) Voir Jean Chesneaux, *De la modernité*, La Découverte, Paris, 1983 et Serge Latouche, « Fin du national ? » in *Peuples méditerranéens*, nº 35-36. Pour une vision prospective, cf. le programme du GEMDEV (9, rue Malher, 75004 Paris), « Le devenir des Tiers Mondes ».

(2) *Tiers Monde*, nº 101, 1985, « La classe moyenne et la crise » ; Alain Durand-Lasserve, *L'Exclusion des pauvres dans les villes du tiers-monde*, L'Harmattan, Paris, 1986 ; G. Massiah et J.-F. Tribillon, *Villes en développement*, La Découverte, Paris, 1988, qui est la synthèse la plus récente et la plus précise.

(3) CERMOC, « Mouvements urbains et espaces communautaires au Liban », *Monde arabe. Maghreb-Machrek*, nº 115, 1987. Etat et société urbaine au Maghreb et au Moyen-Orient.

Point de raccourci vers le développement

LES technologies de pointe, en particulier celles de l'information, n'offrent pas un raccourci vers le développement, comme l'imaginait naïvement Jean-Jacques Servan-Schreiber dans *le Défi mondial* : dans la grande majorité des pays du tiers-monde, elles risquent au contraire d'engloutir des ressources financières rares dans des recherches qui auront peu ou pas d'impact sur le plan international et qui, surtout, laisseront intact le problème numéro un : celui du chômage. La priorité, écrivent Jean-Jacques Salomon et André Lebeau (1), c'est la diffusion des pratiques scientifiques, qui dépend d'abord des vulgarisateurs et non pas des *chercheurs. A l'heure où, en Occident, la recherche*-développement est de plus en plus le fait de mégastructures court-circuitant l'Etat-nation, le « ticket d'entrée » dans l'univers des technologies de pointe est hors de portée pour l'immense majorité de la planète. En revanche, il est possible de lever la pesanteur de l'ignorance, de maîtriser graduellement le milieu – pour améliorer l'hygiène, l'habitat, l'alimentation, la santé, l'emploi – en se dotant d'une capacité endogène pour multiplier les qualifications. Mais il faut du temps.

B. C.

(1) *L'écrivain public et l'ordinateur*, Hachette, Paris, 1988, 265 pages, 118 F.

Les deux Corées du Sud

LA Corée du Sud a atteint un niveau de développement lui permettant de frapper à la porte de l'OCDE. Mais les succès ont leur revers... ou leur explication. Le *New York Times* (repris dans l'*International Herald Tribune* du 7 avril 1988) a enquêté dans une usine de textile proche de Séoul. Les jeunes ouvrières travaillent habituellement de 8 heures 30 à 19 heures 30, mais très souvent aussi jusqu'à 22 ou 23 heures. 20 minutes pour le déjeuner ; 2 dimanches de repos par mois. Salaire mensuel : entre 1 600 et 2 000 francs. Encore s'agit-il d'une « bonne entreprise ». La journaliste cite le cas de salaires de 725 francs et mentionne de fréquentes maladies de peau et des troubles oculaires.

Retraversons le décor : le gouvernement vient d'autoriser les Sud-Coréens sortant du pays à emporter des sommes allant jusqu'à 6 millions de francs. La péninsule est coupée en deux ; la Corée du Sud aussi...

Au nom de la modernité

Par JEAN CHESNEAUX *

LA modernité, c'est *« un activisme du bien-être »* (1), dont les potentialités sont effectivement fantastiques : régulation des choses et des hommes par des ordinateurs agissant à distance, bio-ingénierie mobilisée contre la faim et la maladie, réseaux de communication *high tech* opérant dans l'ubiquité et l'instantané. La modernité serait une avancée gratifiante, une stratégie salvatrice dans notre monde en crise.

Même si elle se présente aussi comme un modèle social réducteur et banalisant. Tous les aéroports, tous les centres commerciaux, tous les campus universitaires du monde semblent sortir du même moule, à quelques détails près. Les tours résidentielles du nouveau Pékin pourraient permuter avec celles de Caracas, de Manille, du Caire, sans que leurs habitants en soient guère dérangés dans leurs *habitudes*.

Car la modernité, c'est surtout un bloc de contraintes, un « impératif mondial » fondé sur les prix du marché international, les taux d'intérêt bancaires, les cours des devises fortes, les normes de production compétitives. L'extraversion économique généralisée place les peuples à la merci de forces extérieures sur lesquelles ils n'ont plus aucun contrôle et devant lesquelles les Etats eux-mêmes sont impuissants (2). Pis, ce sont les conditions nationales concrètes de chaque pays qui font désormais figure de *« contraintes »* archaïques et oiseuses (3).

La mise en modernité est devenue la priorité des priorités. A la fois pour les « vieux » pays comme la France et l'Angleterre, pour les Etats du tiers-monde – quitte pour eux à s'endetter et se soumettre aux injonctions du Fonds monétaire international – et pour les pays socialistes, où des Gorbatchev et des Deng Xiaoping s'efforcent d'ébranler l'inertie pour les lancer eux aussi dans la course.

La modernité – ce terme n'a plus grand-chose de commun avec le défi d'avant-garde que les Rimbaud, les Maïakovski, les Klee, les Benjamin lancèrent au conformisme de leur temps, – c'est donc le ralliement à un modèle impératif quasi kantien, inéluctable et pourtant salutaire. *« De toute façon, on n'a pas le choix... »* Est-ce si simple ? L'appel inconditionnel à la modernité n'est pas sans zones d'ombres ni équivoques majeures.

* Professeur émérite à l'université Paris-VII.

Tout d'abord, ce discours euphorique se fonde sur un postulat d'autodiffusion et de propagation de proche en proche. Mais les progrès de la modernité n'opèrent-ils pas de façon segmentaire et cloisonnée ? On n'informatisera jamais la collecte des ordures ménagères, laissée au labeur humain moins coûteux. A l'intérieur de nos sociétés développées, s'étendent les secteurs abandonnés, les friches industrielles, les exclus de tous ordres, la « nouvelle pauvreté ». La polarisation sociale est plus tranchée encore dans les pays du tiers-monde ; le fossé s'y creuse entre les couches privilégiées bien intégrées dans les circuits mondiaux de la modernité, et les foules immenses que la marche forcée vers l'extraversion économique enfonce dans la déréliction et rejette vers les périphéries implosées des mégalopoles, ainsi au Brésil ou au Mexique. Des milliers d'errants et de sans-abri venus des campagnes chinoises en crise s'entassent la nuit dans les gares modernisées de Pékin, à quelques centaines de mètres des coûteux palaces censés attirer les hommes d'affaires et touristes américains et japonais... et leurs devises fortes.

Un nouveau slogan pour conduire la marche forcée. Mais la performance et l'efficacité ne suffiront jamais à bâtir une communauté de destin

En second lieu, la mise en modernité dispenserait de prendre en considération *par avance* ses éventuels effets négatifs, l'*« impétueux progrès des forces productives »* serait infaillible dans son essence même. Les équipes de technocrates qui, dans les années 60, lancèrent la France dans l'urba*nisation forcenée comme projet fondateur de la* Vᵉ République (4) n'avaient guère réfléchi aux retombées sociales de cette opération, notamment au déracinement et au désarroi des jeunes et des femmes dans les nouvelles banlieues. Il a fallu faire sauter les tours des Minguettes lyonnaises, qui étaient socialement décomposées avant même d'être techniquement taudifiées (ce qui, d'ailleurs, n'aurait su tarder...). Il est temps que des hommes de science nous rappellent que *« la lucidité devrait passer avant l'efficacité »*, que *« la réflexion devrait précéder le projet au lieu de succéder à l'innovation* (5) ».

Autre ambiguïté, la marche à la modernité se veut universelle, elle est pourtant hautement sélective. Les milliards de dollars (chiffres faibles) consacrés aux armements *high-tech*, aux télécommunications « câblant » la planète entière, à l'audiovisuel de pointe, auraient pu, si le marché militaire et civil n'avait pas imposé ses choix préférentiels, contribuer puissamment à liquider les maladies « hydriques » dans le tiers-monde, à améliorer les souches alimentaires autochtones en Asie ou en Afrique, à inventer dans les campagnes « sous-développées » du monde un art de vivre dont l'attrait aurait contrebalancé la fuite vers la *« planète des bidonvilles* (6) ».

La marche à la modernité, c'est aussi l'instauration d'une nouvelle société politique, qui menace de forclusion nos valeurs démocratiques en Occident et rend plus qu'improbable leur implantation dans le reste du monde. Les nouvelles technologies tendent à la *« programmation-guidage »* (J. Habermas) de la totalité du corps social, au « lissage » informatisé des rapports sociaux qui, de conflictuels, sont « gérés » comme de simples « interfaces » d'ordinateur. La productique permet la « saisie » de chaque acte et de chaque individu en « temps réel » (7), et cette tactique du « grain de sable » désintègre le monde du travail comme réalité collective. Le citoyen devient un usager (Henri Lefebvre), le contrat social se dégrade en consensus de « performativité » dépolitisée. Avec ce que Lucien Sfez appelle l'*« autisme technologique »*, se dissout la *« référence à la réalité* (8) ». Les valeurs démocratiques de responsabilité critique et de contrôle collectif font place à un nouveau système de valeurs, non plus fondé sur le Vrai et le Bien, mais sur le « fiable », le « compatible », le « rentable », le « performant », l'« input-output ». Ne risque-t-on pas d'entrer, dit Georges Balandier, dans une société de *« stase »*, qui n'a plus *« ni héritage ni projet* (9) » !

Enfin, le discours de modernité ne constitue-t-il pas un déplacement latéral des problèmes, au lieu d'offrir une véritable issue ? Informatiser l'enseignement ne résout pas en soi la crise morale de l'école. Informatiser la lactation des vaches, en soi, ne change rien à l'absurde déséquilibre entre nos surplus laitiers et la faim dans le monde. Diffuser *« Dallas »* à travers les cinq continents ne renforce guère la capacité créatrice des peuples.

Alors ? Le « Que faire » a-t-il encore un sens ? Les combats passéistes et nostalgiques sont perdus d'avance. Mais il serait tout aussi fallacieux de s'en remettre, avec l'école régulationniste, à la capacité quasi cybernétique des sociétés humaines à trouver par elles-mêmes un nouvel équilibre après chaque séisme.

Ne peut-on pas s'interroger sur les conditions d'un réel progrès vers le mieux-vivre – les termes de croissance et de développement sont si ambigus... Progrès discontinu, capable de pauses au lieu d'imposer ses *impératifs* en chaîne. Progrès polycentrique et diversitaire, parce qu'*« endogène, autonome et autocentré* (10) ». Progrès optionnel, qui élargit les possibilités au lieu d'imposer ses artefacts ; le télex si utile ne doit pas tuer l'art et le goût d'écrire une lettre longuement mûrie. Progrès sélectif, qui choisit ses priorités sur des critères de mieux-vivre collectif au lieu de s'en remettre au double diktat de l'Etat et du marché.

La marche forcée à la modernité engendre un malaise ; un mal-être si général qu'on peut garder confiance en nos capacités d'inventer un autre avenir.

(1) Jean Beaudrillart, article « Modernité » dans l'*Encyclopedia Universalis*.

(2) Jean Copans, « L'Etat, une espèce de fantôme qui erre dans les sociétés du tiers-monde » (*le Monde diplomatique*, septembre 1983).

(3) Lionel Stoleru, *l'Ambition internationale*, le Seuil, Paris, 1987.

(4) Sur la Vᵉ République comme « mise en modernité » de la France, cf. Jean Chesneaux *De la modernité*, chapitre 3, La Découverte, Paris, 1983.

(5) Cf. le manifeste « Maîtriser la science », signé par Jean Testart, Jean-Marc Lévy-Leblond, Albert Jacquard et d'autres scientifiques, *le Monde*, 19 mars 1988.

(6) Bernard Granotier, *la Planète des bidonvilles*, le Seuil, Paris, 1980.

(7) Philippe Messine, *Liberté, égalité, modernité, promesses et menaces de la modernisation*, La Découverte, Paris, 1985.

(8) Lucien Sfez, « Tu communiqueras », *Libération*, 18 mars 1988.

(9) Georges Balandier, *Le détour – Pouvoir et modernité*, Fayard, Paris, 1985.

(10) Formule communément proposée par les organisations non gouvernementales tiers-mondistes.

dans le tiers-monde

importations de biens alimentaires ont augmenté de 8 % par an, la protection des prix grevait de 15 % le budget en 1982. Une telle politique n'a été possible qu'en faisant « suer le burnous » du paysan, en imposant un échange inégal entre villes et campagnes, aux dépens de ces dernières, en hypothéquant leur développement et en aggravant la dépendance alimentaire (4). Durant son « année terrible » de 1983, le Brésil a vu se conjuguer la famine du Nord-Est et les émeutes de Sao-Paulo, au Sud. Dans le tiers-monde, les conditions d'une répétition cyclique de tels événements sont structurelles mais ils sont encore mal perçus.

Les invisibles

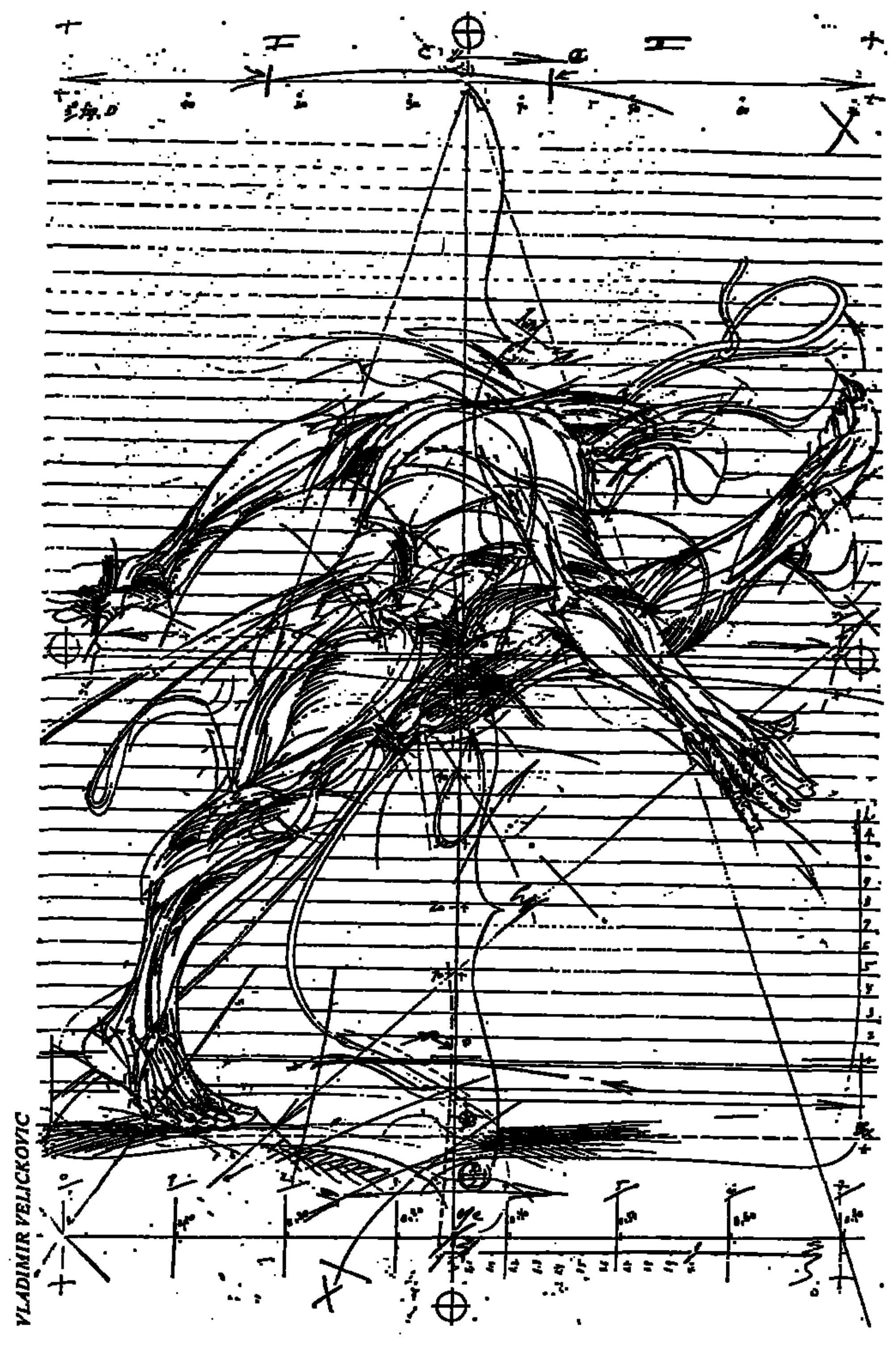
FASCINÉS par la modernité, celle du système dominant, urbanistes et spécialistes des sciences sociales ont trop longtemps traité les sociétés urbaines du Sud en sociétés invisibles. Ainsi, l'habitat précaire est-il dit « clandestin », *alors qu'il s'étale au vu et au su de tous*, ou « informel », alors qu'il est structuré – et dépendant des propriétaires du sol, d'entrepreneurs et de spéculateurs, souvent liés aux pouvoirs et aux puissances d'argent – voire institutionnalisé par les programmes d'urbanisme et la Banque mondiale. De même, on a beaucoup disserté sur la rationalité du « surnombre » urbain – armée de réserve, quart-monde, marginalité sans fonctions économiques, secteur informel assurant la survie ou petite production marchande... Mais notre déficit conceptuel est le résultat le plus évident de cette réflexion. Non moins évidentes sont la précarisation du monde du travail, la conjugaison des revendications économiques et urbaines (logement, services...), des luttes ouvrières et sous-prolétariennes dans une grande partie du tiers-monde.

Ces affrontements sont riches de significations. Ils révèlent une tendance générale au désengagement social de l'Etat, l'impossibilité de gérer l'urbanisation et d'assurer le fonctionnement normal des services. Ils mettent aussi en lumière certains aspects entropiques de la ville, espace de contagion foudroyante des modèles de consommation, bien plus qu'espace productif. L'aggravation des déséquilibres écologiques, dans des régions souvent pauvres en terres arables et en eau, a suscité la recherche de solutions de remplacement et une réflexion sur l'écodéveloppement, sans que, pour l'heure, elles aient eu d'effet sur les politiques d'aménagement (5).

De telles démarches ont cependant l'intérêt de poser les problèmes autrement que dans les seuls termes techniques et de prendre en considération les cultures. Si la culture c'est la signification que les sociétés donnent ou cherchent à donner à leur existence et à leur devenir, le tiers-monde exige une réinvention de la ville.

Les nouvelles populations urbaines du tiers-monde vivent une situation de transition bloquée, d'instabilité sans horizon. L'urbanisation, en effet, c'est la dislocation des communautés, des ancrages familiaux, claniques, tribaux, villageois, ou des anciens quartiers de la Médina. Elle est certes une libération des sociétés fermées sur elles-mêmes, où l'individu est *« un point dans un tissu »* (Jacques Berque), des prisons de la tradition. Mais cette liberté est négative si elle n'est que liberté du marché ou du non-travail, si elle détruit les anciens modèles sous le choc des modèles exogènes. Villes arabes et musulmanes, ces villes du Golfe pétrolier où les mosquées sont écrasées par les buildings, où la prétendue conciliation entre les symboles de l'authenticité et la modernité démesurée s'inscrit comme une inversion des valeurs dans le paysage, où la main-d'œuvre est parquée dans des camps (6) ? Là où elle s'affirmait comme productrice de sens – tout particulièrement dans les sociétés musulmanes et dans les civilisations de l'Asie, – l'ancienne centralité urbaine est submergée par une occidentalisation souvent pastiche et postiche. Or, le centre c'est ce qui crée une identité citadine. Plutôt que l'explosion, c'est l'implosion urbaine qui devient la question majeure (7).

Ainsi, le « grand milieu », selon la formule d'un paysan iranien, se fragmente-t-il indéfiniment, en quartiers « non réglementaires », en périphéries où les solidarités d'origines, de proximité, d'activités assurent les conditions de survie, une organisation collective minimum : *gecekondu* turcs (« construits en une nuit ») ; défense contre les opérations de refoulement et négociations avec les pouvoirs ; mosquées, ou églises des « communautés de base » d'Amérique latine...


VLADIMIR VELICKOVIC

... qui rêve d'abolir l'humaine pesanteur...

Très loin du pouvoir

LA société duale, c'est cette accumulation de sous-villes, de candidats refusés à la ville, soit parce qu'ils constituent une force de travail dont la reproduction est en partie assurée par l'ancien monde, soit parce qu'ils n'accèdent pas même au malheur d'être exploités, parce qu'ils composent de nouvelles friches, en particulier dans les classes d'âge jeunes (8).

D'où l'atomisation des formations sociales, dont il est impossible de rendre compte selon une logique économique – celle du marché et de ses institutions – ou selon une logique communautaire. D'où, aussi, la puissance des idéologies capables de réunifier ce qui a été désuni (le privé et le public, l'éthique et la technique...), des grands mouvements messianiques sauvant les individus et les collectivités de la déréliction.

Il faut bien, en effet, s'interroger sur *« l'invention de la tradition »* (Eric Hobsbawm) par le chiisme iranien et libanais, ou par les populations urbaines brésiliennes. Ce qui est en question, c'est la capacité des forces se réclamant du pouvoir et de la modernité, du pouvoir de la modernité, Etats, groupes dominants, intellectuels..., de proposer, aux masses exclues de la décision et de l'initiative historique, une réinvention de la cité. Celle-ci ne pourra pas se faire dans le cadre ni de l'ordre mondial actuel, ni du système de références qui s'est mis en place dans le tiers-monde, par imitation de notre modèle (9). Pas davantage par répétition des « révolutions passives » où le peuple, exalté dans le discours de libération nationale et du développement, a été « agi », et non acteur politique.

Cette histoire – faut-il le rappeler ? – l'Occident y est étroitement lié, car il est la première civilisation à avoir conçu et construit la ville mondiale, à avoir suscité la tension explosive entre unification et dislocation de la planète.

CLAUDE LIAUZU.

(4) En Tunisie, le cours obligatoire d'achat des céréales est inférieur de 40 % à 50 % à celui du marché mondial. Cf. Michel Camau *et alii, La Tunisie. Une modernité au-dessus de tout soupçon ?*, CNRS, Paris, 1987.

(5) La croissance du Caire, et de beaucoup d'autres centres du tiers-monde, est, littéralement, désertifiante. Ignacy Sachs, *Stratégies de l'écodéveloppement*, Editions ouvrières, Paris, 1980.

(6) Le Coran n'autorise les constructions en hauteur que pour le culte de Dieu, et le *« souverain injuste »* se définit précisément par sa démesure. *« J'ai tué Pharaon »*, déclarait le meurtrier de Sadate. Pharaonesque, si l'on peut dire, était le projet de nouveau centre de Téhéran, conçu par les bureaux d'études internationaux pour le chah.

(7) *Hérodote*, « L'implosion urbaine », in *Peuples méditerranéens*, 1980, n° 11, et 1986, n° 37.

(8) Les analyses économiques des socio-systèmes urbains et du salariat montrent que les familles ouvrières associent les revenus du secteur « moderne » et du secteur dit « informel ». La dichotomie entre les deux secteurs ne rend donc pas compte des indispensables échanges entre eux, qui passent par une répartition des rôles selon les sexes, les âges... Sur la notion de « nouvelles friches », cf. Gilles Kepel, « La forclusion du politique », *in Revue française de sciences politiques*, juin 1985.

(9) Cf. Claude Liauzu, *l'Enjeu tiers-mondiste*, L'Harmattan, Paris, 1987 ; *Tiers Monde*, décembre 1987, « Approches du développement ». Le département D, socio-systèmes urbains, de l'ORSTOM avait amorcé une réflexion sur ces problèmes. L'Institut de recherche sur le développement social de l'ONU (UNRISD) a organisé en juin 1987 un séminaire international sur les dynamiques de la pauvreté urbaine et les stratégies de survie et de changement.

L'égalité comme source de richesse

Par ALBERT JACQUARD *

LES hommes ne naissent pas égaux. Le constat est d'autant plus évident pour le biologiste que la naissance, il le sait bien, n'est qu'une transition dans un processus commencé neuf mois plus tôt. Le point de départ a été la procréation, résultat d'un mécanisme fort subtil qui permet de fabriquer un individu à partir de deux. L'essence de ce mécanisme est l'intervention d'une loterie portant sur un tel nombre de caractéristiques que les résultats possibles sont pratiquement inépuisables. Chacun des procréés est donc unique. Deux patrimoines génétiques ne sont jamais « égaux », à la seule exception des vrais jumeaux, issus d'une même fécondation ; mais, s'ils sont identiques au départ, ceux-ci ne le sont plus à la naissance, la vie intra-utérine les a différenciés.

Cette non-égalité biologique, à la naissance ou à la conception, est un fait, mais, à ce stade, nous ne sommes pas en présence d'hommes, seulement de promesses d'hommes. La nature leur a donné l'équipement nécessaire pour devenir des hommes, mais ils ne le deviendront qu'au contact avec d'autres. Leur patrimoine génétique leur a appris à faire des cordes vocales, mais ce sont des humains qui leur apprendront à parler. Ils ne deviendront des personnes, capables de liberté, qu'au sein d'un groupe. Ils ne seront capables de dire « je » qu'en entendant les « tu » que d'autres leur adressent.

L'histoire des hommes, depuis quelques centaines de milliers d'années, est celle des pouvoirs qu'ils se sont peu à peu attribués, apprivoisant le feu, inventant le langage, puis l'écriture, regardant le monde qui les entoure avec leur cerveau plus qu'avec leurs yeux, devenant efficaces, prenant en main leur destin, ajoutant à l'humanité reçue l'humanitude peu à peu inventée.

L'histoire de chacun d'entre nous est la récapitulation individuelle, au long d'une courte vie, de cette longue création collective ; passer l'état de promesse d'homme à celui d'homme, c'est s'approprier toute l'humanitude.

L'exigence d'égalité concerne cette appropriation. Quelles que soient les différences de taille, de couleur ou de statut social, chacun doit avoir accès, sans restriction, à la possibilité de se construire en liaison avec tous les autres, ceux qui l'entourent aujourd'hui comme ceux qui ont, au cours des âges enrichi l'humanitude. La fonction première d'une société est d'éduquer, c'est-à-dire de faire prendre conscience à chacun qu'il peut se choisir un destin et s'efforcer de le réaliser. L'égalité essentielle concerne cette fonction. De même que, dans les pays évolués, le besoin de soins médicaux crée le droit à ces soins, le besoin d'accéder à la culture devrait entraîner le droit d'obtenir les moyens nécessaires.

Notre histoire commune, c'est la conquête de l'humanitude par des individus différents à leur naissance, mais qui s'approprient graduellement des pouvoirs au bénéfice de tous. Une société se pénalise elle-même en limitant l'égalité des chances

Pour s'approcher de cette égalité fondamentale, il faut d'abord lutter contre une attitude permanente de nos sociétés : soumettre leurs choix à des critères économiques. Chaque objet, chaque service est affecté d'une valeur ; l'objectif est de réaliser les plus grands profits, d'obtenir la meilleure rentabilité. En fait, les apports de vie collective les plus décisifs pour chacun ne peuvent entrer dans cette logique : la santé n'est pas un « bien » économique, l'éducation non plus. Justifier la dépense consentie pour guérir un malade ou pour éduquer un jeune au nom d'une quelconque rentabilité est indigne d'une société soucieuse d'humanisme. Ce sont des secteurs entiers de l'activité qui doivent ainsi être gérés, sans référence à des raisonnements d'économistes ; quel autre critère choisir alors que celui de l'égalité d'accès ?

Il ne s'agit pas de fabriquer des hommes tous conformes à un modèle, ayant tous appris les mêmes réponses, mais des personnes capables de formuler de nouvelles questions. Pour lutter contre ceux qui formulent l'exigence d'égalité, il est courant de les ridiculiser en les traitant d'« égalitaristes », incapables d'affronter les différences. Tout au contraire, l'égalité dans l'accès à l'éducation, loin d'aboutir à un nivellement, provoque un foisonnement d'attitudes nouvelles ; c'est, en fait, la richesse potentielle de tous les hommes qui est enfin révélée.

Méfions-nous des slogans trop faciles, associer égalité et égalitarisme est aussi mensonger qu'associer liberté et libéralisme.

* Professeur de génétique à l'université de Genève.

MISÈRE, s.f. (*Gramm.*), c'est l'état de l'homme misérable.

Il y a peu d'âmes assez fermes que la *misère* n'abatte et n'avilisse à la longue. Le petit peuple est d'une stupidité incroyable. Je ne sais quel prestige lui ferme les yeux sur sa *misère* présente, et sur une *misère* plus grande encore qui attend sa vieillesse. La *misère* est la mère des grands crimes ; ce sont les souverains qui font les misérables, qui répondront dans ce monde et dans l'autre des crimes que la *misère* aura commis. On dit dans un sens bien opposé, c'est une *misère* , pour dire une chose de rien ; dans le premier sens, c'est une *misère* que d'avoir affaire aux gens de loi et aux prêtres.

(Diderot, *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers, 1751-1765.*)

Une « égalité chimérique »

« Vouloir, au nom d'une égalité chimérique et impossible, au nom des souffrances du prolétariat, changer les Etats, les sociétés, c'est faire déclarer la guerre aux contrées tempérées où vivent les anciens du genre humain, les aristocrates de la terre, par les Islandais, les Kamchadales, au midi par le nord. Y a-t-il égalité de jouissances, de plaisirs, pour tout penseur, entre le Parisien le plus malheureux et le plus riche foulah, entre le forçat de nos bagnes et le Lapon ? L'humanité prise dans sa totalité n'est-elle pas la démonstration du dogme naturel, de la loi d'inégalité constante, persistante, absolue ? »

(Honoré de Balzac, *Catéchisme social*, 1840-1848).

Riches et pauvres

(Suite de la page 15.)

Chacun sait trop bien que ces pays ne sont nullement homogènes. Les anti-tiers-mondistes en tirent argument pour contester le concept même de tiers-monde, alors que celui-ci désigne clairement de vastes régions, disparates par leur superficie, leur climat, leurs ressources naturelles, leur régime politique, mais qui possèdent en commun les mêmes difficultés à vivre entre le « premier monde » (l'Occident capitaliste) et le « second monde » (les pays communistes).

Dans cet ensemble extrêmement divers, certaines zones (Inde, Brésil...) sont relativement mieux loties que d'autres (Sahel, Bangladesh...). Depuis longtemps déjà, en dressant la liste des « *pays les moins avancés* » (PMA), le FMI et la Banque mondiale ont officialisé une ébauche de tiers-monde « à plusieurs vitesses », trouble reflet du « dualisme » qui, en Occident, distingue, sur un bord, les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale ou le Japon et, sur l'autre bord, la Grèce ou le Portugal.

Encore plus contrastées que celles du Nord, les sociétés du Sud n'en possèdent pas moins leurs néo-aristocraties ou leurs néo-bourgeoisies, culturellement et socialement fort éloignées des populations souvent analphabètes et misérables sur lesquelles elles règnent. Planète disloquée par de grandissants écarts de développement selon les pays, sociétés écartelées entre riches et pauvres, au Sud encore plus qu'au Nord : bien des chômeurs français feraient figure de privilégiés aux yeux d'habitants des *favellas* du Brésil.

Dans tous les cas, les plus faibles s'offrent comme victimes naturellement désignées. En Europe et en Amérique du Nord, ils fournissent aux organisations charitables une « clientèle » toujours plus nombreuse. Dans le tiers-monde, le phénomène est amplifié par le sous-développement.

Ainsi, pris à la gorge, l'Etat de Sao-Paulo a drastiquement réduit son programme de vaccinations, entraînant de ce fait une vague de maladies contagieuses mortelles qui font des ravages parmi les enfants. Au Sri-Lanka, par application des « plans d'ajustement », les subventions aux produits alimentaires de première nécessité ont été coupées, aggravant la malnutrition des enfants. De telles mesures découlent des politiques prescrites par le Fonds monétaire international, « *qui admet que peu de pays ont été encouragés à protéger en priorité les plus faibles et les plus vulnérables contre les effets de la hache économique* (16) ».

Au Sud comme au Nord, la « crise » est devenue une puissante machine à renforcer les inégalités. Les effets en sont économiquement contestables, socialement inhumains, politiquement dangereux. Au Salvador par exemple, à la fin du mois de mars, le Parti démocrate chrétien du président José Napoleon Duarte a perdu, au profit de l'extrême droite, la majorité parlementaire et le contrôle des municipalités dans treize capitales provinciales sur quatorze. Voyant en lui une chance pour la démocratie et pour la paix civile dans le plus petit pays d'Amérique centrale, à proximité du Nicaragua sandiniste, Washington avait pourtant comblé de ses faveurs le président Duarte : ces dernières années, près de 3 milliards de dollars d'aide économique et militaire, soit plus de 800 dollars par habitant. Mais la population n'en a retiré aucun bienfait. Le pays compte 40 % de chômeurs. L'affairisme ne s'en porte pas plus mal : un candidat démocrate chrétien à la Chambre des députés a dû se retirer de la compétition pour avoir détourné 2 millions de dollars d'aide américaine (17)...

Aux Philippines, où la fortune personnelle de l'ex-président Marcos représente la moitié de la dette extérieure du pays, la guérilla communiste connaît un regain de vigueur à la faveur de la misère qui grandit dans les zones rurales. Prisonnière de ses alliances politiques, contestée par certains secteurs de l'armée, Mme Corazon Aquino, en dépit de sa bonne volonté, n'a pu imposer une authentique réforme agraire dans ce pays où 10 % de la population contrôle 90 % des terres (18). Qu'elles soient décidées par les gouvernements ou par les banques, les ouvertures de crédits ne visent jamais les couches les plus démunies de la population.

Au Sud comme au Nord, la crise est devenue une puissante machine à renforcer les inégalités et à multiplier les exclus, sacrifiés à une pensée économique complètement folle.

Partout au Sud les paysans et le sous-prolétariat urbain fournissent les plus gros contingents de victimes. Pendant des années, l'Occident a chanté la louange du « modèle » sud-coréen de développement tout en fermant les yeux sur les conditions de travail imposées aux salariés. En février dernier, l'ancien président cédait la place au successeur qu'il avait lui-même désigné et qui, face à une opposition démocratique divisée, l'avait emporté aux urnes. Enfin libérée, la presse enquêtait aussitôt sur les agissements du frère de l'ex-président, évidemment intouchable à la belle époque du régime fort. Le voici maintenant inculpé de détournement de fonds publics – plusieurs millions de dollars – au détriment d'un vaste programme de développement rural. Le scandale va probablement atteindre la femme de l'ex-président, qui serait impliquée dans un vaste trafic de prêts illégaux (19).

Si timide soit-il, tout retour à la démocratie permet de déterrer d'énormes scandales qui, s'ils n'en constituent pas la seule cause, ne sont évidemment pas sans lien avec le sous-développement. Ainsi en alla-t-il après la chute de Batista, de Trujillo, de Somoza, du shah d'Iran, des juntes argentine et brésilienne, de Marcos, de Duvalier, de tant d'autres... A chaque fois que tombe une dictature se vérifie cette loi absolue : les malversations soigneusement dissimulées par le régime fort éclatent à la surface au premier souffle de liberté. Ces malversations, qui donc les avait ignorées ? Les médias et les gouvernements occidentaux étaient-ils donc si mal informés ? Les entreprises qui avaient traité avec ces régimes n'avaient-elles rien vu ? Dessous-de-table, pots-de-vin et transferts illégaux leur étaient-ils inconnus ? Au nom du développement, du progrès, de la modernisation, crédits publics et privés affluaient pourtant dans les caisses des dictatures.

Vieille habitude, pratique constante. Pour quels résultats ? Déjà entre 1948 et 1956, le Paraguay avait reçu des Etats-Unis 66,8 millions de dollars, alors que l'Uruguay, modèle de démocratie, ne s'était vu allouer que 35,2 millions. Jamais un changement survenu à Washington, pas même l'« Alliance pour le progrès » lancée par John F. Kennedy, n'altéra cette prédilection pour les régimes forts. Pourquoi ? Coupables de violer sans mystère les libertés essentielles, d'emprisonner sans jugement, de torturer, d'assassiner, il faut honnêtement leur reconnaître l'incomparable mérite de faire régner un ordre de fer, de protéger jalousement les investissements privés, d'autoriser tout rapatriement de profits.

Résultats : quatre décennies plus tard, au Paraguay, le général Stroessner est toujours fidèle au poste, vieilli mais encore vaillant, tandis que la démocratie uruguayenne, sous le coup d'inextricables difficultés économiques, devait sombrer dans l'agitation sociale et la contestation armée qui préparèrent la longue nuit de la dictature. Comme l'Argentine et le Brésil, l'Uruguay a enfin recouvré la liberté. Que ces fragiles démocraties n'en attendent aucune faveur. L'argent s'oriente de préférence vers la lutte contre les mouvements de guérilla qu'entretient une insupportable injustice sociale. Les peuples sont instamment priés de sacrifier leur développement économique, social, humain au remboursement des dettes contractées par ceux qui les opprimèrent si longtemps. Et partout grandit dans les campagnes le nombre de paysans sans terre pendant qu'à la périphérie des mégapoles s'entasse la population des bidonvilles. Ainsi prépare-t-on de futures explosions qui seront attribuées à la subversion soviéto-cubaine...

Les mêmes conceptions économiques produisent en série les exclus : par centaines de milliers dans chaque pays industrialisé, par dizaines de millions dans le tiers-monde. « *Brave new world !...* »

Ces gouvernements occidentaux qui, prodigues en bonnes paroles, tolèrent chez eux la multiplication des exclus, pourquoi s'alarmeraient-ils outre mesure des conditions dans lesquelles végètent tant d'êtres humains en de lointains pays ?

Au Nord comme au Sud, les mécanismes d'exclusion sont enclenchés dès l'école. Enquêtant sur les jeunes recrues du contingent, le Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (20) estime qu'en France, « *sur les 420 000 garçons qui constituent une classe d'appel, on peut compter approximativement 30 000 illettrés (7,14 %)* ». Les causes en sont connues. Ont redoublé deux fois pendant leurs classes primaires : 26,1 % des enfants de manœuvres, 22,3 % des enfants de salariés agricoles, 9,8 % des enfants d'ouvriers qualifiés, 5,2 % des enfants d'employés, 0,4 % des enfants de cadres supérieurs et professions libérales (21). « Hérédité » sociale et culturelle... Or, d'après l'INSEE, le taux de chômage chez les jeunes de quinze à vingt-quatre ans dépourvus de diplôme est passé de 20 % en 1982 à 34,4 % en 1985 pour les hommes, et de 33,4 % à 44 % pour les femmes (22). Ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Que diable n'ont-ils fait de meilleures études ? De l'enfance au chômage, les exclus du système scolaire répètent l'histoire de leurs parents.

Dans le tiers-monde, malgré l'effort de scolarisation, la poussée démographique est telle que le nombre d'analphabètes ne cesse de croître.

Partout, la qualité des systèmes scolaires préfigure l'avenir. La situation apparaît moins grave en France qu'aux Etats-Unis, où une forte proportion d'enfants n'a aucune chance d'accéder aux bonnes filières scolaires qui conduisent aux plus prestigieuses universités, dont les laboratoires collectionnent les lauréats du Nobel. Une étude du Committee for Economic Development conclut que, parmi les enfants de moins de six ans, un sur quatre vit dans la pauvreté ; un enfant sur trois entrant au jardin d'enfants n'obtiendra pas un diplôme secondaire (quatre ans d'études) ; trois enfants noirs sur quatre ont une mère célibataire, 50 % de ces mères sont des adolescentes (23).

---

(16) Jonathan Power, « World Poverty : For Children, Especially, Progress Has Halted », *International Herald Tribune*, 2 février 1988.

(17) *Time*, 4 avril 1988.

(18) *Newsweek*, 4 avril 1988.

(19) *Idem.*

(20) GPLI, 25 février 1986. Ce chiffre est confirmé par le ministère de la défense ; voir *le Monde*, 9 avril 1988.

(21) Cité par le rapport du Conseil économique et social, cf. note 8.

(22) *Idem.*

(23) « Mending Families : A New U.S. Priority », *International Herald Tribune*, 9 mars 1988.

FORTUNE, s.f. *(Morale).*

Les moyens de s'enrichir peuvent être criminels en morale, quoique permis par les lois ; il est contre le droit naturel et contre l'humanité que des millions d'hommes soient privés du nécessaire, comme ils le sont dans certains pays, pour nourrir le luxe scandaleux d'un petit nombre de citoyens oisifs. Une injustice si criante et si cruelle ne peut être autorisée par le motif de fournir des ressources à l'état des temps difficiles. Multiplier les malheureux pour augmenter les ressources, c'est se couper un bras pour donner plus de nourriture à l'autre. Cette inégalité monstrueuse entre la *fortune* des hommes, qui fait que les uns périssent d'indigence tandis que les autres regorgent de superflu, était un des principaux arguments des épicuriens contre la Providence, et devait paraître sans réplique à des philosophes privés des lumières de l'évangile. Les hommes engraissés de la substance publique n'ont qu'un moyen de réconcilier leur opulence avec la morale, c'est de rendre abondamment à l'indigence ce qu'ils lui ont enlevé, supposé même que la morale soit parfaitement à couvert, quand on donne aux uns ce dont on a privé les autres. Mais, pour l'ordinaire, ceux qui ont causé la misère du peuple croient s'acquitter en la plaignant, ou même se dispensent de la plaindre.

(D'Alembert, *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, 1751-1765.)

L'univers anesthésiant du petit écran

Par **GILLES PERRAULT**

LA prophétie était plaisante : rassemblée sous une forêt d'antennes, la planète deviendrait villageoise. Les conflits n'en disparaîtraient pas pour autant, ni les tensions, mais leur dévoilement même permettrait aux peuples de les mieux maîtriser. L'étranger — l'autre — cesserait d'incarner la menace fantasmatique toujours prête à surgir de quelque désert des Tartares. Le « village planétaire » annoncé par Marshall Mac Luhan imposerait le voisinage entre les peuples séparés par la géographie et l'humanité aurait enfin une histoire commune.

Chaque journal télévisé infirme la prophétie. Le monde convoqué jour après jour sur le petit écran n'évoque pas les convivialités villageoises mais une succession de catastrophes propres à désoler les cœurs les mieux bronzés. Les calamités humaines sont les plus navrantes. Chaque jour, les images sélectionnées sont les plus spectaculaires, donc les plus violentes. Ici un attentat meurtrier, là une guerre, ailleurs une émeute. La brièveté obligée de l'information la dépouille de tout sens et réduit l'événement à son énigmatique agressivité. Point de message : un massage émotionnel. Tout acte est saisi dans le moment, sans référence au passé ni prolongement dans le futur. Ainsi les fureurs de la révolution iranienne qui éclaboussent l'écran semblent-elles jaillir du cerveau malade de quelques barbus fanatiques sans que soit jamais évoquée la longue et implacable dictature qui les précéda. Les trottoirs de Manille illustrent les Philippines mais nulle image pour dire un pays si bien possédé par quelques grandes familles que le peuple en est réduit à prostituer les enfants. L'exécution sommaire d'un « tonton macoute » résume Haïti libérée des Duvalier. Les visages de nos pauvres otages eux-mêmes ouvrent un journal où sont parfois filmés les monceaux de cadavres de jeunes Iraniens tués par des missiles ou des obus français sans qu'on établisse jamais, entre les massacres de ceux-ci et l'injustice faite à ceux-là, un lien de cause à effet pourtant évident.

Filmée par le journal de 20 heures, la Révolution française se fût réduite à des images de têtes coupées brandies au bout d'une pique ou au massacre de quelques braves garçons venus de Suisse pour garder le Louvre. Nul doute que les peuples d'Europe n'y auraient point trouvé motif d'espérance et que les Français de l'époque n'eussent pas imaginé qu'on célébrerait avec quelque faste et non sans émotion le bicentenaire de cette accumulation de sinistres péripéties.

L'histoire projetée sur le petit écran n'est plus qu'une série d'histoires pleines de bruit et de fureur racontées à des idiots, une violente bande dessinée dénuée de signification. En fait, il n'y a plus d'histoire mais l'affirmation, loin après loin, de la désespérante folie des hommes et de leur goût irrépressible pour la violence. La télévision n'aura servi qu'à opacifier le monde au lieu de contribuer à l'élucider. Chaque jour, à l'heure de la soupe, l'œil fasciné par la violence qui jaillit sur l'écran, le téléspectateur s'éprouve menacé par la sanglante déraison qui désole la planète, cerné par les barbares. Le village planétaire annoncé par Mac Luhan est en réalité le lieu de toutes les angoisses et de tous les fantasmes : un ghetto planétaire.

Ce « village planétaire » qu'on nous annonçait n'est en fait qu'un ghetto où la violence est reine. La violence, mais aussi le monde des affaires pour lequel le public est invité à se passionner

Même si les spécificités intrinsèques du média — compacité de l'information et puissance simplificatrice de l'image — expliquent en partie cette forte déconvenue, un regard sur le traitement télévisuel de la réalité française indique qu'elle n'est pas le résultat de seules contingences techniques. Là aussi, la violence, qu'elle soit de nature banalement criminelle ou le fait de groupuscules à prétentions politiques, envahit l'écran. Inlassablement amplifié par la télévision, le sentiment d'insécurité, très justifié ici ou là, a gagné jusqu'aux plus paisibles villages où l'on n'avait pas l'habitude de pousser le verrou le soir, et où l'on pourrait sans risque s'en abstenir encore. Chacun en retire l'impression que ses propres difficultés à vivre sont peu de chose auprès des obscures menaces qui pèsent sur la vie même. Quant à ces difficultés, elles sont systématiquement occultées. Curieusement, les problèmes sociaux disparaissent du petit écran à mesure qu'ils s'épaississent dans le vécu quotidien. Les variétés évacuent le chômage ; les loteries où l'on gagne voitures et machines à laver tiennent lieu d'espérance collective ; les effusions caritatives en strass et paillettes se substituent à l'exigence de la simple justice.

Le miroir médiatique va plus loin encore en nous renvoyant l'image soigneusement conditionnée de cette société à deux vitesses que le néo-libéralisme veut imposer. La longue période au cours de laquelle le capitalisme procédait par inclusion est terminée. Pendant plus d'un siècle, il a trouvé profit à employer toujours plus d'hommes dans toujours plus d'entreprises. La robotisation et l'hyperproductivité ouvrent une nouvelle ère. La société néo-libérale est vouée à l'exclusion. Exclus par excellence : les chômeurs. Mais exclus aussi de la fête, même si leur condition est moins cruelle, la masse innombrable de ceux que leur non-appartenance aux secteurs ultra-compétitifs condamne à végéter. La nouvelle idéologie des « gagneurs » leur apportera cependant la révélation consolante que leur sort n'est pas le résultat d'une injustice sociale, source d'aigreurs regrettables, mais celui d'une fatalité en quelque sorte biologique. Ils n'étaient pas nés pour « gagner ». Depuis deux ans surtout, la télévision s'emploie à dessiner le portrait-robot du « gagneur » : jeune, beau, dynamique, ignorant superbement les contraintes du commun. Fort logiquement, et quoi qu'il en coûtât à ses comptables, le média s'est à lui-même donné un visage de « gagneur » : outil promotionnel, il pouvait difficilement ne pas coller au produit promu. Ainsi s'expliquent, plus que par les contraintes de la concurrence, les salaires extravagants versés à des animateurs et à des journalistes qu'on eût pu aisément obtenir à meilleur prix. Mais il fallait les tarifer à tout prix.

NUL doute que la spectaculaire volte-face imposée à la production télévisée retiendra l'attention des historiens des mœurs. De Robin des Bois à Jacquou le Croquant, le feuilleton populaire mettait en scène le justicier acharné à venger les faibles des injures des puissants. Cette tradition est interrompue. Les auteurs de feuilletons télévisés doivent désormais obéir à une consigne impérative : situer leur intrigue parmi les riches et les puissants. Pour la première fois dans l'histoire de l'imaginaire collectif, le peuple est invité à se passionner au spectacle de ses prédateurs mêmes.

Il est des perdants pour en tirer la leçon, tel ce jeune de Fréjus, employé à des travaux d'utilité collective (TUC), qui se tira une balle dans le cœur après avoir expliqué qu'il ne se sentait pas équipé pour la compétition et préférait la quitter. L'exemple est malheureusement loin d'être unique, révélant le phénomène nouveau de vaincus précoces de la vie qui tirent leur révérence après qu'on les a convaincus de leur irrémédiable infériorité. Il n'est guère possible d'aller plus loin dans la domination idéale de l'homme par l'homme.

Entre la misère et la tristesse sociales qui envahissent la rue, et la société « modèle » que captent sur les toits les antennes — entre le vécu et l'imaginaire, — l'écart n'a jamais été si grand. Fenêtre prétendument ouverte sur le monde et miroir prétendument sincère de la réalité française, la télévision excelle à nous donner à voir un ailleurs indéchiffrable, donc menaçant, et un ici inévitable, donc incontestable. L'avenir dira jusqu'à quelle limite elle peut tenir son rôle de grand tranquillisant national.



à travers le monde

Ainsi sont programmés, pour les années à venir, de frais bataillons de futurs « nouveaux pauvres ». L'imaginaire populaire se résigne volontiers à leur sort – telle est bien la force du racisme quotidien – en supposant qu'il s'agit sans doute, pour l'essentiel, de jeunes Noirs des ghettos. Erreur ! Le Harvard's Center for Health and Human Resources Policy démontre que cette population-là représente moins de 7 % des pauvres en Amérique (24). Paradoxe que les tenants du libéralisme économique doivent à tout prix ignorer sous peine de confesser leur cynisme : « *Environ 60 % des pauvres sont des adultes en bonne santé et qui travaillent* (25). » La plupart d'entre eux sont blancs, et ils vivent dans des familles doublement privilégiées : les deux parents sont présents au foyer, et elles disposent d'un ou de plusieurs salaires.

L'argent a des idées

L'AMÉRIQUE redécouvre donc cette admirable catégorie sociale qu'autrefois de pieuses dames d'œuvre désignaient d'une charmante formule : les « pauvres méritants »... Les bardes de l'Ordre moral et du darwinisme social, eux, ont depuis longtemps découvert l'unique cause du malheur : dans toute société qui vénère l'esprit de compétition, la pauvreté ne peut être que le juste châtiment imposé à quiconque n'adhère pas de tout son être à l'éthique du travail et succombe à la paresse, mère de tous les vices... De tels cas sont en effet bien connus.

Justifient-ils la théorie darwinienne ? De 1978 à 1986, le nombre d'Américains qui travaillent à plein temps et restent pourtant pauvres est passé de 1 300 000 à 2 000 000. Et le nombre de ceux qui, toujours pauvres, ont non sans mal réussi à trouver un emploi pour au moins trente semaines par an a grimpé de 4 600 000 à 7 000 000. « *Les pauvres ne sont pas ceux que vous croyez* », commente *US News and World Report*, bien obligé de constater que « *la récente reprise économique n'a pas ramené à son niveau de 1978 le nombre de pauvres possédant un emploi salarié* ». Tel est en effet le trait caractéristique de la nouvelle situation économique que le mot « crise » désigne sans la définir : malgré le hoquet boursier du 19 octobre dernier, l'indice Dow Jones atteint à Wall Street de nouveaux sommets, et la pauvreté prolifère.

Fatalité ? Impuissance de l'esprit humain à maîtriser une évolution marquée à la fois par la mondialisation du système, l'irruption des nouvelles technologies, l'anarchie monétaire internationale et l'émergence d'un capitalisme financier sauvage ? Il serait maintenant trop facile d'ironiser – ce fut fait en temps opportun – sur les rêveries de la reaganomie, sur l'avidité de spéculateurs nécessairement sans scrupules ou, plus concrètement, sur l'affligeant spectacle de ces cabanes de bidonville érigées à Atlantic-City (New-Jersey) à l'arrière du Trump Plazza, un casino dont le chiffre d'affaires atteint 2,5 milliards de dollars (26).

L'Occident tout entier dispose d'argent pour des futilités, pour le luxe ostentatoire, pour des programmes d'armement qui accroissent la capacité de « *sur-tuer* » (*overkill*) l'ennemi que l'on aurait déjà proprement vitrifié. Plus d'argent que d'idées : lord Keynes dépassé, aucune théorie économique ne rend plus compte de la réalité, place donc à la religion néolibérale. Fort heureusement, l'argent a des idées. Et ces idées sont suffisamment élaborées pour servir des intérêts bien concrets.

Phare de la pensée moderne, c'est le président Reagan qui a donné le *la* en réduisant l'impôt sur le revenu personnel à un minimum de 15 % et, pour les tranches les plus élevées, à un maximum de 33 %. Fidèle disciple, l'Angleterre thatchérienne suit le branle en présentant en mars dernier un budget qui ramène les paliers d'imposition de six à deux : 25 % et 40 %. Coût pour le Trésor : 7,2 milliards de dollars, que les familles aisées ou riches n'auront pas à débourser. La moitié de cette somme profitera à 10 % des contribuables. Réforme « *injuste et inégalitaire* », commente sobrement le *Financial Times*. Mme Thatcher doit encore faire un effort pour rivaliser avec M. Reagan. Elle ne cache pas que, dans le marché unique de 1992, elle espère bien entraîner sur la même voie toute l'Europe communautaire.

Avec des ressources budgétaires aussi fortement amputées, comment le gouvernement britannique pourrait-il venir en aide aux plus défavorisés ? Par chance, tel n'est pas le souci de Mme Thatcher. « *Elle a été convaincue que de plus grandes inégalités* [sociales] *sont indispensables à la renaissance industrielle* », note Anthony Sampson (27). Depuis des mois, les travailleurs du service national de santé en font l'expérience : ils multiplient les grèves pour obtenir du gouvernement des crédits supplémentaires qui ne représenteraient que la moitié du cadeau fiscal. En vain. La santé économique avant la santé tout court : les riches trouveront toujours le moyen de se soigner. Le pays compte 3 millions de chômeurs et voit grandir le flot des marginaux ? Mais ils doivent comprendre que nous vivons au temps des gagneurs...

Indifférents aux drames sociaux, les néolibéraux seraient-ils sensibles à des comparaisons économiques ? Ils admirent les performances du Japon – mais celui-ci taxe à 78 % les plus hauts revenus ; ou de l'Allemagne fédérale – elle les impose à 56 % (France : 58 %). La Suède et le Danemark comptent peu de chômeurs ? Ces deux pays prélèvent respectivement 82 % et 70 % des tranches supérieures de revenus. Ils asphyxient ainsi la compétition économique ? Leur niveau de vie et leur balance commerciale s'inscrivent en faux contre pareille assertion.

Bien que, érigée en principe de gouvernement, l'inégalité fasse des victimes, il faut lui reconnaître une irremplaçable vertu : elle incite les plus mal lotis à tout faire pour « s'en sortir », décuple leurs énergies, stimule leur esprit de compétition que chloroformaient l'Etat-providence et ses stérilisantes politiques d'assistance.

Valable dans une société avancée, ce principe ne l'est pas moins à l'échelle planétaire. Il est bon, juste et salutaire que les peuples les plus démunis, contemplant avec envie l'efficacité et les fastes du monde industrialisé, se sentent poussés à mobiliser toutes leurs forces en vue de les égaler. Rétrograde rêveur celui qui chercherait ailleurs le secret du progrès. Depuis des millénaires, le monde animal expérimente cette règle : la compétition entre les espèces établit une sélection naturelle d'où les plus aptes sortent victorieuses.

L'homme n'est après tout qu'un animal supérieur. Il n'échappe pas à la loi universelle. Mais il manifeste sa supériorité en faisant preuve de compassion. Bon prince, il alloue donc aux chômeurs d'éphémères allocations, aux peuples affamés des secours alimentaires prélevés sur ses excédents invendables. Porté par cette impétueuse générosité qui lui vaut une place éminente dans le règne animal, il offre même aux sans-travail des stages de formation, aux pays attardés une aide pour leur développement. Jamais les lemmings n'ont accédé à un tel niveau de conscience : menacés par leur surnombre, ils n'assurent leur survie que par des suicides en masse. Indigné, l'homme moderne libéral – *homo pecuniarum* – récuse pour la planète surpeuplée une aussi barbare solution. Bienveillant, ne s'est-il pas engagé en 1970 à octroyer 1 % de son PNB aux peuples sous-développés ?

Accablé par ses propres difficultés, il est vrai qu'il ne parvient pas à tenir son altruiste promesse. Mieux, les flux de capitaux ne sont plus orientés Nord-Sud, mais Sud-Nord. En 1986, l'Amérique latine a payé aux pays industrialisés 25,6 milliards de dollars de plus qu'elle n'a reçu d'eux (28). A Paris, la Caisse centrale de coopération économique voit affluer vers elle des sommes nettement supérieures aux crédits qu'elle accorde à l'Afrique...

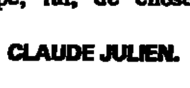
Les voix des grands-prêtres

IL serait vain de le déplorer, car ainsi le veut le système – un système qui a fait ses preuves. Pourquoi le changerait-on ? Pourquoi saper les fondements d'une prospérité déjà mise à rude épreuve ? Tout au plus peut-on tenter d'en atténuer les pires méfaits. Sans toucher à l'essentiel. De même que Claudel, debout près d'un pilier de Notre-Dame, avait été illuminé par la grâce, de même les grands-prêtres du libéralisme, recueillis derrière une colonne de la Bourse, ont vu s'ouvrir le ciel, et, des nuées déchirées, une voix persuasive leur a dit : « *Il y aura toujours des* riches *parmi vous.* » Sans eux, que deviendraient les pauvres ?

Cramponnés à des théories du siècle dernier, encore plus anachroniques que la vulgate marxiste mais illustrées d'équations aussi longues que prétentieuses, les « nouveaux » économistes ne sont pas seuls à avoir entendu la parole salvatrice. Plus démunie la multitude, plus éclatant le faste de quelques-uns. Ainsi, la misère frappe l'Afrique, mais le président Mobutu, qui depuis vingt ans règne sur le Zaïre surendetté, est l'un des hommes les plus fortunés du monde *(voir pages 24 et 25 l'article de Colette Braeckman)*. Nul ne l'ignore, ni au FMI, ni dans les banques commerciales, ni dans les gouvernements des plus intègres démocraties. M. Mobutu n'est d'ailleurs pas seul de son espèce. Sans doute moins douées que lui, les néo-bourgeoisies qui accaparent le pouvoir dans la plupart des pays du tiers-monde font preuve d'une aptitude certaine à confondre fonds publics et intérêts privés.

A tous ces prédateurs, l'Occident magnanime offre même le havre des paradis fiscaux et comptes à numéro. Institutions parfaitement désintéressées, dont profitent cependant toutes les mafias du monde, les honorables entreprises et les dignes particuliers qui savent veiller sur leur bien le plus sacré. Comment croire encore aux nobles discours sur le développement et la démocratie aussi longtemps que seront tolérés les moyens d'une gigantesque fraude ? La réponse est connue : la richesse de quelques-uns – individus ou pays – est indispensable au bien-être de tous. Sous toutes les latitudes. C'est pourquoi, pour la protéger, les gouvernements libéraux – en France par exemple – n'hésitent pas à amnistier démocratiquement les capitaux coupables d'avoir fui illégalement leur pays d'origine.

Contrastes sociaux de plus en plus marqués au cœur de l'Occident moderne, contrastes nationaux accentués entre le Nord et le Sud : la civilisation en train de naître ne se résigne pas, morfondue, devant de croissantes inégalités. Elle les cultive. Une récente étude de l'UNICEF recommande aux gouvernements des pays sous-développés de concentrer leur aide sur les groupes sociaux les plus pauvres afin d'atténuer tant soit peu la rigueur des « plans d'ajustement » que leur impose le FMI. Mais, dans l'Amérique reaganienne comme dans l'Angleterre thatchérienne, en France depuis quelques années et sans doute demain dans l'Europe du « marché unique », les politiques déjà mises en œuvre ou simplement à l'étude vont exactement dans la direction opposée : faveurs fiscales pour les possédants, érosion de la protection sociale et dépérissement des services publics. Sublime, le libéralisme triomphant édifie sa modernité sur la régression sociale. Nul ne saurait lui en vouloir : pour maîtriser la civilisation naissante, pour mettre les technologies nouvelles au service de l'épanouissement humain, il lui faudrait culture et imagination, éventuellement saupoudrées d'une pincée de génie et de générosité. Lorsqu'il entend ces mots, le libéral sort sa calculette et son relevé bancaire : il s'occupe, lui, de choses sérieuses...


CLAUDE JULIEN.

(24) « America's Hidden Poor », *U.S. News and World Report*, 11 janvier 1988.

(25) *Idem.*

(26) Cf. *Newsweek*, 28 mars 1988. Les jeux de hasard absorbent aux Etats-Unis 8 milliards de dollars par an.

(27) Voir son éditorial dans *Newsweek*, 4 avril 1988 ; cf. aussi *Newsweek* et *Times* du 28 mars 1988.

(28) *Le Monde*, 7 avril 1988.



... comme pour défier les fatalismes de cette terre...

EN UNION SOVIÉTIQUE AUSSI

« Un abîme nous sépare... »

« Deux jeunes filles diplômées d'une école professionnelle formant vendeurs et cuisiniers sont parties, en 1986, d'une région méridionale de Russie pour la ville de Novossibirsk, important centre de Sibérie occidentale. C'était leur affectation après leurs études. Elles travaillent comme cuisinières, et, dès les premiers pas de cette vie indépendante, elles se sont heurtées à des difficultés financières qu'elles évoquent dans cette lettre :

Très vite nous nous sommes rendu compte que nous n'étions pas en mesure de subvenir à tous nos besoins, même en économisant sur tout. Nous gagnons de 110 à 120 roubles par mois chacune. Nous dépensons pour la nourriture 60 roubles chacune. Le loyer coûte 12 roubles, les transports, pour aller au travail et rentrer à la maison, 5 roubles par mois. Ce sont là des dépenses indispensables. Il nous reste à chacune de 30 à 40 roubles pour toutes les autres dépenses.

Novossibirsk n'est pas une ville méridionale. L'hiver y est long et le froid dicte la mode (...). Dressez la liste des vêtements nécessaires à votre avis et calculez de combien de fois leur coût dépassera nos 30-40 roubles disponibles.

Nous n'avons rien dit d'un autre aspect des dépenses : les « besoins spirituels » ! Nous n'avons que vingt ans, nous avions toujours vécu dans de petites localités et, une fois arrivées dans une ville d'un million d'habitants, nous voudrions, naturellement, aller au théâtre, assister à un concert, nous divertir. Il y a tant de tentations ! Nous voulons tout voir, tout connaître. Malheureusement, tout cela coûte de l'argent. Vous direz que les billets ne sont pas chers. Mais si chaque rouble est scrupuleusement compté ?

Il nous reste à nous promener sans but dans les rues (...). Nous travaillons, nous ne jetons pas l'argent par les fenêtres ! Pourquoi alors notre argent ne nous suffit-il pas ? Probablement ne faisons-nous pas quelque chose comme il faut ?

Comment vivent les jeunes qui portent des vêtements à la mode ? Quel est leur salaire et comment se débrouillent-ils ? Leur existence nous semble énigmatique et nous croyons que nous ne nous comprendrons jamais : un abîme financier nous sépare...

Maintenant, nous sommes en vacances. Nous ne pouvons aller nulle part : 140 roubles de congés payés, somme de loin insuffisante pour les plages du littoral de la mer Noire, même les maisons de repos locales ne sont pas pour nous...

Au cours de cette année de vie et de travail « indépendants », les calculs constants et les économies inévitables nous font grincer des dents. Chaque fois, l'achat d'un vêtement neuf constitue un problème insoluble, l'usure d'un vieux vêtement est une catastrophe. Que faire ? Comment vivre ? Comment être gaie, attirante et intéressante ?

Il doit exister des instituts qui calculent le minimum vital et, par conséquent, le salaire minimum pour vivre. Que leurs collaborateurs calculent pour nous quels aliments et quels vêtements acheter !

Nous n'aurions pas la force de faire des heures supplémentaires : la cuisine exige un travail extrêmement dur dès l'aube. Nous nous fatiguons beaucoup.

Ne considérez surtout pas cette lettre comme un cri de désespoir. Simplement, nous voudrions un conseil. Il est clair que vous ne la publierez pas. Actuellement, il y a tant de problèmes plus importants que le nôtre... »

(Extrait d'une lettre publiée dans la *Komsomolskaïa Pravda* et reproduite avec une courte présentation par les *Nouvelles de Moscou*, nº 10, mars 1988.)

La fin du rêve américain ?

Par
PIERRE DOMMERGUES

L'*AMÉRIQUE a du mal à admettre qu'elle n'est plus que* l'un des pôles de la triade constituée par les Amériques, l'Europe et les pays du Pacifique. La concurrence japonaise – et à moindre titre allemande – est devenue une obsession. Tant que les capitaux japonais servaient à consolider les déficits, l'Amérique fermait les yeux. Mais les importations continuent à augmenter. Les Japonais rachètent les usines américaines défaillantes, des gratte-ciel, voire des quartiers entiers. Rien ne va plus. L'indépendance économique, financière, territoriale est menacée. Le protectionnisme et l'interventionnisme de l'Etat (1) ne réussissent plus à endiguer le déclin. Pour produire mieux et moins cher, et pour (re)trouver la « qualité mondiale » (*world class*), il faut revoir les règles du jeu économique et social. C'est alors que surgissent les contradictions, que se multiplient les paradoxes et que des fissures apparaissent dans le rêve américain.

Le premier paradoxe (apparent), c'est que, depuis la récession de 1982, le taux de chômage s'améliore et le niveau moyen des salaires diminue. En avril 1988, le chômage est inférieur à 5,6 %. De quoi faire rêver l'Europe. Mieux, l'Amérique crée massivement des emplois : près de 30 millions depuis 1969 – dont 17 millions entre 1977 et 1986 et 13,1 millions en 1987.

Dans quels secteurs ? La masse des nouveaux emplois apparaît dans le tertiaire qui occupe désormais 75 % de la main-d'œuvre (contre 62 % en 1960 et 67 % en 1970). Entre 1982 et le deuxième trimestre 1987, la tendance s'accélère : ainsi, sur les 13,1 millions de nouveaux postes créés, 11,2 millions le sont dans les services – soit six emplois sur sept. La progression est la plus rapide en chiffres absolus dans les services aux particuliers (commerce de détail et restauration) et *la plus rapide en chiffres relatifs dans les services* « nobles » – les services aux entreprises. Le rythme de croissance dans les services de santé se situe à mi-distance entre les deux extrêmes.

Après une chute brutale dans les industries traditionnelles (– 2,6 millions entre 1981 et 1986, principalement dans la sidérurgie, le charbonnage, le *cuir et le textile*), *malgré des créations non négligeables* dans des secteurs industriels classiques et nouveaux (transports, électronique, édition et surtout bâtiment), le pourcentage des emplois industriels continue à fléchir fortement, même si le déclin est moins marqué en chiffres absolus. Les projections à l'horizon 2000 indiquent le renforcement de la *double tendance : réduction* dans le secteur industriel et accroissement dans les services. Les prévisions confirment deux autres tendances lourdes : la féminisation de l'emploi (de 40,5 % en 1982, la proportion des femmes au travail passe à 42 % en 1987 et franchira le cap des 50 % avant la fin du siècle) ; l'accroissement du travail à temps partiel, qui dépasse les 18 % en 1982 et se développe très rapidement dans les nouveaux emplois (+ 10 %).

Ce relatif plein emploi est rempli de zones d'ombre inquiétantes : 1) Une fraction importante des emplois dans les services sont précaires, sans espoir de promotion, assurés par des jeunes et des femmes et faiblement rémunérés (2). 2) Bien qu'en stagnation ou en recul, les salaires industriels demeurent, en moyenne et à compétence égale, nettement plus élevés que ceux des services. 3) Les secteurs les plus créateurs d'emplois (commerce de gros et détail, restauration) amorcent une mutation technologique qui va améliorer la productivité, mais aussi réduire les effectifs et exiger des qualifications plus élevées. Cette évolution, fortement engagée dans les activités bancaires et financières, présage une crise de l'emploi tertiaire comparable à l'actuelle crise de l'emploi industriel. 4) Enfin, le décalage risque de s'accentuer, à l'horizon 2000, entre la compétence des demandeurs d'emplois et les qualifications requises pour répondre à l'offre des entreprises.

Le traitement improductif du chômage

LA contradiction n'est donc qu'apparente entre l'amélioration de l'emploi et le déclin des salaires : c'est la baisse des rémunérations qui permet l'augmentation du nombre des emplois. Et celle-ci permet d'accepter la réduction des salaires. Si l'on ne veut pas gagner moins, il suffit de travailler plus. Le salaire de l'épouse est l'appoint nécessaire. En outre, cette dernière contribue à l'expansion des services – ceux qu'elle doit consommer pour travailler à l'extérieur (restauration, commerce, garde d'enfants, etc.).

Le lien entre création d'emplois, bas salaires et faible productivité inquiète les Américains les plus perspicaces. La productivité stagne dans le secteur industriel et, dans les services, elle régresse ou croît plus lentement qu'en Europe. Pour des raisons géographiques, certains services sont structurellement « protégés » de la concurrence internationale : il faudra toujours des hôtels à New-York, des restaurants à San-Francisco et des garages dans l'ensemble du territoire. Mais d'autres – ceux qui relèvent de la banque, par exemple – pourront être encore plus automatisés ou délocalisés – au même titre que les secteurs industriels classiques. Ou bien les services disparaîtront, ou bien ils deviendront concurrentiels, avec tout ce que cela implique : les emplois seront moins nombreux et les qualifications plus élevées. Les Etats-Unis ont créé des millions d'emplois dans les services – souvent au détriment de la productivité. Ce traitement improductif du chômage ne peut pas longtemps subsister dans une économie de plus en plus mondialisée. Le réveil risque d'être douloureux.

L'espoir se situe du côté des PME-PMI qui, selon David Birch (3), professeur au Massachusetts Institute of Technology, *sont au cœur du mécanisme de la création d'emplois. Près de 90 %* des 7 millions d'entreprises américaines ont moins de 20 salariés. Ce sont elles qui ont engendré 88 % des nouveaux postes de travail entre 1981 et 1985. Elles créent des services et des produits nouveaux et actualisent les anciens.

Une telle revitalisation de l'économie implique, en premier lieu, la volonté politique de résorber les diverses manifestations de la pauvreté. Selon les études de la Banque fédérale de Boston (4), l'Amérique compte aujourd'hui 32 millions de pauvres : des hommes et des femmes dont les revenus sont inférieurs au seuil officiel de la pauvreté (11 000 dollars pour une famille de quatre personnes). Les pauvres incluent les 6 millions d'Américains qui ont renoncé à chercher du travail (un million de moins que les 7 millions de chômeurs déclarés) ainsi répartis : 67 % de femmes et 23 % d'hommes ; 72 % de Blancs et 25 % de Noirs ; 26 % ont de 16 à 19 ans, 50 % de 25 à 59 ans et 8 % 60 ans ou plus. Ils comprennent également 18 millions d'hommes et de femmes qui, selon les statistiques officielles du bureau des statistiques du travail (BLS, Bureau of Labour Statistics) « flottent » entre un métier et un autre. Ils travaillent à plein ou à mi-temps pendant moins de la *moitié de l'année, pour un salaire annuel inférieur au seuil de pauvreté*. Ils constituent 17 % de la population active (trois fois plus que les chômeurs officiels) et leur nombre est appelé à augmenter par suite du traitement improductif du chômage évoqué précédemment.

Si on se fie aux sondages, les deux préoccupations principales des Américains sont actuellement la résorption des déficits et le problème de la pauvreté. La grande presse rappelle les chiffres : dans la seule ville de New-York, 400 000 enfants vivent dans la pauvreté. Dans son dernier ouvrage, *Family and the Nation* (5), le sénateur Patrick Moynihan, auteur du célèbre rapport sur *la Famille noire*, pousse un nouveau cri d'alarme sur l'état de la famille – noire et blanche – aux Etats-Unis, et cite le chiffre de 12 millions d'enfants vivant dans la pauvreté et dépourvus du minimum de formation initiale adaptée au marché du travail. Le nombre des sans-foyer augmente régulièrement : les chiffres varient, selon les critères, entre un demi-million et trois millions et demi (6). Le nombre des monoménages s'accroît rapidement parmi les Blancs, et non seulement chez les Noirs et les Hispaniques. Ces derniers continuent pourtant à être proportionnellement plus nombreux dans ces noyaux durs de pauvreté. En ce qui concerne les Noirs, l'ironie – le paradoxe, la contradiction apparente, – c'est que le sort des pauvres s'aggrave au fur et à mesure *qu'augmente le nombre de Noirs aisés. En accédant à la classe* moyenne, les Noirs quittent le ghetto, privent leurs pairs de modèles et accroissent l'isolement de leurs frères de couleur.

Les millions d'emplois précaires créés par l'administration Reagan ont eu pour contrepartie une baisse générale des rémunérations. Le fossé se creuse entre Blancs et Noirs, riches et pauvres. La vague d'inégalité lamine la classe moyenne et produit un nombre croissant de laissés-pour-compte.

Fig. 4

VLADIMIR VELICKOVIC

... sur laquelle soudain il s'effondre écartelé.

Le phénomène est renforcé par une polarisation plus générale entre Blancs et Noirs. Les Noirs progressent : entre 1964 et 1984, le pourcentage des Noirs à l'Université s'élève de 7 % à 19 % alors que celle des Blancs n'augmente que de 5 points, passant de 22 % à 27 %. Si on considère l'accès au tertiaire comme un signe de promotion sociale, le pourcentage des employés croît de 19,5 % à 40,9 % chez les Noirs – soit près de deux fois plus que chez les Blancs. Enfin, le nombre de ceux qui possèdent leur logement passe de 38 % à 45 % chez les Noirs et de 45 % à 69 % chez les Blancs.

Autre paradoxe apparent : c'est au moment même où un certain nombre de Noirs rejoignent la bourgeoisie blanche que le fossé se creuse entre Blancs et Noirs en termes de pauvreté entre 1965 et 1985 : le pourcentage de monofamilles dirigées par des femmes (les plus défavorisées) passe de 24 % à 44 % chez les Noirs et seulement de 9 % à 13 % chez les Blancs ; la proportion de Noirs bénéficiant du *welfare* s'élève de 11 % à 24 % et celle des Blancs de 1,5 % à 2,7 % ; quant à la pauvreté, elle touche, en 1984, 33,8 % des Noirs et 11,5 % des Blancs contre, respectivement, 30,3 % et 8 % en 1973 et 56,2 %, et 18,1 % en 1959 (7). Les Noirs de la classe inférieure perdent sur tous les tableaux : la désindustrialisation les prive des rares emplois réguliers qu'ils avaient réussi à arracher de haute lutte, et l'explosion des services leur apporte les emplois les plus précaires et les moins bien payés.

Ce phénomène touche principalement les Noirs mais il n'épargne pas les Blancs qui voient leur niveau de vie baisser régulièrement. Ce contexte explique en partie le succès d'une ampleur inattendue de M. Jesse Jackson dans la campagne pour l'investiture du Parti démocrate où il réussit à faire renaître l'alliance populiste – *Rainbow coalition* – qui avait été lancée au début des années 80.

Professeur au Massachusetts Institute of Technology, auteur de deux ouvrages-clefs sur l'économie post-taylorienne (8), Lester Thurow considère qu'on assiste à une nouvelle vague d'inégalité depuis la fin des années 70. « *La part des revenus globaux affectée aux différentes fractions de la population*, précise l'économiste américain, *a changé d'une telle façon que les riches deviennent plus riches, que le nombre de pauvres s'accroît et que la classe moyenne a de la peine à conserver sa place. Cette tendance peut être définie comme une nouvelle vague d'inégalité.* »

Les statistiques du BLS soulignent la distorsion croissante dans la répartition des revenus. La part des revenus revenant aux 20 % les plus riches, qui varie entre 40,5 % et 41,5 % depuis la création de ce système d'évaluation en 1947, atteint le chiffre record de 43,5 % en 1985. Par contre, la part qui revient aux 60 % les moins aisés s'abaisse de 36 % en 1947 à 32,4 % en 1985 – atteignant ainsi son record le plus bas. *Plus grave*, l'inégalité n'est pas seulement due à une plus inégale distribution de l'âge de la population, mais à une inégalité croissante des revenus dans chaque catégorie d'âge. Si les revenus des enfants du *baby-boom* sont aujourd'hui inférieurs à cause de la pression démographique, il n'y a aucune raison d'espérer que cette pression aura disparu lorsque les intéressés auront quarante ans. Leurs salaires progresseront moins rapidement que ceux de la génération précédente. C'est ce que Frank Levy appelle, dans *Dollars and Dreams* (Dollars et Fantasmes) (9), « *l'accroissement de l'inégalité prospective* » : les familles américaines ont statistiquement moins de chances aujourd'hui qu'hier d'accéder à la classe moyenne.

La montée des inégalités

LA tendance est donc à l'accroissement des inégalités. Inégalités des salaires. Inégalité des droits à la formation. Inégalité dans la consommation. Signe des temps nouveaux, les magasins de la classe moyenne (Gimbels, Alexander's, Ohrbach's) font faillite alors que se développent, à une extrémité du spectre, les centres de *discount* et, à l'autre, les petites boutiques de luxe (10). Le renforcement des inégalités, le tassement de la classe moyenne (« *shrinking of the middle class* »), le développement d'une classe d'exclus, tout cela remet en cause le rêve de promotion sociale et, par là même, de démocratie qui lui est associé. Peut-être est-il encore temps de freiner – voire d'inverser – la tendance. Mais cela impliquerait une révision déchirante des politiques actuelles – ce que ni les démocrates ni les républicains ne semblent prêts à faire. Il faudrait mieux partager l'inévitable rigueur et mieux développer toutes les formes de concertation. En l'absence d'une nouvelle vision, d'un nouveau grand dessein, d'un nouveau *New Deal* à l'échelle des régions (11), des nations et de la planète, le grand rêve américain – et celui des autres démocraties – est menacé. Le discours sur l'innovation et la formation, les ressources matérielles et immatérielles, la réduction des antagonismes et le consensus, rien de cela n'est efficace s'il n'y a pas la volonté de partager véritablement les sacrifices. Plus que jamais, la solidarité est à l'ordre du jour. *Les rêves se cassent contre les murs de l'inégalité.*

(1) Bertrand Bellon, *l'Interventionnisme libéral. La politique industrielle du gouvernement fédéral américain*, Economica, Paris, 1985 et, en collaboration avec Jorge Niosi, *l'Industrie américaine fin de siècle*, Le Seuil, Paris, 1987.

(2) Barry Bluestone et Bennett Harrison, *The Darkside of Labor Market Flexibility : Falling Wages and Growing Income Inequality in America*, Basic Books, New-York, à paraître à l'automne 1988.

(3) David Birch, *Job Creation in America. How the Smallest Companies Put the Most People to Work*, Free Press, New-York, 1987. Voir également Pat Choate & J.-K. Linger, *The High-Flex Society*, Knopf, New-York, 1986.

(4) Katherine Bradbury, in *New England Economic Review*, novembre 1986.

(5) Patrick Moynihan, *Family and Nation*, Harcourt, Brace, Jovanovitch, San-Diego, Californie, 1986. Voir égale- ment du même auteur, « The Negro Family : the Case for National Action », *The Moynihan Report*, Greenwood, Wesport, Connecticut, 1981, New-York, 1986.

(6) Peter Rossi et *al.* « The Urban Homeless : Estimating Composition and Size », in *Science*, 13 mars 1987.

(7) Voir *US News & World Report*, « Black Underclass », 17 mars 1986, à partir des données des ministères du commerce, de l'éducation, du travail, de la santé et des ressources humaines.

(8) Lester Thurow, *The Zero-Sum Society*, Basic Books, New-York, 1980 ; et *The Zero-Sum Solution*, Basic Books, New-York, 1985. La citation est extraite de « The New Surge of Inequality », in *American Scientist*, mai 1987.

(9) Frank Levy, *Dollars & Dreams*, Russell Sage Foundation, New-York, 1987.

(10) Voir « Presto ! The Convenience Industry : Making Life a Little Easier », in *Business Week*, édition américaine, 27 avril 1987.

(11) Pierre Dommergues, *la Société de partenariat. Economie-territoire et revitalisation régionale en France et aux Etats-Unis*, AFNOR-Anthropos, Paris, 1988.

Les illustrations sont du peintre Vladimir Velickovic. Né en 1935 à Belgrade, il vit à Paris depuis 1966.



BONHEUR ET PROGRÈS PAR LA PUBLICITÉ

L'annonce faite au tiers-monde...

S'IL est un véhicule puissant de l'idéologie occidentale dans le tiers-monde, c'est bien le message publicitaire. Quiconque jette des yeux neufs sur les images d'abondance qui s'affichent au-dessus des métropoles de la misère ne peut que s'étonner, tout à coup, d'un contraste devenu trop habituel. Monstrueuse et sans pudeur, la publicité étend ses ramifications, comme pour dévoyer la conscience des pauvres en faisant miroiter les faux prestiges de la vie à l'occidentale.

Par FRANÇOIS BRUNE *

De l'Amérique latine à l'Afrique ou à l'Asie, ce sont les mêmes produits, les mêmes discours, les mêmes modes de vie qui sont exaltés. Les modèles occidentaux de consommation, déjà si contestés au Nord, représentent-ils l'avenir obligé du tiers-monde ? (1)

Les ravages de la publicité s'exercent d'abord sur les habitudes de consommation. L'exemple le plus connu est celui des campagnes en faveur du biberon, le *« baby killer »*, par des multinationales du lait en poudre. La publicité et le marketing ont joué un rôle primordial dans cette hécatombe de bébés : il avait fallu vanter le biberon comme « moderne », « noble », « meilleur pour la santé », puisque venu d'Occident. Depuis, l'Organisation mondiale de la santé a élaboré un code international pour réglementer la commercialisation des aliments pour nourrissons, qui interdit justement toute publicité ou autre forme de promotion auprès du grand public. Mais toutes les multinationales en question n'ont pas renoncé à leurs pratiques, et certaines continuent, ici et là, à violer le code de l'OMS (2).

Il y a aussi la néfaste expansion des boissons gazeuses, en Amérique latine notamment. Le règne de Coca-Cola ou de Pepsi n'est pas un vain mot. On sait que c'est au détriment des boissons locales ou des fruits naturels que ces empires se sont constitués, en trustant des entreprises traditionnelles et en colonisant les médias. Les agences américaines, en répandant les « rêves » et les valeurs du monde capitaliste dit « développé » (valeurs d'extériorité, de dynamisme faussement convivial, d'euphorie fondée sur les produits, d'égalité par l'accession à la consommation), créent les besoins et modèlent les goûts des plus démunis. Certains de ceux-ci sont allés jusqu'à économiser sur leur nourriture ou vendre des légumes de première nécessité (au Mexique) pour se procurer le flacon et le breuvage qui signe leur participation au grand progrès planétaire conduit par les pays riches.

Cœurs colonisés, ventres normalisés

CE sont souvent les habitudes alimentaires elles-mêmes que la publicité tente de changer. En Amérique centrale, où l'on ne cultive pas de blé, la nourriture traditionnelle (tortillas, haricots rouges, maïs) est concurrencée par un pain blanc *« enrichi aux vitamines »*. Pain blanc, pain des Blancs. On pourrait multiplier les exemples. L'Afrique n'est pas épargnée. Jusque dans les villages les plus reculés, la « pub » est là avec ses mythes, qui colonise les cœurs pour normaliser les ventres.

Que les populations pauvres n'aient pas les moyens de résister aux stratégies commerciales, c'est ce que montre aussi l'accroissement de l'alcoolisme un peu partout, et notamment en Afrique grâce à la bière : *« L'action d'une publicité disposant de moyens considérables a stimulé une demande que les remaniements sociologiques, technologiques et familiaux des pays en voie de développement favorisaient »*, écrit le docteur Escoffier-Lambiotte (3). Que les publicités vantent les dégustations de la *high society* (le whisky des réceptions) ou qu'elles vampirisent les valeurs ancestrales, le résultat est là : l'instrument culturel sert le conditionnement de l'œsophage, et les industries de l'alcool s'attaquent délibérément à la santé du tiers-monde, non sans déstabiliser au passage les productions de boissons fermentées locales (4).

Tous les produits ne sont pas nocifs ; mais les meilleurs d'entre eux peuvent le devenir lorsqu'ils font l'objet de promotions abusives, dans des pays où les organisations de consommateurs sont inexistantes ou embryonnaires (5). C'est le cas d'un certain nombre de médicaments que les industries pharmaceutiques exportent aveuglément, sans se soucier des conséquences que peut engendrer leur consommation incontrôlée. Qu'ils soient inutiles (les gens peuvent trouver mieux dans leur alimentation traditionnelle) ou dangereux (nombre de médicaments interdits en Europe ou aux Etats-Unis sont en vente libre dans le tiers-monde), ces produits abusent les familles pauvres en leur garantissant la santé en boîte ou la croissance en pilules – non sans accréditer le mythe de l'infaillibilité de la médecine venue d'Occident.

Partout dans le tiers-monde, la fausse sollicitude des publicitaires s'apparente à celle des marchands de drogues : on ne va tout de même pas vous priver du superflu sous prétexte que vous manquez du nécessaire. Un triple mirage fonctionne, sans cesse cultivé pour asservir l'imaginaire des populations : mirage de la vie urbaine auprès des ruraux, mirage des consommations de l'élite sociale auprès des démunis des faubourgs, mirage du mode de vie occidental auprès des classes dirigeantes des pays en voie de développement.

Les mêmes publicités, les mêmes stéréotypes culturels par glissements successifs passent des cités occidentales aux luxueuses revues des bourgeoisies du tiers-monde, puis de ces revues sur des affiches, ou dans les spots télévisés, visibles par tous. Dès lors, l'influence de la publicité sur les habitudes de consommation semble dépassée, s'il est possible, par la gravité de son emprise sur les modèles de vie et de pensée imposés aux populations, en liaison avec les autres industries culturelles.

Voici, par exemple, dans une revue égyptienne qui a pour titre prometteur *Arab Family Magazine*, une annonce pour les serviettes hygiéniques New Freedom : la silhouette d'une blonde jeune fille, en veste et en pantalon, orne le paquet... Quelques pages plus loin, c'est l'image d'une fascinante blonde aux yeux bleus qui vous regarde en puisant son assurance dans son rouge à lèvres Yardley – étonnant modèle d'identification proposé aux jeunes beautés égyptiennes. On trouve encore le fameux cow-boy Marlboro, mais avec un visage dont le type est adroitement orientalisé, puis des enfants de bonne famille égyptienne (teint très clair) se brossant les dents avec Signal, et même la famille entière réunie pour boire Tang vitaminé à l'heure du petit déjeuner. Ainsi, la famille occidentale apparaît comme l'avenir radieux du monde arabe...

Par la grâce des « produits-faits-pour », le mode de vie de l'Occident se propose partout comme modèle unique de bonheur et de progrès. *« Pepsi : the world's going Bib Time, the world's going Pepsi ! »*. *« Alsa-Desserts, great tasting, easy to prepare »*. *« San Miguel Beer Ito and Beer, Mag-beer muna tayo »*. *« Imported Alaska, the better milk, Direct from Holland »*. *« Nestlé Vita from soya beans Builds Healthy Bodies ! »*. *« Air France brings you to the world's most beautiful city with a smile »*. *« The great American cigarette: Winston ! »*. *« Cerelac makes baby go row and glow: the complete first solid food »*. Ce sont là quelques slogans qu'on a pu relever... aux Philippines. De telles listes sont à dresser dans la plupart des pays. L'impression dominante du touriste occidental, au cœur des grandes villes d'outre-mer, c'est de se retrouver chez soi.

Le complexe d'infériorité en face du monde blanc, que ces publicités instillent dans l'âme des hommes du tiers-monde, peut aller jusqu'à l'incitation à se métamorphoser *physiquement*. C'est ainsi qu'on ne compte plus, notamment en Afrique, les célébrations de crèmes à éclaircir la peau (*Hi-Lite Complexion Cream helps clear skin of troublesome blemishes, pimples and freckles*) ou de lotions à décrêper les cheveux : *« Pendant que la crème détend le cheveu, le conditionneur traite les cheveux abîmés, rebelles ou fourchus »*, précise la publicité du « défrisant » Gentle Treatment. On appréciera cette pacification nouveau style des cheveux *rebelles* ou *fourchus*...

Les publicités des firmes locales n'échappent pas à la règle, soit qu'elles imitent directement les mythes dominants de l'idéologie occidentale (c'est le cas des produits fabriqués en Inde), soit qu'elles obéissent à cette loi de toute publicité qui consiste à *réduire les valeurs culturelles* (locales, traditionnelles, originales) *à des signes consommables*. Et ce faisant, à les vider d'elles-mêmes.



Abbas-Magnum

DANS UN VILLAGE DU NORD DU NIGÉRIA
Une imprégnation « culturelle » qui touche toute la planète

Chaque fois que les mythes d'une culture ancestrale sont récupérés par la publicité pour célébrer des produits modernes, ils servent d'alibi à la réalité d'une acculturation. Le simple culte du produit-héros (omniprésent dans les actes de vie quotidienne, et *toujours* préférable aux remèdes naturels) est lui-même l'illustration d'une conception de l'existence importée d'Occident. Finalement, le message fondamental de l'idéologie publicitaire, c'est qu'il n'existe pas de communauté vivante qui ne soit vouée à devenir une société de consommation.

Cette fascination des styles de vie occidentaux, imposés par les messages publicitaires, pourrait sembler, à première vue, faire pendant à la mythologie exotique qui s'étale dans les journaux et spots publicitaires des sociétés occidentales elles-mêmes : chacun rêve de ce qui est ailleurs, quoi de plus humain ?

Cette symétrie n'est qu'apparente. Pour l'Européen, le rêve d'outre-mer, marqué du sceau de l'évasion dorée, représente une parenthèse dans l'existence en même temps qu'une consécration du niveau de vie : il *s'offre* la pseudo-aventure des tropiques, le faux retour à la nature et les images triées d'un tiers-monde pittoresque ; il *consomme* les « cultures » d'autres peuples offertes en spectacle, réduites au folklore. En revanche, pour l'homme du tiers-monde, le rêve du modèle occidental n'est pas un aimable à-côté qui colore la monotonie des jours : c'est le vertige devant un style d'existence considéré comme supérieur, l'image de ce qu'il est nécessaire et souhaitable de *devenir* un jour. Et en attendant de devenir, on tâchera d'imiter par les signes extérieurs d'un mode de vie urbain prescrit par les publicités. Ainsi, le premier s'octroie un exotisme de consommation ; le second se voit imposer un exotisme d'identification. Dans l'un et l'autre cas, la domination culturelle est du même côté.

La publicité n'est évidemment pas la seule responsable de cette acculturation ; les industries audiovisuelles (notamment américaines), ou le simple flux de touristes, avec leurs façons d'être inconsciemment expansionnistes, y participent largement (6). Ce qu'il faut voir, c'est que tous ces gens, ces produits, ces mythes sont porteurs des mêmes modèles uniformisants que ceux qui sont actuellement imposés en Europe par le dévergondage médiatique. Ce qui se passe dans le tiers-monde renvoie brutalement les Européens à ce qui se passe chez eux.

Depuis deux ans, en France, on assiste à une mercantilisation généralisée de l'imaginaire qui ruinera bientôt toute idée de culture. Dans la conquête économico-culturelle du monde, les victoires partielles de l'Europe de l'Ouest sont autant de trompe-l'œil qui lui cachent cette grande défaite quotidienne que représente l'américanisation croissante de ses « valeurs » et de ses styles de vie. C'est pourquoi cet impérialisme publicitaire, qui lamine les identités culturelles du tiers-monde, en paraissant répandre une « culture » occidentale que les Européens auraient grand tort de défendre comme leur, devrait leur rappeler une vérité maintes fois illustrée dans l'Histoire : ce n'est pas parce qu'ils participent au festin qu'ils ne sont pas inscrits au menu.

* Auteur d'un essai sur l'aliénation publicitaire, *le Bonheur conforme*, Gallimard, Paris, 1985.

(1) Cf. le dossier de l'association Frères des hommes auquel nous empruntons quelques exemples.

(2) Voir *Multinationales et infanticides : le lait, les bébés et la mort*, par J.-C. Buffle, Alain Moreau, Paris, 1986.

(3) *Le Monde* du 18 mai 1983. Cet exemple semble illustrer une loi du système, tranquillement énoncée par Bernard Cathelat, sociologue publiphile : *« C'est la fonction même de la publicité : susciter des chaos culturels qui introduisent en force des consommations « venues d'ailleurs »*, in *Publicité et société*, Payot, Paris, 1987, p. 80.

(4) Voir le rapport *Alcohol Beverage : Dimensions of Corporate Power*, de Frédéric Clairmonte et John Cavanagh (1985), et l'article de B. Traoré, « Cannette de bière ou calebasse de dolo », *le Monde diplomatique*, mars 1984.

(5) On ne s'en étonnera pas si l'on observe les difficultés en France, où existent pourtant des associations militantes, à simplement faire interdire les publicités directes ou indirectes pour l'alcool ou le tabac – alors qu'il s'agit d'une cause d'intérêt national. Cf. les campagnes du professeur Got et sa dernière déclaration, « Un sommet d'hypocrisie » (*le Monde*, 22 octobre 1987).

(6) Cf. Georges Cazes : *« Actuellement, le tourisme international est surtout facteur d'acculturation, et souvent d'acculturation brutale »*, *Croissance des jeunes nations*, mars 1984, entretien sur le thème « Les pays du tiers-monde doivent récupérer la maîtrise de l'image qu'on donne d'eux ». Le problème est que le système publicitaire va exactement dans le sens contraire.

TÉMOIGNAGE

Radicalisation en Afrique du Sud

Par GEORGES SARRE *

PEU de temps après qu'une délégation parlementaire de la droite française, invitée officielle du régime de Pretoria, eut annoncé la « fin de l'apartheid », une nouvelle vague de répression s'abat sur l'Afrique du Sud. Le répit accordé *in extremis* aux « six de Sharpeville » n'efface ni le caractère inique de la sentence ni, hélas, la menace de pendaison. Dix-sept organisations anti-apartheid ont été frappées d'interdiction d'expression politique ; l'évêque anglican Desmond Tutu a été appréhendé lors d'une manifestation pacifique. Tous ces événements témoignent d'une nouvelle crispation du pouvoir blanc. Dans le même temps, ce théâtre d'ombres que constituent les élections sud-africaines (environ 3 millions d'incrits pour 34 millions d'habitants) s'agite aussi. Les élections partielles au Transvaal marquent une radicalisation accélérée au profit du parti conservateur et d'une extrême droite néonazie.

Au terme d'un séjour non officiel en Afrique du Sud (1), qui nous a permis de mesurer la situation sur le terrain, de rencontrer des dirigeants noirs et les porte-parole de l'opposition blanche libérale, il est aisé de percevoir la montée rapide des tensions. Certains avaient pu espérer qu'une course de vitesse s'engagerait entre, d'une part, la prise de conscience de la population noire et, d'autre part, l'annonce de réformes. Or si le premier mouvement est bel et bien en marche – avec certes une lenteur difficile à comprendre pour un observateur, – le « réformisme » blanc est totalement immobilisé.

Bien sûr, les milieux d'affaires exercent une forte pression en faveur du changement. C'est affaire de survie. *« Le capitalisme est incompatible avec l'apartheid pour les mêmes raisons qu'il l'est avec le féodalisme* (2). » Mais le langage de l'intérêt bien compris ne peut plus guère être entendu dans un pays gagné par une peur sourde et latente. La minorité blanche jouit d'un statut aussi exceptionnel que précaire. Elle le sait. La meilleure armée du continent, une habileté diabolique dans le maniement des divisions ethniques ou politiques des Noirs, un contrôle social efficace et rodé lui assurent une marge importante. La révolution n'est pas pour demain en Afrique du Sud, la logique de la confrontation violente va cependant rester désormais seule en scène.

Les zones intermédiaires de la société sud-africaine sont érodées. Le « partage du pouvoir » invoqué par beaucoup de Blancs est surtout une manière de concéder pour ne rien céder, qui ne trompe plus grand monde. Les voix qui s'élèvent dans la communauté blanche pour une société vraiment démocratique font preuve d'un courage exemplaire, mais restent isolées. De l'autre côté, la politique de promotion d'une classe politique noire collaborant avec Pretoria n'a guère de consistance. Le coup d'Etat survenu au Bophuthatswana a ridiculisé ces Etats-bidonvilles et leurs « gouvernements indépendants ».

L'apartheid est plus que jamais la règle, avec son système de ghettos, de déplacements forcés de population (trois millions de Noirs en sont menacés à court terme), de répression ouverte. Lors de notre séjour, on enterrait à Soweto un jeune Noir de vingt ans, abattu pour avoir témoigné devant les caméras de CBS. Aujourd'hui, dans le quartier des condamnés à mort, les « six de Sharpeville » – cinq hommes et une femme – savent qu'ils peuvent être pendus d'un jour à l'autre.

Le pouvoir s'ingénie à couper toutes les routes menant au dialogue ou à la négociation. La rencontre de Dakar réunissant des Blancs anti-apartheid et des responsables du Congrès national africain (ANC) a certes conclu que *« la négociation était la voie la plus souhaitable »*. Mais les conditions, loin d'en être réunies, s'éloignent de jour en jour. A commencer par la première, que formule M. Van Zyl Slabbert (3) : *« admettre qu'à l'issue du processus une minorité blanche privilégiée devra cesser de contrôler l'ensemble de la situation politique »*.

Dans ces conditions, on voit de plus en plus mal comment éviter la confrontation violente. Compte tenu de cette grave évolution, les relations de la France avec le régime doivent être réexaminées. Le maintien de relations diplomatiques ne peut avoir de sens que s'il est sans ambiguïté : il peut s'agir, par exemple, d'établir des liens sérieux avec les mouvements démocratiques, de nommer à titre de symbole un ambassadeur noir, d'affirmer plus concrètement notre soutien aux pays de la ligne de front... L'image de notre pays en Afrique du Sud est brouillée, ce n'est pas satisfaisant, alors que d'autres États occidentaux, développant sans complexe commerce et relations économiques, parviennent, sur le plan politique, à donner le change. Il est urgent pour la France d'assumer ses choix. La France, qui a vu naître la déclaration selon laquelle tous les hommes vivent et demeurent libres et égaux en droits, ne saurait banaliser l'ignoble réalité de l'apartheid.

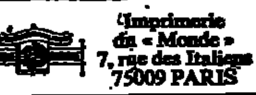
* Député de Paris.

(1) Auquel participaient également Mme Ghislaine Toutain, député de la Marne, et M. Jean-Yves Autexier, secrétaire général de Socialisme et République.

(2) Paul Johnson, journaliste britannique, lors d'un colloque organisé par une société minière, le 8 octobre 1987 ; *South Africa International*, janvier 1988.

(3) Président de l'Institut pour une alternative démocratique en Afrique du Sud (IDASA), récemment frappé d'interdit.

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS



Imprimerie du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395.

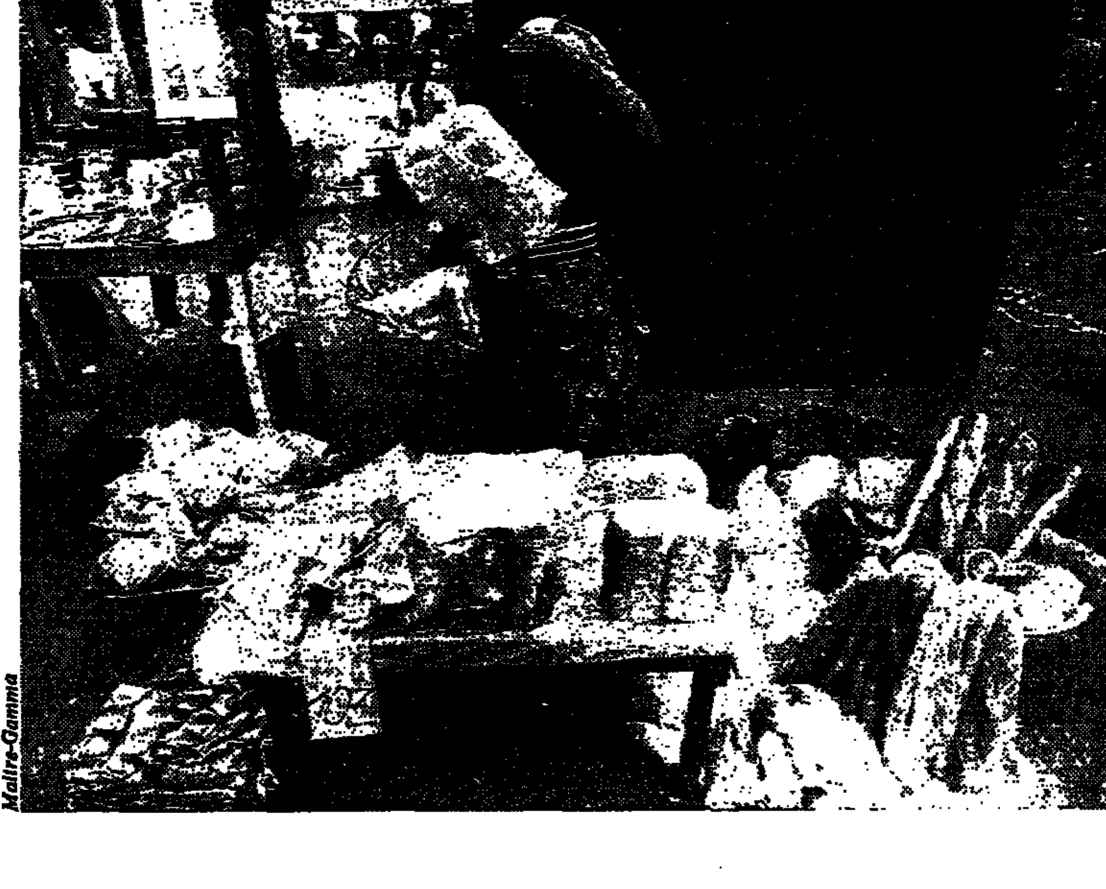
A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

AU PIED DE LA PYRAMIDE DU POUVOIR

Les Zaïrois en état de survie

Malgré ses richesses minières et les fortunes accumulées par ses dirigeants, le Zaïre est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. L'argent, de surcroît, y sert à conforter le pouvoir politique tandis que la population est laissée dans un complet dénuement. La capitale est devenue un laboratoire exemplaire où l'on peut observer les merveilleux ressorts de ce qu'on appelle l'« économie parallèle » : en fait, un tissu d'expédients et de peines, un énorme gaspillage d'énergies humaines. Alors que le foisonnement culturel témoigne de l'intense vitalité d'un peuple en état de survie.

Par COLETTE BRAECKMAN *


Maitre-Gamma

IL fait encore nuit lorsque s'éveille Masina, un quartier populaire au-delà de l'aéroport de Kinshasa. Bien avant l'aube, ceux qui ont la chance d'avoir un emploi en ville et qui ne sont pas transportés par les soins de leur employeur, se mettent en route. S'ils peuvent payer le trajet, ils s'entassent dans un bus bondé, ou dans un *fula fula*, un taxi collectif, qui les fera tressauter sur un asphalte que l'Office des routes, surnommé l'« Office des trous », ne répare plus depuis longtemps. Les plus nombreux feront deux heures de marche pour gagner le centre-ville.

Pour garder la forme, les Kinois appliquent une recette magique : *« Six verres d'eau le matin, cela nettoie l'estomac... »* De toute manière, ils n'ont pas le choix : le seul repas de la journée, appelé le « gong unique » (souvenir des missionnaires...), se prend en fin d'après-midi, au retour du travail. En cours de route, des femmes proposent aux marcheurs des verres de thé, des petits pains frottés de margarine. Depuis que, en 1985, le Zaïre est devenu bénéficiaire de la loi publique 480, le blé américain abonde à Kinshasa, livré à très bas prix, et le pain concurrence désormais le maïs et le manioc produits localement.

Les femmes aussi sont tôt levées. Puisque, dans la plupart des cas, le salaire du mari suffit à peine à couvrir ses frais de transport et d'habillement, les femmes tentent d'assurer la subsistance de la famille. Elles achètent les pains au boulanger grec et les détaillent au marché, elles se procurent du manioc à la campagne et le revendent par petits sacs, mais surtout par gobelets. Tout le monde, pour survivre, fait du commerce ; les intermédiaires se multiplient et les marchés accueillent l'infiniment petit : le sel et le sucre se vendent par petits sachets, l'unité de mesure du manioc et du maïs, c'est le gobelet, les médicaments s'achètent au comprimé. Alignés dans la poussière, des antibiotiques chauffent au soleil, des somnifères se détaillent à l'unité. Un peu plus loin, on vend, toujours par quantités minuscules, des pattes de poulet, des têtes de poisson, car les « vrais » morceaux sont inabordables. A côté des fripes venues d'Europe par bateaux entiers, on vend, toujours à la pièce, de fausses cartes d'étudiant, ou de « service ». Les plus chères sont les cartes de policier.

A première vue, la survie économique des Zaïrois est un mystère, et leur seule arme est l'« article 15 » : la débrouillardise. Depuis que, voilà quatre ans, le pays a accepté la politique d'austérité prônée par le Fonds monétaire international (FMI), les salaires n'assurent plus que 25 % de la consommation des ménages. Dans la fonction publique, l'emploi fournit avant tout l'occasion de réaliser des gains parallèles : les enseignants marchandent les diplômes ; les fonctionnaires monnaient les attestations ; les policiers multiplient les contrôles. En brousse, les agents de l'Etat, agronomes ou vétérinaires par exemple, prélèvent qui leur part de viande, qui leur ration de céréales, ou infligent des amendes pour infraction à des règlements inconnus de tous. Bien souvent, dans la province du Kivu par exemple, mais ailleurs aussi, le pouvoir de l'Etat, perçu comme prédateur, se superpose à celui des autorités traditionnelles ; dans la région du Bushi, la population, réquisitionnée pour le *salongo* (travail obligatoire), comme le nettoyage des routes, doit aussi fournir des prestations aux chefs coutumiers ou leur donner des biens en nature en guise de redevance pour l'usage de la terre. Quant à l'armée, elle est souvent considérée comme un danger public : lorsque leur solde n'est pas payée, les soldats demandent à la population de « contribuer » et, dans le haut Kivu, entre autres, plusieurs incidents ont été relatés ces derniers mois. Le président Mobutu souhaite transformer l'armée en « force de dissuasion », *la rééquiper. Payer régulièrement les soldes serait au* moins aussi efficace.

En ville comme à la campagne, les mille astuces de la subsistance sont avant tout le fait des femmes : à Kinshasa, elles sont commerçantes, elles ouvrent de petits *ngandas*, des bistrots où l'on écoute de la musique en sirotant une bière ; elles entretiennent de minuscules potagers sur les espaces verts le long des avenues coloniales ou au fond des parcelles. Un peu partout, elles créent des sortes de tontines, où, par groupes de dix, on alimente un pot commun qui servira souvent de fonds de commerce.

* Journaliste au *Soir* de Bruxelles.

Les « miracles » de l'économie parallèle

D'APRÈS les statistiques, malgré ses immenses richesses minérales et agricoles, le Zaïre est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres d'Afrique, précédant seulement le Mali et l'Ethiopie.

L'éducation et la santé attestent ce dénuement. En 1986, l'enseignement ne représentait plus que 8 % des dépenses de l'Etat, contre 24 % en 1980 ; et, en 1984, 46 000 enseignants ont été « assainis » (licenciés). Ils sont retournés à l'agriculture, au chômage ou, dans les régions minières, sont devenus des creuseurs clandestins, cherchant l'or, le diamant, la cassitérite. Les écoles publiques de Kinshasa offrent un spectacle lamentable ; bancs et tables ont disparu, les élèves sont assis à même le sol dans des classes d'une saleté repoussante et, dehors, des chèvres broutent parmi les immondices.

Le gouvernement, sur les conseils de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a adopté la stratégie des « soins de santé primaires » et divisé le pays en 336 zones, dotées en principe de dispensaires renvoyant à des hôpitaux de référence. Mais cette grille couvre une réalité fictive : l'Etat s'est pratiquement dégagé du secteur médical, qui n'absorbe plus que 2 % de ses ressources, et seules fonctionnent les zones de santé soutenues par des missions, des organisations non gouvernementales ou la coopération étrangère. Et encore : à Kikimi, par exemple, une autre lointaine banlieue de Kinshasa, au-delà des routes et de l'électrification, le dispensaire géré par des médecins belges fonctionne, mais sa fréquentation diminue ; la population n'a plus les moyens de payer un « épisode maladie » — soit 160 zaïres (10 FF) — pour une consultation et la première dose de médicaments. De plus en plus, les malades recourent à l'automédication ou aux médecines traditionnelles. Au Kivu, en plus des carences alimentaires, on signale la résurgence de grandes endémies, le choléra, le paludisme. Pour ne pas parler du SIDA, qui fait surtout des ravages à Kinshasa.

A côté de ce désengagement de l'Etat, la population fait preuve d'une ingéniosité extraordinaire, et l'économie souterraine témoigne d'un grand dynamisme, qu'il s'agisse de commerce, d'artisanat (les enfants vendent de merveilleux jouets de fil de fer, les handicapés transportent des ballots de tissu dans leur voiturette) ou de contrebande.

Des pans entiers de l'économie échappent aux circuits officiels : on estime qu'un tiers de la production de café de l'Est passe en contrebande vers le Soudan, l'Ouganda, le Kenya, en échange de biens manufacturés. Le Burundi, qui n'en est pas producteur, exporte de grandes quantités d'or, d'ivoire, de diamants venus du Zaïre, et le Shaba vit en symbiose avec la Zambie, d'où arrivent du maïs, du ciment, des voitures souvent volées au-delà de la frontière et que l'on appelle *« merci Kaunda »*. La multiplication de ces circuits parallèles rend impossible l'évaluation du niveau de vie réel de la population, probablement meilleur que ne le laissent entendre les statistiques.

Mais, en revanche, le « système zaïrois », cette pyramide où s'imbriquent les combines individuelles, les liens inextricables des allégeances ethniques, des devoirs familiaux, des obligations politiques, empêche pratiquement tout redressement durable de l'économie : le Zaïre est considéré par les investisseurs comme un pays à haut risque, venant juste devant le Soudan, dernier de la catégorie, et, en raison de la pénurie de devises, les pièces de rechange ne peuvent être importées pour faire marcher ou relancer l'industrie. Les difficultés économiques sont dues partiellement au contexte international : le prix du cuivre a baissé de 30 % alors que ce métal représente 60 % des recettes d'exportation ; le prix du café a également chuté, ce qui a entraîné un manque à gagner évalué à 400 millions de dollars par an. Mais la dette extérieure, qui atteint 6,5 milliards de dollars, s'explique avant tout par des choix politico-économiques contestables. Dans les années 70, en effet, le pouvoir a autorisé des sorties massives de capitaux privés (à l'heure actuelle encore, toute l'« élite » politique, au sommet de la pyramide du pouvoir et à commencer par le président lui-même, possède à l'étranger comptes en banque, maisons et châteaux). La Banque mondiale prônait, en 1986, *« le rapatriement de certains avoirs zaïrois détenus à l'étranger »*... En outre, priorité a été donnée à des projets industriels ambitieux, des « éléphants blancs » qui se révèlent aujourd'hui être des échecs, mais le pays doit en rembourser les crédits. Le complexe hydro-électrique d'Inga (1) ne tourne qu'au quart de sa capacité, alors que l'électricité manque dans les bidonvilles de Kinshasa ; les treize stations de télécommunication par satellite mises en place par des sociétés françaises ne fonctionnent que par intermittence, faute de carburant. Cimenterie nationale, sidérurgie de Maluku, centre de commerce international du Zaïre..., les exemples de ce type abondent. Leur coût s'ajoute à celui du gaspillage et de la carence de plusieurs organismes para-étatiques (l'office national des transports, par exemple) dont les dirigeants sont nommés non en fonction de leur compétence mais à titre de récompense politique.

Il serait vain cependant de parler de mauvaise gestion, de corruption et de gaspillage à tous les échelons de la pyramide si l'on ne rappelait que, dans ce pays, l'argent est avant tout mis au service de la politique : il est le ciment du pouvoir, il assure le fonctionnement de l'Etat totalitaire, l'encadrement de la population. Les fiefs économiques concédés à ceux que l'on appelle les « barons du régime » et qui, avec leurs proches, forment désormais la bourgeoisie postcoloniale, n'ont été accordés qu'en contrepartie d'une allégeance politique au parti unique et, surtout, à la personne du président Mobutu.

Une dette très « politique »

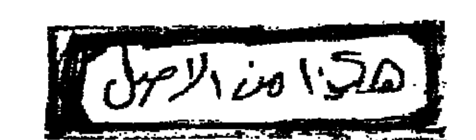
AINSI la manière dont le Zaïre « gère » sa dette extérieure, le remboursement des intérêts, ses relations avec les créanciers et avec le FMI, tout cela dépend d'abord du jeu politique.

De 1983 à 1986, en effet, le Zaïre se soumet aux directives du Fonds monétaire et de la Banque mondiale : il bloque les salaires, assainit la fonction publique et rembourse, bon an mal an, 500 millions de dollars. Ce qui représente 50 % du budget de l'Etat, 20 % des recettes d'exportation. A cause de la chute du cours des matières premières, le pays exporte plus de capitaux qu'il n'en reçoit... Les autorités zaïroises soulignent que de 1983 à 1986 le pays a dû débourser 1,929 milliard de dollars alors que l'apport de capitaux étrangers n'était que de 1,099 milliard de dollars. En 1986, le poids de l'austérité devient politiquement insoutenable, les membres du comité central du parti unique, le Mouvement populaire de la révolution (MPR), font état de tensions au sein de la population, et exigent une révision des accords passés avec le FMI. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, le comité central n'est pas une simple chambre d'enregistrement ; un dosage subtil tenant compte des régions, des ethnies, des courants de pensée, des générations, réunit là de fortes personnalités qui n'hésitent pas à exprimer leur opinion, jusqu'à ce que le chef de l'Etat dise le dernier mot. En octobre 1986, donc, le « bon élève » se rebiffe et rompt ses accords avec le FMI. Les négociations seront suspendues jusqu'en mai 1987.

Durant cette période, le président Mobutu place le débat sur le plan politique. Il se rend aux Etats-Unis et fait valoir l'importance stratégique du Zaïre, à la lisière de l'Afrique australe, le danger que représenterait une déstabilisation de son régime. En avril 1987, alors que le Congrès des Etats-Unis a voté l'octroi de 15 millions de dollars destinés à soutenir l'UNITA, le mouvement rebelle angolais de M. Jonas Savimbi, des manœuvres conjointes rassemblent troupes américaines et zaïroises autour de la base de Kamina et, selon le *New York Times*, des armes américaines transitent alors via le Zaïre en direction des maquis de M. Savimbi.

A 300 kilomètres de la frontière angolaise, la base de Kamina, qui possède une piste d'atterrissage longue de plus de 2 000 mètres, est remise en état par les Américains et devient — très discrètement — une base d'opération en direction de toute l'Afrique australe. Accusé régulièrement par les Angolais de soutenir l'UNITA et de permettre le transit des armes américaines, le Zaïre, qui entretient aussi d'importantes relations commerciales avec l'Afrique du Sud et confie la sécurité de l'Etat aux conseillers israéliens, devient peu à peu un élément de poids dans la stratégie américaine en Afrique australe (quelques années auparavant, le président Mobutu avait, de la même manière, obligé la France en soutenant l'intervention militaire au Tchad). Mais de tels services se paient et, en 1987, le Zaïre obtient des conditions de remboursement exceptionnelles : le 15 mai, le FMI accorde un crédit de 368 millions de dollars destiné à la relance de l'économie et, le 18 mai, le Club de Paris, qui rassemble les créanciers publics du Zaïre, accepte de rééchelonner sur quinze ans une dette de 884 millions de dollars avec un délai de grâce de six ans. La charge occasionnée par le remboursement sera ainsi diminuée de moitié. Désormais le service de la dette ne représentera plus que 10 % des recettes d'exportation, et 20 % du budget de l'Etat.

(1) *Le Monde diplomatique*, mars 1987.



Fin 1987, les créanciers privés accordent également un sursis supplémentaire. Cependant, malgré l'injection de capitaux frais, mais insuffisants, et une succession de mesures de grâce exceptionnelles, la situation économique ne s'améliore pas : le système demeure inchangé, trop dépendant des recettes d'exportation, incapable d'assurer la relance de l'économie et négligeant les besoins d'une population de 30 millions de consommateurs potentiels...

A l'heure actuelle, avec un taux d'inflation de 100 %, le Zaïre et le FMI naviguent à vue : l'échec économique est patent, la dette ne sera vraisemblablement jamais remboursée, le pays n'a pas rempli ses obligations. Certains membres du conseil d'administration du Fonds monétaire ne cachent pas leur hostilité à son égard, ou s'interrogent sur l'ampleur des fuites de capitaux. Cependant, pour des raisons politiques évidentes, les institutions financières ne peuvent se permettre de déclarer en faillite ce « bon élève » de l'Occident, tandis qu'à Kinshasa le président souligne en termes dramatiques le coût social de l'austérité.

L'opposition ramenée à raison

DANS de telles circonstances, le pouvoir s'est patiemment employé, tout au long de l'année 1987, à faire rentrer l'opposition dans le rang.

Face au parti unique, dont tout citoyen est membre de droit dès sa naissance, plusieurs groupes d'opposants s'étaient formés au fil des années et avaient subi des destins variables. Les lumumbistes, totalement clandestins, entretiennent encore des maquis résiduels dans l'est du pays, sans que l'on puisse mesurer leur impact réel sur la population. Depuis que, en 1980, treize parlementaires « rebelles » quittèrent le MPR et formèrent l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), un autre type d'opposition était apparu : non violente, se référant aux valeurs démocratiques, au respect des droits de l'homme, prônant une société plus juste, tout en se gardant bien de parler de socialisme... Les fondateurs de l'UDPS estimaient avoir tout pour rassurer les Occidentaux, les convaincre de l'existence d'une réelle solution de rechange au régime Mobutu. Durant sept ans, les « Treize » payèrent durement leur défi : ils furent emprisonnés, assignés à résidence, maltraités parfois, et leurs partisans furent emprisonnés et intimidés de diverses manières.

L'UDPS, qui avait pour ambition de briser le monopole du MPR et de devenir le deuxième parti du Zaïre, incarnait, d'une certaine façon, les aspirations d'une classe montante : la petite bourgeoisie grandie à l'écart de la pyramide du pouvoir, les jeunes générations issues de l'Université, ou revenues de l'étranger, bref un groupe intermédiaire très nombreux et privé d'expression politique.

L'UDPS espérait aussi bénéficier du soutien des « amis occidentaux » du régime ; mais, sur ce plan, la déception fut totale : Américains, Belges, Français, tout en se déclarant soucieux des droits de l'homme, maintinrent leur confiance au président Mobutu, le considérant comme le seul interlocuteur valable. En 1987, après avoir fait alterner durant des mois la séduction, les mauvais traitements, l'intimidation, le président et son conseiller, M. Nkema Liloo, l'artisan de la réconciliation, remportèrent un succès politique évident, qui renforça la position du pays sur le plan économique : les dirigeants de l'UDPS acceptèrent de réintégrer le parti unique et trois d'entre eux entrèrent au comité central. En contrepartie de leur allégeance, ils affirmèrent avoir obtenu le « droit de tendance », qui leur donnait la faculté de former un groupe distinct au sein du MPR, de publier, d'organiser des réunions publiques afin de faire valoir leur point de vue.

Mais ce ralliement — qui déçut vivement la base du parti — se révéla rapidement être un marché de dupes : en janvier dernier, M. Etienne Tshisekedi, après un voyage de six mois en Europe et aux Etats-Unis, rentra au pays, avec la ferme intention d'exercer son « droit de tendance », sa liberté d'expression. Le 17 janvier, il tint au centre de Kinshasa un meeting non autorisé. Ses partisans, assez nombreux, avaient rompu avec la liturgie du MPR et choisi de porter veston et cravate au lieu du vêtement réglementaire, et ils chantaient non pas l'hymne du parti mais... *Debout Congolais*, le premier hymne national datant des premiers jours de l'indépendance ! Le défi tourna court : la police intervint brutalement, M. Tshisekedi fut arrêté et, au lieu d'un procès devant la Cour de sûreté de l'Etat, qui se serait transformé en procès politique, une procédure psychiatrique fut entamée contre lui. D'après les psychiatres locaux, le coriace opposant était atteint de *« délire chronique »* et de *« folie des grandeurs... »* Il avait, effectivement, osé défier, de l'intérieur, le pouvoir totalitaire...

Cependant, la manifestation du 17 janvier 1988 et les remous que la détention de M. Tshisekedi ont provoqués sur le plan international (48 parlementaires américains ont écrit au président Mobutu) ont brisé la peur, et la contestation s'est exprimée publiquement dans la capitale, ce qui ne s'était jamais vu en vingt-cinq ans de régime mobutiste.

Malgré sa situation stratégique importante, la vulnérabilité économique du Zaïre le rend désormais sensible aux pressions extérieures, notamment à la « diplomatie des droits de l'homme ». Le parlementaire américain Ron Dellums a déposé un projet de loi demandant la suspension de l'aide militaire et économique pour cause de « violation des droits de l'homme ».

Ces préoccupations occidentales sont prises au sérieux à Kinshasa. Les pressions étrangères obligent le régime à concéder plus de liberté d'expression qu'auparavant. Jadis, les opposants qui refusaient la réconciliation — voire le rachat — disparaissaient. Aujourd'hui, on les confie aux psychiatres (2). M. Tshisekedi a même été remis en liberté, à la mi-mars, mais dès avril il fut envoyé en relégation dans le nord-est du pays.

COLETTE BRAECKMAN.

(2) Toutefois, selon la représentation de l'UDPS à l'extérieur, il y aurait toujours deux cents détenus politiques.

Foisonnement culturel à Kinshasa

DANS la « cité » de Kinshasa, la vie ne s'arrête jamais : les travailleurs qui partent à l'aube croisent les noctambules qui rentrent chez eux. Malgré la crise, ou à cause d'elle, l'animation est permanente dans la capitale.

Tout au long de l'avenue Kasavubu, la grande artère qui mène aux quartiers de la « cité », les disquaires lancent leurs vedettes à grands flots de musique qui se mêlent aux bruits de la circulation. Chaque semaine, des nouveautés apparaissent, car, en marge des « grands », souvent en tournée à l'étranger (Papa Wemba, Rochereau, Franco, Myriam Bel...), les orchestres se multiplient. La nuit, dans des cours ou des salles étouffantes, de petites formations font danser des foules qui tressautent en groupes compacts. On drague, on boit de la bière, on commente les derniers succès.

Les musiciens forment une caste à part, et les heurs et malheurs des vedettes sont notés par une multitude de paparazzi qui alimenteront la chronique locale, celle des journaux officiels ou celle, plus marginale, des petites revues, comme *Disco Magazine*, tirées sur des presses artisanales et qui seront vendues à des milliers d'exemplaires à travers tout le pays.

La musique zaïroise fait danser toute l'Afrique. Elle est reconnue en Europe également. Mais ce n'est là que l'aspect le plus voyant, le plus superficiel d'un véritable foisonnement culturel. Selon les services culturels étrangers francophones, il ne se passe pas de jour sans qu'apparaissent, au Zaïre, un écrivain en quête d'éditeur, un peintre, une troupe de théâtre. Des centaines de lecteurs viennent consulter les bibliothèques.

Bien sûr, il y a l'art traditionnel, que l'on retrouve dans les villages de brousse, dans les musées et parfois sur le « marché aux voleurs », près de la gare de Kinshasa. Mais surtout, il y a toutes les formes de l'art moderne. Pour M. Mobyem Mikanza, ancien directeur du Théâtre national, *« au Zaïre, la philosophie politique se fonde sur la culture. En 1971, lorsque le président Mobutu a décrété l'*« authenticité »*, les artistes ont cru qu'allait être surmonté le traumatisme de la colonisation, que l'art contemporain allait renouer avec les traditions »*.

Nouvelle tenue vestimentaire — l'« abacost », de l'expression *« à bas le costume... »*, — interdiction des noms de baptême, réhabilitation des coutumes traditionnelles : cette « authenticité » zaïroise fut plus un instrument de mobilisation politique qu'une réelle révolution culturelle. Cependant, la révolution a eu lieu ailleurs : les nouvelles générations nées après l'indépendance ont littéralement explosé sur le plan culturel, et M. Mobyem Mikanza note que *« c'est dans les domaines qui n'étaient pas en concurrence avec les productions occidentales que les artistes ont connu leur plus grand essor : la peinture, la sculpture, les arts plastiques »*.

Aujourd'hui, les œuvres de Tamba, un sculpteur du Shaba, se retrouvent à New-York ; les bronzes d'artistes locaux sont achetés par la présidence, par la Gecamines, par la Belgolaise... Mais les peintres dits naïfs sont, eux aussi, devenus des vedettes de la vie kinoise. Partout dans la ville, on voit de petites cabanes proposant des « sérigraphies, affiches, cachets ». Un artiste-artisan y grave des cachets, des tampons (qui parfois imitent parfaitement les sceaux officiels...) et peint à la demande. Chery Samba, Moke, sont les plus connus de ces peintres ; exposées à l'étranger, leurs œuvres sont devenues trop chères pour les simples citoyens. Mais d'autres artistes prennent la relève, car la demande est permanente.

De même, la bande dessinée connaît un épanouissement remarquable : Asimba Bathy, éditeur de *Disco Magazine*, dessine lui-même la plupart des histoires qu'il publie, et Barly Baruty, publié par Afrique Editions, vient de sortir *L'aventure c'est l'aventure* et *Papa Wemba, viva la musica*. Ce jeune dessinateur zaïrois a fait un stage dans les studios d'Hergé à Bruxelles, et ses œuvres pétillantes d'humour s'inscrivent dans le sillage des dessinateurs de la « ligne claire ».

Le théâtre, le ballet connaissent également un succès considérable : *« Voilà quelques années*, raconte M. Mobyem Mikanza, *on ne comptait pas moins de trente troupes qui jouaient partout dans la ville. Nous, au Théâtre national, nous avions adapté* le Cid, *et les confidents du héros avaient été transformés en « radio trottoir », nom donné ici à la rumeur publique. La culture classique, que beaucoup de Zaïrois ont reçue à l'école, les prédispose à de telles adaptations. »*

LE cinéma également ne demande qu'à prendre son essor, et le film *La vie est belle*, coproduction belgo-zaïroise sortie en 1987, montre que les acteurs locaux ne manquent pas. Le problème, c'est le financement... Partout où la culture zaïroise se trouve en rivalité avec les productions étrangères, la situation se complique : à la télévision, on diffuse des productions françaises, moins chères sinon gratuites ; le marché de l'édition est saturé de livres étrangers. Cependant, plusieurs maisons d'édition existent à Kinshasa : Afrique Editions (spécialisée dans les livres scolaires), Bobiso, les Editions Saint-Paul (catholiques), les Presses universitaires du Zaïre, les éditions d'Etat Lokole... Mais, ce qui fait défaut, c'est le pouvoir d'achat d'un public éduqué en français et avide de lecture et de savoir. Voilà quelques années, une exposition consacrée au livre zaïrois se composait surtout de manuscrits non publiés.

Dans tous les domaines artistiques, des créateurs pleins de talent existent, de même qu'un public potentiel de trente millions d'habitants. Mais les moyens !... Les écrivains ne sont pas édités, les cameramen n'ont pas de pellicule, et les peintres naïfs sont las de colorier des sacs de farine récupérés sur les marchés...

C. B.

UNE NOUVELLE DE SPÔJMAÏ ZARIÂB

Les bottes

Comme dans « La plaine de Caïn » (*le Monde diplomatique*, novembre 1983), Spôjmaï Zariâb témoigne, dans *les Bottes du délire*, sur la trahison fratricide et la destruction d'une civilisation. Mort des hommes, mort des valeurs qui donnaient un *sens à la vie ; au-delà des déchirements de son propre pays*, l'écrivain afghane dit l'angoissante et universelle incertitude qui pèse aujourd'hui sur l'avenir de l'humanité.

Les nouvelles de Spôjmaï Zariâb paraissent depuis 1966 dans la presse littéraire afghane de langue persane, ainsi qu'en Iran (le persan est, avec le pachtou, l'une des deux langues officielles de l'Afghanistan, parmi une quarantaine d'autres idiomes). En France, où un recueil de nouvelles est annoncé pour le mois d'octobre aux éditions Souffles, plusieurs de ses œuvres ont été publiées dans la presse quotidienne et périodique ces dernières années.

« LES bottes, les bottes ! Le raisin, le raisin ! » Voilà ce que dit l'écho de ma voix dans ma tête. « Les bottes, les bottes ! Le raisin, le raisin... » Il fait chaud, très chaud ; j'étouffe. Raisins et vignes unissent dans ma tête leurs cris et leurs gémissements sans fin et me déchirent le cœur. Je me souviens des bottes : je les revois, noires et brillantes, maculées de sang jusqu'à mi-hauteur. La peur des bottes couvre mon dos d'un frisson glacé, et je crie :

– Les voici qui viennent, elles sont là ! Les bottes ! Ne les laissez pas approcher ! Elles vont m'anéantir, elles vont tous nous anéantir !

Aujourd'hui, c'est samedi. C'est bien samedi, n'est-ce pas ? Je suis dans le village de ma tante. J'y viens chaque été. Je suis professeur ; ou peut-être que non, je ne suis pas professeur. Je ne sais pas. Le village resplendit de chaleur estivale dans un bain de lumière et de couleur, cependant qu'aux arbres les branches ploient sous le poids des fruits. J'en ai le cœur tremblant. En face de chez ma tante s'étend une vigne, parmi d'autres vignes, jusqu'à perte de vue, les ceps accroupis serrent les grappes dans leurs bras. Ils en sont couverts. Le cœur tremblant – et le corps entier tremblant avec lui – il me semble que mes jambes courent conjointement. Je suis un cep de vigne ; ou bien je le deviens... Je ne sais pas. La vigne crie, je l'entends. Je crie moi aussi. Toutes les femmes du monde crient.

– Les grappes ! Les grappes ! O mon Dieu, les grappes !

J'ai la gorge desséchée, ma langue est de pierre brûlante.

– De l'eau, de l'eau... Un peu d'eau...

On me verse de l'eau dans la bouche ; qui est-ce ? Je n'en sais rien. Je sens la fraîcheur de cette eau dans ma gorge ; je la sens descendre dans mes entrailles.

De petites rigoles d'irrigation courent à travers le village. Leur eau s'est teintée de rouge. Aujourd'hui, c'est samedi. Je regarde ma tante traire sa vache : sa coiffe brille dans les rayons du soleil ; sa coiffe éclate de rire. Je l'aime, cette tante aux cheveux cendrés et aux yeux rieurs, qui ressemble tant à mon père. Tout n'est que sourire, dans ce village... Même la vache de ma tante : lorsque je la regarde dans les yeux, je sens qu'un lien nous unit, elle et moi. Quand je caresse sa peau brûlante, je sens le feu liquide qui court à travers ses veines. Elle tourne la tête et contemple le gargouillis blanc qui rissole au fond de la laitière, puis descend sur ma tante un regard radieux et triomphant. Nous voici désormais unies toutes les trois par ce lien, ma tante, sa vache et moi. Je ris ; ma tante rit ; la vache rit ; et rient toutes les femmes du monde.

S'il n'y avait pas ces bottes, si seulement il n'y avait pas ces bottes...

– Les bottes ! Les bottes arrivent ! Elles sont là ! Ne les laissez pas approcher ! Elles vont m'anéantir, elles vont tous nous anéantir ! Elles ont massacré les grappes !

Une voix me parvient du lointain :

– Elle délire.

Une autre surgit, aussi éloignée :

– A-t-elle encore de la fièvre ?

– Oui, sanglote une autre voix.

Cette voix sanglotante, je la connais du temps où je me connaissais encore. Qui donc a de la fièvre ? Moi ? Comment savoir ? J'ai la gorge désséchée.

– De l'eau... de l'eau...

On me verse de l'eau dans la bouche, de l'eau froide.

JE suis assise auprès de la source. Au bord du vignoble pétille une source limpide. Je plonge ma main dans son eau glacée et m'y brûle délicieusement la peau. Ma tante m'appelle :

– Lave-toi le visage !

Assise à l'ombre d'un arbre, ma tante jette aux poules du grain qu'elle tire d'une petite corbeille posée à ses pieds. Les poules contemplent le grain un instant et se mettent à picorer. Elles rient ; ma tante aussi rit ; et rient toutes les femmes du monde... Je plonge à nouveau ma main dans l'eau et me frotte le visage : mes veines se gonflent de joie sous cette eau miraculeuse. Mais où est le miracle ? Voici que viennent les bottes. Les bottes... ô mon Dieu, faites un miracle ! Les bottes ensanglantées broient les grappes encore vertes qui s'étranglent sous leur poids. Elles gémissent et gémit aussi le vignoble : toutes les nuits j'entends gémir les grappes et la vigne se lamenter. Elle se lamente dans le deuil de ses grappes ; toutes les femmes du monde se lamentent, je les entends.

– Elle est touchée à la tête ?

– Oui, sanglote l'autre voix.

Qu'est-ce qui a bien pu l'atteindre à la tête ? La tête de qui ? La mienne ? Qu'est-ce qui a pu m'atteindre à la tête ? Ma tête est séparée de mon corps ; elle l'a toujours été. On a accroché ma tête au mur. Quand je la regarde, j'ai l'impression que le crâne se fissure. Ma tête me regarde et tout l'effroi du monde est rassemblé dans mes yeux. Les lèvres serrées, cousues même, je me tais comme se taisent toutes les femmes du monde. De grosses larmes d'eau roulent de mes yeux.

– De l'eau... de l'eau !

On me verse de l'eau dans la gorge. Il pleut sur le village. La pluie le lave et fait reluire son feuillage. Un parfum de terre mouillée s'exhale de la vigne et m'envahit les poumons. De l'eau goutte des grappes. La pluie lave les grappes et les chatouille : je les entends rire, elles et les feuilles. Ah ! quel plaisir d'entendre rire des grappes de raisin et des feuilles de vigne ! Les ceps étreignent entre leurs branches leurs joyeuses grappes. Je sens qu'un lien nous relie, la vigne et moi, et, en même temps que rient les ceps de la vigne, j'entends rire toutes les femmes du monde...

– Cueille donc une grappe ! crie ma tante.

Je m'approche alors de la vigne : le raisin n'est pas encore mûr, mais j'enlace les grappes vertes et les étreins de toutes mes forces. Je tends une main tremblante vers une grappe, mais elle résiste et j'insiste. On croirait que la vigne frémit : au plus profond de moi je la sens frémir avec moi, avec toutes les femmes du monde... Ma main retombe alors, inerte, presque sans vie. La vigne a enfoui dans ses bras ses grappes vertes, elle les a cachées dans son giron comme si elles eussent été ses enfants. Je ne parviens pas à cueillir la moindre grappe. Qui donc oserait arracher de leur vigne ces grappes encore vertes ? Grappes et vigne, comme je vous comprends ! Et ma main revient vide. Ma tante réajuste son serre-tête autour de son foulard par crainte de laisser paraître ses cheveux. Toute sa vie, elle les aura cachés sous un foulard où ils ont peu à peu blanchi.

– Tu n'as pas cueilli de raisin ?

– Non, il n'est pas mûr.

Elle sourit de reconnaissance et son visage se couvre de rides accumulées au fil des ans. Plus elle rit, plus son visage se ride.

– Quand est-ce arrivé ? demande une voix.

– A l'heure de la prière du soir.

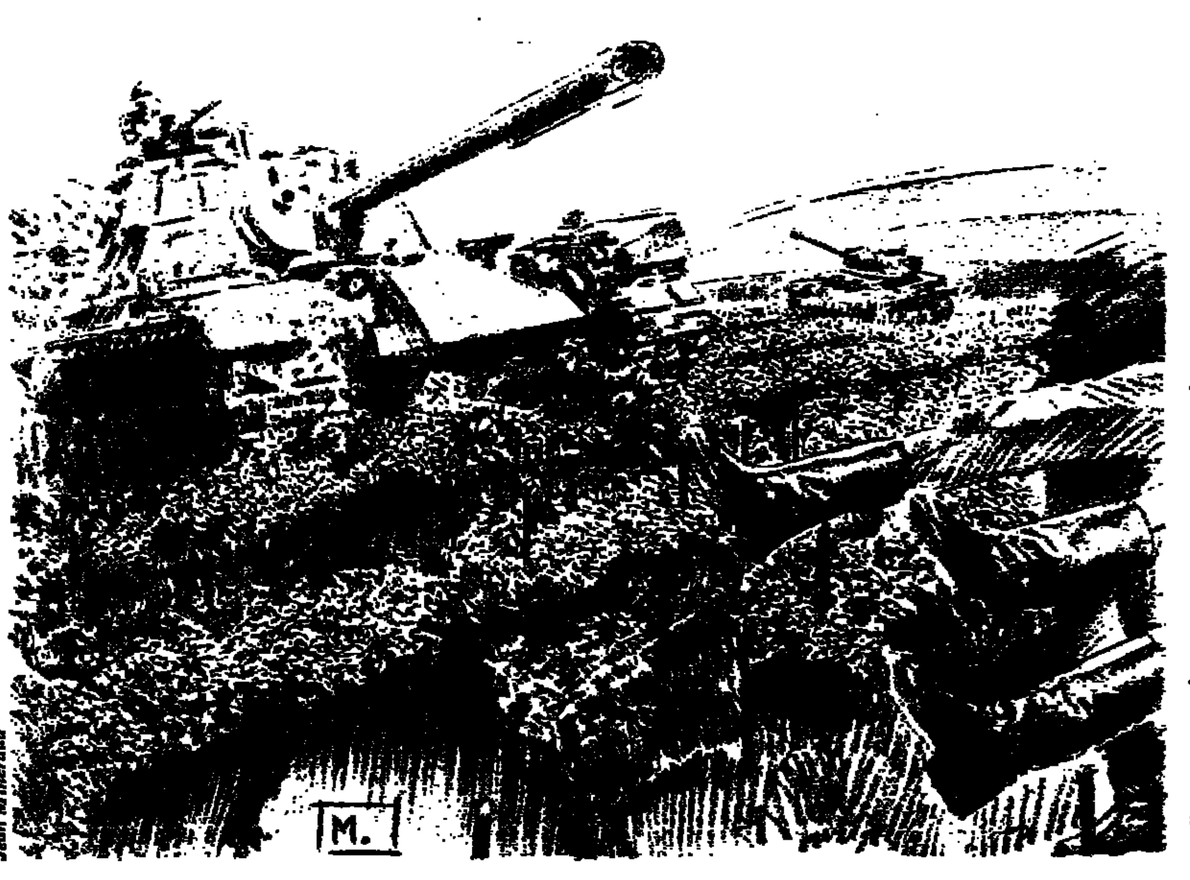
Voici ma tante qui prie, le visage tourné vers la Mecque, les paumes sur le cœur, la tête ceinte de son foulard. Elle récite ; ses lèvres roses palpitent. Je sais ce qu'elle est en train de réciter. Elle s'incline, son front vient toucher le sol, et elle se relève, les mains sur la poitrine. Et la voici qui se penche encore et s'accroupit. Son front touche encore le sol et se relève, une fois, deux fois, dix, cent... je ne sais plus, je suis incapable de compter... Assise maintenant sur les talons, les mains tournées vers le ciel, elle récite quelque chose, elle réclame quelque chose... je ne sais pas quoi. Quand ensuite elle aperçoit ses poules et sa vache, elle souffle sur elles pour que Dieu les bénisse. Elle souffle aussi sur les grains de blé, sur la vigne, dans toutes les directions, vers le sud, vers l'est et vers l'ouest, elle souffle encore et encore...

Elle sourit et se relève. Une conviction sereine éclaire son visage.

– Tu ne fais pas ta prière ?

– Non...

Elle ne dit rien, remplit son seau dans le ruisseau et se dirige vers les poules qu'on entend caqueter de soif. Ce ne sont bientôt plus que petits caquettements de joie qui résonnent dans toute la ferme et me font perdre la tête. Les poules boivent : j'ai soif...



– De l'eau... de l'eau...

On me verse de l'eau dans la bouche. Dans le village, l'eau est omniprésente. Ma tante se lave les bras et le visage. Elle enfile son chemisier à fleurs, se ceint d'un serre-tête plus élégant et d'un foulard bien blanc et revêt enfin un grand voile gris dont elle abaisse la résille devant son visage : quand elle s'adresse à moi, j'ai l'impression qu'elle me parle de derrière un énorme mur. *Elle regarde autour d'elle au travers des mailles de la* résille. On dirait qu'elle regarde le monde à travers une fenêtre qui en modifie la couleur. Toutes les femmes du monde ne voient-elles pas le monde à travers une fenêtre ? Pendant que je la regarde, je m'imagine que les mailles de la résille du voile grossissent et deviennent les barreaux d'une cellule. C'est au travers des barreaux d'une cellule que me parle ma tante, que parlent toutes les autres femmes dans le monde, comme moi. Ma tante, son panier d'œufs sous le bras, s'apprête à partir.

– Où vas-tu ?

– Je m'en vais prendre des nouvelles de la santé de Dieu...

– *Dieu* est malade ?

Elle rit, un peu confuse, et me raconte une histoire, comme elle aime tant à le faire.

– Un jour, explique-t-elle, un homme alla se présenter à Dieu, car Dieu avait beaucoup de reproches à lui faire. « Mais pourquoi donc ? », lui demanda l'homme. « Je me suis présenté à ta porte, lui dit Dieu, mais tu ne m'as pas donné de pain. Je suis tombé malade et tu n'es pas venu aux nouvelles. » « Mais voyons, répondit l'homme, tu n'es jamais venu chez moi, que je sache, et tu n'es pas non plus tombé malade ! » « Sache, lui dit Dieu, que le mendiant qui avait frappé à ta porte, eh bien, c'était moi. Et ton pauvre voisin miséreux et malade, en réalité c'est moi. »

Et ma tante sourit et s'éloigne de la basse-cour, implorant de son souffle la bénédiction de Dieu sur les grains de blé, les poules et les vaches – comme elle est grandiose, la tâche qu'elle assigne à Dieu ! – et, son petit panier plein d'œufs sur la tête, elle va aux nouvelles de Dieu...

Où est ma tête ? Cherchez-la ! Les bottes ont séparé ma tête de mon corps. Peut-être est-elle rentrée au village... Les bottes ! les bottes ! Ne les laissez pas approcher ! Les bottes approchent... ô mon Dieu, je vous en supplie, un miracle ! Les bottes approchent !

– Mais pourquoi est-elle dans cet état ?

– Ils ont bombardé le village, répond la voix sanglotante. Juste le soir où elle s'y trouvait.

Il fait nuit. Non, il ne fait pas nuit. La clarté du jour se confond avec les ténèbres de la nuit. Dans l'air fuligineux, les étoiles et la lune prennent position sur le ciel obscur. Des senteurs de vigne, de raisin sûr et de feuilles vertes ont empli la maison : assise à la fenêtre, je m'énivre le cœur de ces parfums familiers. A peine les ai-je inhalés que mes poumons gonflés tressaillent de plaisir. Et je sens alors à quel point je me fonds et me confonds avec ce vignoble, ces raisins sûrs et ces feuilles vertes. Je deviens végétale.

Ma tante est assise à mes côtés, une lampe-tempête à la main. Au village, il n'y a pas l'électricité ; on ne sait même pas ce que c'est. Ma tante, elle, en a peur. La lampe-tempête entretient un clair-obscur dans la pièce enfumée. Sur l'étagère trônent les vases de Chine dont ma tante a hérité de génération en génération. Elle dit que quand elle les regarde elle voit son père ; elle les adore, ces vases. La lampe-tempête emplit la pièce d'une présence énigmatique : un coin est éclairé, l'autre demeure obscur – et moi qui ai peur dans le noir ! – et voici que ma tante déroule maintenant vers La Mecque son tapis de prière, car est venue l'heure de la prière du soir. Sur le mur s'anime son ombre. L'ombre s'agenouille, se relève et s'agenouille encore. Elle lève ses mains, récite, implore. Une douce paix gagne le visage de ma tante. Où est-elle, maintenant, cette paix ? Elle reprend son tapis de prière et quitte la pièce. Dans toute la maison flotte un parfum de fleur blanche, c'est le même dant toutes les maisons du village. Au mur pend un miroir en forme de cœur, un souvenir rapporté de la ville. Je me lève, prends le miroir et vais m'asseoir à côté de la lampe-tempête pour me regarder longuement. J'aime ce miroir comme l'aimeraient toutes les femmes du monde. Je l'ai remis à sa place et j'écoute maintenant le silence du village, un silence qui enlève leur poids aux êtres. Je ne sens plus mon poids. Je prends mon essor et m'envole. *Quelle douceur de voler !*

Mais voici venir un frémissement dans le silence du village : des bruits s'éveillent dans le lointain.

– *Qu'est-ce que c'est ?*

Ma tante, son tapis roulé sous le bras, ne dit rien : sa réponse est inscrite dans les yeux exorbités de ce visage où, un instant plus tôt, régnait la paix. Le bruit enfle et se rapproche. On entend des cris de plus en plus bruyants. Quelqu'un appelle à l'aide, plusieurs voix crient au secours. C'est la panique dans le village. Je me lève ; j'ai peur, ma tante aussi a peur. Elle descend dans la cour et je reste seule. La lampe-tempête ne connaît plus la paix dont elle jouissait encore quelques instants plus tôt : sa flamme frémit. Sur le mur le miroir tremble de concert avec les reflets dansants de la lampe. Me voici désormais seule dans le clair-obscur de cette pièce et je sens qu'une intrigue tapie dans l'ombre ténébreuse me menace. Les cris redoublent d'intensité. Ma tante est à l'autre extrémité de la cour : même si je crie, elle ne pourra m'entendre. J'ai regardé mes yeux dans le miroir et je me suis enfuie à toutes jambes, oubliant même les chaussures près de la porte. La peur au corps et le froid du sol du couloir de pisé humide me glacent les os. J'entends un cri s'échapper de ma bouche et, les paupières crispées, j'arrive dans la cour de la ferme. Dans le potager, mes pieds s'enfoncent dans la terre tendre des petits murets d'irrigation. Mes jambes ne m'obéissent plus... Mes jambes...

– Il faut cacher tes jambes !

Cette phrase, je l'ai entendue mille fois de la bouche de ma mère. Je cherche ses bras maigres et son parfum de tabac blond.

– Cache tes jambes !

Mes jambes s'enfoncent dans la terre molle et humide des carrés du potager. J'essaie d'éviter le parterre, de ne pas fouler aux pieds les fleurs. Quelle est immense, cette cour ! Je parviens enfin près de ma tante et lui saisis le bras. Des gémissements de plus en plus aigus montent de toutes parts, qu'accompagnent des cris étranges. La terre tremble. Je me colle contre ma tante. Comme elle est maigre ! Je sens trembler ses os.

– Rassoul... Rassoul ! dit-elle.

Son fils est sorti : elle l'attend. Elle voudrait ouvrir le portail de la ferme et partir à sa recherche, mais je la retiens. J'aurais peur, sans elle. Mais elle se met à courir et monte sur le toit. J'essaie de la suivre, mais je tombe de l'échelle, mes jambes ne me soutiennent plus.

– Où est Rassoul ? s'écrie-t-elle.

Son cri s'est mêlé aux lamentations des autres. Je suis tombée et reprends ma course. Me voici enfin sur le toit. Le village est illuminé, mais ce sont des flammes qui l'éclairent : il s'est embrasé. Le vignoble est saccagé : d'énormes véhicules pareils à des animaux monstrueux le labourent en tous sens, gémissant de rage. La vigne se lamente. Et les raisins ! Entre les chenilles des chars suintent les raisins broyés et leur jus pénètre dans les crevasses de la terre desséchée. La vigne gémit du deuil de ses grappes et ses lamentations se mêlent au hurlement des moteurs. Ma tante crie tout alentour :

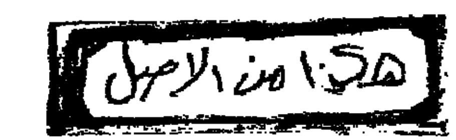
– Rassou-ou-ou-ou-l...

C'est la première fois que je l'entends hurler de la sorte. Sa voix éclate parmi les autres cris et se répand en eux. Je me suis approchée d'elle ; les jambes tremblantes, me voici au bord du toit et j'entends trembler mes jambes. La poudre me fait suffoquer ; tout le village sent la poudre à canon, une funèbre odeur que je ne connais que trop et qui me fait trembler encore davantage, une abominable calamité. Déjà mes membres ne m'obéissent plus, je suffoque dans la poudre à canon et avec moi suffoquent toutes les femmes du monde...

MA tante est redescendue du toit, elle s'est postée derrière le portail de la cour et regarde à travers les interstices du battant de porte... Je l'entends prononcer le nom de Rassoul en se frappant la poitrine. Tout à coup elle se met à crier :

– Les bottes... les *bottes ! O mon Dieu, les bottes !*

Je l'ai repoussée et j'ai regardé à travers la fente du portail : je les vois, ces bottes, qui se rapprochent et grossissent à vue d'œil. Pétrifiée d'horreur, je les vois, qui parviennent de l'autre côté, souillées de sang et de raisin écrasé. Ma tante m'a alors poussée à son tour et a regardé à travers la fente. Je ne sais pas comment



bottes du délire

elle a pu reconnaître le sang de Rassoul séché sur les bottes, mais elle a commencé à se frapper et se déchirer la poitrine :

— Rassoul ! Ils ont tué Rassoul ! Ils l'ont tué !

Elle s'est écroulée et le portail a commencé à trembler violemment sur ses gonds : ils sont en train de le défoncer. Je me suis appuyée de toutes mes forces contre le portail pour l'empêcher de s'écrouler. Il vibre de plus en plus ; mais voici le coup fatal : mon genou ploie sous le portail et je le vois avec terreur qui s'arrache de son cadre de bois, toujours fermé : la poussée est terrible et mes mains ne peuvent plus rien, mes pauvres mains qui ont toujours été si faibles. Le portail toujours fermé s'écroule dans un bruit d'enfer, un bruit épouvantable qui me semble résonner dans tout le village, dans toute la contrée, dans toute la création. Alors je suis restée à côté de ce portail et me suis assise par terre. Quel déchirante scène qu'un portail enfoncé ! Ma tante est endormie ou morte peut-être. Je sens en moi, devant cette porte enfoncée, tout l'opprobre et toute l'ignominie de la terre. Ils ont enfoncé la porte !

Et voici que les bottes ensanglantées pénètrent dans la ferme. La tête baissée, agitée de tremblements, je regarde les bottes et le sol. Du sang goutte des bottes : c'est le sang de Rassoul, je le reconnais ; c'est le sang de tous les Rassoul du monde...

Je reconnais le jus des raisins encore verts et la sève des blés. Ce ne sont plus que bottes à perte de vue, et toutes sont tachées de sang et enduites de jus de raisin. Une pesanteur étrange m'envahit, comme si le poids de la terre entière reposait sur mes épaules ; mes jambes n'ont plus la force de me porter. Je me suis appuyée contre le mur et ma tête s'est mise à tourner. Je crois bien que je dors, mais je n'en suis pas sûre. Je vois ma tante debout près de sa vache blanche ; sa laitière sous le bras, elle caresse sa vache impassible qui lui montre ses dents et ses cornes pointues. Ma tante pose la laitière sous le pis de la vache, et j'entends le doux gargouillis familier du lait qui rissole au fond de la laitière.

Tout à coup ma tante s'est levée, de toute sa minceur, et sa face s'est voilée d'effroi. Elle a déposé à terre la laitière et a commencé à se frapper le visage à pleines mains. Je regarde la laitère : elle est pleine de sang. La vache ne donne plus de lait, mais du sang ; il en goutte encore de ses mamelles. Les cheveux de ma tante s'emmêlent, son bandeau est tombé à ses pieds, elle se donne des coups de poing sur la tête. Les femmes du village accourent au portail de la ferme et se lamentent en chœur. Elles ont toutes les cheveux gris comme la cendre, les traits émaciés à faire peur, et elles portent chacune sous son bras une laitière de cuivre remplie de sang : leurs vaches non plus ne donnent plus de lait. Elles pleurent et, tout à coup, je m'aperçois que la vache de ma tante pleure elle aussi ; toutes les vaches pleurent ; moi aussi, et toutes les femmes du monde : je les entends...

— Sa tête a perdu beaucoup de sang, dit la voix sanglotante.

Le raisin non plus ne donne plus de jus, mais du sang. Ce ne sont plus des grappes, qui pendent aux ceps, mais des bras et des jambes et des têtes. Et une odeur de sang pourri a supplanté le parfum de feuilles vertes. Alors j'ai crié. Je veux lancer au monde entier un appel à témoins, mais je n'entends même pas le cri qui sort de ma gorge. Je suis debout près du portail, tremblante. Ma tante n'est plus là. Je hurle.

— Tante ! Tan-an-an-ante !

Personne ne répond. Toute la ferme est sous la férule des bottes. Les petits murets d'irrigation sont écrasés et les racines des plantes émergent du sol. J'ai couru vers le bâtiment d'habitation. Toutes les portes sont défoncées, détruites. Mais que cherchent-elles donc, ces bottes ? Qui cherchent-elles ? Rassoul, tous les Rassoul de la terre, voilà ce qu'elles cherchent.

SEUL le miroir est encore en place : je me précipite vers lui, mais il est fendu en son milieu. Je me regarde : c'est effrayant, je suis devenue le sosie de ma tante et de toutes ces femmes que j'ai vues dans mon rêve éveillé tout-à-l'heure. Les traits de mon visage se sont creusés à un point terrifiant. En une nuit j'ai vieilli de plusieurs siècles, avec ces cheveux blancs et ces innombrables rides qui cernent mes yeux. Ma peau ressemble à un morceau de cuir qui serait resté des années exposé au soleil, au vent et à la pluie. J'ai contemplé ce spectacle avec tout le sang-froid que peut avoir une femme âgée de plusieurs millénaires. Puis j'ai jeté au loin le miroir. Les bottes... les bottes...

— Rassoul non plus, on ne l'a pas retrouvé, dit une voix.

Rassoul... Rassoul... Son souvenir gagne mon cœur comme une vision enchanteresse. Qu'est-il arrivé à ma tante ? Elle a prononcé le nom de Rassoul et rendu l'âme, je crois bien. Où est Rassoul ? La relation qui m'unit à lui a changé : ma tante est devenue moi-même, et moi je suis ma tante. Le souvenir de Rassoul me rend folle, le souvenir de mon fils... Son visage radieux respire la bonté. Ma tante n'a d'yeux que pour lui. Elle examine les lignes de sa main, touche du bois, marmonne quelque formule et souffle une bénédiction sur lui. Moi, je vais aller à la recherche de Rassoul ; et je le trouverai. Alors je me suis levée.

— Retenez-la ! Attachez-la ! Elle fait des convulsions !

Je m'en vais à la recherche de Dieu. Et je le trouverai. Lâchez-moi !

— Elle a du mal à respirer, dit une voix grave.

J'étouffe. L'odeur de poudre à canon m'asphyxie ; l'odeur de sang aussi. Le village a perdu son parfum de feuillage et de grappes encore vertes. La vigne se lamente. J'entends pleurer non seulement tout le vignoble, mais encore chaque cep. Les bottes ont broyé les grappes. Encore jeunes et verts, les ceps n'ont plus de grappes ; j'entends et je comprends leurs gémissements. Odeur de poudre à canon. Poudre à canon. Je sais tout ce qu'il y a de funèbre dans cette odeur qui m'asphyxie. J'étouffe.

— Heureusement qu'on l'a amenée à la ville ! dit la voix sanglotante.

Je fuis le village, je m'en vais à la ville. A part mes deux jambes, il n'y a plus rien qui puisse encore m'y transporter. Mais où est le chemin ? Le voici, il est bordé de maisons en ruine. De toutes petites babouches gisent éparpillées sur la route, et l'on pense à ce petit pied, à ces petits bonhommes. J'ai envie d'étreindre à pleines brassées ces petites babouches, de me métamorphoser en une énorme poule qui abriterait ces petits bonshommes sous ses ailes. Je me suis assise au milieu des petites babouches et me suis mise à pleurer à la façon d'une femme qui serait âgée de plusieurs millénaires. Ensuite je me suis relevée et j'ai commencé à ramasser les babouches et à en enfouir le plus possible dans le pan relevé de ma robe ; j'ai senti qu'elles étaient encore chaudes...

JE suis arrivée devant la porte de la ville, enfoncée comme toutes les portes, et je l'ai franchie. La ville est déserte. Une odeur de poudre et de sang occupe la ville, c'est toujours cette même odeur que je ne connais que trop. On aperçoit par endroits des enfants : je me suis approchée d'eux pour leur demander où sont les habitants. Mais je n'en reviens pas : les enfants eux aussi ont chaussé des bottes, d'énormes bottes maculées ! A leur ceinture pend un poignard. Ils ont les yeux du Nord, verts, jaunes, bleus. Les bottes ! Les bottes ! J'ai peur ! O mon Dieu ! Pétrifiée sur place, je ne peux plus marcher. Serrant contre moi les petites babouches, je fonds en larmes. Les larmes me sortent par tous les pores de la peau. Restés à l'écart, les enfants m'ont toisée d'un air moqueur. Ils sont désormais insensibles à l'odeur de sang et de poudre à canon.

— Va-t-on pouvoir lui sauver ses yeux ? demande la voix sanglotante. Les yeux de qui ? Les miens ? Quand j'ai regardé les yeux verts, jaunes et bleus des enfants de la ville, des yeux inexpressifs, ils se sont métamorphosés en billes de pierre ; c'étaient des yeux qui n'avaient vraiment plus rien d'humain. Les enfants ont continué de me jeter des regards sardoniques ; en même temps, leurs petits doigts vérifient le tranchant des lames de leurs poignards. Mes yeux ne peuvent se détacher de leurs bottes souillées de sang, de ces bottes dont je sais tout ce qu'elles ont de funèbre, elles qui m'ont pris Rassoul, qui prennent tous les Rassoul. J'ai fermé les yeux et raconté aux enfants de la ville l'histoire du village, l'histoire de la vigne verte, des grappes à peine mûres, des vaches qui se mettent à rire, du crépuscule sur le village, du parfum des grappes chargées de grains. Mais ils n'entendent pas mon histoire. Des murs et encore des murs séparent ces enfants de telles histoires. Ils me dévisagent d'un air moqueur, une main sur la ceinture et l'autre qui tâte le tranchant de la lame de poignard. Peut-être même en sont-ils déjà à songer à la poitrine qui recevra le coup... Pendant ce temps, leurs grandes, leurs trop grandes bottes, trépignent avec ostentation.

— Elle a peur, dit la voix sanglotante ; quelque chose lui fait peur.

J'ai peur. Oui, j'ai peur. J'ai peur des enfants aux bottes trop grandes et maculées de sang qui se frottent l'une contre l'autre en avançant. J'ai peur de ces enfants devenus instruments de guerre ; par les maléfices de l'ambition leurs cœurs sont devenus de pierre, et la fumée, le sang et la haine les empêchent de s'ouvrir. Je crains que ces cœurs n'éclatent et j'ai peur des larmes de poignard.

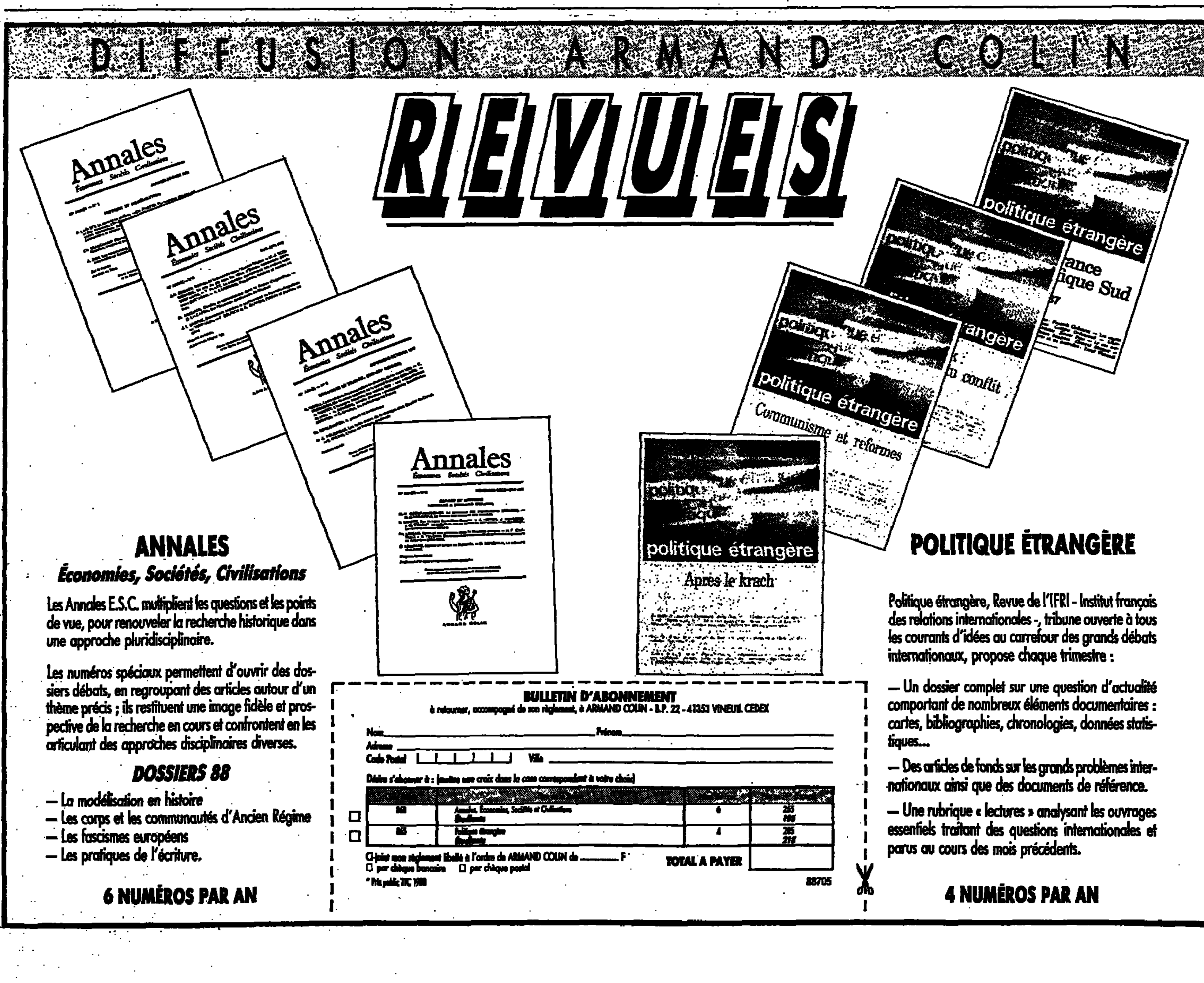
— Ils ont apporté aussi d'autres cadavres, dit la voix sanglotante.

Quels cadavres ? Le mien ?

Les enfants de la ville, chaussés de leurs trop grandes bottes ensanglantées et ceints de leurs poignards acérés, se sont invités aux chapelles ardentes et y martèlent le sol de leurs pas. Ils dansent pendant la prière des morts une danse effrayante et morbide. Les bottes... Les bottes... Les bottes vont nous anéantir.

— Elle délire, dit la voix sanglotante de ma tante ; elle délire depuis si longtemps... Y a-t-il un espoir ? O mon Dieu, y a-t-il encore un espoir ? O mon Dieu, un miracle, je vous en conjure !

(Traduit du persan par Didier Leroy).



L'ÉQUILIBRE MILITAIRE CONVENTIONNEL DES DEUX BLOCS

L'URSS détient-elle une supériorité navale et chimique ?

IL est un dogme apparemment inébranlable à l'Ouest : celui de la suprématie militaire conventionnelle de l'Union soviétique. Après la deuxième rencontre entre MM. Reagan et Gorbatchev, et dans la perspective de conversations sur un éventuel désarmement conventionnel, la raison bien comprise des Européens voudrait pourtant que le discours employé jusqu'ici soit mis en conformité avec les réalités. Dans un précédent article (*le Monde diplomatique*, octobre 1987), l'amiral Antoine Sanguinetti avait fourni les éléments permettant d'apprécier plus justement l'état des forces terrestres, des chars et de l'aviation soviétiques. Il complète son analyse par un examen de la marine soviétique et des stocks d'armes chimiques.

Par ANTOINE SANGUINETTI *

Quand on parle d'équilibre Est-Ouest, c'est la marine qui constitue, après les chars, le principal épouvantail conventionnel soviétique pour l'opinion publique. *A l'origine de ce fait*, on trouve la façon dont les commentateurs présentent généralement le problème : en 1986, l'URSS disposait de 371 sous-marins et 1 171 navires de combat de surface, contre seulement 130 et 261 pour les Etats-Unis. Au profane, cette présentation peut sembler irréfutable.

Malheureusement ce décompte en nombre de bateaux n'a pas de sens pour un marin : on ne met pas en balance des bâtiments foncièrement différents. Vedettes côtières et porte-avions, ou autres bâtiments de haute mer ; catégories diverses de sous-marins – nucléaires ou classiques, lance-engins ou d'attaque – exigent d'être traités séparémment. Je me référerai principalement dans ce qui suit, tant pour les nombres que pour les appréciations techniques ou opérationnelles, à l'*Annuaire des flottes de combat* (F.C.) édité à Paris tous les deux ans en liaison étroite avec la marine, et publié aux Etats-Unis sous les auspices de l'US Naval Institute d'Annapolis.

Commençons par les sous-marins. Les sous-marins nucléaires lance-engins balistiques, d'abord, armes de dissuasion stratégique, n'ont pas place dans une étude relative aux armes conventionnelles. Les seuls sous-marins de combat naval sont les sous-marins d'*attaque, lanceurs d'engins aérodynamiques* ou de torpilles, SNA à propulsion nucléaire dans le jargon des sigles, ou SS classiques à propulsion diesel. Le 1er octobre 1985, les Soviétiques avaient 125 SNA et 165 SS contre 105 et 130 respectivement à l'alliance occidentale (1).

Mais, en ce qui concerne la seconde catégorie, il faut bien voir qu'une bonne centaine de ces SS classiques, *très âgés et d'un type tout à fait* périmé, qui encombrent en fait la flotte russe, sont réservés à l'exportation ou classés auxiliaires (2). Qu'on les défalque et les Occidentaux retrouvent un large avantage du nombre. Cela dit, les sous-marins classiques à diesel ne sont plus qu'une arme d'attaque du com*merce maritime, de peu d'utilité contre* l'URSS. C'est pourquoi les principales marines occidentales, Etats-Unis, Grande-Bretagne et France, en ont cessé la construction pour elles-mêmes depuis longtemps.

Quant aux sous-marins nucléaires d'attaque, ou SNA, les Soviétiques en ont vingt de plus, mais cet excédent correspond à des bâtiments anciens. Dans tous les cas, si leur flotte de SNA est *impressionnante, ceux-ci ne valent* pas encore ceux de l'US Navy et de la Royal Navy. Les derniers SNA soviétiques sont très beaux, mais en discrétion acoustique et en détection sous-marine, vitales toutes les deux, ils ont encore un grand retard sur les plus récentes réalisations anglo-saxonnes (3).

Ainsi, la supériorité technologique occidentale rétablit, et au-delà, l'équilibre dans le domaine des sous-marins. Quant à *celui* des bâtiments de surface de plus de 2 000 tonnes – les seuls utilisables en haute mer, – le nombre s'ajoute à la technologie pour donner à l'Occident une supériorité écrasante dans d'éventuels combats de surface mais aussi dans la lutte anti-sous-marine, autre talon d'Achille des sous-marins soviétiques.

On ne peut pas en effet disposer d'une force sous-marine fiable, technologiquement à jour et susceptible de survivre au combat si l'on n'aligne pas, parallèlement, des forces anti-sous-marines de surface, suffisantes en nombre et supérieures en qualité pour bien l'entraîner. Pour avoir méconnu cette vérité, l'Allemagne nazie a perdu dans la dernière guerre 785 sous-marins – plus du double de ce qu'ont les Russes. La lutte anti sous-marine ayant sans aucun doute fait depuis autant de pro*grès que les sous-marins, l'URSS sem*ble avoir aujourd'hui, outre son retard technologique, trop de sous-marins pour sa marine de surface.

Le tonnage, principal critère d'appréciation

UNE marine ne se mesure pas en nombre de bateaux. En fait, sa puissance et sa souplesse d'emploi s'apprécient en tonnage global : parce que c'est lui qui résume et traduit le mieux tout à la fois le nombre, la taille et la diversité des bateaux. Ce sont ces facteurs qui font les capacités de soutien à grande distance des bases, de long rayon d'action, de permanence à la mer et d'endurance des équipages, de vitesse par gros temps, de nombre et d'éventail des armes, de distance de détection, de niveau électronique et informatique, dont dépend l'exploitation des senseurs, et donc l'efficacité militaire. Et là, dans toutes ces rubriques, les Soviétiques sont très loin d'égaler l'ensemble occidental ou même les seuls Américains.

D'après l'*Annuaire des flottes de combat 1986*, la marine soviétique représente 2 185 000 tonnes de navires de combat, sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) exclus, pour un tonnage global de 3 millions et demi de tonnes, avec ses unités amphibies et navires logistiques de soutien. C'est aussi, pratiquement, le total de la flotte du pacte de Varsovie, et une belle marine, incontestablement.

Seulement, la flotte des Etats-Unis *atteint, elle, 4 143 000 tonnes, dont* 2 427 000 tonnes de navires de combat, ce qui est nettement plus. Et à ses côtés il y a toutes les marines de l'Europe occidentale, dont sept, après les Etats-Unis et l'URSS bien sûr, figurent *parmi les dix premières du monde en* commençant par la britannique et la française, troisième et quatrième. Au total, 1,5 million de tonnes supplémentaires pour les flottes européennes, ce qui porte l'alliance atlantique à plus de *5,5 millions de tonnes : plus d'une fois* et demie ce dont dispose le pacte de Varsovie, et en position d'encerclement de l'URSS sur tous les océans.

Les graves défauts des forces aéroterrestres soviétiques, à dire d'experts occidentaux (4), se retrouvent en fait dans la marine. Parmi les bâtiments de surface, le troisième porte-aéronefs du type Kiev, le *Kharkov*, est entré en service avec pas mal de retard sur les prévisions occidentales, du fait des modifications qu'il a fallu lui apporter. La plupart des experts de l'Ouest pensent en effet que les Kiev ne sont qu'un très médiocre compromis entre un véritable *porte-avions et un croiseur lance*-missiles (5) ; et que l'avion à décollage vertical qu'ils mettent en œuvre, le Forger, n'est pas une réussite.

Quant à la flotte de surface soviétique, ses bâtiments de 2 000 tonnes et plus – nettement moins nombreux qu'aux Etats-Unis, – ont pour une bonne part plus de vingt ans d'âge et étaient déjà considérés comme tout à fait dépassés en 1982 (6) : croiseurs de type Sverdlov ou destroyers divers de types Kashin, Kotlin, Kanin, Kildin ou autres Skoryy. Nous retrouvons là le problème des chars périmés de l'Armée rouge dans les mêmes proportions. Pour ce qui concerne la flotte de soutien logistique, elle est encore très loin d'être à la hauteur des besoins réels des forces de surface. Elle reste avec l'aviation embarquée, encore embryonnaire, l'un des points faibles de la marine soviétique. Mais ce ne sont pas les seuls.

Il est exact que la multiplication des *systèmes d'armes à bord des navires* soviétiques leur a donné un aspect impressionnant. Mais cela ne préjuge nullement de leurs qualités militaires. Les frégates soviétiques, par exemple, ont sacrifié l'espace pour les hommes, les équipements – en particulier électroniques – et la distance franchissable au profit des armes. Or ces dernières ne sont efficaces qu'en fonction de l'électronique et des hommes (7), tandis que l'endurance est essentielle à l'action maritime.

Dans la catégorie des navires amphibies, le premier des deux seuls grands transports d'assaut en service, de type Ivan-Rogov, est revenu en Baltique peu après sa mise en service, après un court séjour dans le Pacifique. Il a sans doute fallu en modifier les plans après quelques mois d'expérience (8). Aujourd'hui encore, leurs installations paraissent extrêmement compliquées et assez peu opérationnelles (9), en fait beaucoup moins bien conçues, dès le départ, que celles des 29 bâtiments similaires américains existant.

L'US Navy, pour son matériel, surpasse donc très largement sa rivale soviétique. Mais son avance s'accompagne aussi d'une très grande supériorité *sur le plan* de l'entraînement et de la valeur des équipages. Dans ce dernier domaine, les navires soviétiques ont accomplis des progrès. Cependant, hors des eaux nationales, ils naviguent beaucoup moins que ceux des grandes *marines occidentales. De l'avis de la* plupart des observateurs et experts navals, l'entraînement des forces de surface n'est qu'assez médiocre.

Le déploiement d'une force navale importante en océan Indien, au moment de l'invasion de l'Afghanistan, a montré que la marine soviétique était maintenant en état de soutenir un effort prolongé loin de ses bases. Mais cela n'a pu se faire qu'au prix d'une moindre présence sur d'autres mers, et notamment en Méditerranée. Dans tous les cas, les navires soviétiques, où que ce soit, ont continué de naviguer assez peu, restant le plus souvent à l'ancre à la limite des eaux territoriales dans des rades foraines ou des mouillages abrités. Cela peut permettre d'aguerrir les équipages, mais ne contribue pas à conférer aux officiers comme au commandement le « sens de la mer » des marins anglo-saxons (10).

Quant au personnel d'équipage, il ne semble pas que les trois ans de service imposés soient suffisants pour lui donner la qualification technique indispensable. Alors que dans les grandes marines occidentales il se compose uniquement ou en majorité de personnels de carrière, une faiblesse de la marine soviétique souvent ignorée vient de sa proportion trop forte d'appelés – en fait, la presque totalité. Même avec ces trois années de service, leur niveau technique moyen initial est trop bas pour leur donner une autre formation que d'opérateurs. Le taux d'engagements et rengagements étant d'autre *part très faible, les officiers mariniers* de carrière sont très peu nombreux, 8 % seulement du total des effectifs contre 30 % en France par exemple. Les tâches de maintenance et d'encadrement, qui, dans les marines occiden*tales*, appartiennent normalement aux officiers mariniers, doivent alors être dévolues aux officiers, qui sont 19 % du personnel, alors que ce pourcentage n'atteint pas 12 % en Amérique ou 8 % en France (11).

Autre fait important, les durées d'affectation de ces officiers sont très longues, pouvant atteindre voire dépasser dix ans sur le même bâtiment ou sur un navire identique. Il s'ensuit que, si les officiers connaissent généralement parfaitement leur bâtiment et le matériel qu'ils ont en charge, rares sont ceux qui peuvent acquérir les compétences générales et la polyvalence nécessaires à l'exercice de responsabilités de haut niveau ; l'initiative est peu développée ; le haut commandement, bien qu'on s'efforce de le rajeunir, est dans l'ensemble plus âgé de six à sept ans, en moyenne, que dans les marines occidentales ; le créateur de la flotte soviétique, l'amiral Gorchkov, n'a quitté le service actif, en 1984, qu'à soixante-quatorze ans, contre soixante et un ans pour ses homologues français (12).

Contraintes géographiques

LORSQU'ON analyse la puissance *maritime de l'URSS et ses déve*loppements, il ne faut pas oublier que cette nation est soumise à des contraintes géographiques sévères qui limiteront toujours ses possibilités opérationnelles (13). Elle est obligée de scinder ses navires en quatre flottes, confinées dans trois mers presque fermées dont les débouchés vers les eaux libres (Belt, détroits turcs et japonais) sont tenus par des alliés des Etats-Unis, ou à l'ouvert de deux océans, Arctique et Pacifique, aux conditions climatiques sévères. Pour gagner de plus les eaux où se ferait la décision, ces navires soviétiques seraient forcés de franchir des passages obligés (Islande-*Féroé, Gibraltar, détroits malais*), où ils seraient attendus (14).

Enfin cette marine, malgré les efforts constants de la diplomatie soviétique, n'a jamais réussi à obtenir outre-mer une base valable. Ce ne sont pas les quelques points d'appui ou facilités secondaires dont elle peut bénéficier ici ou là qui peuvent y remédier ; et ce handicap qui serait très grave en temps de guerre pose déjà en temps de paix des problèmes difficiles pour déployer la flotte dans les zones sensibles. Parler donc, comme le font les médias, de la marine soviétique et de la menace qu'elle représente sans faire état de cet aspect géostratégique des choses, c'est *fausser l'analyse dès le départ (15)*.

On ne peut enfin, à propos d'équilibre militaire entre les deux camps, passer sous silence les armes chimiques, de plus en plus souvent évoquées ici ou là dans des termes qui alarment à juste titre le citoyen moyen. Or il ne manque pas de documents accessibles et qualifiés pour qui veut se renseigner : *Military Balance*, de l'Institut d'études stratégiques de Londres, très lié à l'OTAN ; *Soviet Military Power*, du Pentagone, encore moins contestable par les plus manichéens ; rapports de l'UEO sur la « menace » ; ou livres disponibles en librairie (16).

Première remarque : aucun d'entre eux ne donne l'évaluation des stocks d'armes chimiques dans leurs inventaires des armes soviétiques : ce qui semble indiquer, chez ces spécialistes peu suspects de sympathies pour l'URSS, une incertitude beaucoup plus grande que celle affichée dans les discours repris par la presse.

Dans *Military Balance 1986-1987*, aucune allusion aux armes chimiques dans les cinq pages (31 à 36) d'étude générale des forces soviétiques. Dans les onze pages suivantes (36 à 46), relatives aux équipements, qui poussent la précision des décomptes de matériels à l'unité près, pas un mot non plus sur la question. La seule allusion se trouve finalement page 234, une des trois consacrées à l'équilibre conventionnel, où il est dit que les missiles sol-sol du pacte de Varsovie peuvent délivrer des têtes explosives, nucléaires ou *chimiques, sur leurs objectifs de* l'OTAN, ce qui est plutôt maigre.

Le *Soviet Military Power* publié en 1985 par le Pentagone – comme chaque année depuis 1981 – et préfacé par M. Caspar Weinberger, alors secrétaire à la défense, consacre effectivement (pages 71 et 72) l'équivalent d'une demi-page aux armes chimiques, mais sans aucune évaluation chiffrée. Il y est dit que l'armée soviétique est mieux préparée que toute autre à se battre dans un environnement chimique, qu'en défense contre les gaz ses soldats reçoivent un entraînement intensif, que ses véhicules sont tous équipés de systèmes de protection et d'alarme, que 80 000 hommes et officiers ont reçu un entraînement spécial et que parmi eux 45 000 sont affectés à l'armée de terre avec 20 000 véhicules spéciaux de détection et de décontamination. La seule précision sortant du cadre défensif consiste à dire qu'« *offensivement tous les mortiers, howitzers, canons, lance-roquettes ou missiles sol-sol peuvent être utilisés pour délivrer des armes chimiques* », mais toujours sans aucune évaluation des quantités. En sens inverse, il est noté en deux lignes (page 76) que seuls les Etats-Unis ont une capacité de riposte chimique, sans autre commentaire.

Si l'on possède aussi peu d'estimations chiffrées des stocks d'armes chimiques existantes, c'est en fait qu'elles sont compliquées par la distinction indispensable entre le poids de l'agent chimique et celui de la munition qui le contient. Le chiffre de 300 000 tonnes, le plus fréquemment cité ces dernières années pour l'URSS, s'applique, semble-t-il, aux munitions chargées et correspondrait à environ 30 000 tonnes de charges chimiques (à rapprocher de sa déclaration officielle de 50 000 tonnes). Mais cette distinc*tion n'est pas toujours établie*, voire comprise, dans les déclarations publiques. Même les rapports officiels témoignent de cette confusion, puisque les *Livres blancs* britanniques sur la défense, qui se référaient en 1983 à 300 000 tonnes d'armes chimiques soviétiques, mentionnent depuis 1984 300 000 tonnes d'agent neurotoxique : ce qui correspondrait alors à l'équivalent – plutôt invraisemblable – de 3 millions de tonnes de munitions chargées (17).

D'après un dossier bien documenté du Groupe de recherche et d'information sur la paix de Bruxelles (18), les Etats-Unis, quant à eux, disposeraient d'*environ* 30 000 tonnes de produits chimiques. Leur stock total, munitions et conteneurs compris, atteindrait probablement 342 000 tonnes, dont 13 % détériorés, irréparables ou périmés : ce qui correspondrait en fait à un équilibre entre les deux superpuissances. C'est assez vraisemblable quand on se souvient que les Etats-Unis ont refusé jusqu'en 1975 de ratifier le protocole de Genève de 1925 prohibant l'usage des armes chimiques ; ils les ont entre-temps utilisées au Vietnam, et il est très vraisemblable qu'il leur en reste d'anciens stocks ; enfin, M. Ronald Reagan a annoncé dès 1982 la reprise de leur fabrication par son pays, qui *dispose de capacités industrielles très* supérieures. Et cela explique sans doute la discrétion pour le moins surprenante des instituts d'études stratégiques occidentaux liés à l'OTAN, ou du Pentagone, sur le sujet.

Il ne s'agit pas, en tout cas, d'un secteur crucial, ni d'une arme absolue. Soumise aux phénomènes naturels, en bonne part incontrôlable, l'arme chimique peut conjuguer hécatombes *humaines et inefficacité militaire* – ce qui explique qu'elle n'ait pas été employée dans le dernier conflit mondial, même aux périodes de revers graves des divers belligérants. Si l'on considère par ailleurs en Occident, et singulièrement en France, que les armes nucléaires peuvent dissuader toute attaque, même simplement conventionnelle, le raisonnement s'applique plus encore à une agression chimique condamnée par les accords internationaux.

Dans ces conditions, la remise en fabrication de gaz de combat aux Etats-Unis s'accorde avec la continuité des positions de Washington de 1925 à 1975. En France au contraire, leur retour dans l'arsenal, prévu par la dernière loi de programmation, pourrait répondre à un objectif de conjoncture économique plus que de défense : donner, en période de crise, à l'industrie chimique, qui n'en profitait pas jusqu'ici, une part du gâteau des crédits militaires, comme une subvention déguisée.

Un piège redoutable

IL ressort de ce qui précède que le procédé simpliste de comparaison des forces des deux pactes à partir de chiffres bruts de matériels ou d'unités répertoriées ne permet en aucun cas de conclure à la supériorité conventionnelle soviétique, et n'a aucune valeur intrinsèque. Mais surtout, au stade actuel de recherche d'un équilibre militaire acceptable, cette pratique est porteuse d'un piège redoutable, qui nécessite un changement complet de mentalité et de raisonnement pour le déjouer.

En supposant, en effet, qu'un jour l'URSS offre de supprimer unilatéralement des fractions de matériels périmés, dépourvus désormais de valeur militaire, qui encombrent ses forces – par exemple ses 24 000 chars datant de 1948, ou des navires trop anciens, – l'opinion occidentale risque d'en conclure à un rééquilibrage rassurant des forces. Or l'opération aboutirait en réalité au résultat inverse : la récupération des centaines de milliers de soldats gaspillés à la garde et à l'entretien de ces matériels permettrait en effet d'augmenter en effectifs les divisions soviétiques armées de matériels valables mais insuffisamment dotées en personnel ; et par conséquent d'accroître considérablement, en dépit des apparences, la menace classique qui pèse sur l'Europe.

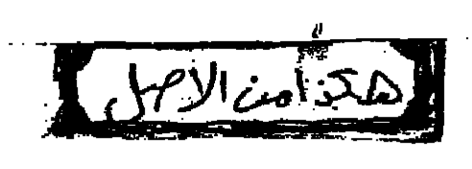
La raison bien comprise des Européens voudrait donc, à la veille de conversations sur un éventuel désarmement conventionnel, qu'on change le discours pour le mettre en conformité avec les réalités. Mais trop d'intérêts catégoriels s'y opposent pour qu'on puisse espérer, en temps utile, cette victoire du bon sens.

* Vice-amiral d'escadre (C.R.).

(1) Annuaire des flottes de combat (FC), 1986.
(2) FC 1986, p. 755 à 758.
(3) FC 1982, p. XXI et 1986, p. XXII.
(4) *Le Monde diplomatique*, octobre 1987.
(5) FC 1982, p. XXI.
(6) FC 1982, p. XXII.
(7) Jacques Sapir, *Le système militaire soviétique*, La Découverte, Paris, 1988, pp. 68 et 69.
(8) FC 1982, p. XXII.
(9) FC 1986, p. 807.
(10) FC 1982, p. XXII.
(11) FC 1984, p. XXV.
(12) Id.
(13) FC 1984, p. XXIII.
(14) FC 1980, p. XVIII.
(15) FC 1984, p. XXIV.
(16) Daniel Riche, *La guerre chimique et biologique*, Belfond, Paris, 1982.
(17) Document 1076 « Evaluation de la menace » de l'Assemblée de l'UEO, 3 novembre 1987.
(18) GRIP informations, dossier trimestriel n° 13, hiver 1987 : « Les armes chimiques reviennent », 46 pages, p. 20.







…X BLOCS

…et chimique ?

riposte chimique, sans autre conse…
taire.

Si l'on possède aussi peu d'estima…
tions chiffrées des stocks d'arme…
chimiques existantes, c'est en…
qu'elles sont compliquées par la d…
tinction indispensable entre le poids…
l'agent chimique et celui de la mu…
tion qui le contient. Le chiffre…
300 000 tonnes, le plus fréquemm…
cité ces dernières années pour l'URS…
s'applique, semble-t-il, aux muniti…
chargées et correspondrait à env…
30 000 tonnes de charges chimiques…
rapprocher de sa déclaration offici…
de 50 000 tonnes). Mais cette dist…
tion n'est pas toujours établie, ne…
comprise, dans les déclarations pu…
ques. Même les rapports offici…
témoignent de cette confusion, pu…
les Livres blancs britanniques su…
défense, qui se référaient en 19…
300 000 tonnes d'armes chimiques…
soviétiques, mentionnent depuis 19…
300 000 tonnes d'agent neurotoxique…
ce qui correspondrait alors à l'équi…
lent — plutôt invraisemblable —…
3 millions de tonnes de munitions ch…
gées (17).

D'après un dossier bien documenté…
du Groupe de recherche et d'informa…
tion sur la paix de Bruxelles (18), le…
Etats-Unis, quant à eux, disposeraient…
d'environ 30 000 tonnes de produits…
chimiques. Leur stock total, munitions…
et conteneurs compris, atteindrait pro…
bablement 342 000 tonnes, dont 1…
détériorés, irréparables ou périmés…
qui correspondrait en fait à un équi…
bre entre les deux superpuissances…
C'est assez vraisemblable quand on…
souvient que les Etats-Unis ont refusé…
jusqu'en 1975 de ratifier le protocole…
de Genève de 1925 prohibant l'usage…
des armes chimiques ; ils les ont en…
temps utilisées au Vietnam, et il e…
très vraisemblable qu'il leur en res…
d'anciens stocks ; enfin, M. Ron…
Reagan a annoncé dès 1982 la rep…
de leur fabrication par son pays…
dispose de capacités industrielles…
supérieures. Et cela explique sa…
doute la discrétion pour le moins…
prenante des instituts d'études straté…
ques occidentaux liés à l'OTAN, ou…
Pentagone, sur le sujet.

Il ne s'agit pas, en tout cas, d'une…
teur crucial, ni d'une arme ab…
soumise aux phénomènes naturels…
bonne part incontrôlable, l'arme de…
que peut conjuguer hécatombes…
humaines et inefficacité militaire —…
qui explique qu'elle n'ait pas é…
employée dans le dernier conflit mon…
dial, même aux périodes de rev…
graves des divers belligérants. Si l'…
considère par ailleurs en Occident…
singulièrement en France, que l…
armes nucléaires peuvent dissua…
toute attaque, même simplement…
conventionnelle, le raisonnement…
s'applique plus encore à une agression…
chimique condamnée par les accords…
internationaux.

Dans ces conditions, la remise…
fabrication de gaz de combat…
Etats-Unis s'accorde avec la constance…
des positions de Washington de 19…
1975. En France au contraire, le…
retour dans l'arsenal, prévu par la…
nière loi de programmation, pour…
répondre à un objectif de compé…
économique plus que de défense…
ner, en période de crise, à l'indus…
chimique, qui n'en profitait p…
jusqu'ici, une part du gâteau des…
dits militaires, comme une subvention…
déguisée.

…piège redoutable

La raison bien comprise des Eu…
péens voudrait donc, à la veille…
conversations sur un éventuel désar…
ment conventionnel, qu'on change…
discours pour le mettre en conformité…
avec les réalités. Mais trop d'inté…
catégoriels s'y opposent pour qu'…
puisse espérer, en temps utile, la…
victoire du bon sens.

(1) Annuaire des flottes de combat (FC…
1986.
(2) FC 1986, p. 755 à 758.
(3) FC 1982, p. XXI et 1986, p. XXII.
(4) *Le Monde diplomatique*, octobre 19…
(5) FC 1982, p. XXI.
(6) FC 1982, p. XXII.
(7) Jacques Sapir, *Le système mil… soviétique*, La Découverte, Paris, 1988, p… et 69.
(8) FC 1982, p. XXII.
(9) FC 1986, p. 807.
(10) FC 1982, p. XXII.
(11) FC 1984, p. XXV.
(12) Id.
(13) FC 1984, p. XXIII.
(14) FC 1980, p. XVIII.
(15) FC 1984, p. XXIV.
(16) Daniel Riche, *La guerre chimique… biologique*, Belfond, Paris, 198…
(17) Document 1076 « Evaluation d… … » de l'Assemblée de l'UEO, … bre 1987.
(18) GRIP informations, dossier… n° 13, janvier 1987 : « Les armes chimi… … », 46 pages, p. 20.

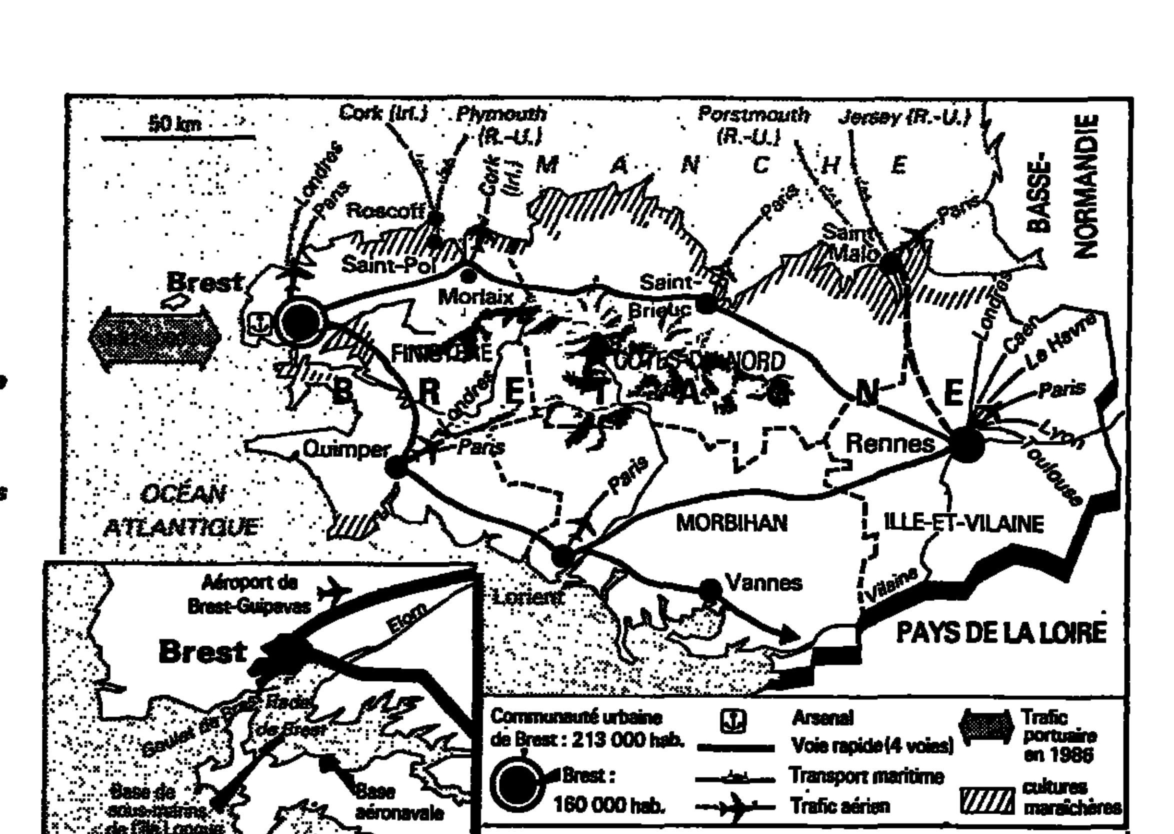
VILLES OUVERTES SUR LE MONDE

BREST à la pointe occidentale de l'Europe

Effet de la mondialisation de l'économie et de l'extrême complexité des relations entre Etats ? Les villes de province s'affirment parties prenantes dans le concert des échanges internationaux. Echanges commerciaux, qui contribuent au développement économique des régions, mais aussi contacts culturels et scientifiques de tous ordres, qui favorisent une meilleure connaissance entre les peuples.

En France, petites et grandes villes ont pu s'éveiller au monde grâce à une volonté nationale de décentralisation, lancée par le général de Gaulle et réalisée par la loi de régionalisation sous le septennat de M. François Mitterrand.

Située à la pointe occidentale de l'Europe, Brest — 220 000 habitants — peut ainsi compter sur l'intensification de ses échanges avec l'étranger pour asseoir ses projets de développement. Elle s'efforce à cet effet de parachever son désenclavement géographique — routes, ports et télécommunications — et de diversifier son tissu industriel. Elle participe aussi à l'envol économique de la première richesse de la Bretagne — l'agriculture et l'agro-alimentaire — en valorisant ses savoir-faire industriels et scientifiques, tandis que la région exporte une grande partie de ses produits maraîchers vers l'Europe et réussit une percée sur le marché américain.



La recherche au service du développement industriel

Par DENIS RUELLAN

AFFICHER des sentiments antimilitaristes à Brest ne tiendrait pas seulement de la provocation, mais du crime de lèse-économie. Le port militaire, l'arsenal blotti dans l'estuaire de la Penfeld, et, au loin, l'ombre cachée de la base de sous-marins nucléaires de l'île Longue : la présence militaire sait se faire discrète. Discrète mais omniprésente.

N'est-il pas vrai que 40 % des flux économiques sont indissociables de l'activité de défense, qu'un tiers des habitants en vivent ? *« Il ne faut pas considérer les seuls inconvénients de l'activité militaire. Celle-ci nous apporte d'abord un énorme potentiel de stabilité économique »*, souligne le jeune directeur de la chambre de commerce et d'industrie, M. Michel Gourtay.

Le site militaire a-t-il freiné ou favorisé les échanges marchands ? Le port de commerce existe depuis le dix-neuvième siècle, et si les espoirs d'en faire un pôle d'éclatement de fret vers l'Europe n'ont pas été couronnés de succès, il est un outil indispensable à la région pour l'importation d'hydrocarbures, de soja et de manioc, et l'exportation (vers le Proche-Orient) d'une des spécificités régionales, la volaille.

La ville bénéficie d'implantations industrielles publiques comme l'entreprise électronique Thomson CSF. De structures de recherche aussi, comme l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER). Autour de ces pôles, se sont développées des PME (petites et moyennes entreprises) dynamiques. Mais ce maillage reste insuffisant, et Brest, comme bien des villes où l'intervention de l'Etat est à la base du développement industriel, s'est laissé « anesthésier » par cette présence publique. *« 60 % des emplois dépendent de l'extérieur, ce taux est à la limite du supportable »*, reconnaît M. Gourtay.

Pour redynamiser l'initiative locale, il faut, selon les responsables, *« développer les synergies »* entre les acteurs économiques, mieux profiter du tissu des grandes industries navales et électroniques pour développer l'activité des PME. Car tel n'est pas le cas.

« Nous avons calculé que pour la fabrication d'un bâtiment pétrolier ravitailleur, 7 % seulement de nos approvisionnements en petits équipements sont réalisés par des entreprises du département, dit M. Tretout, directeur général de l'arsenal militaire. *Notre mission est de construire des bateaux, pas de faire de l'action économique en faveur de la région. Mais nous nous rendons compte aussi que nous ne pouvons nous comporter comme des diplodocus dans un environnement en désertification. La marine ne peut souhaiter qu'un plus grand dynamisme régional, car un contexte porteur offre une plus grande souplesse. »*

Ce discours est assez nouveau. Il y a peu d'années, on n'aurait jamais conçu à l'arsenal de détacher auprès des industriels un « M. interface » chargé de développer ces synergies. On l'envisage désormais. Du côté des politiques, on s'en dit très satisfait : *« A l'heure de l'ouverture des frontières de l'Europe, il est urgent de faire tomber les barrières communales »*, souligne le président de la communauté urbaine de Brest, l'ancien maire Georges Lombard.

Abattre les palissades : la population brestoise est l'une des mieux formées de France ; elle est aussi l'une de celles qui souffrent le plus du chômage — deux points au-dessus de la moyenne. *« Il y a vingt ans, l'Université française comptait deux cent mille étudiants et n'avait pas le souci de s'ouvrir sur le monde économique*, explique le président de l'université Bretagne occidentale (UBO), M. Firmin Tuffin. *Aujourd'hui elle en compte un million et elle doit définir des objectifs de formation qui répondent aux besoins du secteur productif. Sinon elle risque de conduire ses étudiants à l'échec. »*

La demande se fait sentir du côté des industriels qui désirent discuter de l'élaboration des programmes d'études, *« mais*, remarque le président de l'UBO, *c'est aux universitaires d'établir la juste balance entre les besoins de l'économie et la mission initiale de formation universelle de la société. Il n'est pas certain que les responsables d'entreprise perçoivent bien l'utilité d'une culture générale. Nous savons pourtant que des cadres formés de manière trop pointue sont vulnérables sur le long terme. »*

(Lire la suite page 30.)

Une ville et sa région

- **POPULATION (1982)**
  Brest : 160 000 habitants
  Communauté urbaine : 213 000 habitants (aujourd'hui : 220 000)
  Arrondissement (dix cantons) : 340 000 habitants
- **RÉPARTITION DES ACTIVITÉS**
  Commerce et services marchands : 66,9 %
  Bâtiment-travaux publics : 11,3 %
  Services non marchands : 8,3 %
  Production industrielle : 7 %
  Agriculture et pêche : 6,5 %
- **FORMATION**
  Avec une population jeune (la moyenne d'âge est de 34,1 ans) et parmi les mieux formées de France (taux minimum de bacheliers : 9 %), Brest accueille l'université de Bretagne occidentale. Ses écoles supérieures de commerce et d'administration des entreprises, d'ingénieurs, des télécommunications, des constructions et armes navales et son Institut d'informatique industrielle dispensent un enseignement adapté aux besoins de la région.
- **EMPLOI**
  Taux de chômage : 13 %. Légère progression du taux d'emploi en cinq ans (+ 2 %), moins marquée que dans l'est de la Bretagne (à Rennes : + 8,7 %).

La recherche au service du développement industriel

(Suite de la page 29.)

Brest n'a pas la vie facile. De cruelles déconvenues ont suivi des tentatives – audacieuses, parfois – de diversification. Ainsi la réparation navale, après des investissements considérables pour accueillir des super tankers de 500 000 tonnes, a subi de plein fouet la réduction des échanges pétroliers à partir de 1974. Les concurrences portugaise et grecque s'ajoutant, la fermeture du site n'a pu être évitée de justesse que grâce à l'initiative d'entrepreneurs bretons et avec le dixième des effectifs.

Une charte de la modernisation

« Dans la tempête, Brest en est venue à oublier qu'elle est une ville du grand large, une cité maritime cosmopolite », soupire un industriel. Internationale, la cité l'est par *nature ; mais son manque de souplesse économique pourrait lui coûter cher lors de l'ouverture du marché unique européen. « Nous gagnerons notre place à condition de savoir valoriser nos potentiels actuellement sous-utilisés : les ressources agricoles et marines ».*

Au début de 1988, dans un *document préparatoire à l'élaboration* du Xe Plan, les autorités de Brest soulignaient *« une faiblesse particulière des transferts de technologies (...) constatée pour l'ensemble de la région Bretagne ».* Le Grand Ouest français – comprenant les régions Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes – *dispose de deux atouts indispensables* à l'ouverture à la compétition internationale : un ensemble de six villes universitaires de taille moyenne (Angers, Brest, Le Mans, Nantes, Poitiers et Rennes) bien *déconcentrées et intégrées dans un* maillage serré de PME. Autre point fort, la diversité des filières scientifiques : électronique, informatique, agriculture et agro-alimentaire, mécanique et matériaux, ainsi que les sciences de la nature.

Avec les centres de recherche océanographique, l'université, les écoles supérieures d'électronique et de télécommunication, Brest dispose d'un potentiel enseignement-recherche déjà important. C'est pour dynamiser des synergies entre les centres de recherche et les entreprises, entre l'urbain et le rural, que les responsables du Finistère ont demandé à l'Etat de signer, le 5 février dernier une « charte de développement ».

« Il est bien fini le temps des litanies de doléances, précise M. Lombard, *mais il n'est jamais inutile de rappeler à l'Etat qu'en matière d'aménagement du territoire les équipements doivent précéder les besoins. Sinon on court au drame. »*

La charte prévoit notamment de créer un « technopôle ». L'expérience, suivie déjà par d'autres cités, telles Rennes ou Nice, consiste à favoriser la création d'entreprises dans une « nurserie » et à faire se rencontrer chercheurs et entrepreneurs : une sorte de pédagogie de la modernisation. Un site est choisi – il sera à la pointe du Diable, proche de Brest – et des activités productives sont ciblées : la transformation de produits marins et l'agro-alimentaire.

L'Europe mais aussi la francophonie

« Nous voulons faire de Brest un pôle d'excellence dans ces domaines, martèle M. Georges Lombard. *Nous avons de grandes ressources naturelles, notre problème c'est la qualité et la transformation en Bretagne de nos productions. »* Quatre cents millions de francs sur cinq ans seront consacrés à la mise sur pied de plusieurs structures de transfert technologique et à l'amélioration des installations aéroportuaires indispensables à tout projet d'exportation, un objectif aujourd'hui majeur.

Cap sur l'Europe. Avant de se lancer dans le marché unique, la Bretagne occidentale veut achever son désenclavement, commencé il y un quart de siècle par le réseau routier et les télécommunications. Un paysan du département, M. Alexis Gourvennec, figure déjà *historique de la Bretagne moderne,* résume ses ambitions : *« Depuis vingt-cinq ans, la Bretagne fait éclater les contraintes pesant sur son développement ; aujourd'hui elle a besoin d'outils : la formation et la recherche. »*

Dans le cadre du plan Comett, la CEE vient d'ailleurs de décider de donner une dimension européenne à un enseignement multimédia sur les biotechnologies dispensé en Bretagne. Ce cours, qui associe déjà les écoles supérieures et les universités de toute la région, s'adresse en particulier aux cadres des entreprises. Grâce aux hautes technologies de communication qu'il utilise, les étudiants bénéficient sans retard des meilleurs enseignements disponibles au niveau national et international.

Cap sur la francophonie aussi. En 1987, la troisième réunion du Haut Conseil de la francophonie s'est déplacée à Brest. *« Le principe d'un espace économique liant les pays a émergé des rencontres entre les parlementaires,* explique M. Jean Henner, directeur à la chambre de commerce et d'industrie. *Nous avons repris l'idée au bond et proposé de participer à cet espace. Nous mettrons à disposition nos structures de formation pour les entreprises, ainsi que notre potentiel informatique déjà très musclé pour la création d'une base de données économiques. »*

DENIS RUELLAN.

Entre mer

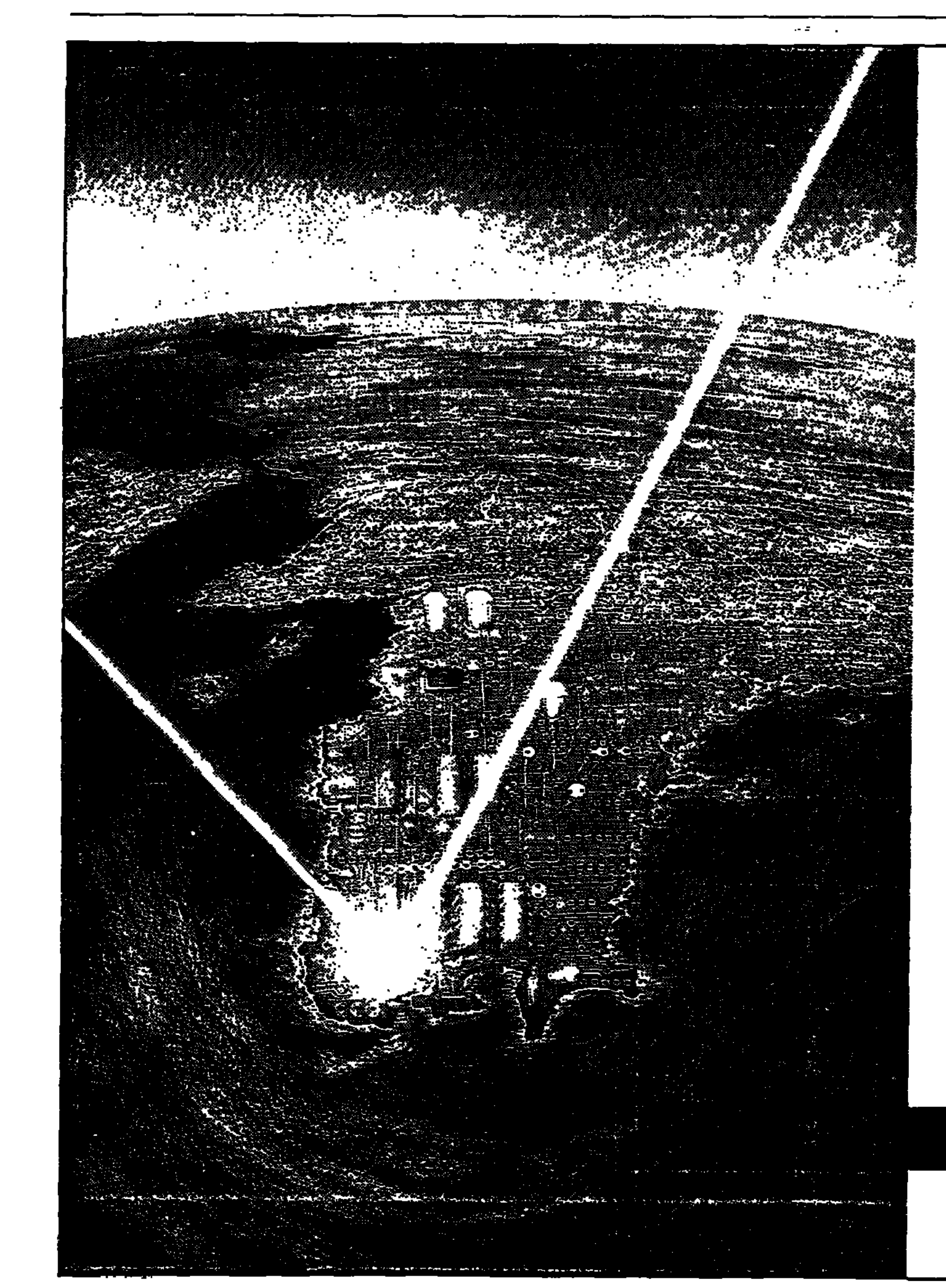
ENTRE mer et terre, Brest ne choisit plus.

« Ville considérable de Basse Bretagne, fameux port de mer », lisait-on sur les cartes maritimes du dix-septième siècle. *« Sa baie est une des plus belles et des plus sûres de l'Europe, et son entrée qu'on appelle le Goulet très difficile. »* Le site a fait la vocation militaire : depuis l'Antiquité la rade de Brest est capitale dans la défense navale. Aujourd'hui, elle abrite la base de la Force océanique stratégique de la France.

Au quinzième siècle, au temps où la Bretagne jouait le diable anglais contre le Français, tâchant maladroitement de préserver son indépendance, un dicton affirmait : *« N'est pas duc de Bretagne qui n'est pas sire de Brest ».* De nos jours encore, le voyageur attentif sait percevoir dans cette province rétive le souvenir amer des violences coloniales : un sentiment frondeur en politique, une langue *étouffée que vieux et très jeunes s'obstinent à faire entendre.*

Brest est née de cette violence. Petit port de pêche, elle fut élevée, voilà trois cents ans, au rang de colonie. Le ministre Colbert y assit à jamais la puissance centrale sur ce bout de terre, ce doigt pointé sur l'océan. Longtemps, la ville et son port militaire sont demeurés de véritables enclaves françaises en pays breton, ajoutant à l'isolement géographique une impossible relation avec le terroir.

« Cette ville ne connaissait du monde rural que l'ombre pâle des paysans des alentours qui venaient dès l'aube vendre leurs légumes », raconte un universitaire du lieu. *« Il n'y avait pas de*





DIVERSIFICATION, NOUVEAUX DÉBOUCHÉS

Comment échapper aux pièges de la politique agricole commune

« LA géographie ne ment pas. Il est aussi difficile de la faire mentir que d'empêcher la mer de monter. » Certes très excentrée, la pointe de la Bretagne occidentale se console sans peine d'un climat des plus favorable à la terre. A contempler les étendues côtières du nord du Finistère couvertes de choux-fleurs, d'artichauts et de pommes de terre, on ne doute pas un instant que les Bretons aient su profiter de l'air doux et humide porté chez eux par le Gulf Stream.

« Nous avons toujours eu un regard lucide sur notre géographie, pour mieux l'utiliser », poursuit M. Alexis Gourvennec, un paysan qui reçoit dans son bureau de verre de la Société d'intérêt collectif agricole (SICA), dont il fut le fondateur à l'âge de vingt-cinq ans et dont il reste le président depuis presque trois décennies. La SICA est une organisation redoutable. Forte de quatre mille membres et d'un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs, elle met chaque année sur le marché 600 000 tonnes de légumes, soit les trois quarts de la production légumière de la région.

« La Bretagne a toujours été prospère quand elle n'a pas arrêté son regard à l'Hexagone, quand elle a commercé sur les mers. Il est vrai que, selon l'épine dorsale européenne Rhin-Rhône, nous sommes mal placés. Mais, par rapport aux îles Britanniques, bien au contraire ! Nous sommes la terre agricole et touristique la plus proche de l'Angleterre industrielle. Dès les années 1965-1968, nous avions fait ce constat et demandé à l'Etat de compléter le désenclavement de la Bretagne par un port en eau profonde dans le nord du Finistère, à Roscoff. »

Le port achevé, les Bretons se sont mis en chasse d'un armateur. *« Aucun ne s'est présenté, ni Français, ni Anglais, ni Norvégien. Nous avons dû créer notre propre compagnie, la Britanny Ferries, avec les producteurs de la région, les mutuelles agricoles et les chambres de commerce et d'industrie. Aujourd'hui, nous exploitons neuf bateaux vers l'Angleterre, l'Irlande et l'Espagne. En moyenne trois cents camions par jour, un million trois cent mille passagers par an. »*

L'Amérique en vue

La vente à l'exportation est déjà une habitude en pays léonard, la région de Saint-Pol-de-Léon spécialisée dans la production légumière. 60 % des choux-fleurs, 55 % des pommes de terre primeurs, 35 % des échalotes, 20 % des endives partent à l'étranger, essentiellement vers l'Europe. Seul l'artichaut n'a su à ce jour conquérir les tables voisines.

Les Finistériens lorgnent désormais vers l'Amérique du Nord. *« Notre région est la plus proche des Etats-Unis et du Canada à vol d'oiseau*, reprend M. Gourvennec. *New-York, Montréal sont aussi proches de nous que de la Californie, leur fournisseur traditionnel. Mais paradoxalement, c'est nous aussi qui faisons le plus de kilomètres pour y parvenir ! »*

En 1987, les légumiers et des entrepreneurs réunis dans l'association Brait Wave ont percé sur le marché américain. Trois mille tonnes d'échalotes, 500 tonnes de tomates ont franchi l'Atlantique, mais, faute de moyens aéroportuaires adaptés, les cargaisons ont dû transiter par Paris, Rotterdam et Luxembourg. Résultat, le coût de transport est grimpé à 7 francs par kilo de tomates, contre 4 francs en départ direct des Pays-Bas.

Difficile, dans ces conditions, de se placer sur un marché aussi exigeant et convoité que celui de l'Amérique. Comme au temps du premier plan de désenclavement de la Bretagne des années 60, les Léonards ont scellé l'alliance avec les Brestois pour obtenir la mise aux normes internationales de l'aéroport de Brest-Guipavas. La charte de développement signée en février prévoit l'allongement de la piste et l'équipement d'un système d'atterrissage tous temps.

Mais le Finistère, cité en exemple pour son effort de diversification, a peut-être mangé son pain blanc. La nouvelle politique agricole commune (PAC) de l'Europe taille sans vergogne dans les productions laitière et céréalière, deux activités qui occupaient ces dernières années beaucoup de bras et de surfaces. Sans grand résultat à ce jour, les divers systèmes de quotas et d'incitations à l'abandon d'activité n'ont pas limité les excédents de production. La tendance, par contre, est à la concentration des terres et des outils — avec 800 hectares céréaliers, M. Gourvennec en est un bel exemple, — et déjà l'on prévoit que les exclus de la PAC se reporteront, en France comme dans le reste de l'Europe agricole, vers les productions légumières et maraîchères.

De la quantité à la qualité

« Il faut passer de l'âge de la quantité à l'âge de la qualité », estime M. Yves Tirrily, chercheur au laboratoire de microbiologie et biochimie appliquée aux végétaux de l'université de Brest. *« Le temps de préparation d'un repas est revenu de deux heures trente en 1954 à trente minutes aujourd'hui. La consommation de légumes est en plein « boom », on achète de plus en plus de plats préparés et légumes frais « prêts à l'emploi », mais les consommateurs exigent aussi une qualité sans faille. »*

Plus question, désormais, de vendre le moindre légume taché ou légèrement défraîchi ; les produits de la « quatrième gamme » (salades lavées en sachet, barquettes de carottes râpées...) n'ont d'avenir que dans la perfection. *« A l'horizon 1992, seules les régions qui auront franchi ce saut qualitatif grâce à d'importants efforts de recherche émergeront sur le plan international »*, poursuit le chercheur.

La qualité passe d'abord par la technique de conservation du froid positif humide. Largement utilisée en Hollande, elle permet de maintenir les produits dans un état de fraîcheur sans dessécher, *« comme baigné de rosée à l'aube »*, dit poétiquement le paysan-manager Gourvennec. Ces dix-huit prochains mois, la Bretagne va investir 200 millions de francs dans cette technique pour traiter 1 million de tonnes annuelles.

La qualité, c'est aussi la capacité de prendre en permanence de l'avance sur la concurrence quant aux espèces et variétés cultivées. La charte prévoit 25 millions de francs pour la création d'un institut des sciences de l'agriculture et du monde rural à l'université de Bretagne occidentale et le renforcement du potentiel de recherche-développement en biogénétique autour de la station de l'Institut national de recherche agronomique (INRA) de Plougouim.

Pas plus en Bretagne qu'ailleurs, on ne se fait d'illusion sur la transparence totale des frontières en 1992. Les normes de qualité sanitaire permettront encore de protéger certains marchés. *« La tomate espagnole aura beau être moins chère que celle des Hollandais, ceux-ci pourront exiger des niveaux de toxicité résiduelle dans les légumes toujours plus bas qu'eux seuls obtiendront en pratiquant une agriculture totalement biologique »*, remarque le chercheur Yves Tirrily.

La Bretagne, le Finistère en particulier, paye cher ses efforts passés d'intensification de l'agriculture. Ne trouve-t-on pas parfois, dans les choux-fleurs, cinq fois trop de nitrate ? La proximité de centres de recherche devrait faciliter cette mise à niveau qualitative qui passe par l'abandon définitif de certaines pratiques culturales, l'épandage de lisier par exemple.

Les producteurs léonards se disent conscients des enjeux de la recherche. Et de la nécessité de diversifier leurs productions. Quotas laitiers obligent, la Société industrielle laitière du Léon, une PME familiale de cent cinquante personnes très spécialisée dans le lait, a ouvert un laboratoire et lancé de nouvelles activités : les jus de fruit et les potages de légume. Une saine réaction qui lui a permis de mettre en marché des conserves de soupes primeurs en même temps que les marques multinationales Maggi, Liebig et autres Knorr.

Pour son développement, la SILL fait aussi appel à l'ADRIA (Association pour le développement de la recherche appliquée aux industries agro-alimentaires, basée à Quimper). Financée à 65 % par des industriels, cette structure développe en particulier des recherches très fines sur les bactéries lactiques et leur utilisation dans la conservation biologique des aliments. Pour son directeur, M. Claude Bourgeois, la surface européenne est indispensable, même pour un organisme régional : *« La recherche est un produit comme un autre. Pour se développer, elle doit faire des économies d'échelle et diffuser ses résultats auprès d'un grand nombre de producteurs. Nous devrons nous partager le travail avec nos partenaires étrangers. »*

D. R.

et terre

conscience d'un destin commun entre la cité et son arrière-pays. Mais ces choses ont bien changé depuis la guerre. »

Le second conflit mondial ne s'oublie pas. Pendant quatre ans, la ville fut bombardée sans répit. Du centre, il ne reste rien. Pour les Brestois, 1945 est une nouvelle année zéro, l'orée d'une autre cité. Au sortir de la guerre, l'urgent était de désenclaver géographiquement la Bretagne, et en particulier sa pointe occidentale, le département du Finistère. Pris au piège d'une histoire qui éloignait les champs de bataille, les « colons » de Brest ont dû faire alliance avec les campagnards : ceux-ci ont appuyé le projet d'une université ; les citadins ont renvoyé l'ascenseur pour le creusement du port que revendiquaient les agriculteurs exportateurs de légumes. Tous ont obtenu le vote du « plan routier breton » et la modernisation des communications.

Tableau idyllique? Non pas, l'unité n'est pas — ni plus ni moins qu'ailleurs — la qualité première des gens de ce bout de terre. Ils disent d'eux-mêmes qu'*« ils ont une main sur le chapelet de prière, l'autre dans la poche de leur voisin ! »*. Ce terroir maritime est fait de solitaires terriblement têtus à réussir.

Seulement voilà; pendant des siècles, Brest s'est offerte au monde, elle a largué ses marins, expatrié ses meilleurs esprits — parmi eux, le sait-on, Louis Hémon, auteur de *Maria Chapdelaine*, l'ouvrage le plus traduit après la Bible. A l'aube du troisième millénaire, elle lorgne — aussi — vers son terroir. Un retour à la terre, à la Bretagne, la première région agricole d'Europe, pôle d'excellence des biotechnologies appliquées à l'agro-alimentaire.

D. R.

DE L'EXPLORATION MARINE A L'AQUACULTURE

Un pôle océanographique

« BREST ville de la mer » *n'est pas une image usurpée. Discrète, elle* se plaît dans l'ombre des labora*toires et le silence des profondeurs* : elle est le principal pôle de recherche océanographique française. Deux organismes publics y regroupent l'essentiel des compétences : l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) et l'Institut d'études marines (IEM), rattaché à l'Université.

Sous tutelle gouvernementale, l'IFREMER est un établissement scientifique à caractère industriel et *commercial, comprenant un effectif* de mille cent soixante-quatorze personnes et huit filiales. Fondamentale et appliquée, sa double mission de recherche le fait naviguer de l'université à l'industrie, de l'Hexagone aux antipodes. Ses programmes sont étroitement liés aux explorations étrangères, (RFA, Espagne, Portugal, URSS, Brésil, Inde, Indonésie et Japon, parmi d'autres). Le site de Brest, à la pointe du Diable, est la principale implantation de l'Institut.

L'IEM est au contraire strictement universitaire. Fort de cent vingt-trois personnes, il intervient dans l'ensemble des aspects marins grâce à une structure interdisciplinaire.

Investisseur pionnier

Les deux organismes mènent des recherches de type fondamental qui contribuent à placer la France dans le peloton de tête des pays investisseurs des océans. Grâce aux vingt-sept campagnes d'exploration que l'IFREMER a menées dans le Pacifique nord depuis une quinzaine d'années, la France vient d'être reconnue par l'ONU, le 17 décembre dernier, comme « investisseur pionnier » dans les champs de nodules polymétalliques situés entre les fractures de Clairion et Clipperton.

Ainsi que l'Inde, l'URSS et le Japon, la France dispose désormais d'un territoire de 75 000 kilomètres carrés dans cette zone sédimentaire située à 5 000 mètres de profondeur et très riche en concrétions de man*ganèse, cuivre, nickel et cobalt, les* fameux nodules. Ce gisement, qui ne pourra pas être exploité de manière rentable avant plusieurs décennies, constitue une réserve stratégique très disputée.

Pour sa part, l'IEM participe activement au programme européen EPOS (European Polarstem Study). Cent quarante chercheurs, dont quatorze français, sont engagés dans l'étude de l'écosystème antarctique. Les eaux glacées *du continent blanc renferment des ressources alieutiques* considérables. On estime que les bans de krill pourraient être exploités à concurrence de 100 millions de tonnes annuelles. Comparés aux *quelque 80 millions* de tonnes de production mondiale actuelle – toutes pêches confondues, – l'enjeu antarctique n'est pas mince. La France, grâce à ses îles australes (Kergelen et Crozet), fait d'ailleurs figure de favorisée.

Sur le plan fondamental, la recherche océanographique française excelle. Mais, c'est bien connu, son application, le transfert des technologies, ne sont pas encore une habitude, tant pour les chercheurs – qui ne détestent pas travailler pour l'amour de l'art – que pour les acteurs économiques, qui ignorent trop les résultats et se contentent d'archaïsmes.

L'IFREMER et l'IEM ont, depuis plusieurs années déjà, assuré un réel effort pour faire passer les résultats de leurs travaux au bénéfice des entrepreneurs de la région et de la nation, sans négliger la dimension internationale qui fournit *la surface indispensable à tout* investissement en recherche-développement.

Un « chalutier du futur »

Dans le cadre de l'ambitieux programme européen Eurêka, l'IFREMER développe, en coopération avec l'Espagne et l'Islande, un « chalutier du futur ». Pas de révolution dans les formes ou dans les concepts d'exploitation, les trois prototypes – deux en Espagne, un en France – qui sortiront des cales en 1992 seront avant tout des engins astucieux, bourrés de haute technologie et de systèmes sophistiqués rendant la pêche plus sûre, plus confortable et plus rentable.

« La conception de ces navires procède d'une analyse fine des méthodes de travail à bord », explique M. Gonzalez Ramiro, ingénieur naval et chef de ce projet baptisé Halios. La pêche est une activité des plus dangereuses et des plus aléatoires. Mise au point d'un sondeur-détecteur de poisson sur le fond, standardisation des containers de stockage, amélioration des *processus de traitement du poisson* à bord, ergonomie des postes de travail – sur le chalutier, les deux tiers des marins sont confinés dans la cale pour vider, trier et ranger le produit, – les axes de recherche-développement de Halios ont été déterminés par de longues concertations avec les marins eux-mêmes.

La sécurité est une préoccupation constante : ces derniers mois de nombreux navires ont disparu sans raison apparente, par mer calme, au large de la Bretagne. Truffés d'informatique, les chalutiers Halios fourniront à leurs pilotes quantités d'informations combinées sur la gîte du flotteur, la traction du chalut, l'état de la mer, etc. Une aide à la décision qui devrait aussi permettre de mieux gérer les flottilles et d'améliorer les communications entre navires et avec la terre.

Doté de 340 millions de francs, ce projet « *high tech* » attire l'attention, notamment celle des Norvégiens, des Argentins et des Canadiens, qui poussent fort la porte européenne. Ils pourront sans doute participer à Halios en passant des accords avec les entreprises françaises et espagnoles étroitement intégrées à la phase recherche-développement des navires. Halios est en effet une première dans l'association totale des chercheurs et des utilisateurs de la recherche qui profitera d'abord à la pêche industrielle (cinquante navires en France) et, à plus long terme, aux quelque cinq cents *armements artisanaux de l'Hexagone*.

Eveiller des vocations

La *disparité* des Etats associés dans Eurêka-Halios *n'est* pas le moindre des intérêts de ce projet. Comparée à celle de l'Islande, où la mer représente 75 % de l'activité *nationale*, à celle de l'Espagne, qui construit cinq fois plus de navires de pêche que la France, la participation française tient surtout au souci de développer la technologie hexagonale. *« Nous voulons éveiller des vocations chez les industriels dans le domaine de la pêche afin de mieux contrer l'omniprésence japonaise »*, explique le chef du projet.

Eveiller des vocations, c'est aussi le souhait des chercheurs de l'IEM. Associés à l'IFREMER, ils tentent de faire aboutir vingt-cinq années de recherches sur les algues marines : 80 % des algues récoltées en France viennent du littoral léonard, dans le Finistère nord. La France produit 11,36 % des alginates dans le monde (Chine exclue), qui sont utilisés principalement dans les industries textile, alimentaire et pharmaceutique. La Bretagne est placée au premier rang européen des régions productrices d'algues, mais ses capacités stagnent. Le ramassage ne suffit plus, il faut désormais cultiver.

Pour l'IEM, M. Jean-Yves Floc'h a tissé des relations de recherche avec des pays cultivateurs d'algues, tels le Canada, la Chine, la Corée et, bien sûr, le Japon, à l'avant-garde de cette technique. L'aquaculture végétale est une toute nouvelle pratique dans le monde, à peine trente ans d'âge.

Certaines espèces sont tout à fait propres à la consommation humaine, fournissant à la fois vitamines, protéines et calories. *Undaria pinnatifida* – plus connue sous le nom de wakamé – est une algue brune très consommée au Japon, sous forme de soupe et de salade. Aujourd'hui, grâce à ses faibles coûts de main-d'œuvre, la Corée est en passe de devenir le premier producteur mondial de wakamé, et les cultures japonaises tendent à diminuer.

Les préparateurs japonais de l'algue alimentaire cherchent donc *à diversifier leurs fournisseurs. Une* bonne occasion pour la Bretagne, qui *réussit* actuellement une première tentative de culture d'*Undaria* dans l'île d'Ouessant, au large de Brest. La reproduction végéta*tive en laboratoire de l'algue est* maîtrisée, et les premiers bilans soulignent la bonne adaptation d'*Undaria* au milieu léonard, puisqu'elle se reproduit même à l'état sauvage. Le service de télédétection de l'IFREMER a établi, grâce à des images du satellite Spot, une carte en couleur des réserves d'algues. Encore au stade expérimental, les chercheurs espèrent bientôt donner le feu vert aux producteurs candidats à l'aquaculture.

D. R.

Sous l'œil des satellites

TANT pour l'aide à la navigation que pour la connaissance des richesses côtières, l'observation des océans par satellite devrait connaître de forts développements ces prochaines années.

Le site de l'IFREMER à Brest disposera en 1989 d'un centre de recueil et de traitement (CERSAT) des données transmises par le satellite ERS-1, prochainement lancé. Fruit d'une coopération entre l'Agence spatiale européenne, le Centre national d'études spatiales et l'IFREMER, ce projet a fait appel à une société française de conseil en informatique, Cap Gemini Sogeti, pour mettre en place ses outils informatiques, créer les logiciels de traitement et assurer le suivi.

Le CERSAT apportera de précieuses indications sur l'état de la mer, le régime des vents, l'évolution des courants et des champs thermiques. De 1990 à 1992, il se contentera de recueillir les données transmises par ERS-1. Dans une seconde phase, qui durera dix ans, les techniciens exploiteront les archives pour, par exemple, améliorer les modélisations de la prévision météorologique.

Les images haute résolution fournies par le satellite SPOT sont aussi traitées au centre de Brest, par le service applications de la télédétection de l'IFREMER. Elles sont utilisées pour la cartographie du littoral, l'inventaire des ressources végétales, la compréhension de phénomènes de pollution et la détermination de sites aquacoles.

De même, les images transmises par les satellites météorologiques géostationnaires et défilants (NOAA) ou les satellites équipés de capteurs de couleur d'eau (NIMBUS-7, SPOT-3) permettent de dessiner des cartes de température de la mer très utiles pour la recherche de ressources animales. L'IFREMER a déjà eu l'occasion de tester ses techniques en coopérant avec le Chili et le Maroc lors de programmes d'études sur des remontées côtières d'eau dans des zones de pêche pélagique.

BILAN DU BOURGUIBISME

Les avatars de la modernité en Tunisie

Par CLAUDE LIAUZU *

L'ACTUALITÉ confère un intérêt supplémentaire à cet ouvrage publié en novembre 1987 (1), quelques jours après le remplacement inopiné de M. Habib Bourguiba à la tête de la République tunisienne. Seize spécialistes des sciences sociales, réunis par Michel Camau, y dressent un riche état des lieux, avec des tableaux précis du système politique et de l'économie de ce pays. Cela nous vaut de fines analyses des stratégies successives de croissance (le « tout-Etat », puis la libéralisation et l'ouverture) et du « désenchantement économique », qui en est le bilan le plus évident. Les différents protagonistes de la scène publique – le pouvoir, le Destour, les forces politiques – sont présentés de manière claire, ainsi que certains éléments des dynamiques sociales, en particulier la question syndicale, l'intelligentsia et le fait féminin.

Le livre est donc un état des questions très à jour, un outil de travail qui manquait, et qui enrichit la collection « Connaissance du monde arabe » du CNRS. Peut-être un index thématique, un essai bibliographique, auraient-ils été des compléments utiles.

Mais, bien sûr, ce que l'on attend d'un tel ouvrage est d'abord un éclairage de la crise tunisienne. Malgré un inévitable fractionnement disciplinaire et thématique, il propose une problématique globale qui s'ordonne en quatre volets : 1) les origines de la Tunisie contemporaine : le nouvel Etat, la nation, le défi du sous-développement ; 2) l'Etat, maître d'œuvre du développement et de la modernisation de la société, discours et réalités ; 3) les fractures récentes dues aux dynamiques sociales. Enfin, la quatrième partie s'interroge sur la capacité de gestion des conflits par le pouvoir.

On aura reconnu la trajectoire et la courbe déclinante de l'un des plus longs leaderships de l'histoire du tiers-monde (de la fondation du Néo-Destour en 1934 à la fin 1987), et la question centrale de la modernité, mythe fondateur du « bourguibisme ». L'un et l'autre ont été longuement cultivés par l'élite intellectuelle tunisienne. Ils l'ont été également de ce côté de la Méditerranée : M. Habib Bourguiba a bénéficié d'une longue sympathie, voire d'une rare complaisance, de la part d'une gauche qui se reconnaissait dans cette greffe de l'Occident par un despote éclairé sur une terre arabe jugée ingrate. Raison contre passion, laïcité contre islamisme, république civile entourée de monarchies et de dictatures militaires...

Janvier 1978 (affrontement entre la centrale syndicale UGTT et le pouvoir) ; janvier 1980 (affrontements de Gafsa) ; janvier 1984 (émeutes dites « du pain ») ; avancée islamiste et une fin de règne à haut coût et à hauts risques ont imposé un renversement de perspectives et un renouvellement des interrogations. Comment expliquer l'étatisation du pays, qui a supprimé les médiations entre le pouvoir et la société ? Comment expliquer l'appropriation privée de l'Etat ? Comment expliquer la configuration actuelle du champ de forces tunisien ?

Michel Camau cerne avec rigueur, en jouant de la gamme de la politologie, les contradictions internes du projet. Ce sont celles mêmes de toute transformation par en haut : utilisation instrumentale de la culture populaire, récupération des allégeances communautaires, clientélisme... Une approche comparative aurait été intéressante pour rendre compte de cette « *traditionalisation du politique* ». Par exemple, à partir de la problématique du « *néo-patrimonialisme* » utilisée par Hisham Sharabi ou Jean Leca : la notion définit les formations hybrides combinant les traits du pouvoir patrimonial et moderne, qui sont entrées dans une phase de désintégration à la fin des années 70 (2).

La quête d'une « problématique légitime »

UN autre éclairage aurait été précieux, celui des relations avec les Etats étrangers. Il aurait ajouté quelques soupçons à cette modernité, et replacé les problèmes tunisiens dans une géo-politique méditerranéenne et arabe dont les puissances occidentales et les pays voisins sont une composante.

Mais, surtout, les phénomènes de dislocation de la société (différenciation sociale, crise des classes moyennes, blocages de la mobilité, question ouvrière, paupérisme, phénomènes de génération, urbanisation), les mouvements sociaux (poussées revendicatives et émeutières, et radicalisation islamiste) qui ont bouleversé le paysage tunisien demeurent dans l'ouvrage au second plan, et sont vus à partir de l'Etat. On reste au seuil de ce qui est peut-être la question-clé : la quête par les sociétés du tiers-monde d'une « *problématique légitime* », au sens où l'entend Pierre Bourdieu.

Ni la pensée théologale ni la fascination de l'Occident ne peuvent réinterpréter les héritages symboliques de manière progressiste et fonder un consensus du tiers-monde. Si la crise actuelle est bien celle de la mondialisation contradictoire de la modernité, la question concerne très directement tous ceux qui se préoccupent des rapports entre l'Occident et le tiers-monde.

* Professeur au GEEMAM (Groupe d'études et d'échanges du monde arabe et musulman), université Paris-VII.

(1) *Tunisie au présent. Une modernité au-dessus de tout soupçon ?* Sous la direction de Michel Camau, Centre national de la recherche scientifique, Paris, 1987, 420 pages, 150 F.

(2) Cf. Hisham Sharabi, *Neopatriarchy. A Theory of distorted changing contemporary Arab Society*, Oxford Press, New-York, 1987, et *Arab Studies Quarterly*, 1987, vol. 9, n° 1.

PRIX SIMON-BOLIVAR 1988

Le Vicariat de la solidarité du Chili aux côtés des victimes de la dictature

L'UNESCO a attribué, le 29 mars 1988, le prix international Simon-Bolivar 1988 au Vicariat de la solidarité du Chili, candidat présenté par le Conseil de l'Europe.

Le jury, composé de personnalités provenant de toutes les régions du monde (MM. B. Bakri, H. Lopes, A. Uslar Pietri, L. Echeverria, G. Parthasarathi et W. Soyinka, prix Nobel de littérature) et présidé par M. Claude Julien, directeur du *Monde diplomatique*, a déterminé son choix « *en raison de la lutte incessante du Vicariat de la solidarité pour la défense des libertés et en faveur du respect des droits de l'homme. En mettant en œuvre une solidarité précieuse et efficace à l'égard des femmes et des hommes soucieux de leur dignité, le Vicariat de la solidarité a perpétué le message et l'héritage universels de Simon Bolivar* ».

Mgr Juan Francisco Fresno, cardinal-archevêque de Santiago, dont dépend directement le Vicariat, a été invité à recevoir le prix des mains du directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, au cours d'une cérémonie qui se tiendra au siège de l'organisation à Paris le 21 juillet prochain.

Par PIERRE KALFON

AU cœur de Santiago, à la lisière des quartiers pauvres, la plaza de Armas semble sortie d'un livre d'images : palmiers, kiosque à musique, fontaine paisible, photographes et cireurs de chaussures. Sur les bancs publics, à l'ombre des grands arbres, beaucoup de monde toujours. C'est là, flanquant la vieille cathédrale, au fond d'un immeuble gris et sans grâce que, depuis près de quinze ans, fonctionne le Vicariat de la solidarité du Chili.

Quelques semaines après le 11 septembre 1973, date du coup d'Etat du général Pinochet contre le président Salvador Allende, un Comité œcuménique pour la paix au Chili avait été aussitôt mis en place par les Eglises catholique, réformée, méthodiste et par la communauté juive. Objectif : protection des personnes pourchassées par le nouveau régime, demandes d'*habeas corpus*, assistance économique et sociale pour les cas les plus difficiles et, surtout, information de l'opinion et rédaction de rapports sur la nouvelle situation du Chili sous la dictature. Les militaires virent le danger : arrestations de prêtres et d'avocats n'y faisant rien, le général Pinochet dissout en 1975 ce Comité pour la paix. Riposte immédiate du cardinal Silva Henriquez, alors archevêque de Santiago. Il créa, avec les mêmes hommes, le Vicariat de la solidarité.

Depuis lors, le Vicariat est devenu l'institution chilienne la plus connue dans le monde pour sa résistance à la dictature, celle qui a rendu confiance à ceux qui savent que le Chili n'est pas seulement celui de M. Pinochet et de ses soldats.

Essaimant dans tout le pays, le Vicariat a organisé un réseau efficace de défense des droits de l'homme. Aujourd'hui, quiconque a à souffrir de la répression pour soi-même, sa famille, sa communauté, ne s'adresse plus à la justice officielle, déconsidérée parce que le plus souvent aux ordres, mais fait appel spontanément au Vicariat.

Le Vicariat a formé des équipes assez admirables de juristes, psychologues, médecins, assistantes sociales, etc., qui examinent cas par cas, conseillent, interviennent, utilisent tous les espaces légaux que le régime a laissé subsister.

LORSQUE les *Chicago boys* du général Pinochet décident froidement que le prix à payer pour la relance économique sous le signe du laisser-faire sera le chômage et la misère pour tout un secteur pauvre de la population, c'est le Vicariat qui organise très vite dans les *poblaciones* soupes populaires, réfectoires pour enfants, ateliers artisanaux...

Lorsque les arrestations se multiplient dans les *poblaciones* après chaque *protesta* (manifestation de protestation), c'est encore le Vicariat qui explique comment et surtout pourquoi il est important pour chacun de connaître et de défendre ses droits.

Mais ce qui a forcé l'admiration et le respect des organismes internationaux, c'est le sérieux et la minutie irréprochables avec lesquels chaque atteinte aux droits de l'homme est rapportée, consignée, combattue légalement. Désormais, les agents du régime n'essaient plus de porter la controverse sur ce terrain-là : ils savent qu'ils seront ridiculisés. Hormis les attentats de caractère « terroriste » – ayant entraîné mort d'hommes – qu'il refuse de défendre, le Vicariat apporte son soutien à tout citoyen, quelle que soit son appartenance politique.

Le travail du Vicariat revêt une dimension proprement historique, dont on n'appréciera sans doute l'importance réelle que dans l'avenir, quand l'Etat de droit sera rétabli dans un Chili revenu à la démocratie. Toute intervention est en effet archivée, mise en mémoire, prête à être consultée. Demain, les pages noires de l'histoire du Chili seront écrites à partir de cette documentation de première main. Personne n'aura le droit de dire : « *Je ne savais pas.* »

En lui attribuant son prix international Simon-Bolivar 1988, l'UNESCO ne lui a pas seulement offert 25 000 dollars, qui seront utilement dépensés. C'est son honneur d'avoir récompensé une institution qui fait honneur à l'homme.

Dans les revues...

■ **L'ÉVÉNEMENT EUROPÉEN.** Une nouvelle revue qui souhaite « *mettre à jour les problèmes européens et favoriser l'émergence de réponses européennes à ces problèmes* ». La première livraison, intitulée « La gauche dans tous ses états », s'ouvre par une étude très dense d'Edgard Pisani, qui assigne une ambition commune aux pays du Vieux Continent : l'épanouissement démocratique. Des parlementaires, ministres – anciens ou en activité – des écrivains, des syndicalistes, des sociologues de plusieurs pays réfléchissent à l'avenir de la gauche et du socialisme dans une perspective à la fois nationale et européenne. La revue a d'emblée trouvé un ton propre et une perspective originale. **(N° 1, avril, trimestriel, 75 F. – Éditions du Seuil, service des abonnements, BP 29, 91162 Longjumeau Cedex.)**

■ **DÉFENSE NATIONALE.** La défense de la France exposée par M. André Giraud, et une analyse, par le général A. Baer, du pouvoir de décision du chef de l'État en ce qui concerne les armes nucléaires. **(Mai, mensuel, 38 F. – 1, place Joffre, 75007 Paris.)**

■ **INFORMATIONS ET COMMENTAIRES.** Un dossier sur « crise financière et économie mondiale » : le krach d'octobre 1987 a-t-il finalement été une chance ? **(Janvier-mars, trimestriel, 30 F. – Centre Croissance des jeunes nations, 31, place Bellecour, 69002 Lyon.)**

■ **POLITIQUE ÉTRANGÈRE.** La revue consacre le fronton de son dernier numéro au krach, à ses conséquences, à ce qu'il a révélé (déclin de l'Amérique). Un document : la déclaration de trente-trois économistes « pour résoudre la crise ». Par ailleurs : l'Inde, la Tunisie, la dette latino-américaine, les sommets Gorbatchev-Reagan. **(4-87, trimestriel, 66 F. – IFRI, 6, rue Ferrus, 75683 Paris Cedex 14.)**

■ **CADMOS.** Un dossier consacré à l'Europe dans la tourmente financière avec, notamment, un article de Louis Wiss sur les risques d'aggravation des disparités régionales que recèle l'Acte unique. **(N° 40, hiver, trimestriel, 60 francs suisses. – Villa Moynier, 122, rue de Lausanne, 1211 Genève 21.)**

■ **LETTRE INTERNATIONALE.** Un texte plus que sévère – dépit amoureux ? – de Paul Thibaud sur l'Europe. Des vues sur les « courants transatlantiques » et sur les sommets soviéto-américains. De Vercors, un texte serein sur la vieillesse. **(N° 16, mars, trimestriel, 42 F. – 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)**

■ **CPE BULLETIN.** Une étude sur l'échéance de 1992 pour l'industrie européenne de l'automobile, qui conclut à la nécessité, pour la CEE, de mettre en œuvre une politique commune afin de résister à l'offensive asiatique. **(N° 45, février-mars, dix numéros par an, abonnement annuel : 936 F. – ADITECH, 96, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)**

■ **HISTOIRES DE DÉVELOPPEMENT.** Le thème « des tontines aux banques populaires » en Côte-d'Ivoire, au Sénégal, en Inde, au Rwanda et au Mali inaugure cette nouvelle revue dont chaque livraison traitera du développement à partir d'un problème spécifique et à travers des études de cas qui, dans ce premier numéro, sont concrètes et bien documentées. Une analyse macro-économique historique et globalisante des heurs et malheurs de l'épargne dans le tiers-monde n'aurait pas été inutile. **(N° 1, mars, trimestriel, 50 F. – Institut d'études sociales de Lyon, 30, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon.)**

■ **LES DOSSIERS DU MILITANT.** Des documents et des données qui méritent d'être consultés bien au-delà des milieux syndicaux. Dans la dernière livraison, une étude sans complaisance sur l'industrie française et une réflexion sur l'Europe de 1993. **(N° 2, mars-avril, bimestriel, prix non indiqué. – CFDT, Fédération des finances et affaires économiques, 26, rue de Montholon, 75009 Paris.)**

■ **EUROP.** Une série d'enquêtes sur le gorbatchévisme dans les pays de l'Est, sur les suites de Tchernobyl, et sur les économies du sud de l'Europe. **(Avril, trimestriel, 50 F. – 33, rue du Louvre, 75002 Paris.)**

■ **TERMINAL.** Une enquête sur l'informatisation à l'Est et sur la diffusion de la micro-informatique en Union soviétique. **(N° 37, mars, bimestriel, 28 F. – 18, rue de Châtillon, 75014 Paris.)**

■ **RECHERCHES INTERNATIONALES.** Cette revue de l'Institut de recherches marxistes traite des expériences de transition démocratique : Portugal, Philippines, Amérique latine. **(Hiver 1987-1988, trimestriel, 65 F. – 64, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)**

■ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Une étude de James Chace sur les raisons de l'offensive américaine contre le général Noriega, homme fort du Panama. **(28 avril, bimensuel, 2 dollars. – 250 West 57 th Street, New-York, NY 10107.)**

■ **NACLA.** Important dossier sur le Honduras, et un texte d'Eduardo Galeano sur le Nicaragua. **(Février, bimestriel, 3,5 dollars. – 151 West 19 th Street, 9 th Floor, New-York, NY 10011.)**

■ **PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE.** Un article de Daniel Van Eeuwen sur l'Amérique centrale « entre la démocratie ambiguë et la paix aléatoire » et trois dossiers : sur Haïti, sur le Brésil et sur l'économie de la cocaïne. **(N° 87, mars, trimestriel, 50 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ **ÉCONOMIE ET HUMANISME.** Une série d'études sur « État et marché en Asie du Sud-Est et orientale » et une enquête sur un sujet capital : l'avenir des activités économiques dans les campagnes. **(Mars-avril, bimestriel, 50 F. – 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 08.)**

■ **VERS LA VIE NOUVELLE.** Un dossier sur la crise en Nouvelle-Calédonie, notamment sur l'exercice discriminatoire de la justice. **(N° 1, mars, mensuel, 15 F. – 67, rue de Dunkerque, 75009 Paris.)**

■ **REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES.** Un thème unique : « La révolte des pierres ». Des entretiens avec MM. Yasser Arafat et Bruno Kreisky, et, entre autres analyses, un article de Camille Mansour tentant d'apprécier les perspectives de règlement à la suite du soulèvement des territoires occupés. **(N° 27, printemps, trimestriel, 55 F. – Éditions de Minuit, Paris.)**

■ **PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX.** Un dossier consacré à la Méditerranée, avec des articles sur la stratégie des deux Grands, les forces navales et la politique des pays riverains. **(N° 582, 15 avril, bimensuel, 24 F. – La Documentation française, Paris.)**

■ **IL EST UNE FOI.** « Le réveil de l'Afrique », au-delà de la « dérive » ; Achille Mbembe y traite en particulier de la renaissance des religions ancestrales et des sociétés secrètes. **(Mars, mensuel, 30 F. – Temps présent, 68, rue de Babylone, 75007 Paris.)**

■ **POLITIQUE AFRICAINE.** Un article de Michel Cahen sur « la crise du nationalisme » ouvre cette livraison consacrée en grande partie au Mozambique en guerre. **(N° 29, mars, trimestriel, 70 F. – Karthala, Paris.)**

■ **AUJOURD'HUI L'AFRIQUE.** M. Acheik Ibn Oumar, président du GUNT, s'exprime sur les perspectives de paix au Tchad. D'autre part, un entretien avec Gérard de Bernis sur les relations économiques internationales. **(N° 37, trimestriel, 25 F. – 21, rue Marceau, 93100 Montreuil.)**

■ **BULLETIN CRIDEV.** Un dossier sur les déplacements de populations en Ethiopie, avec un effort pour expliquer une politique et des contraintes souvent mal perçues. **(N° 75, avril, mensuel, 12 F. – 41, avenue Janvier, 35000 Rennes.)**

■ **CONJONCTURES.** Dans un beau texte, Thierry Hentsch s'interroge sur le silence du politique et sur l'aptitude à penser le désarroi. **(N° 9, printemps, bi-annuel, abonnement annuel : 21 dollars canadiens. – 4076 Saint-Hubert, Montreal, Québec, H2L 4A8.)**

■ **LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE.** Un grand débat sur le revenu minimum d'insertion ; une table ronde sur la Révolution française. **(Nouvelle série, n° 4, printemps, trimestriel, 50 F. – 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07.)**

■ **PEUPLES EN MARCHE.** Un réquisitoire contre « le dieu Fric », une interrogation sur les accords de Lomé, le point sur la préparation de la convention des droits de l'enfant. **(Avril, mensuel, 11 F. – 10, rue Lanterne, 69001 Lyon.)**

■ **LIEUX DE L'ENFANCE.** Une série d'enquêtes sur les raisons du choix professionnel des enfants. **(N° 12, 1987, trimestriel, 85 F. Ed. Privat, Toulouse.)**

■ **RÉPUBLIQUE.** A signaler, en particulier, un débat sur le thème « Intégration et citoyenneté », ainsi qu'un dossier « Devant nous, la crise ». **(N° 2, mars, trimestriel, 80 F. – Editions du 10-mai, Paris.)**

■ **L'ACTUALITÉ RELIGIEUSE.** Un numéro spécial consacré à l'affaire Lefevre : la menace de schisme que fait planer l'évêque, ses attaques contre l'œcuménisme, la liberté religieuse et le concile Vatican II. **(N° 55, avril, mensuel, 28 F. – 163, boulevard Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17.)**

■ **LE SUPPLÉMENT.** Cette revue d'éthique et de théologie morale consacre un dossier à « une clarificaion du concept de laïcité », « au-delà de l'école ». **(Avril, trimestriel, 53 F. – 8, rue François-Villon, 75015 Paris.)**

■ **SCIENCE ET TECHNOLOGIE.** Un dossier particulièrement éclairant sur les politiques scientifiques préconisées par les candidats à l'élection présidentielle. **(N° 4, avril, onze numéros par an, 30 F. – 15, rue Fénelon, 75010 Paris.)**

■ **NEOLOGIE LEXICALE.** La deuxième livraison, consacrée cette fois au français, d'une revue de chercheurs qui suivent de près la production de néologismes. **(N° 2, décembre, périodicité non indiquée, 70 F. – GRIL, EILA, couloir 46-56, deuxième étage, université Paris-7, 2, place Jussieu, 75251 Paris Cedex 05.)**

■ **EURADIO.** Dans le premier numéro de cette revue des radios libres européennes, on lira, en particulier, les textes de François Bouchardeau : « Le droit à communiquer », et de Claude Bourdet : « Radio, Etat, argent ». **(N° 1, avril, trimestriel, 50 F. – BP 42, 04300 Forcalquier.)**

■ **REVUE ALGERIENNE DE LA COMMUNICATION.** A lire : un entretien avec Claude Julien et un article de Mohamed Abassa sur « Le discours politique à la télévision ». **(N° 2, mars, trimestriel, prix non indiqué. – 10, rue Doudou-Mokhtar, Ben-Aknoun, Alger.)**

■ **COSMOPOLITIQUES.** Trois contributions d'écrivains : Alberto Moravia, Pierre Mertens (Belgique) et Cees Nooteboom (Pays-Bas) et un texte de lord Alan Bullock sur les perspectives d'identité culturelle européenne. **(N° 6, mars, trimestriel, 50 F. – 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.)**

■ **EUROPE.** « Les littératures d'Afrique du Sud », dans leur diversité : entretiens, extraits de romans, nouvelles, poèmes... autant de témoignages d'écrivains célèbres, ou moins connus, sur les réalités quotidiennes au pays de l'apartheid. **(N° 708, avril, mensuel, 70 F. – 146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris.)**

■ **LES CAHIERS.** Un article de Boris Groys sur « L'œuvre d'art, Staline, l'esthétique du réalisme socialiste ». **(N° 23, avril, printemps, trimestriel, 95 F. – Centre Georges-Pompidou, 75191 Paris Cedex 04.)**

Colloques et rencontres

● **Etat et conflits sociaux dans les sociétés à solidarités plurielles : le cas du Liban. Les apports du philosophe Mahdi Amil (1936-1987).** Journées d'études, les 6 et 7 mai au CNRS à Ivry. *(Groupe de recherches sur le Maghreb et le Moyen-Orient, université de Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005 Paris. – Tél. : (1) 43-36-25-25, poste 4701.)*

● **Eglises et développement.** Un week-end d'information du Centre de rencontres et d'échanges pour le développement, les 14 et 15 mai à Rennes. *(CRED, 14, boulevard Louis-Volclair, 35056 Rennes Cedex. – Tél. : 99-32-32-61.)*

● **L'Europe de 1993.** Séminaire organisé par le Centre de formation aux réalités internationales, le 17 mai à Paris. *(CEFRI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. – Tél. : (1) 45-65-25-00.)*

● **Le dirigeant et les choix informatiques d'aujourd'hui.** Deux journées de séminaire, les 19 et 26 mai, à l'initiative de l'Université libre de Bruxelles, à la ferme de la Pitance (au sud de Nivelle). *(M. Luc Golvers, Baron de Vironlaan, 31, 1710 Dilbeek, Bruxelles.)*

● **La Turquie : un partenaire pour la France.** Séminaire du Centre français du commerce extérieur, le 19 mai à Paris. *(CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16. – Tél. : (1) 45-05-31-17.)*

● **L'intégration des jeunes d'origine immigrée en France et en Europe.** Colloque de l'Agence pour le développement des relations interculturelles, les 25 et 26 mai à Vaucresson. *(ADRI, 42, rue Cambronne, 75015 Paris. – Tél. : (1) 43-06-21-73.)*

● **Babel communication.** Sixième congrès national des sciences de l'information et de la communication, les 26, 27 et 28 mai à Strasbourg. *(Centre universitaire d'enseignement du journalisme, 10, rue Schiller, 67000 Strasbourg. – Tél. : 88-36-30-32.)*

● **Le droit à la famille.** Université de printemps, du 30 mai au 3 juin à Lyon, à l'initiative de l'Institut de l'enfance et de la famille. *(3, rue du Coq-Héron, 75001 Paris. – Tél. : (1) 42-97-40-03.)*

● **Forum européen contre la pauvreté.** A Bruxelles, du 31 mai au 2 juin, organisé par le Programme européen contre la pauvreté. *(ISG Sozialforschung und Gesellschaftpolitik, Barbarossaplatz, 2, Postfach 260244, D-5000 Cologne 1. – Tél. : (221) 23 54 73.)*

● **La défense de l'Europe et le rôle nucléaire de la France.** Le Groupe de recherche et d'information sur la paix organise le 25 mai à 20 h, au Parlement européen, une conférence sur ce thème avec la participation de Paul-Marie de La Gorce, collaborateur du *Monde diplomatique*. *(GRIP, rue Van Hoorde, 33 - B 1030 Bruxelles. – Tél. : (19-32-2) 241-80-96 ou 241-84-20.*

les livres

SCÈNES DU CAUCHEMAR STALINIEN

Survivre grâce à la culture

LETTRES D'EXIL, d'Ariane Efron et Boris Pasternak (traduit du russe par Simone Luciani), Albin Michel, Paris, 1988, 219 pages, 120 F.

ELLE était la fille de Marina Tsvetaïeva, la grande poétesse, l'un des auteurs de la *Correspondance à trois* de l'année 1926, avec Rilke et Pasternak (1), qui s'était donné la mort en 1941, et de Sergueï Efron, fusillé en cette même année 1941 par le KGB, qu'il avait servi. Elle avait vécu en Occident (Prague, Paris), avait regagné Moscou en 1937, fougueuse intellectuelle plongeant dans un monde de terreur. 1939-1947 : huit ans de camp dans le Grand Nord, puis en Russie centrale. Un « entracte » de deux ans à Riazan, et, de nouveau, en 1949, le bannissement, jusqu'en 1955, au-delà du cercle polaire. Elle s'appelait Ariane Efron. Elle nous fait découvrir Touroukhansk : quelques isbas au bord de l'Ienisseï, le fleuve *« au dos d'acier », par – 50°C, une bonne partie de l'année. Les vols d'oies sauvages* rythment les saisons de cette vie de glaciaire. L'autre ponctuation de ce cauchemar : la correspondance avec Boris Pasternak.

Dans une lettre adressée le 9 mai 1926 à l'auteur des *Elégies de Duino*, Marina Tsvetaïeva écrivait qu'Ariane, lorsqu'elle avait trois ans, lui demandait de lui lire... du Rilke. Peu banale, assurément, mais, non moins assurément, « préparation » – involontaire ! – à la survie dans les terribles espaces enneigés, dans une cahute plantée au bord du monstre toujours menaçant avec ses blocs de glace et ses crues. Avec l'aide, parfois, d'un mandat de Pasternak, qui permet de payer un homme de peine pour scier le bois de chauffage.

Un rayon de soleil et Ariane ira récolter quelques champignons et un panier de myrtilles. Elle est usée, épuisée : empilement du bois, salage des choux, réparation de l'isba, travaux des champs, « chantiers populaires »... Les rares rémissions de la terreur polaire commencent en juin, mais, soleil ou tempête de neige, Ariane écrit, le plus souvent au sujet de ses lectures. *« Il y a peu de temps, j'ai réussi à me procurer* Madame Bovary ». Ou elle disserte sur *Faust, Hermann et Dorothée*, la façon de lire et de traduire Goethe. Le vent harcèle-t-il l'isba ? Il mérite citation de Pouchkine. Et comment habiller les enfants du coin, à qui elle veut faire jouer... *le Médecin malgré lui ?* La lecture de Vassili Grossman permet des renvois à Ehrenbourg et Dos Passos. Et une amie, avec laquelle elle partage l'exil, reçoit, *« parmi toutes sortes de vêtements, un petit volume doré sur tranches,* Stello *de Vigny, en français, qui date de 1832, et que je n'avais pas ouvert depuis plus de vingt ans ».* Comment, d'autre part, à propos du bois de chauffage, ne pas évoquer Dickens et Andersen ?

VINGT-HUIT kilomètres séparent Touroukhansk du kolkhoz. Autre hameau, où, sous un autre régime, qui lui aussi exilait, Sverdlov et d'autres bolcheviks furent relégués et où passa Staline. Quelques rapides esquisses – à peine une gouache – et à nouveau la neige, le vent, le temps. Le temps ? *« Te souviens-tu de* « la couleur du temps » *dans les contes de Perrault ? »*

Elle écrit aussi : *« Je vis toujours de la même façon, et cette monotonie m'a tellement abêtie que tout glisse sur moi et que même tous les événements extraordinaires de ces derniers temps ne réussissent pas à me toucher le cœur. »* Nous sommes en 1953 : Staline vient de mourir, Béria de tomber.

Ariane, réhabilitée en 1955, regagne Moscou. Elle meurt en 1975. Les livres de sa mère ont été publiés. Les lettres de Pasternak (quinze seulement sont ici présentées) ne sortiront, à sa demande, qu'en 1999 des archives d'Etat. En attendant l'autre voix du dialogue, *dans son intégralité, déjà nous disposons du superbe témoignage* d'Ariane Efron, celui d'une culture qui triomphe de l'horreur.

Un jour d'avril 1951, aux bruits des jeunes qui patinaient et des chiens esquimaux qui aboyaient, elle mêla, dans son isba, *« les accords solennels d'une symphonie de Beethoven »* que transmettait Radio-Moscou. *« Que c'est beau ! »*, notait-elle...

JACQUES DECORNOY.

(1) Voir Rainer Maria Rilke, Boris Pasternak, Marina Tsvetaïeva : *Correspondance à trois. Eté 1926*, Gallimard, Paris, 1983. De Marina Tsvetaïeva, lire notamment : *Tentative de jalousie et autres poèmes*, La Découverte, 1986.

● **LA PRATIQUE DES ÉCHANGES AVEC L'ÉTRANGER** *(BFCE, 21, boulevard Haussmann, 75427 Paris Cedex 09)*. Publication de la Banque française du commerce extérieur, composée d'une vingtaine de dossiers sur des pays aussi divers que l'Algérie, l'Australie, l'Indonésie, l'Espagne, la Hongrie, le Mexique, etc. Pour chacun d'entre eux sont examinés la monnaie et le contrôle des changes, les conditions d'importation et d'exportation, les modalités d'investissement.

● **L'ADOPTION : UNE FAMILLE POUR UN ENFANT.** – Sous la direction de Jean-Pierre Rosenzveig : un dossier très fourni sur tous les aspects de l'adoption en France, complété par les principaux textes de la législation française.

● **RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES.** – Maurice Byé, Gérard Destanne de Bernis *(Dalloz, Paris, 1987, 1336 pages, 198 F)* : cinquième édition totalement refondue d'un ouvrage indispensable pour comprendre les problèmes financiers, monétaires et les échanges.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

RAPPORT CYCLOPE. LES MARCHÉS MONDIAUX EN 1987-1988. – Sous la direction de Philippe Chalmin et Jean-Louis Gombeaud

★ Economica, Paris, 1988, 417 pages, 300 F.

Trait dominant de la période analysée : le contraste entre la reprise d'un certain nombre de grands marchés internationaux de matières premières, après des années de baisse, et une *conjoncture mondiale particulièrement instable*, marquée par l'aggravation des déséquilibres financiers et des conflits économiques.

Etoffée et enrichie, en particulier de l'étude des marchés financiers et monétaires, l'édition 1987-1988 présente les données statistiques et analytiques pour chacune des matières premières minérales et énergétiques, des produits *agricoles et alimentaires, des transports ainsi* que des analyses globales de conjoncture et de tendances.

Un outil précieux pour comprendre la nouvelle géographie des échanges internationaux.

CHRISTIAN DE BRIE.

GUIDE DE FILMS ET VIDÉOGRAMMES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES POUR GRAND PUBLIC. – Betty Balmière, René Blanchemanche, Dominique Cartier, Catherine Constant, Henri Ostrowiecki, Francis Rumpf

★ Comité d'action et d'entraide sociales du CNRS, Paris, 1987, 320 fiches, 200 F port compris (17, avenue de Choisy, 75013 Paris).

Si chacun reconnaît aujourd'hui à la science un rôle moteur dans l'évolution de la société, le cinéma scientifique reste trop souvent confiné dans les milieux de la recherche. Or beaucoup de films ou de vidéogrammes réalisés par ou pour des chercheurs ont un intérêt pour le grand public. Le guide, réalisé et soutenu par plusieurs associations, organismes et ministères, propose une sélection de 320 films et vidéogrammes répartis entre douze rubriques scientifiques, sous la forme de fiches comportant les noms du réalisateur, de l'auteur, du producteur, l'adresse du distributeur, un résumé du document, sa date de réalisation, sa durée, son support (film ou vidéo), etc.

Un instrument précieux – et à ce jour unique – pour les associations, ciné-clubs, établissements scolaires, centres culturels, etc., désireux d'intégrer la dimension scientifique et technique dans leur travail de promotion et d'animation culturelle.

BERNARD CASSEN.

AMÉRIQUES

ET LA CONSTITUTION CRÉA L'AMÉRIQUE. – Textes réunis par Marie-France Toinet

★ Presses universitaires de Nancy, 1988, 260 pages, 150 F.

Ces textes sont les actes d'un colloque organisé en janvier 1987 au palais du Luxembourg par l'Association française d'études américaines, à l'occasion du bicentenaire de l'adoption de la « loi suprême » par les délégués à l'Assemblée constituante de Philadelphie en 1787. Dans son introduction, Marie-France Toinet explique que, si la Déclaration de l'indépendance et la guerre contre la couronne britannique ont contribué à *« forger l'esprit de la nouvelle nation »*, c'est la Constitution qui a créé les Etats-Unis en tant qu'Etat-nation.

Les participants au colloque comprenaient aussi bien des juristes et spécialistes du droit constitutionnel que des historiens et politologues américains et français. Citons, entre autres, les contributions de Maurice Duverger sur l'évolution des Etats-Unis vers un « Etat uni » de plus en plus centralisé ; de Denis Lacorne sur la « cohabitation » à l'américaine – le président appartenant à un parti, le Congrès dominé par un autre – et son effet sur la politique étrangère. Laura Maslow-Armand rappelle que la Constitution de 1787 comptait le Noir comme « les deux cinquièmes d'un homme » et qu'il a fallu une sanglante guerre civile et une série de puissants mouvements sociaux pour la modifier en leur faveur. Enfin, Jean-Louis Quermonne décrit l'influence de la Constitution américaine sur les institutions de la Vᵉ République.

SCHOFIELD CORYELL.

LES SALARIÉS DANS L'AMÉRIQUE DE REAGAN. – Sous la direction de Catherine Collomp, Marianne Debouzy, Sylvie Le Bars

★ Presses universitaires de Nancy, 1987, 168 p., 78 F

Comment se traduit le « miracle » reaganien en matière d'emploi et de protection sociale ? *« On constate aujourd'hui*, souligne d'entrée M. Debouzy, *que, sur les 9 millions d'emplois créés de 1980 à 1986, les deux tiers sont des emplois précaires, dans les services, correspondant à un salaire familial proche du seuil de pauvreté. »* L'hiatus entre l'idéologie et le réel n'est pas moins flagrant en ce qui concerne la structure des emplois de plus en plus déqualifiés, y compris dans le tertiaire (D. Stewart), la mise en œuvre du droit du travail, et particulièrement du droit syndical, contrecarrée par la résistance polymorphe (obstruction, méthode paternaliste, méthode « scientifique » – K. Domange) d'un patronat sans complexes et par « le mauvais fonctionnement du National Labor Relations Board » (M. Antoine), chargé de veiller au respect du droit. L'autre versant d'une stratégie dont l'orthodoxie se paie d'un coût humain considérable.

JACQUES LE GOFF.

PROCHE-ORIENT

LIBAN, ETAT DE DISCORDE. DES FONDATIONS AUX GUERRES FRATRICIDES. – Elizabeth Picard

★ Flammarion, Paris, 1988, 264 pages, 82 F.

Si la guerre du Liban a donné lieu à de nombreux ouvrages, il manquait dans l'édition française une synthèse sur l'histoire moderne de ce pays (absence curieuse au regard du rôle qu'y a joué la France). Ce n'est pas le moindre mérite d'Elizabeth Picard de tenter *d'offrir une telle synthèse au large public, tout* en restant attentive aux débats interlibanais. Partant de la période ottomane et de l'émergence de structures autonomes dans le Mont-Liban, l'auteur rappelle les conditions régionales et coloniales qui ont présidé à la création de l'Etat du Grand-Liban, devenu République libanaise. Elle décrit la recomposition des rapports politiques et communautaires qui s'opère sur le nouvel espace « national », d'abord à l'ombre de la présence française, puis dans le Liban indépendant, dont les deux traits fondamentaux sont l'ultralibéralisme érigé en doctrine (avec hypertrophie du secteur tertiaire), et la prévalence du clientélisme dans les rapports politiques. Elizabeth Picard suit, à partir *de là, l'évolution qui, à la fin des années 60,* plante le décor de la guerre, avec la convergence entre une situation de crise à tous les niveaux de la société et l'exacerbation du conflit israélo-arabe. Finalement, la guerre proprement dite est envisagée, avec justesse, en fonction des facteurs locaux et régionaux.

SAMIR KASSIR.

BEYROUTH OU LA FASCINATION DE LA MORT. – Issa Makhlouf.

★ ★ Editions de la Passion, Paris, 1988, 204 pages, 97 F.

Loin du *sensationalisme qui commande trop* souvent les descriptions de la violence au Liban, Issa Makhlouf propose à la fois une enquête sociologique sur la guerre et un reportage sur la mort au quotidien. Centrant son analyse sur Beyrouth, *« capitale ensauvagée »*, l'auteur décrit toutes les mutilations (humaines, architecturales, géographiques) dont elle a été victime et établit une nomenclature des formes de violence : bombardements aveugles, prises d'otages (dont l'ampleur oblige à relativiser celles qui visent les Occidentaux depuis trois ans), tortures, viols, voitures piégées, etc. Mais, pour autant, l'auteur ne tombe pas dans le piège : la violence n'est pas pour lui une fatalité infligée de l'extérieur à une population inerte.

Dans un deuxième temps, il *s'attache* à repérer les formes de sublimation de la mort, aussi bien dans l'expression littéraire et artistique (graffitis compris) que dans le sentiment magico-religieux qui s'exprime par les miracles et la croyance en l'immortalité du chef (M. Bechir Gemayel), ainsi que par le culte du martyre (voitures-suicides)

S. K.

AFRIQUE

AFRIQUES INDOCILES. CHRISTIANISME, POUVOIR ET ÉTAT EN SOCIÉTÉ POST-COLONIALE. – Achille Mbembé

★ Karthala, Paris, 1988, 224 pages, 85 F.

Le chercheur camerounais, Achille Mbembé aborde une question peu étudiée : celle de la résistance culturelle, de l'inventivité au quotidien, de la créativité sociale, de ces multiples formes d'indocilité qui font que les sociétés soumises à des systèmes monolithiques et autoritaires arrivent à se forger un espace de *libre* arbitre et d'autonomie.

L'auteur constate que l'adhésion des Africains au christianisme fut instrumentale. Ils l'abordèrent en en saisissant ce qui leur semblait correspondre dans cette religion à un besoin du moment. Et pour Achille Mbembé, la proposition chrétienne continuera à être perçue comme un phénomène culturel actualisant l'expérience du conflit et de la violence symbolique, tant que les sociétés africaines seront dominées.

Le christianisme est ainsi, par la nature de son expression en Afrique, loin d'apporter des réponses aux problèmes que rencontrent les sociétés africaines. Le phénomène des sectes, *« la montée des nouvelles religiosités et la recomposition des modalités religieuses ancestrales répondent (...) à un besoin de mettre de l'ordre dans les multiples causes possibles de la situation actuelle ».*

MICHEL LOBÉ EWANÉ.

INTEGRATED RURAL DEVELOPMENT, THE ETHIOPIAN EXPERIENCE AND THE DEBATE. – John M. Cohen

★ The Scandinavian Institute of Development Studies, Uppsala, 1987, 267 pages.

Très rares sont les études qui prennent en compte vingt ans de l'expérience d'un projet de développement. Encore plus rares celles dont l'auteur, comme ici John M. Cohen, a été associé au projet à diverses reprises. Le Chilalo Agricultural Development Project (CADU), étudié ici, fait partie de cette poignée de projets de « développement rural intégré » qui ont connu leur heure de gloire entre 1973 et 1980. Cette étude est l'occasion de suivre dans une petite région rurale vingt ans d'évolution de l'Ethiopie profonde, fertiles en bouleversements. Face aux réorientations du gouvernement éthiopien, le donateur (la Swedish International Development Authority) a dû s'adapter, mais aussi résister, allant jusqu'à geler son aide en 1986, au moment de la « villagisation ». Gêné au départ par les oppositions politiques locales et le régime foncier féodal, pris dans la tourmente de la révolution après 1974, le projet a tout de même permis à cette région d'être la seule excédentaire du pays durant la famine de 1984-1985.

DIDIER CHABROL.

TIERS-MONDE

POLITIQUES ET PRATIQUES URBAINES DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT. – Nicole Haumont et Alain Marie (sous la direction de)

★ L'Harmattan, 2 tomes, Paris, 1987, 328 et 340 pages, 180 F le volume.

Sous ce titre sont publiés, avec le long délai malheureusement habituel, les actes d'un colloque sur les politiques et pratiques sociales en matière d'urbanisme et d'habitat qui s'est tenu en septembre 1985. Publication heureuse, car elle témoigne d'un effort de renouvellement, de relance de la recherche française concernant l'urbanisation du tiers-monde, après 1981 (effort, aussi, de coopération, puisque douze communications émanent de chercheurs du tiers-monde). Le champ géographique couvert présente un large éventail de situations et permet des approches comparatives. Enfin la démarche même – poser le problème de rapports entre les politiques urbaines (des organismes internationaux, des Etats, des urbanistes) et les pratiques des citadins – avait des vertus heuristiques. L'ouvrage donne une vue d'ensemble, un guide de lecture et des perspectives pour les sciences sociales et les politiques urbaines.

CLAUDE LIAUZU.

ÉCONOMIE

ALCOOL ET POUVOIR DES TRANSNATIONALES. – Frédéric Clairmonte et John Cavanagh

★ Editions Pierre-Marcel Favre, Lausanne, 1986, 247 pages, 28,70 francs suisses.

L'étude effectuée par Frédéric Clairmonte et John Cavanagh, pour le compte de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), analyse méticuleusement la structure et les acteurs du marché des boissons alcoolisées : production, négoce et consommation de la bière, du vin et des spiritueux. Elle met surtout en évidence les nouvelles stratégies commerciales des firmes qui, pour développer leurs ventes, s'attaquent à de nouvelles cibles : les jeunes et les femmes dans les pays développés ainsi que les consommateurs du tiers-monde dépensent chaque année plus de 2 milliards de dollars dans la publicité et la promotion. Jusqu'à ce jour, elles ont réussi à entraver toutes les tentatives d'information et de réglementation internationales susceptibles de protéger la santé publique et de porter atteinte à leurs intérêts.

C. B.

L'AFRIQUE QUI NE CROIT PLUS EN RIEN

La révolution pour une bière

LES YEUX DU VOLCAN, de Sony Labou Tansi, Seuil, Paris, 1988, 192 pages, 79 F.

L'ÉCRIVAIN congolais Sony Labou Tansi possède l'art et la manière de cultiver l'absurde. Lui-même l'avoue dans l'avertissement précédant un de ses romans. Il est celui qui *« parle de l'absurdité de l'absurde »*, celui qui *« inaugure l'absurdité du désespoir »* (1). Aussi n'est-on pas surpris dans son roman, *les Yeux du volcan*, de se retrouver dans cet univers où l'absurdité va à la rencontre du désespoir. On n'en est pas moins saisi par la richesse littéraire qui se manifeste dans l'exploration de ce registre.

Un homme, un colosse, débarque un jour dans une ville d'un pays en révolution. Un homme à l'allure bizarre. Il porte *« un demi-mètre de barbe toute noire »*, un crâne *« rasé tel un œuf,* [qui] *laissait voir en son milieu un îlot de poils drus, un nez immonde, des yeux d'un éclat de métal blessé ».*

L'homme va bouleverser la tranquillité de la ville. Car, déjà, le bruit court dans la cité qu'il est là pour vendre des crimes. Mais il refuse de les vendre à Argandov, le plus riche de la ville, qui avoue que sa famille rachète tous les crimes de la région, qu'elle les collectionne. Il refuse également de les vendre au maire : *« Je ne vendrais pas mes crimes,* explique-t-il, *à ceux qui creusent leur pognon dans les culottes de l'Etat. Parce que mes ancêtres et moi avons appris à respecter le peuple, à ne pas uriner sur sa misère. »*

La ville est bousculée, puisqu'elle interprète la venue du colosse comme un des signes du malheur *qui frappe la cité. « Même les pierres avaient ouvert les yeux pour le regarder ».* Etait-il venu mettre une dernière main à un coup d'Etat annoncé depuis des années ? Toujours est-il que les foules l'acclamèrent. Elles voyaient en lui *« le libérateur, le justicier attendu, qui devait donner une leçon aux monopoleurs, aux trafiquants, aux mystificateurs de la cause du peuple ».*

Un peuple désespéré, qui est prêt à se laisser *emporter dans des rêves,* fussent-ils chimériques et funestes. Un peuple qui ne croit plus en rien. Même pas aux *« soldats du peuple »* qui n'étaient pour lui que *« des soldats du phallus et des boîtes de nuit, armés pour le bien d'une marmaille d'attardés, arrogants, incultes et brutaux ».* Des soldats *« habillés par l'étranger qui les maintenait là pour surveiller la mangeoire, l'ex-colonie passée sous le fer d'une souveraineté de pacotille, et qui chantait la liberté de payer ses dettes, de tuer ses concitoyens et de chanter l'avenir à tue-tête ».*

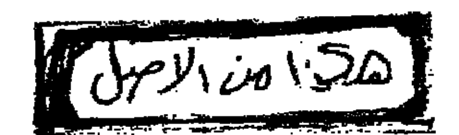
CE roman est chargé d'une force symbolique qui interroge la brutale réalité de l'Afrique d'aujourd'hui. Sony Labou Tansi grossit les traits, se sert avec humour et dérision de la caricature. La démesure, le goût pour le détail burlesque et cocasse, pour le morbide et le funeste viennent soutenir le parti pris de l'absurde et renforce le pouvoir d'allusion.

Bientôt le colosse qui a, sans le vouloir, redonné de l'espoir au peuple, est assassiné banalement, si l'on ose dire. Les mauvaises langues trouvent alors la force de médire sur les *« gigotements »* d'une charmante jeune femme qui l'avait écarté de sa mission, *« comme, des années auparavant, la poitrine truculente de Francesca Ravillo Moses avait fait oublier les voies de la révolution à Etienne Carbanzo ».*

Le peuple a donc attendu quarante-cinq ans pour rien. *« Allons boire une bière,* lance un personnage en guise de consolation ; *après quarante-six ans de maquis, n'espère pas une autre paie qu'un verre de bière. »*

MICHEL LOBE EWANE.

(1) *La vie et demie*, Seuil, Paris, 1979.



Livres du mois

HISTOIRE

L'EMPIRE TRIOMPHANT 1871-1936. I. Afrique occidentale et équatoriale. – Gilbert Comte

★ *Denoël, coll. « L'aventure coloniale de la France », dirigée par Bernard Lauzanne, Paris, 1988, 390 pages, 210 F.*

« Un empire ne se bâtit jamais sans horreurs ni violence », écrit Gilbert Comte dans cet ouvrage, qui relate une aventure fertile en images d'Epinal exotiques, dont l'Exposition coloniale de 1931 fut le mémorable kaléidoscope. Pour autant, l'auteur ne se propose pas d'exalter cette « épopée », comme on disait encore avant guerre, mais plutôt d'en éclairer les multiples ambiguïtés. Ainsi, note-t-il, Marx estimait dans son *Manifeste* que la colonisation européenne entraînait *« dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares »*, alors qu'Albert Sarraut, pourtant ministre des colonies (de 1920 à 1924), reconnaissait qu'elle avait été *« au début, un acte de force intéressé »*. Le même patriotisme – ou la même ambition – habitait-il les capitaines Voulet et Chanoine, responsables d'atrocités dignes de la guerre de trente ans, au Niger, et le quasi angélique Savorgnan de Brazza, prenant possession du Congo sans tirer un coup de fusil ? Quelle ambiguïté, enfin, dans la carrière de Blaise Diagne, le premier Noir élu député, chargé par Clemenceau du recrutement des tirailleurs sénégalais, chair à canon privilégiée des ultimes assauts de la guerre des tranchées.

Aussi bien, après que les Gallieni, Mangin et autres Marchand aient bâti cet empire, de bons esprits comme André Gide se sont alarmés d'une mise en valeur parfois forcenée des colonies, comme pour la construction du chemin de fer du Congo-Océan, où mourait en moyenne un manœuvre noir par traverse de rail posée.

En conclusion, Gilbert Comte affirme qu'en 1960 *« aucun dirigeant de la nouvelle Afrique indépendante ne souhaitera ramener alors son pays dans l'état où le découvraient les premiers explorateurs »*. Cela relève de l'évidence, mais le problème est de savoir si un commerce pacifique n'aurait pas mieux valu, pour « civiliser » l'Afrique, que de sanglantes conquêtes suivies d'une exploitation sans scrupules.

CLAUDE WAUTHIER.

DÉCOLONISATION. – Pierre Chatenet

★ *Buchet-Chastel, Paris, 1988, 245 pages, 95 F.*

Dans l'écriture précise et claire du grand commis d'Etat, Pierre Chatenet nous dit, pour l'avoir vécu, comment dès 1945 (San-Francisco) et 1946 (ONU), face à l'Angleterre, à la France, aux Pays-Bas et à la Belgique, le reste du monde s'afficha en *« broyeur impitoyable des vieux empires »*.

L'auteur qui, dès 1955, avait jeté les bases de l'indépendance de la Tunisie, nous conte comment cinq années furent perdues avant la décolonisation de 1955. Partout – Indochine, Algérie, Maroc – le même scénario se répétait : une fin inéluctable toujours atteinte trop tard après une catastrophe. (Continue-t-on dans le Pacifique ? On peut se le demander.)

Une réflexion sereine constate les évidences : le tiers-monde s'impose avec ou sans guerre ; la France aurait dû pratiquer la stratégie de ses moyens ; les anciens comptoirs auraient dû finir en « bases ».

S'agissant du tiers-monde, la France doit coexister avec lui.

GEORGES BUIS.

LES MAQUIS DE LA LIBERTÉ. – Robert Barrat

★ *Témoignage chrétien-Entreprise algérienne de presse, Paris-Alger, 1988, 238 pages, 88 F.*

Lucide et courageux journaliste – il rencontra les dirigeants algériens dans les maquis dès *avril 1955*, – chrétien qui trouvait dans la spiritualité de Charles de Foucauld un guide de vie, Robert Barrat, mort en 1976, a laissé un manuscrit aujourd'hui publié. Il s'agit d'un témoignage sur la guerre d'Algérie, auquel ont été ajoutés, outre des hommages à l'auteur, des documents rappelant quelques épisodes de la lutte, en France, contre la guerre coloniale menée par cette étrange alliance entre les pires forces réactionnaires et un pouvoir politique qui avait trahi ses idéaux proclamés. Robert Barrat traverse cette époque honteuse en prophète, mettant sa plume au service de la justice et de la vérité. Document historique, cet écrit est aussi, surtout, un exemple de ce que peut-être le métier de journaliste.

JACQUES DECORNOY.

SOCIÉTÉ

L'EMPLOI, UN CHOIX DE SOCIÉTÉ. – Guy Roustang

★ *Syros, coll. « Alternatives économiques », Paris, 1987, 145 pages, 49 F.*

Dans ce petit livre très roboratif, Guy Roustang adopte le parti pris de la lucidité, le seul qui permette d'asseoir une réflexion sérieuse sur le présent et l'avenir de l'emploi. L'évolution *« structurelle rend impossible le retour au plein emploi traditionnel avec des durées du travail élevées »*. Mais il s'interroge sur les solutions possibles. A son avis, il n'est pas d'issue crédible qui ne passe par une redéfinition de la place de l'économie, du « marchand », dans la société. *« La mutation à opérer, écrit-il, n'est pas principalement interne au champ de l'économie, elle est dans les rapports de l'économique au non-économique. Le défi à relever est d'ordre politique. Quelle sera notre capacité à engendrer un nouvel aménagement de la vie socio-économique qui redonnerait la primauté aux relations entre hommes par rapport aux relations aux choses ? »* Un bel acte de courage et de modestie de la part d'un économiste qui contribue ainsi activement à l'urgente réévaluation du rôle de l'économie dans le champ social.

J. L. G.

L'EMPLOI EN MIETTES. – Alain Lebaube

★ *Hachette, Paris, 1988, 258 pages, 130 F.*

Dans un style coulé, Alain Lebaube, journaliste au *Monde*, conjoint avec bonheur l'information statistique minutieuse, l'inventaire des formes d'emploi éclaté et le travail d'analyse et d'explication des évolutions en France.

L'auteur plaide lui aussi pour la lucidité et en administre la leçon. Lucidité face à l'effondrement du modèle du plein emploi « miné de l'intérieur » ; face au glissement des pratiques de gestion qui érigent de plus en plus chômage et précarité en instruments ordinaires de régulation, face également aux menaces de rupture sociale inhérente au déplacement en matière de chômage d'une logique assurantielle fondée sur la solidarité des salariés à une logique assistantielle légitimant tacitement l'exclusion sociale en la rendant « supportable ». Cette lucidité n'est en rien résignation à une quelconque fatalité, mais provocation à l'invention et au courage politiques tant il est vrai qu'*« un autre modèle de société doit surgir sous peine de se retrouver dans un système sauvage, un dualisme tel qu'il s'épanouit aux Etats-Unis et au Japon. »*

J. L. G.

DU SUSPECT AU COUPABLE : LE TRAVAIL DE POLICE JUDICIAIRE. – René Lévy

★ *Editions Méridiens Klincksieck, Paris, 1987, 184 pages, 168 F.*

A partir d'une enquête menée à Paris dans dix commissariats de quartier et une brigade territoriale, l'auteur, chargé de recherche au CNRS, étudie les mécanismes de l'intervention policière.

Les résultats remettent en cause les bases mêmes du discours sécuritaire et judiciaire. Car la police jouit de fait d'un pouvoir discrétionnaire quant à la suite à donner aux affaires qu'elle traite et à la poursuite des personnes mises en cause. Elle opère une discrimination marquée entre les personnes d'apparence « européenne » et celles originaires du Maghreb. Celles-ci iront prioritairement approvisionner le parquet et les statistiques sur la délinquance pour des infractions que la police choisit, à un moment donné, de privilégier. Ainsi se constitue un *« phénomène de criminalisation de groupes sociaux spécifiques »*. Cet ouvrage vient de recevoir le prix Gabriel-Tarde de l'Association française de criminologie.

C. B.

UN MYTHE POLITIQUE : LA « RÉPUBLIQUE JUIVE ». – Pierre Birnbaum

★ *Fayard, Paris, 1988, 417 pages, 140 F.*

La France a connu deux types d'antisémitisme se nourrissant l'un l'autre mais néanmoins radicalement différents. Le premier, dont le hérant le plus tristement célèbre au XIXe siècle fut Edouard Drumont, véhiculait tous les poncifs de la haine antijuive. Ces thèmes liés à l'argent, au cosmopolitisme, aux perversions sexuelles se retrouvent dans de nombreux pays, et leur résonance en France est minutieusement disséquée par l'auteur. Pourtant l'essentiel du propos de Pierre Birnbaum est ailleurs. L'objet de l'ouvrage est de *« montrer le lien, dans un pays où l'Etat fort se présente à travers le moule républicain, entre l'intégration étatique des juifs conduite sur le mode universaliste d'une citoyenneté semblable pour tous et le déclenchement d'un antisémitisme proprement politique rejetant aussi bien l'Etat républicain que les juifs dont il a rendu possible l'intégration »*. Une thèse passionnante et explicitée avec beaucoup de brio.

ALAIN GRESH.

Une histoire du couple liberté-laïcité

Par YVES FLORENNE

La laïcité est une notion assez généralement méconnue, et le plus souvent réductrice : focalisée sur l'école. Question importante, certes, mais à l'intérieur d'une réalité fondamentale, en dehors de quoi elle n'a pas de sens : l'existence ou la fondation d'un Etat laïque. Paradoxe apparent, c'est en somme à l'Eglise romaine, dès ses origines, qu'on doit la formation de deux « états » dans la société, par la distinction qu'elle opéra entre le clerc et le laïc. Entendu que le premier, du haut de la transcendance, avait autorité sur le second. Autrement dit : le plus humble des moines, sur le roi. Théoriquement. Car on sait ce qu'il en fut, et comment, à l'occasion, les rois traitèrent les cardinaux, voire les papes. C'est que, tout de suite, le pouvoir laïque, c'est-à-dire civil, entendit marquer avec force la réalité et l'étendue de son autorité. Ce serait trop beau que la laïcité de l'Etat en France eût été vigoureusement marquée pour la première fois par le futur Saint Louis s'élevant contre *« les exactions imposées par la cour de Rome* (sic) *aux églises de notre royaume »*. Même si la célèbre Pragmatique sanction fut fabriquée deux siècles plus tard pour donner du poids à la propre Pragmatique de Charles VII, il s'agit bien des libertés d'une Eglise gallicane, à laquelle Bossuet, donc Louis XIV, donnèrent un éclat définitif, et dont Rome, de mauvais gré, dut s'accommoder.

La Révolution apporterait non la rupture mais ce qui, au regard de Rome, était pire : la subordination du clergé par sa constitution *civile*. Il revint à la Troisième République de procéder, en 1905, à la séparation radicale, que n'avait d'ailleurs pas attendue, pour éclater, la « nouvelle guerre de religion » ou des « deux France ». Qui fut dans une large mesure celle de la droite contre la gauche. On verra, avec Emile Poulat, comment cette guerre s'est progressivement apaisée, d'autant que la puissance temporelle de l'Eglise et même son influence spirituelle décroissaient. Dans ce contexte, si elle se rallume par brèves flambées à propos de l'école, la revendication de l'enseignement « libre » (libre de l'Etat) est d'abord celle de la liberté tout court. Le couronnement de la laïcité, ce fut d'être inscrite pour la première fois, en 1946, dans la Constitution de la République.

CE schéma linéaire pour fixer les idées : il rend mal compte d'un livre (1) au parcours sinueux, récurrent, abondant, touffu et néanmoins ordonné, qui apparaît comme une « nouvelle histoire » de la France à travers l'alliance conflictuelle des deux pouvoirs, où le temporel consacre sa souveraineté en poursuivant sa marche vers la laïcité, la liberté, les droits de l'homme. Si dense, si riche cette histoire, qu'on ne peut, parlant d'elle, que l'effleurer. On aimerait s'arrêter à l'exégèse des grandes conquêtes de l'« émancipation moderne » ; à des phénomènes tels que celui qui montre partout des peuples, étrangers ou non à la religion, s'en donner une autre : celle de la patrie sacralisée. Religion encore, la Science majuscule, bien que nous soyons loin de la candide mystique scientiste du siècle dernier. Le doute critique se fait jour, sinon à l'égard de la science en soi, mais de ses prêtres, de leur autorité péremptoire, jusque dans leurs rivalités et leurs contradictions, de leur éthique, de leur conscience qui peuvent parfois faire question. Leur recherche ne débouche-t-elle pas, pour l'homme, sur moins de bienfaits que de dangers de mort ?

Une mise en garde. L'auteur emploie souvent le mot « libéralisme ». Il faut bien ne pas perdre de vue que c'est dans son sens premier, politique et de « gauche » : idéologie et institution de la liberté. Le mot crée l'équivoque, dont jouent les « libéraux », et il vire vers son contraire en ne signifiant plus, ou d'abord, que liberté économique. Qui est, pour quelques-uns, la liberté d'exploiter les autres, à tout le moins de les dominer. Ce libéralisme-modèle s'expose avec la plus généreuse autorité aux Etats-Unis, jusque dans la croyance que les pauvres méritent leur pauvreté, – et qu'ils le prouvent par leur incurable incapacité à devenir riches. Bien entendu, ils n'en sont pas moins libres. Une liberté bien réelle, sympathique quand elle est pittoresque : c'est celle de nos clochards. Ailleurs, celle de mourir de faim au trop grand soleil.

Le libéralisme authentique engendre l'*« idéologie des droits de l'homme »*, dont Emile Poulat constate qu'elle *« s'est constituée en rupture avec les principes du catholicisme, et* [qu'] *il ne pouvait en être autrement »*. Il n'en cite pas moins, impartialement, l'affirmation contraire à laquelle Gilson donne tout son poids : *« Les droits de l'homme nous sont beaucoup plus chers qu'aux incroyants, car ils ne se fondent pour eux que sur l'homme, qui les oublie, au lieu qu'ils se fondent pour nous sur les droits de Dieu, qui ne nous permet pas de les oublier. »* Le même souci d'objectivité fait admettre volontiers à l'auteur que le christianisme originel inspire la Déclaration des droits, qui n'éveilla à Rome que méfiance hostile. Il entend rappeler aussi que *« l'Eglise de droit a précédé largement l'Etat de droit »*. Celui-ci succède donc à celle-là, dans une perspective laïque de liberté. Et il va conclure sur la nécessité primordiale de *« dépasser la vieille problématique Eglise-Etat »*. Sur quoi il franchit le pas : *« Une nouvelle laïcité est née... Ne dirait-on pas mieux : une nouvelle civilité, qui suppose le désarmement des passions religieuses, l'entrée tous ensemble dans un monde nouveau de la culture ?* (2) »

CETTE histoire de la coexistence conflictuelle d'un pouvoir temporel et d'un pouvoir de l'esprit qui entend s'imposer au temporel, elle commence (et subsiste) avec les sorciers et les chefs, se poursuit avec les prêtres et les rois, les despotes, les Etats totalitaires, avec enfin les démocraties où, dans la liberté, le spirituel dépouillé du temporel est d'autant mieux spirituel. Cette histoire-là est donc vieille comme le monde. Notre propre conclusion, plus générale en ce qu'elle inclut le débat sur les recommencements ou le sens unique de l'histoire, nous l'empruntons aux premières pages de ce beau livre : *« L'histoire ne s'arrête jamais de commencer. »*

(1) Emile Poulat, *Liberté, Laïcité – La guerre des deux France et le principe de la modernité*, Cerf/Cujas, Paris, 1988, 448 pages, 135 F.

(2) Sur ce thème il faut lire *Laïcité 2000*, Actes du colloque national organisé par la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente, Edilig, Paris, 1987 (voir *le Monde diplomatique*, mars 1988).

CULTURE

L'ARENE DE L'ART. – Henri Cueco et Pierre Gaudibert

★ *Galilée, coll. « Débats », Paris, 1988, 232 pages, 82 F.*

Dans les semaines qui suivirent le krach de Wall Street d'octobre dernier, une toile de Van Gogh, *les Iris*, atteignait aux enchères le prix de 330 millions de francs, une somme jamais atteinte par un tableau. Ainsi, dans une économie désemparée, l'art confirmait sa qualité de valeur refuge, faisant l'objet d'extravagantes spéculations.

Quels liens unissent la création solitaire d'un artiste à la mode culturelle et à l'économie internationale ? Telle est l'une des questions fortes à laquelle répondent, dans cet ouvrage foisonnant d'idées, Pierre Gaudibert, fondateur de l'ARC et théoricien de l'action culturelle, et Henri Cueco, peintre et professeur à l'Ecole des beaux-arts.

Ces deux auteurs expliquent, à tour de rôle, avec intelligence et clarté, certains problèmes culturels d'une rare complexité : par exemple, quelle étrange alchimie – faite de démarches marchandes, de communication médiatique et de flux financiers – produit aujourd'hui un « art international » ? Pourquoi le tiers-monde et ses artistes en sont-ils exclus ? Quelles sont les lois du marché de l'art ? Comment surgissent les avant-gardes et les néo-avant-gardes ?

Dévoilant les relations qu'entretiennent l'art, la *société et* l'économie, les auteurs proposent des solutions pour soigner les graves maladies d'une culture contemporaine de plus en plus fascinée par l'argent, séduite par les médias et figée par le conformisme.

IGNACIO RAMONET.

HISTOIRE DE LA PRESSE DES JEUNES ET DES JOURNAUX D'ENFANTS (1768-1988). – Alain Fourment

★ *Editions Eole, avec le concours du Centre national des lettres, Paris, 1987, 438 pages dont de très nombreuses illustrations, 150 francs.*

La presse pour enfants va allègrement vers ses deux cent vingt ans. En 1768, soit six ans après la parution de l'*Emile*, naît en effet le *Journal d'éducation*. *« C'est dans la jeunesse, et même dans l'enfance, qu'il faut jeter les fondements de l'homme futur, du prince et du citoyen, du militaire et du ministre des autels, du magistrat et de toutes les personnes destinées à des emplois importants, ou à tenir un rang distingué dans la société »*, écrit alors en guise d'intentions le fondateur de cet ancêtre de la presse enfantine, qu'Alain Fourment, journaliste au *Monde* et fin connaisseur de ce secteur de la presse, cite dans son livre *Histoire de la presse des jeunes et des journaux d'enfants (1768-1988)*.

Mais le projet éducatif et ambitieux défini par le *Journal d'éducation* va connaître bien des vicissitudes. Insensiblement, la presse des enfants et des jeunes va passer de la morale à la moralisation. Le triomphe en sera cette fameuse loi de juillet 1949 dont on a vu, grâce aux interdictions récentes de journaux par M. Charles Pasqua, qu'elle est toujours bel et bien en vigueur et qu'elle agit un peu trop selon des règles anciennes et incertaines. Ce n'est pas le moindre des mérites du livre d'Alain Fourment d'avoir livré *in extenso* cette loi qui définit ce qui, à aucun titre, ne doit *« démoraliser l'enfance ou la jeunesse »* et doit donc être vigoureusement pourfendu : la lâcheté, le mensonge, la haine, la débauche, etc. Diverses facettes de cette *« dure vie basse »* dont parlait Gide, en quelque sorte... Mais l'histoire de cette presse, c'est aussi le parfum suranné des titres de publications qui sentent le grenier, les malles anciennes et les chaudes après-midi d'été : de *l'Epatant* au *Journal rose*, de *l'Audacieux* au *Bon génie des enfants* ou à *la Semaine de Suzette*, les trésors recensés sont innombrables. Il nous reste, bien sûr, *Perlin* ou *Spirou*. Mais que de titres disparus, aux illustrations colorées et aux phrases sentencieuses ou drôles ! La presse pour enfants, naviguant entre l'éducatif strict et le commercial à-tout-va, est toujours là. Mais la nostalgie n'est pas près de disparaître quand on contemple les pages jaunies de ces ancêtres disparus.

YVES-MARIE LABÉ.

RELIGION

EGLISES ET ORDRE COLONIAL EN NOUVELLE-CALÉDONIE. – Jean-Marie Kohler

★ *Témoignage chrétien, Paris, 1987, 48 pages, 40 F.*

« Les déclarations faites par les Eglises (ou par certaines de leurs composantes officielles) depuis les années 80 peuvent donner à penser qu'elles se sont résolument engagées dans une lutte morale, si ce n'est politique, contre les injustices de l'ordre social établi » en Nouvelle-Calédonie. Toutefois, observe Jean-Marie Kohler, *« les avancées enregistrées à cet égard n'autorisent pas à conclure à un changement radical »*.

Qu'il s'agisse, en effet, de l'Eglise catholique ou de l'Eglise évangélique libre, aucune ne réussit véritablement à *« se situer dans l'histoire »* ni à dépasser une analyse éthique – voire naturaliste – du fait colonial.

L'auteur relève cependant, au-delà des *« tendances lourdes des institutions religieuses »*, l'existence de courants plus volontaristes, à commencer par l'Eglise évangélique. Et partout les communautés mélanésiennes de base secouent l'ordre établi à la faveur de clivages internes qui reproduisent les divisions de la société civile.

JEAN-PIERRE ALAUX.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

UNE HISTOIRE VENUE D'OUTRE-ATLANTIQUE

Le capitalisme contre le citoyen

Par JACQUES DECORNOY

PRINTEMPS 1981. Le gouvernement socialiste est formé à Paris. L'Elysée s'interroge : où va l'économie mondiale ? L'ambassadeur de France aux Etats-Unis téléphone à M. Anthony Solomon, président du New-York Fed, qui lui annonce l'imminence d'une récession. La même question est posée par le ministère français des finances au Trésor américain, qui prévoit une sérieuse expansion. M. Mitterrand (selon M. Solomon) se fie aux prévisions du Trésor : *« Allons-y et choisissons le chemin de l'expansion car le Trésor américain nous a donné de telles assurances »*, dit-il lors du premier conseil des ministres. C'était oublier que le pouvoir et le savoir n'étaient pas entre les mains des politiques, mais sous le contrôle du *système technocratico-financier* de la Réserve fédérale — à Washington et à Wall Street. On connaît la suite : ce fut la récession...

Cette anecdote, qui reflète à la fois le réel équilibre des forces aux Etats-Unis et au sein du monde occidental et l'ignorance des véritables rapports de puissances, est rapportée dans un de ces rares livres fondamentaux qui permettent de comprendre comment fonctionnent nos sociétés, et ne fonctionnent point du tout nos démocraties. Huit cents pages au fil desquelles William Greider pénètre dans le « temple » — la Réserve fédérale — et montre où se situe le pouvoir aux Etats-Unis (1). En cette année électorale — aux Etats-Unis, mais en France aussi — le lecteur d'un tel ouvrage est conduit à s'interroger sur la valeur d'un bulletin de vote, et, s'il en était encore besoin, sur le sens du mot liberté dans les sociétés dites libérales, ou plutôt, car tel est leur véritable qualificatif, capitalistes (2).

Une structure de classes

WILLIAM GREIDER retrace l'histoire du système financier « public » — la Réserve fédérale, ou Fed — depuis sa naissance en 1913, qui, note-t-il, a fixé *« les limites permanentes »* de la démocratie américaine en consacrant la toute-puissance des banquiers les plus influents au détriment *« du monde du travail, des fermiers et du petit business »*. C'est à une véritable analyse de classes que se livre l'auteur. Ceux qui dominent aujourd'hui la société américaine, ce sont les 2 % de familles qui détiennent 30 % des avoirs en liquide, 50 % des actions possédées par les personnes privées, 39 % des obligations des sociétés et du gouvernement, 71 % des valeurs non taxées émises par les municipalités, 20 % des biens immobiliers. 10 % des familles possèdent 86 % des actifs financiers nets (hors institutions). A l'autre bout de la chaîne, 55 % des familles ne possèdent rien, ou sont endettées. Seuls les 10 % de la couche « supérieure » intéressent Wall Street.

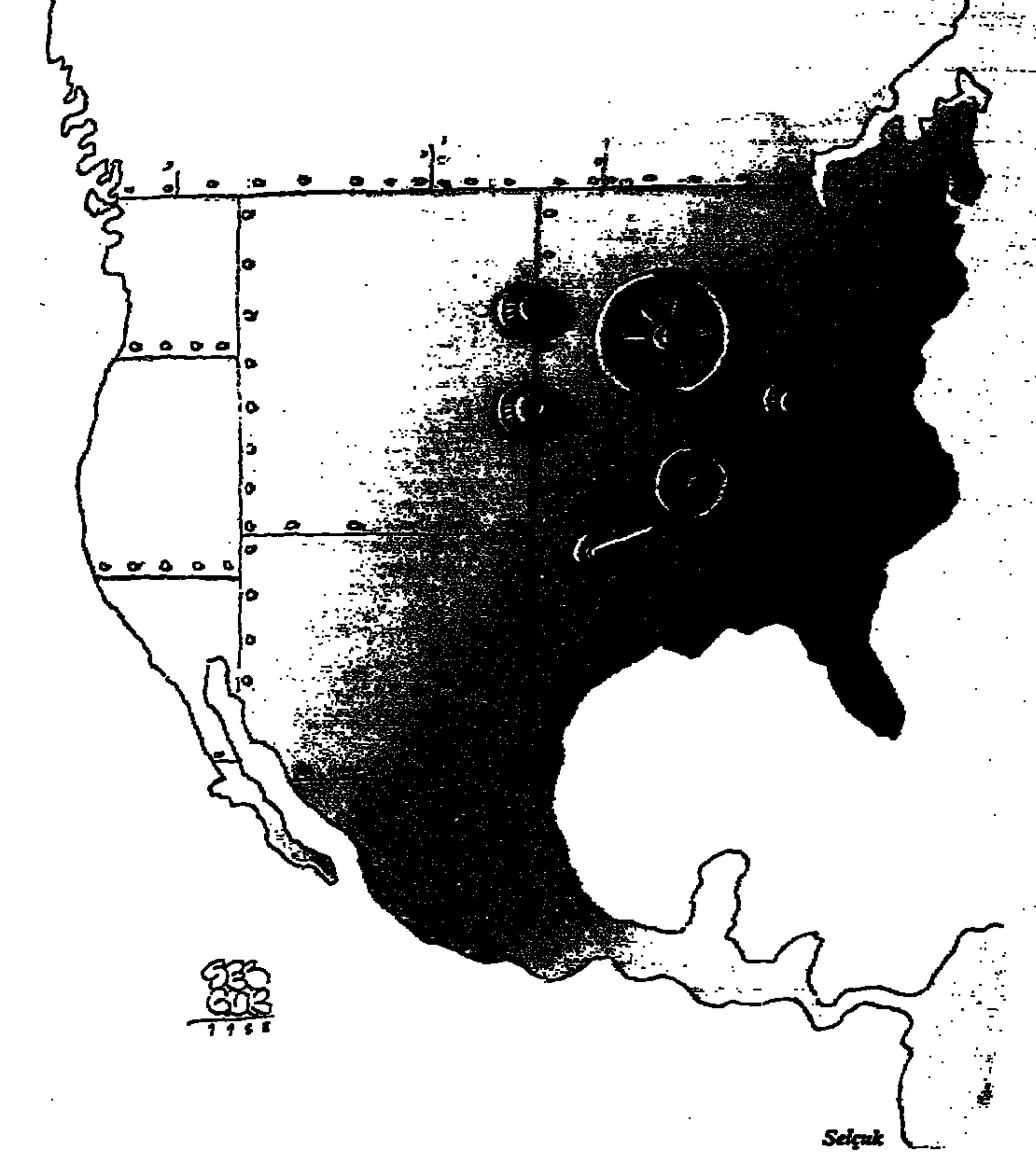
Et pourtant, tous les Américains peuvent voter. Remarque, à ce propos, de William Greider, analysant la campagne de 1984 : *« Etant donné l'état de décomposition de la démocratie « électorale », à peine plus de la moitié des Américains votaient lors des élections présidentielles. L'électorat actif rassemblait les Américains les plus instruits, les plus prospères — les mêmes qui, en gros, profitaient des taux d'intérêt élevés. Les Américains endettés, bien que majoritaires, comptaient moins en période électorale. Voilà qui expliquait pourquoi les politiciens, en particulier les démocrates qui, en principe, parlaient au nom des moins fortunés, n'abordaient jamais les implications de classe de la dette et des taux d'intérêt. En parlant au nom des endettés, parmi lesquels beaucoup ne votaient jamais, un candidat risquait de heurter les créditeurs qui, eux, votaient. »*

Le pouvoir bancaire

LE bon peuple et les dirigeants étrangers ont cru et croient que le pouvoir se situe à la Maison Blanche, ou au Congrès, ou encore au Pentagone — selon les époques et les problèmes qui surgissent. C'est oublier que M. Paul Volcker, lorsqu'il était président de la Réserve fédérale, a imposé sa loi à M. Carter et, souvent, à M. Reagan. C'est oublier aussi que les membres du Congrès dépendent largement, pour être élus, du pouvoir bancaire, et que, pour environ un quart, les élus sont plus ou moins directement liés à ce même pouvoir. C'est oublier que la Réserve fédérale, qui représente en fait les intérêts des plus grandes institutions financières privées, n'est soumise à aucun contrôle démocratique et est indifférente — si tels sont ses intérêts idéologiques et matériels — aux vœux du politique : aussitôt nommé par M. Carter, M. Volcker lança l'institution, et donc l'économie américaine, et, par voie de conséquence, l'économie mondiale, sur la voie monétariste, ce qui n'aida en rien en 1979 le candidat Carter, mais ouvrit la route néolibérale du candidat Reagan.

Une règle : la stabilité de la monnaie, la lutte contre l'inflation. Peu importaient le coût social et économique d'une telle stratégie (que William Greider compare à une vraie *« guerre coloniale »* — interne), la récession, les millions de chômeurs, les dizaines de milliers de faillites. Une stratégie — l'auteur l'explique dans le détail — qui a contribué à la concentration capitaliste et à la montée en puissance du pouvoir financier. Car ce capitalisme n'est pas un ; il est foisonnant, complexe, bourré de contradictions. Des pans entiers de ce qui pouvait être considéré comme des secteurs pesant lourdement sur l'économie sont sacrifiés au profit d'autres. La Réserve fédérale dicte sa loi. M. Reagan ne peut, contre Wall Street, remplacer M. Volcker dont la politique contredit celle de la Maison Blanche sur bien des points. Ce qui ne signifie pas que la Réserve fédérale ne modifie pas sa stragégie : elle sait, quand elle s'aperçoit qu'elle est allée trop loin, qu'elle a précipité l'économie au bord du gouffre, amender sa politique de taux d'intérêt ou de contrôle de la masse monétaire.

Les erreurs abondent, qui sont parfois colossales. Les grands-prêtres du « temple », en 1982, changent de stratégie après avoir, pendant trente-trois mois, *« imposé à l'économie américaine — et au monde — la discipline la plus sévère jamais appliquée pendant l'histoire de la banque centrale américaine : la politique monétaire de la Réserve fédérale avait fait monter les taux d'intérêt aux niveaux les plus élevés du vingtième siècle, niveaux qu'on aurait qualifiés d'usuraires en d'autres temps »*. Et puis, soudain, le 1er juillet 1982, nouvelle politique : on relance l'économie, l'argent coule à flot.



Erreur aussi — ou logique du système, — la période qui verra s'affirmer le jeu boursier, et des sommes énormes se porter sur la spéculation, les OPA, plus rarement sur l'économie productive. Mais la Réserve fédérale veille au grain : M. Volcker, moins présent à la télévision que dans les instances où se décide le sort de l'humanité, mène campagne contre les syndicats et pour un tassement des salaires.

Le savoir gênant

AUTRE erreur — si le mot convient : la Réserve fédérale n'intervient que mollement auprès des géants de la finance — dont elle est l'émanation — qui prêtent sans compter, sans raisonner, sans prévoir, au tiers-monde, sud-américain notamment. Et soudain, M. Volcker, *« le tsar de l'économie américaine »*, voit entrer dans son bureau les responsables mexicains aux abois : le tiers-monde ne peut plus rembourser. La technocratie financière, si sourcilleuse lorsqu'il s'agissait — à n'importe quel coût humain — de juguler l'inflation aux Etats-Unis, a laissé s'emballer la machine de l'endettement, a cru que ces pays, auxquels des sommes énormes étaient avancées, allaient se couvrir d'entreprises, d'autoroutes, de consommateurs, et que la gigantesque machine mondiale allait fonctionner comme un certain credo libéral le suggérait. Il en alla autrement. Et il y eut un certain lundi 19 octobre 1987. M. Volcker n'était plus en poste ; il avait été remplacé par M. Alan Greenspan, *« un économiste suffisamment conservateur pour que Wall Street fût rassuré »*.

Pour user d'un cliché, l'histoire que raconte William Greider ne se résume pas. En revanche, elle oblige à s'interroger sur le type de société dans lequel nous vivons, car le livre ne concerne pas les seuls Etats-Unis. Cette étude pulvérise le mythe de la société sans classes, dont le capitalisme de la fin du vingtième siècle aurait accouché en se faisant *« populaire »* ; le mythe, aussi, de prétendus consensus.

William Greider s'interroge, dans ses dernières lignes, sur le sens de ce qui tient lieu d'éthique, qui s'appelle l'argent et fait fonction de ciment entre les personnes dans les sociétés capitalistes. Il écrit : *« Si les secrets du temple étaient dévoilés, le mystère de l'argent se dissoudrait* [...]. *Les tabous une fois décodés perdraient leur pouvoir de persuasion. Les Américains sauraient avec précision ce qui les unit au sein de leur société, les accords passés en leur nom, les rigoureux rituels observés* [...]. *Ils comprendraient enfin ce en quoi ils croient. Cependant, le mystère était nécessaire pour faire vivre la foi sociale. Savoir était gênant. Ignorer les secrets réconfortait. Si les Américains avaient peur de regarder à l'intérieur du temple, peut-être était-ce parce qu'ils craignaient d'apprendre la vérité à leur sujet. »*

Le message va loin, très loin, bien au-delà des Etats-Unis. Il appelle, au terme d'une analyse scientifique, au renversement de l'argent-roi, et à la prise du pouvoir par les électeurs enfin devenus citoyens.

(1) William Greider, *Secrets of the Temple. How the Federal Reserve Runs the Country*, Simon and Schuster, New-York, 1988, 799 pages, 18,95 dollars.

(2) Lire la brochure du *Monde diplomatique*, *le Libéralisme contre les libertés*, avril 1988, « Manière de voir 2 ».

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois d'avril 1988 a été tiré à 156 000 exemplaires.

